

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

L'AUTONOMIE SYNDICALE
et ses **LIMITES**
devant les **COURS ANGLAISES**

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Paul BARATIER



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU
42, Quai Gailleton, 42

1927

L'AUTONOMIE SYNDICALE ET SES LIMITES
DEVANT LES COURS ANGLAISES

L'AUTONOMIE SYNDICALE
et ses LIMITES
devant les COURS ANGLAISES

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Paul BARATIER



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

—
1927

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEURS

MM

- APPLETON (Charles), *, ☼ I., professeur honoraire.
GARRAUD (René), *, ☼ I., ☼, professeur honoraire, correspondant de l'Institut.
JOSSEMERAND, *, ☼ I., doyen, professeur de Droit civil.
PIC (Paul), *, O., ☼ I., professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), O, *, ☼, ☼ I., professeur de Droit administratif.
LAMBERT, *, ☼ I., professeur de Droit comparé.
BOUVIER, ☼ I., professeur de Science financière et de Législation française des finances.
LAMEIRE, ☼ I., professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.
LÉVY, *, ☼ I., professeur de Droit civil.
GONNARD, ☼, ☼ I., professeur d'Economie politique.
ANTONELLI, *, ☼, ☼ I., professeur d'Histoire des doctrines économiques.
PERROUD, ☼, ☼ I., professeur de Procédure civile.
COHENDY (Georges), ☼ I., professeur de Droit commercial général.
GARRAUD (Pierre), ☼ A., professeur de Droit criminel.
ROUBIER, ☼ A., professeur de Droit romain.
LAMBERT (Jacques), Agrégé, chargé de cours d'Histoire du Droit.
PHILIP, Agrégé, chargé de cours de Science financière et de Législation française des finances.
MOREL, chargé de cours de droit romain.
HUSSON, chargé de cours.
GALLAND, *, ☼ I., chargé de cours de droit civil (capacité).
PERROUX, chargé de cours.
DUBROCA, ☼, O. A., secrétaire.

MEMBRES DU JURY

- M. ED. LAMBERT, Professeur à la Faculté de Droit, *président*.
MM. P. PIC, Professeur à la Faculté de Droit }
P. GARRAUD, Professeur à la Faculté de Droit } *assesseurs*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES PARENTS

Nous tenons à témoigner, au seuil de cette étude, de notre gratitude toute particulière envers les Professeurs Edouard Lambert, P. Pic, et R. Garraud, de la Faculté de Droit de Lyon, Maurice Picard de la Faculté de Droit de Paris, envers le Doyen H. C. Gutteridge de la Faculté de Droit de Londres, et le Professeur Sarfatti, de Turin.

Nos remerciements vont également à Mademoiselle L. Villard, de la Faculté des Lettres de Lyon, aux Professeurs Gonnard et Lameire, de Lyon, Cuche, de Grenoble, Sorley, de Cambridge, G. D. H. Cole, d'Oxford, et Laski, de Londres; à Sir John Simon, et à Sir Maurice Sheldon Amos; au Recteur G. Del Vecchio, de Rome, à M. Jacques Bardoux, de l'Institut, à M. Robert L. Cru, directeur de la Maison de l'Institut de France à Londres, à Mr Severn de Gray's Inn, à M. Marquis, professeur au Lycée de Lyon, à M^e Branche, du barreau de Lyon, et à M. René Hoffherr, du Bureau International du Travail.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Table Analytique

INTRODUCTION 13

La souveraineté de l'Etat et les souverainetés corporatives ; la révolution allemande de 1918 et l' « ancrage » des Conseils dans la constitution de Weimar ; la grève anglaise de mai 1926 et l'opinion de Sir John Simon ; la politique syndicale du Fascisme : l'Etat corporatif.

Le problème de la souveraineté intérieure des Unions en jurisprudence comparée.

CHAPITRE PREMIER. — *Développement historique et structure juridique des Trade-Unions* 45

L'origine des Unions ; la loi de 1871 et sa Section quatre ; la loi de 1906 et l'immunité qu'elle confère aux fonds syndicaux ; la loi de 1913 et l'activité politique des Unions ;

Le statut légal des Unions anglaises ; distinction des corporations et des associations volontaires ; loi commune et statuts parlementaires ; les points favorables au développement de l'autonomie syndicale.

CHAPITRE DEUXIÈME. — *L'Application première de la Section quatre : l'autonomie syndicale* 67

Recours exercés contre les décisions syndicales infligeant des amendes aux adhérents ou concluant au versement par le Syndicat d'allocations prévues aux Statuts : les Cours britanniques se déclarent incompétentes. Les arrêts : « Mullett v. French Polishers », « Drennan v. Ironmoulders », « M'Kernan v. Ma-

sons' Ass. », « Carpenters and Joiners v. O'Donnell », « Sayer v. Carpenters and Joiners », « Cullen v. Elwin », « Russell v. Carpenters and Joiners », « Mudd v. Carpenters and Joiners ».

La Jurisprudence américaine sur les mêmes questions; conciliation établie entre l'autonomie des associations volontaires et le contrôle judiciaire. L'attitude des Cours de New-York.

La Jurisprudence française et la conception contractuelle des Statuts syndicaux; les articles 412 et 419 C. Pén. et leur application possible en ce domaine.

CHAPITRE TROISIÈME. — *Le Contrôle judiciaire de l'emploi des fonds* 113

Le contrôle de l'emploi des fonds et le contrôle de l'activité syndicale en général; la politique de l'atelier syndical et l'opinion de Sir George Jessel dans l'arrêt « Rigby v. Connol » : la Section quatre interdit aux Cours d'intervenir; l'arrêt « Duke v. Littleboy » suit cette opinion; l'opinion du juge Edward Fry dans l'affaire « Wolfe v. Matthews » et la jurisprudence nouvelle; l'arrêt « Alfin v. Hewlett »; la décision de la Chambre des Lords dans l'affaire « Howden » : l'opinion de la majorité est en faveur du contrôle judiciaire; le dissent de Lord Davey et celui de Lord James; l'opinion des autres juges; l'arrêt « Cepe v. Crossingham », l'arrêt Osborne, l'arrêt « Wilson v. Scottish Typographical Ass. », l'arrêt « Dodd v. Marine workers », l'arrêt « Booth v. Marine workers », la décision du juge Astbury dans l'affaire « National Sailors and Firemen's Union of Great Britain v. Reed », l'observation des Statuts et la légalité de la grève de 1926.

CHAPITRE QUATRIÈME. — *Le Contrôle judiciaire des exclusions* 165

L'opinion de Sir George Jessel inspire la décision de la Cour d'Appel rendue en 1900 dans l'affaire « Chamberlain's Wharf Ld v. Smith » reconnaissant l'incompétence de la Cour; le deuxième arrêt

Osborne consacre un revirement ; la notion de «Membership» et la protection du Statut de membre; l'affaire « Kelly v. Printers »; l'affaire « Johnston v. Aberdeen Master Plumbers' Ass. »; la décision de la Cour d'Appel dans l'affaire « Braithwaite » et l'hostilité syndicale envers les combinaisons d'actionnariat ouvrier; l'arrêt de Mr Justice Coleridge dans l'affaire « Blackall v. Foundry workers ».

La Jurisprudence américaine: l'autonomie de principe des groupements corporatifs en matière disciplinaire; intervention judiciaire au cas de déloyauté, de violation des Statuts, de violation par les Statuts de l'ordre public et des règles constitutionnelles.

La Jurisprudence française: consécration du Contrôle judiciaire des expulsions, soit qu'on applique l'art. 1184 C. Civ., soit qu'il s'agisse d'un pouvoir d'exclusion statutairement attribué à l'Association. L'arrêt de la Cour de Colmar et le contrôle des admissions.

CONCLUSION 279

L'autorité propre à la Jurisprudence anglaise ; principes, méthodes, résultats; l'acte de 1927 ; le Staut légal des Unions britanniques et la souveraineté intérieure des Associations corporatives.

APPENDICE 287

Texte de l'Acte de 1927 et de diverses propositions antérieures.

Note sur l'opinion des différents partis relativement à l'Acte de 1927.

L'AUTONOMIE SYNDICALE ET SES LIMITES DEVANT LES COURS ANGLAISES

Introduction

Quelle autonomie faut-il reconnaître aux organismes corporatifs ? Dans quelle mesure leur activité peut-elle échapper à l'autorité de l'Etat exercée sous sa double forme de tutelle administrative et de contrôle judiciaire ? Toute réponse — et les réponses fournies par les théoriciens politiques et la doctrine juridique sont multiples — implique en dernière analyse une conception propre de la souveraineté. Qui la considère comme indivisible sera naturellement porté à n'admettre aucun intermédiaire entre l'individu et l'Etat, entre le souverain et le sujet, et tendra naturellement à refuser à ces groupements toute espèce de pouvoir propre et d'indépendance. Bien plus, il leur dénierait parfois l'existence même. Qu'il nous suffise de rappeler ici deux exemples qui nous semblent concluants : celui du plus illustre théoricien anglais du droit public et celui de la Révolution française.

Hobbes (1), avant tout préoccupé d'assurer à l'Etat,

(1) Thomas Hobbes. « *Leviathan* », Part. II. Chapter XXIX. Edition Molesworth.

symbolisé par un « Léviathan » le maximum de puissance et la plus grande stabilité, condamne sans réserve les groupements intermédiaires : « Une autre cause de faiblesse pour un Etat », écrit cet auteur, « réside dans la grandeur excessive d'une ville lorsqu'elle peut lever sur son propre territoire, le contingent et le budget d'une grande armée; elle réside de même dans la multiplicité des associations qui sont pour ainsi dire une foule de petits Etats dans les entrailles du grand, comme des vers dans les entrailles d'un corps d'homme. » Ce n'est pas en vain qu'un pluraliste contemporain (2) a pu traiter Hobbes de « prince des penseurs monistes ». Le souverain doit régner sans partage et sa volonté ne doit se heurter à aucun obstacle.

L'attitude des révolutionnaires n'est pas moins nette. L'Assemblée Constituante, après avoir décrété la suppression des maîtrises et jurandes et par là même aboli l'organisation professionnelle ancienne, dans sa décision des 2-17 mars 1791, devait voter sans discussion la loi du 14 juin interdisant toute sorte de groupement professionnel. « Il n'y a plus de corporations dans l'Etat, il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général; il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire, de les séparer de la chose publique par un esprit de corporation. » (3) Les dispositions

(2) H. J. Laski. *Studies in the Problem of Sovereignty*. Page :25. Yale University Press. 1917.

(3) Citées par P. Pic. *Traité*. Edition 1922, n° 328.

essentielles de la législation nouvelle étaient les suivantes :

Article premier: « L'anéantissement de toute espèce de corporations de citoyens de même état ou profession étant l'une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit. » — Art. 2 : « Les citoyens du même état ou profession, entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer de président ni de secrétaire syndic, tenir des registres, prendre des arrêts ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs. » (4)

La prohibition des coalitions était formulée par l'article 4 : « ...si contre les principes de la liberté et de la Constitution, des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers, prenaient des délibérations, faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, les dites délibérations accompagnées ou non de serment, seraient déclarées inconstitutionnelles et attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme. »

Nous sommes fort éloignés, à cette heure, d'un tel monisme, monarchiste ou républicain, et pour certains théoriciens du syndicalisme, la question n'est

(4) Pic, *op. cit.*, n° 289.

plus de savoir si l'Etat tolèrera le syndicat mais bien plutôt celle de savoir si le syndicat tolèrera l'Etat. Le trait distinctif du syndicalisme révolutionnaire est peut-être, avec l'apologie de la violence, l'hostilité contre l'Etat, qu'on espère paralyser d'abord et finalement annihiler. D'où le contraste qu'il présente avec les thèses collectivistes et celles du socialisme d'Etat. La nationalisation des entreprises industrielles qui figure au programme syndicaliste, s'effectuerait non pas au profit de l'Etat, mais au bénéfice de régies autonomes, maîtresses de leur administration et de leurs finances. « La souveraineté », écrit M. Serge Panunzio dans « Le Mouvement Socialiste » (5) de juillet-août 1913, « est-elle en Dieu comme le soutient la théologie politique ? Dans la personne du souverain et de ses tenants comme le soutient l'école orthodoxe légitimiste ? Dans la personne indistincte du peuple, comme le soutient l'école démocratique ? Nous nions, il va sans dire, toutes ces doctrines, et nous affirmons que la souveraineté, selon la conception syndicaliste est tout entière dans le Syndicat... Selon la doctrine syndicaliste, l'Etat est supplanté par le Syndicat qui est l'union organique des ouvriers. Le Syndicat ne connaît donc pas le citoyen.... Nous persistons à croire que le peuple comme organisme indépendant, n'existe pas... l'ensemble des volontés individuelles qui trouve son expression collective dans le groupement syndical que nous avons caractérisé dès le commencement comme une asso-

(5) » Le Mouvement Socialiste », juillet-août 1913, p. 59, Serge Panunzio. « Syndicalisme et Souveraineté ».

ciation politique, est la source, la base, de la souveraineté syndicale... Il ne nous est point difficile de démontrer que la forme politique future des syndicats sera une forme républicaine fédérale. Chaque groupe syndical sera, dans les limites de sa sphère naturelle d'action, un centre autoarchique, c'est-à-dire revêtu de souveraineté politique autonome. » etc. (6). Ce sont là, sans doute, des théories et des théories volontairement outrancières, édifiées par des hommes qui philosophèrent sur le mouvement syndical plus qu'ils ne le dirigèrent. Mais il faut néanmoins noter qu'un théoricien du droit public aussi éminent que M. Duguit conçoit l'Etat comme « une coordination de services publics articulés les uns aux autres et gérés par les corporations professionnelles pour la satisfaction des besoins de la collectivité », et que l'idée de la souveraineté de l'Etat centralisé lui apparaît comme désuète et périmée. (Cf. sur ce point : George Renard : « Souveraineté et Parlementarisme », dans le 4^{me} « Cahier de la Nouvelle Journée ». Bloud et Gay, 1925.) Ces idées ont d'ailleurs rallié une partie de la classe ouvrière, et de récents événements ne nous permettent guère de traiter légèrement les prétentions des Syndicats à la souveraineté sans épithète, ou de sous-estimer leur portée pratique.

La révolution allemande de novembre 1918 fut incontestablement l'œuvre des partis extrêmes, Indé-

(6) Voir aussi : « Le Mouvement Socialiste », mars 1912. Conférence de Hubert Lagardelle, à Bruxelles, en février 1912; et, généralement, les dernières années de cette revue.

pendants, Communistes et Spartakistes dont le but avoué était la socialisation des moyens de production. Au lendemain du coup de force, ce sont les conseils d'ouvriers et de soldats qui sont les maîtres et apparaissent comme « les seuls et véritables titulaires de la souveraineté » (7). Lorsque le chancelier d'Empire, Ebert, tenta de constituer un cabinet, il dut, pour s'assurer le concours des indépendants, leur promettre « que le cabinet ne serait constitué que de socialistes et qu'il reconnaîtrait formellement que la souveraineté politique résidait entre les mains des conseils d'ouvriers et de soldats ». Ce fut le 19 décembre seulement que, sous l'influence des Social-Démocrates, au Congrès général des Conseils, fut écartée, par 334 voix contre 98, la proposition du théoricien du parti indépendant Ernest Daumig, aux termes de laquelle : « En toutes circonstances on s'en tiendrait au système des conseils comme base de la constitution de la république socialiste, de telle sorte que les Conseils possédassent le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire suprême ». Si d'ailleurs le principe anti-démocratique du projet communiste, confiant au seul prolétariat la direction des affaires publiques, devait le faire repousser par l'Assemblée Nationale, il n'en reste pas moins que ce programme subsista en tant que tel et que les groupements qui le professaient parvinrent à réunir, le 6 juin 1920, plus de cinq millions de voix et à envoyer 83 députés au Reichstag. — A côté du programme des indépen-

(7) L'expression est de M. Brunet : « La Constitution Allemande ». Payot, 1921.

dants, une autre conception plus modérée se fit jour et gagna des partisans de toute nuance : c'est celle d'un Parlement Professionnel (Kammer der Arbeit) jouant le rôle d'une seconde Chambre, superposée à l'Assemblée démocratique (Volkskammer), investie d'un droit de veto sur toutes les décisions importantes de cette dernière et examinant la première toutes les propositions de lois de caractère économique (8). Cette Chambre du Travail aurait pour fonction essentielle de représenter les producteurs dans la vie politique. Ce Parlement serait constitué par la réunion des délégués des « Conseils Centraux de Production » ; au-dessous de ces organismes nationaux s'échelonnerait toute une série de Conseils de production communaux, de cercle et provinciaux dont les délégués constitueraient autant de Chambres du Travail locales ou provinciales. A tous les degrés, le principe de la parité entre employés et employeurs serait absolu ; en outre, le Parlement Politique subsisterait.

Dans quelle mesure l'Assemblée Constituante adopta-t-elle ces divers projets et qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Un texte, fondamental il est vrai : l'article 165 de la Constitution de Weimar. Le Gouvernement Scheidemann dut, en effet, s'engager, sous la pression des ouvriers métallurgistes et des groupements de mineurs de l'Allemagne centrale, à introduire dans le texte même de la Constitution, le principe des Conseils. Sa teneur est la suivante : (9)

(8) Voir Brunet, *op. cit.* (La Constitution Allemande du 11 Août 1919, Payot, Paris, 1921).

(9) Constitution du Reich. Deuxième partie. Cinquième section, Art. 165.

« Les ouvriers et employés sont appelés à collaborer en commun avec les employeurs et sur un pied d'égalité, à la réglementation des conditions de salaire et de travail, ainsi qu'à l'ensemble du développement économique des forces de production. Les organisations patronales et ouvrières et les contrats qu'elles concluent, sont reconnus.

« Les ouvriers et employés obtiennent, pour s'occuper de leurs intérêts sociaux et économiques, des représentations légales dans les Conseils ouvriers d'entreprise, ainsi que dans les Conseils ouvriers de cercle formés selon les régions économiques, et dans un Conseil ouvrier du Reich. »

« En vue de l'accomplissement de toutes les tâches économiques et pour collaborer à l'exécution des lois de socialisation, les Conseils ouvriers de cercle et le Conseil ouvrier du Reich se réunissent aux représentations des employeurs et des autres parties intéressées de la population pour former des Conseils économiques de cercle et un Conseil économique du Reich. Les Conseils économiques de cercle et le Conseil économique du Reich doivent être constitué de telle manière que tous les groupes professionnels importants y soient représentés dans la mesure de leur importance économique et sociale. »

« Le Gouvernement du Reich avant de déposer des projets de loi de politique sociale et économique d'une portée fondamentale doit les soumettre pour avis au Conseil économique du Reich. Le Conseil économique du Reich a le droit de prendre l'initiative de propositions de lois de même nature. Si le

Gouvernement du Reich n'y donne pas son assentiment, il doit néanmoins porter la proposition au Reichstag avec l'exposé de son propre point de vue. Le Conseil économique du Reich peut faire soutenir la proposition devant le Reichstag par un de ses membres.

« Les Conseils ouvriers et économiques peuvent, dans les domaines qui leur sont assignés, être investis de pouvoirs de contrôle et d'administration. Il appartient exclusivement au Reich de régler l'organisation et les attributions des Conseils ouvriers et économiques ainsi que leurs relations avec d'autres corps sociaux autonomes. »

Les principes posés dans cet article 165 de la Constitution de Weimar ont été mis en œuvre dans la loi sur les Conseils d'Entreprise du 20 février 1920 qui, elle-même, a été soumise à quelques modifications par les lois du 12 mai 1920, du 31 décembre 1920 et du 29 avril 1923 (Heniger-Wehrlé *Arbeitsrecht*, 6^{me} édition, 1925, pp. 92-133). L'importance qu'a prise dans la pratique du droit du travail cette législation sur les Conseils d'entreprise est suffisamment attestée par les nombreuses décisions judiciaires auxquelles elle a donné lieu et dont l'analyse forme l'objet d'un des principaux chapitres de la partie allemande du tome I (1925) du « Recueil International de la Jurisprudence du Travail », intitulé « Participation ouvrière à l'Entreprise » ⁽¹⁰⁾.

Quel est donc le caractère de ces Conseils d'entre-

(10) Pp. 32-43 de l'Edition française. Genève, 1926.

prise, et peut-on les tenir pour des organismes vraiment professionnels ? Ce qui peut en faire douter c'est qu'à côté d'eux subsiste toute l'organisation syndicale antérieure à leur création, et que de multiples conflits ne manquèrent point d'éclater entre les partisans des Conseils et ceux des syndicats.

Les décisions de justice qui sont intervenues pour tenter de faire un départ entre les attributions respectives des « Gewerschaften » et des « Betriebsräte » ont trait notamment aux accords du Conseil d'entreprise avec le patron au sujet des conditions matérielles du travail, à l'activité syndicale et politique du Conseil d'entreprise et à la coopération de ce dernier à l'établissement de pénalités individuelles ⁽¹¹⁾.

Ce qui paraît indiscutable, c'est que les Conseils devront, s'ils veulent profiter des vastes ressources pécuniaires et de la précieuse expérience des syndicats, s'encadrer dans ces associations, dont le législateur entend d'ailleurs qu'ils soient l'émanation, leurs membres étant « presque exclusivement élus parmi les ouvriers et employés qui sont déjà membres actifs d'un syndicat » ⁽¹²⁾. La création du Conseil économique du Reich et « l'ancrage » des Conseils dans la Constitution constitue donc en réalité, bien qu'il y ait loin du fonctionnement pratique d'une telle institution aux prétentions des révolutionnaires, un premier pas dans la voie qui conduit à confier

(11) Jugements du Gewerbegericht de Hambourg, du 16 mai 1924 ; du Gewerbegericht de Zwickau, du 18 novembre 1924 ; du Gewerbegericht de Stuttgart, du 20 novembre 1924.

Arrêt du Kammergericht de Berlin, du 11 novembre 1924.

(12) Brunet, *op. cit.*, p. 291.

aux organismes corporatifs une part active dans la gestion de la chose publique.

La grève générale anglaise de mai 1926 nous fournit un autre exemple, plus récent encore, de l'orientation politico-sociale des organismes corporatifs et d'autant plus significatif que les Trade-Unions britanniques avaient mérité d'être citées en modèles aux organismes corporatifs européens pour leur modération, leur sagesse, pour le caractère strictement professionnel de leurs revendications et de leur activité. Depuis la création du Labour Party et particulièrement depuis la guerre, d'autres préoccupations les dominent et leurs incursions dans la politique, même étrangère, se multiplient : leurs congrès de Portsmouth en 1920, de Cardiff en 1921, de Southport en 1922 inscrivent à leur programme des questions aussi éloignées des problèmes corporatifs que la paix avec les Soviets, la réorganisation de la Société des Nations, la politique des réparations ; enfin en 1925, le Président du Congrès « s'est déclaré en faveur d'une coopération des Trade-Unions avec les Syndicats russes ». N'oublions pas, d'autre part, que les Anglais se sont montrés partisans de l'admission pure et simple par l'Internationale Syndicale d'Amsterdam de l'Internationale Syndicale rouge de Moscou. Seule l'opposition des Belges et des Français met encore obstacle à l'unité du mouvement syndical international ⁽¹³⁾.

Le problème juridique de la légalité de la grève

(13) Nous empruntons ces renseignements à l'intéressant article de M. de Tarlé, *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1926.

générale mis à part ⁽¹⁴⁾, le mouvement revêt, aux yeux de plusieurs hommes d'Etat britanniques un aspect nettement anticonstitutionnel; c'est de la part des Fédérations ouvrières, la tentative de faire pression sur l'autorité parlementaire, organe de la souveraineté nationale en vue d'obtenir le maintien de la subvention accordée par le gouvernement Baldwin aux entreprises minières, ou tel autre avantage tenu pour équivalent. Une même préoccupation semble animer les orateurs conservateurs ou libéraux qui prennent la parole en ces heures troublées : « Lorsqu'on étend ainsi un conflit du travail affectant une seule industrie, jusqu'à lui faire englober une vingtaine d'industries des plus essentielles à la vie de la nation, on en modifie le caractère. » C'est ainsi que s'exprime M. Baldwin à la Chambre des Communes, le 3 mai. A la Chambre Haute, Lord Oxford — celui-là même qui, en 1913, alors qu'il n'était encore que Mr Asquith, avait fait voter la loi qui permettait aux unions d'entretenir au moyen de leurs cotisations, une caisse politique ⁽¹⁵⁾, ne s'exprime pas moins nettement : « Il y a », dit-il, « une distinction très nette et très claire entre une grève générale et les grèves ou lock-outs spéciaux qui ont lieu de temps à autre dans diverses industries et dont la fréquence est pénible dans les annales de notre industrie. Ce qui distingue une grève générale de toutes les autres c'est que c'est non pas un coup porté par un combat-

(14) Nous devons ultérieurement analyser la décision rendue par Justice Atsbury dans l'affaire « National Sailors and Firemen's Union of Great Britain v. Reed ».

(15) De Tarlé. Revue des Deux-Mondes, 15 octobre 1926.

tant à l'autre, mais un coup dont les résultats inévitables atteindront, qu'on le veuille ou non, la vie même de la collectivité tout entière. »

L'exposé le plus systématique et le plus complet de ce point de vue doit sans doute être recherché dans les discours prononcés par le député libéral Sir John Simon, à la Chambre des Communes, le jeudi 6 et le mardi 11 mai 1926, puis le jeudi 20 mai, devant ses électeurs, à l'Hôtel de Ville de Clockheaton; nous en extrayons ce qui suit :

Eliminant toute question de technique juridique (et notamment celle du défaut de préavis — « proper notice » — Sir John Simon pose la question sur le terrain constitutionnel et se demande si pareille grève est compatible avec le respect de l'ordre public. Sa réponse est catégorique : « C'est », dit-il, « une attaque toute nouvelle et des plus dangereuses contre la collectivité elle-même », (16). « Dès qu'on en arrive à la proclamation d'une grève générale semblable à celle-ci, ce n'est pas à vrai dire une grève, car une grève est dirigée contre les employeurs, dans le but de les contraindre à faire quelque chose, mais une grève générale est dirigée contre l'ensemble de la nation dans le but de contraindre le public, le gouvernement et le Parlement à faire quelque chose. » Et plus loin : « La question est au fond de savoir si le succès de la grève générale — si elle réussissait — n'impliquerait pas nécessairement la substitution de la volonté des grévistes à la volonté du Parlement.

(16) Sir John Simon. « Three speeches on the General Strike », Macmillan, 1926.

Tout est là. » Il est difficile de souligner plus énergiquement le caractère anticonstitutionnel et révolutionnaire du mouvement de mai 1926, tel qu'il apparut aux députés conservateurs et à nombre de libéraux. Il convient de signaler ici que Sir Henry Slessor, qui fut solicitor-général dans le Cabinet travailliste constitué par Ramsay Mac-Donald, devait soutenir aux Communes que le droit anglais consacrait, au profit de l'ouvrier, le droit absolu de cesser le travail, dans des conditions de forme régulières, sous l'unique réserve du caractère délictueux d'une « conspiration séditeuse » ou d'un acte de « trahison ». Tant qu'une grève, générale ou spéciale, ne revêtait pas semblable caractère, elle ne constituait aucune infraction à la loi pénale. (Consulter notamment sur ce point : *Parliamentary Reports*. Vol. 206, n° 60. Col. 406 à 415. Séance du 11 mai 1927). — Sir John Simon, répondant au député travailliste Harney, devait invoquer quelques instants plus tard, au cours de la même séance, l'opinion de Sir Frederick Pollock, exprimée dans un article de la « *Law Quarterly Review* », où cet éminent juriste déclarait en particulier que : « ...lorsqu'une grève multiple et simultanée est organisée, comme celle-ci le fut, dans le but avoué d'imposer une solution particulière d'un conflit du travail aux Ministres et au Parlement en provoquant l'arrêt des transports et des affaires en général et en causant une gêne intolérable aux sujets de Sa Majesté considérés dans leur ensemble, alors surgit une question toute différente...

Mais il semble bien, en vertu des principes les plus

évidents du droit public et de la justice, qu'un complot ayant pour objet d'usurper le Gouvernement du pays par de tels moyens ne constitue rien moins qu'une conspiration criminelle, à supposer encore que ce ne soit rien de plus, et que nulle protestation verbale de la part des dirigeants, d'après lesquelles ils n'entendaient pas provoquer une révolution, n'améliorera leur situation. »

L'échec de la grève fut, en tout cas, rapide et complet, mais il reste que la session suivante du Parlement fut partiellement consacrée à la discussion du projet gouvernemental de remaniement des textes législatifs relatifs aux syndicats. Nous aurons l'occasion d'analyser au terme de cette étude le texte définitivement adopté.

La politique syndicale du Gouvernement Italien nous fournit, elle aussi, une indication singulièrement révélatrice. Nous assistons à cette heure aux efforts d'un gouvernement autoritaire, avant tout préoccupé d'assurer à l'Etat une absolue souveraineté : son premier souci est de réaliser l'encadrement et le contrôle du mouvement syndical. Les rapporteurs du projet qui devint la loi du 3 avril 1926 (17), tant à la Chambre des Députés qu'au Sénat, insistent sur la nécessité absolue pour l'Etat moderne d'intervenir en vue de soumettre à son autorité les organismes corporatifs. « L'abstention », dit le rapporteur Ernesto Belloni au cours de la séance de la Cham-

(17) Mes citations sont empruntées à la publication suivante : « *Disciplina giuridica dei sindacati* », Roma, Provveditorato Generale dello Stato Libreria. 1926, n° 457.

bre du 18 novembre 1925, « aurait été en contradiction avec la conception fasciste qui se fonde essentiellement sur une hiérarchie unique et dominatrice et s'oppose à toute espèce d'atomisme de la part des individus ou des groupes ». — « Nous n'hésitons pas à reconnaître qu'en aucun pays les associations syndicales ne sont soumises à un contrôle aussi rigoureux de la part de l'Etat, que celui que prévoit le présent projet de loi, mais nous reconnaissons à l'Etat le droit d'assurer par des moyens appropriés le bon fonctionnement des associations syndicales qui doivent évidemment accomplir une tâche de défense des intérêts matériels et moraux, directs ou indirects, des catégories qu'elle représentent, mais ne doivent jamais perdre de vue l'intérêt supérieur de la production... et du pays qui doit être la première et constante préoccupation de chacun et de tous. »

Le premier ministre, à son tour, rappelle en quelques lignes aux sénateurs, la situation politique antérieure à la marche sur Rome, telle du moins qu'elle lui apparaît : « L'Etat libéral devait bien vite assister impuissant à la lutte de tous contre tous, c'est-à-dire au débordement de la guerre civile et de l'anarchie. Les grandes organisations ouvrières se posèrent en arbitres de la vie nationale. Elles constituèrent autant d'Etats dans l'Etat, disposant des services publics suivant leur caprice plus encore que selon leur volonté. On eut ainsi en Italie le spectacle de la Confédération Générale du Travail, des syndicats socialistes des Chemins de fer, des employés des Postes et Télégraphes et des Gens de Mer suspendant la vie

où le trafic et les communications du pays et décidant de la politique extérieure de la nation, de la paix et de la guerre... Toute la vie sociale menaçait de se désagréger et la civilisation de sombrer dans un nouveau Moyen Age... L'Etat fasciste que nous voulons réaliser et que nous sommes en train de réaliser est l'Etat véritablement souverain qui domine toutes les forces du pays et les met au service des fins historiques et immanentes de la vie nationale. Il est donc naturel que l'Etat fasciste ne se désintéresse pas comme l'Etat libéral du plus grand problème qui tourmente le monde contemporain et qui depuis un siècle est la cause de toutes les difficultés et de tous les désordres de l'Etat moderne. » — Le sénateur Schanzer, rapporteur du projet au Sénat, s'exprime enfin dans les termes suivants : « Il faut en vérité se souvenir que la reconnaissance juridique des syndicats et leur subordination à une discipline d'Etat représente pour l'Etat moderne un problème de vie ou de mort : ou bien l'Etat moderne réussit à encadrer les syndicats dans l'organisme social, ou bien il est destiné à périr sous les assauts du syndicalisme révolutionnaire. »

Le ministre italien de la Justice, Alfredo Rocco, répétait encore dans le numéro de juillet 1927 de la « Revue des Vivants », consacré à la crise de l'Etat, que la loi syndicale lui apparaissait comme supérieure à toutes les autres mesures prises « en vue d'une restauration de la souveraineté de l'Etat ». « ...la loi », poursuivait-il, « a aussi une intention politique, celle de ramener dans l'orbite de l'Etat les

forces immenses qui s'étaient constituées dans l'Etat lui-même et nécessairement contre l'Etat. Le phénomène syndical est un aspect de la vie moderne qui ne peut être supprimé, l'Etat ne peut l'ignorer, il doit le reconnaître, le régulariser, le dominer, avec cet esprit d'absolue impartialité que l'Etat possède quand il se considère, ce qu'il est en fait, comme le tuteur des intérêts suprêmes de la nation, et non pas comme le représentant d'une classe dominatrice. »

Le problème fut donc envisagé dans toute son ampleur et sous son aspect le plus critique. Quelle solution la loi du 3 avril 1926 lui apporte-t-elle? Ses dispositions essentielles sont relatives à la reconnaissance juridique et au contrôle des associations syndicales; à la réglementation du contrat collectif de travail et à l'institution d'une magistrature du travail. Nous laisserons de côté les deux derniers points qui, bien que complémentaires du premier, ne rentrent pas dans le cadre de cette étude. Quant au premier point, les principes fondamentaux de la législation nouvelle sont au nombre de deux : syndicat *unique*; syndicat *contrôlé* par l'Etat. En dehors du syndicat reconnu, seules subsisteront des associations de fait régies comme par le passé par les dispositions du droit commun. Il n'existera pour chaque catégorie d'industrie qu'un seul groupement officiel. L'association reconnue jouit d'un véritable monopole de droit. — Le contrôle de l'Etat est prévu par les articles 7, 8 et 9 de la loi :

— La nomination des dirigeants n'aura d'effet qu'autant qu'elle sera approuvée par décret royal sur la

proposition du ministre compétent, de concert avec le ministre de l'intérieur, s'il s'agit d'associations nationales, interrégionales et régionales — et par décret du ministre compétent, de concert avec le ministre de l'intérieur, s'il s'agit d'associations provinciales, d'arrondissement ou de commune. Dans tous les cas, l'approbation peut être à tout moment révoquée.

— Les pouvoirs ordinaires de surveillance et de tutelle sont attribués, pour les associations communales, d'arrondissement et de province respectivement au Préfet et au Conseil Administratif de la province conformément aux dispositions du règlement d'administration publique — et pour les associations régionales, interrégionales et nationales, au ministre compétent.

L'Etat se voit en outre attribuer des pouvoirs exceptionnels en vertu des art. 8 et 9 : D'après l'article 8, paragraphe 3, le ministre compétent peut, d'accord avec son collègue de l'intérieur, dissoudre les comités directeurs de l'association et concentrer tous les pouvoirs sur la tête du Président ou du Secrétaire, pour une période d'un an au maximum. Il peut, en outre, dans des cas plus graves, confier l'administration extraordinaire d'un syndicat à un commissaire nommé par lui. De plus, en vertu de l'article 9, la reconnaissance juridique du syndicat peut être purement et simplement révoquée lorsque de graves motifs sont réunis et dans tous les cas, lorsque viennent à manquer les conditions requises pour la reconnaissance. La révocation est prononcée par décret

royal sur la proposition du ministre compétent de concert avec le ministre de l'intérieur et sur avis du Conseil d'Etat.

La subordination des syndicats à l'autorité gouvernementale apparaît donc entière, si l'on excepte l'éventualité, prévue il est vrai par la loi elle-même, de l'attribution des pouvoirs de surveillance et de tutelle à la Fédération ou Confédération de Syndicats par le décret qui les reconnaît juridiquement.

L'orientation de la politique intérieure italienne vers le syndicalisme est encore soulignée par les projets de réforme de la Chambre dont le rôle deviendrait presque purement consultatif et qui serait fondée sur le principe de la représentation des intérêts. Le collège électoral serait constitué par des délégués des différents syndicats d'ouvriers, d'employés, de paysans, de commerçants, de techniciens, ainsi que des représentants de conseils provinciaux, des communes, des établissements d'instruction, des banques, etc. Le « Lavoro d'Italia » déclare en outre que le chiffre des adhérents aux syndicats fascistes a atteint en 1926, deux millions six cent mille et que les corporations fascistes ont conclu dans les douze derniers mois mille soixante contrats de travail collectifs.

L'« Impero » annonçait à la fin de 1926 que l'Etat corporatif serait définitivement constitué en 1927 ⁽¹⁸⁾. Nous pouvons, à tout le moins, enregistrer à l'automne de cette année, une vigoureuse tentative de

(18) Nous empruntons ces indications officielles à un article de l'« Information Politique » du 1^{er} janvier 1927.

réalisation de cette réforme, avec le vote de la « Charte du Travail » ⁽¹⁹⁾; nous retrouvons dans ce document l'affirmation des principes que révélait l'examen des dispositions de la loi de 1926 et le texte de l'article 3 mérite à cet égard, d'être cité : « L'organisation professionnelle et syndicale est libre. Mais seul le Syndicat légalement reconnu et soumis au contrôle de l'Etat a le droit de représenter légalement toute la catégorie des employeurs ou des travailleurs pour laquelle il est constitué; d'en protéger, vis-à-vis de l'Etat ou des autres associations professionnelles, les intérêts; de stipuler des contrats collectifs de travail obligatoires, pour tous les membres de la dite catégorie, de leur imposer des contributions et d'exercer en ce qui les concerne, des fonctions déléguées d'intérêt public. » Ces derniers mots sont à retenir; le Syndicat reconnu et contrôlé devient une institution de droit public, un organe de l'Etat; nous en trouvons la confirmation expresse dans le dernier paragraphe de l'art. 6 : « En vertu de cette représentation intégrale, et les intérêts de la production étant des intérêts nationaux, les corporations sont légalement reconnues organes de l'Etat. » Les pouvoirs et les fonctions que l'Etat leur délègue sont précisés au cours des art. 10, 11, 12 et 13 relatifs au contrat collectif et aux garanties de travail, et dans les articles

(19) « Carta del Lavoro ». Approuvée par le Grand Conseil Fasciste et promulguée le 21 avril 1927. On en trouvera des traductions dans l'« Europe Nouvelle » du 25 juin 1927, p. 834, et dans la « Revue (Belge) du Travail » du 31 mai 1927, page 681.

23, 24 et 25 visant les offices de placement ⁽¹⁾. Les dernières dispositions de la Charte leur confient enfin, avec la tutelle administrative et judiciaire de leurs membres, des fonctions d'assistance, d'instruction et d'éducation professionnelles : *Art. 28* : « Il appar-

— *ART. 11* : « Les associations professionnelles ont l'obligation de régler par le moyen de contrats collectifs, les rapports de travail entre les catégories d'employeurs et de travailleurs qu'elles représentent.

Le contrat collectif de travail est stipulé entre association du premier degré sous la direction et le contrôle d'organisations centrales, la faculté étant sauve, pour l'association du degré supérieur, de se substituer à l'association du premier degré dans les cas prévus par la loi et par les statuts.

Tout contrat collectif de travail, sous peine de nullité, doit contenir des règles précises relativement aux rapports disciplinaires, aux périodes d'essai, à la rétribution et au mode de paiement, à l'horaire de travail. »

— *ART. 12* : « L'action du syndicat, l'action conciliatrice des organes corporatifs et la sentence de la magistrature du travail garantissent la correspondance du salaire aux exigences normales de la vie, à la possibilité de la production et au rendement du travail.

La détermination du salaire est soustraite à toute règle générale et remise à l'accord des parties dans les contrats collectifs. »

— *ART. 13* : « Les données relevées par les administrations publiques, par l'Institut central de Statistique et par les associations professionnelles légalement reconnues, relativement aux conditions de la production et du travail, à la situation du marché monétaire et aux conditions de vie des travailleurs — données coordonnées et élaborées par le Ministère des Corporations — fourniront les critères pour concilier les intérêts des diverses catégories et des diverses classes entre elles ainsi que leurs intérêts communs avec l'intérêt supérieur de la production. »

— *ART. 23* : « L'office de placement à base paritaire est sous le contrôle des organes corporatifs. Les employeurs ont l'obligation d'engager les travailleurs inscrits au dit office et ont la faculté de choisir parmi les inscrits en donnant la préférence aux membres du parti et aux membres des syndicats fascistes, selon leur ancienneté d'inscription. »

— *ART. 24* : « Les associations professionnelles de travailleurs ont l'obligation d'exercer une action de sélection parmi les ouvriers, dans le but d'élever toujours davantage leur capacité technique et leur valeur morale. »

— *ART. 25* : « Les organes corporatifs veilleront à l'observation des lois, à la prévoyance des accidents et à la police du travail et à la réglementation du travail fourni par les particuliers dépendant des associations affiliées. »

tient aux associations de travailleurs d'assumer la tutelle de leurs représentés dans les pratiques administratives et judiciaires relatives aux assurances contre les accidents et aux assurances sociales. Dans les contrats collectifs de travail sera établie, lorsque ce sera techniquement possible, la constitution de caisses mutuelles en cas de maladie, lesquelles seront alimentées par la contribution des employeurs et des travailleurs, administrées par des représentants des uns et des autres, sous la surveillance des organes corporatifs. » *Art. 29* : « L'assistance à tous les individus qu'elles représentent, sociétaires ou non, est un droit et un devoir des associations professionnelles. Celles-ci doivent exercer directement leurs fonctions d'assistance et ne peuvent les déléguer à d'autres entités ou institutions, si ce n'est pour des questions d'intérêt général, dépassant les intérêts de chaque catégorie particulière. » *Art. 30* : « L'éducation et l'instruction professionnelles des travailleurs qu'elles représentent, sociétaires ou non, sont un des principaux devoirs des associations professionnelles. Ces associations doivent soutenir l'action des œuvres nationales relatives à l'après-travail et aux autres initiatives d'éducation. »

Quelles que soient les chances de succès de l'organisation nouvelle, quels que puissent être les rapports ultérieurs des groupements corporatifs et du pouvoir central ⁽²⁰⁾, nous ne voulons retenir de l'expé-

(20) Un intéressant article de l'« Europe Nouvelle » du 25 juin 1927, sur la Charte Italienne du Travail, souligne le caractère administratif et policier de la réglementation adoptée, qui peut,

rience italienne qu'un seul fait : la nécessité pour un gouvernement qui prétend exercer le pouvoir souverain de surveiller et de diriger la politique des syndicats professionnels, de soumettre les corporations à son autorité et de faire du syndicalisme, puisque syndicalisme il y a, un syndicalisme national.

Somme toute, l'exemple de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Italie nous le prouve, l'autonomie syndicale pose aux pouvoirs politiques un problème actuel; son actualité est même si brûlante, qu'au cours de la dixième session de la Conférence Internationale du Travail, la question de la liberté syndicale fut retirée de l'ordre du jour de 1928 à raison des conflits qu'on sentait imminents. Le bureau international avait préparé un projet de questionnaire contenant notamment la question de la définition de la liberté syndicale, mais diverses additions ayant été effectuées par la commission sur l'initiative des délégués patronaux, puis modifiées en séance plénière de la Conférence, la majorité décida d'écarter la question du programme de l'année suivante. (21).

Les difficultés soulevées sont d'ordre international, quelles que puissent être les oppositions d'ordre économique ou social qui séparent, sur ce terrain, les divers Etats.

dit l'auteur, se réclamer du socialisme d'Etat; il ajoute que cette Charte qui fait, à l'heure présente, du syndicat un instrument aux mains d'un despote éclairé, pourrait quelque jour permettre au mouvement ouvrier de donner « une impulsion à l'Etat ».

(21) Consulter sur ce point l'article de Maurette sur la Dixième Assemblée de la Conférence Internationale du Travail, dans l'« Europe Nouvelle » du 25 juin 1927, numéro consacré à « La Crise des Libertés Syndicales en Europe. »

En effet, si les tentatives de mainmise sur la souveraineté politique, si les conflits caractérisés entre les groupements professionnels et l'Etat en tant que détenteur du pouvoir suprême, peuvent être tenus pour exceptionnels, le mouvement qui pousse les organismes syndicaux à régenter le marché du travail en toute indépendance, paraît bien universel. « Les grandes Trade-Unions nous offrent », dit M. Paul-Boncour ⁽²²⁾, « le spectacle de véritables souverainetés économiques professionnelles; dans la branche de métier et pour la région qu'elles représentent, elles régissent d'une façon souveraine, pacifique et légale les conditions du travail. » Et pour cet auteur, ces groupements corporatifs sont appelés à devenir autant de républiques professionnelles fédérées, sous l'autorité supérieure de l'Etat. D'autres observateurs avertis ont pu discerner dans l'activité disciplinaire des Syndicats et l'établissement d'une « coutume ouvrière » le germe d'une souveraineté nouvelle. « Classiquement », écrit l'un d'eux ⁽²³⁾, « notre conception du droit est toute formelle. Au lieu de grouper sous son nom toutes les règles de la vie sociale, on le réduit aux règles ayant un caractère judiciaire, c'est-à-dire s'analysant finalement en une contrainte de l'autorité publique. Tout naturellement appuyés sur de telles idées, comment les juristes auraient-ils pu jamais penser à chercher dans l'activité purement ouvrière, les règles d'une organisation, d'une vérita-

(22) Le Fédéralisme Economique, p. 174. Cité par Gonnard, « Histoire des Doctrines Economiques », tome III, p. 277.

(23) Maxime Leroy. « La Coutume Ouvrière ». Paris, Giard, 1913.

ble obligation ? Les Syndicats connaissent cependant une sanction : elle est dans la contrainte inexorable, égale à celle du tribunal correctionnel, que quelques-uns appellent la tyrannie syndicale. Ainsi un Syndicat contraint, par la pression, un patron à renvoyer un non syndiqué : n'est-ce pas là une contrainte, un cas de cette « contrainte extérieure » qui différencie pour un jurisconsulte une règle juridique d'une simple règle morale ? On peut noter l'existence d'une exécution privée, en la forme de l'exécution étatique. Les institutions ouvrières font office, quoique considérées comme établissements privés et civils, d'institutions publiques autonomes, jouissant de l'imperium. » — « Vis-à-vis de la loi, poursuit cet auteur, le Syndicat est une institution privée, dans la dépendance du régime constitutionnel ; dans l'esprit de ses membres, il est collecteur d'impôts, législateur, juge et administrateur autonomes. Gérant de l'intérêt collectif ouvrier, tuteur de la corporation, le Syndicat a la conscience d'être investi d'une véritable souveraineté sur toutes les choses relevant de la profession. Dans la pratique, il a tous les caractères et toutes les ambitions d'une association publique. »

Les Unions américaines elles-mêmes, pourtant bien éloignées des conceptions politiques et sociales des Syndicats européens, manifestent de l'impatience à l'égard de toute immixtion du pouvoir central dans la gestion de leurs affaires intérieures. En 1903, paraissait dans le Bulletin mensuel de la « National Civic Federation »⁽²⁴⁾ une série de réponses formulées

(24) Cf. John R. Commons. « Trade Unionism and labor problems. » Second Edition, 1920.

par des gens d'affaires, des syndicalistes et des juristes, à la question suivante : Les Unions ouvrières doivent-elles tendre à acquérir la personnalité morale (« incorporation ») ? La plupart des réponses sont négatives et explicites : la concession de la personnalité morale serait faite au prix d'une diminution sensible de l'indépendance et de la souveraineté intérieure des Unions; ces dernières y perdraient donc plus qu'elles n'y gagneraient. L'un des partisans de l'attribution aux Syndicats de la personnalité civile fait cette remarque significative : « Lorsque l'on suggère à un chef syndicaliste quelconque que la personnalité morale devrait être imposée aux Unions ouvrières, on se heurte immédiatement à cette réplique que pareille mesure serait fatale à leurs méthodes — aveu pur et simple de l'illégalité et de l'injustice de ces méthodes. » — Mr J. W. Sullivan, du Syndicat des typographes de New-York, adversaire de cette mesure, donne plus de détails : « Un Syndicat, dit-il, a des méthodes propres pour diriger les affaires qui concernent principalement le Groupe lui-même et ses membres. C'est une grande famille autonome (self-governing). Dans les périodes de grève les dispositions formelles de la constitution écrite, c'est-à-dire des statuts, sont quelquefois moins opportunes que tel expédient qui s'impose au cours du conflit. Les membres s'aperçoivent alors que lorsqu'ils ont rédigé leurs statuts ils ne pouvaient prévoir la situation à laquelle ils doivent faire face, et il est possible par exemple, qu'ils confient, contrairement aux statuts, le pouvoir absolu et temporaire à un membre du

bureau ou à un comité. Pendant les périodes de paix, un Syndicat se rallie souvent à des conclusions et à des interprétations dictées par le bon sens d'une Assemblée plutôt que par le libellé des statuts, laissant la majorité satisfaite ou du moins disposée à accepter ce jugement à ses périls et risques.

De telles mesures peuvent concerner le procès des membres poursuivis, les travaux des sessions exécutives, la répartition des fonds, les vices de forme ou irrégularités entachant des opérations électorales, l'autorisation ou l'interdiction d'inspecter les livres de comptes, la lecture d'un rapport ou la décision prise de le passer sous silence, la nomination ou la dissolution de Comités, les mesures disciplinaires, l'admission ou le rejet de candidatures, la suspension, l'expulsion ou la réintégration des membres, les dispositions à prendre au sujet d'agressions commises sur la personne d'employeurs susceptibles de provoquer une grève, les enquêtes sur les agissements de membres contraires aux intérêts de l'Association, le règlement des questions dans lesquelles les clauses des statuts, les précédents, ou les nécessités particulières à tel Syndicat sont en conflit avec le droit commun syndical.

Deux principes dominent généralement tous ces problèmes : l'intérêt de l'Association et les rapports de camaraderie. En pareille matière un Syndicat qui n'est pas personne morale est, dans l'ensemble, autonome (« a law unto itself »)... Mais un Syndicat personne morale serait, au cours de ces diverses démarches, soumis à beaucoup de révisions et de corrections

de la part des organismes judiciaires. Magistrats, juristes, adversaires des Syndicats, s'y emploieraient.

L'Etat doit veiller au fonctionnement régulier de la personne morale qu'il a créée. Des fomenteurs de troubles, poussés par les adversaires de l'Union, lui viendraient volontiers en aide. En acceptant la personnalité morale, un Syndicat admettrait à sa table des gens étrangers à sa race, qui s'y conduiraient en maîtres : le juge, homme d'un autre sang, qui vient régler les conflits; le shériff avec les clefs de la prison, et un sac pour recueillir le produit des amendes; l'agent de police avec son bâton et ses menottes. » Citons enfin quelques phrases de la réponse faite par Mr John Frankenhimer, Counselor at Law, New-York. « Dans cette lutte (celle qui met aux prises le capital et le travail organisés), dit ce juriste, la discipline compte. Tout ce qui affaiblira l'autorité disciplinaire d'un Syndicat sur ses membres affaiblira nécessairement le Syndicat dans sa lutte contre le capital organisé. C'est dans ce fait que l'attribution de la personnalité civile à un Syndicat le privera d'une grande part de l'autorité dont il jouit présentement sur ses membres et dans la direction de ses affaires intérieures, que la principale objection juridique à l'attribution de la personnalité morale aux Unions semble résider, du point de vue syndical. Il est indiscutable qu'une Association volontaire qui n'est pas personne morale, telle qu'un Syndicat, un Cercle, une Bourse de valeurs a beaucoup plus de pouvoir, non seulement pour admettre mais pour expulser ses membres qu'une Association personne morale. La

qualité de membre (« Membership ») dans une Association de ce dernier type, est un droit fixé par la loi, comparable à une franchise, et qui ne peut être ni suspendu, ni retiré par décision syndicale, à moins que ce pouvoir ne soit attribué au Syndicat par l'acte constitutif. Inversement, dans une Association non personne morale, la qualité de membre est le don exclusif du groupe qui la confère, et elle peut être attribuée ou retirée à son gré... C'est indiscutablement à raison du pouvoir disciplinaire plus énergique d'une Association dépourvue de la personnalité morale sur ses membres, que l'organisme professionnel le plus prospère de notre pays, la Bourse de New-York, a refusé d'être érigée en personne morale. »

Somme toute, ce que les Syndicats redoutent, au moins dans les pays où ils détiennent une assez grande puissance de fait, tant sur le marché du travail que sur la personne même de leurs membres, c'est l'intervention des cours de justice dans leurs affaires intérieures.

Il nous est apparu qu'une étude de jurisprudence comparative trouverait ici sa place; mais nous avons borné notre ambition. Nous nous limiterons au seul problème de l'autonomie interne des Syndicats, c'est-à-dire à l'étude des rapports de souveraineté qui tendent à s'établir entre les organes directeurs et les membres du Groupement corporatif; nous concentrerons en outre nos recherches sur les décisions des tribunaux anglais. L'Angleterre nous offre en effet l'exemple d'une organisation syndicale très ancienne et très prospère et d'une jurisprudence d'une conti-

nuité et d'une indépendance singulières. Nous rapprocherons, le cas échéant, les solutions anglaises des solutions adoptées soit aux Etats-Unis, soit en France, mais ni la jurisprudence américaine, ni la nôtre ne peuvent prétendre à l'intérêt scientifique présenté par les arrêts britanniques; leur analyse demeurera donc accessoire et subordonnée dans la plupart des cas aux hypothèses soulevées par la jurisprudence anglaise.

CHAPITRE PREMIER

Développement historique et Structure juridique des Trade-Unions

Bien que le premier acte du Parlement régissant explicitement leur statut date de 1871 ⁽¹⁾, les unions ouvrières anglaises remontent aussi loin dans le passé que les associations continentales du même type. Leur activité néanmoins fut longtemps paralysée par la situation prépondérante détenue par les Guildes, associations patronales qui assumèrent, d'abord en toute indépendance, puis sous le contrôle des juges de paix (Justices of the Peace — 15 Henr. VI, C. 6, 1436), puis sous celui du Lord Chancelier ou de l'un des représentants autorisés du pouvoir central (19 Henr. VII, C. 8, 1503), la tâche de réglementer le mar-

(1) The Trade-Union Act. 34 et 35 Vict. C. 31. — 29 juin 1871.

ché du travail. Le contrôle exercé par la puissance royale se fit d'ailleurs de plus en plus strict jusqu'au jour où le Parlement se substitua aux associations patronales. Mais ce fut à la faveur de la révolution industrielle de la fin du dix-huitième et du début du dix-neuvième siècle que les unions ouvrières atteignirent leur développement moderne (2). Le Parlement s'en alarma et vota successivement une série de statuts prohibant et réprimant toute espèce de combinaisons ou coalitions ouvrières. Ces associations fonctionnèrent alors sous le couvert des Sociétés de secours mutuels et leurs membres « eurent recours pour se défendre aux procédés révolutionnaires et au terrorisme » (3). L'agitation devint telle au cours des deux premières décades du dix-neuvième siècle que le Parlement dut ordonner une enquête et conclure à l'abrogation des dispositions répressives. Celle-ci fut l'œuvre de la loi du 21 juin 1824. Les unions ouvrières relevaient désormais de la loi commune (« Common Law »). Cette dernière ne les ignore point et justifie leur activité tant qu'elle n'aboutit pas à restreindre la liberté individuelle de travail. Une

(2) L'expression « trade-union » fut utilisée pour la première fois, semble-t-il, en 1834 et s'appliquait alors aux groupements réunissant des représentants de plusieurs corporations. Un organisme représentant une seule branche d'industrie s'appelait communément « Trades' Club ». L'expression « unioniste » et « non-unioniste » apparaît dès 1838 dans le rapport de la Commission de la Chambre des Communes sur les coalitions. Slessor and Baker, *Trade-Union Law*, p. 10 et suivantes. Bien loin donc que les Trade-Unions soient une création de la loi, cette dernière ne fit que consacrer juridiquement une situation de fait et reconnaître l'existence d'un organisme en pleine croissance.

(3) Pic. *Traité Élémentaire de Législation Industrielle*, n° 453.

union dont les Statuts ne contiennent aucune disposition « in restraint of trade » est parfaitement légale à ses yeux. De 1824 à 1866 s'étend une période de calme relatif. Les partis de gauche réclament sans doute l'intervention du législateur en faveur des unions et des ouvriers en général, mais nulle proposition précise n'est mise en avant. Un incident devait révéler au cours des derniers mois de l'année 1865 la précarité de cette situation. A cette époque, en effet, le trésorier d'une union ouvrière de Bradford détournait des fonds appartenant à la Société; poursuivi devant les tribunaux, il souleva l'objection suivante : l'association, dit-il, s'est constituée dans le but essentiel de soutenir les grévistes; ses statuts consacrent une atteinte à la liberté du travail et de l'industrie, ce qui entraîne l'illégalité d'un tel groupement. L'objection prévalut. L'union fit appel devant la Cour du Banc de la Reine qui confirma la décision des premiers juges (4). La loi n'accordait aucun recours à une association qui violait ses prescriptions. La solution était parfaitement conforme aux règles établies et « n'importe quel juriste compétent l'aurait pu prévoir » (5). Elle provoqua néanmoins une vive surprise et beaucoup d'inquiétude dans les milieux ouvriers, et, coïncidant avec la réforme électorale de 1867 qui accordait franchise aux ouvriers des villes, détermina les unionistes à exiger du Parlement le vote de dispositions légales reconnaissant juridiquement les Syn-

(4) *Hornby v. Close*, 1867, LR 2. QB. 153.

(5) David Falconer Pennant. « *Trade Unions and the Law* ». Stevens and Son, Londres, 1905. Nous lui empruntons la plupart de ces renseignements.

dicats ouvriers et mettant leurs capitaux à l'abri de semblables entreprises. En 1869, intervint un acte assurant la protection des fonds syndicaux. Quelque temps plus tard, était constituée la « Commission des Trade Unions » dont les travaux devaient aboutir, en 1871, au vote de la première grande loi syndicale.

La loi du 29 juin 1871 dispose essentiellement :

1° Dans son article deux, qu'aucune poursuite criminelle ne pourra plus être exercée contre les membres d'une trade-union à raison du fait que ses statuts consacrent une restriction à la liberté individuelle du travail.

2° Dans son article trois, — et c'est sur ce point que la législation nouvelle modifie le plus catégoriquement les solutions de la loi commune — que semblable restriction (*restraint of trade*) n'aura point pour effet d'entacher l'union d'illégalité; la validité des statuts, des trusts ou fidéicommiss est donc assurée dans tous les cas et ces accords jouissent désormais de la sanction judiciaire.

3° L'article quatre apporte cependant à cette disposition générale une très importante restriction ; nous nous contentons d'en reproduire ici le libellé, l'objet de cet ouvrage étant précisément d'en dégager la portée jurisprudentielle (6) :

« Aucune des dispositions de la présente loi n'autorise une cour de justice à recevoir une action qui

(6) Nous reproduisons avec une seule modification (« directly enforcing »), la traduction adoptée par M. Mantoux, dans son ouvrage sur « La Crise du Trade-Unionisme », Paris, Arthur Rousseau, 1903, page 10.

aurait pour objet soit de sanctionner directement les contrats ci-dessous désignés, soit d'obtenir des dommages-intérêts pour leur violation.

1. Convention entre les membres d'une trade-union en cette qualité, relative aux conditions auxquelles il sera prescrit ou interdit aux personnes faisant partie de la dite union, de vendre leurs biens, de faire des transactions, d'employer d'autres personnes ou d'être employées par elles.
2. Conventions stipulant le versement par quelque personne que ce soit, d'une cotisation ou d'une amende, à la Caisse d'une trade-union.
3. Convention stipulant l'emploi des fonds d'une trade-union :
 - a) Soit à la distribution de secours ou d'indemnités parmi ses membres.
 - b) Soit à des souscriptions en faveur de patrons ou d'ouvriers ne faisant pas partie de l'union, souscriptions décidées en raison de l'action des dits patrons ou ouvriers conforme aux statuts ou aux résolutions de la dite union.
 - c) Soit à payer une amende infligée par jugement d'un tribunal à quelque personne que ce soit.
4. Convention passée entre deux trade-unions.
5. Tout engagement ayant pour objet d'assurer l'exécution d'une des conventions ci-dessus mentionnées.

Mais rien dans cet article ne peut être entendu

comme imputant aux conventions ci-dessus un caractère d'illégalité. »

Les autres articles de la loi de 1871 sont relatifs aux formalités d'enregistrement des unions ⁽⁷⁾, à la responsabilité imposée aux fideicommissaires (« trustees ») et à diverses questions d'ordre réglementaire.

Les unions étaient désormais légales, mais les unionistes, estimant que leurs coalitions et combinaisons étaient trop sévèrement réprimées, obtinrent que, quatre ans plus tard, fussent votées deux lois nouvelles dites respectivement : Loi des employeurs et des employés — et — loi sur les coalitions et pour la protection des propriétés ⁽⁸⁾, dont les conséquences fondamentales sont analysées par Pennant ⁽⁹⁾ dans les termes suivants :

Il n'y aurait plus pour un ouvrier crime ni délit pénal à rompre un contrat de travail, mais seulement, comme pour toute autre espèce de contrat, faute civile (« civil wrong »). — Les ouvriers ne tomberaient plus sous le coup de la loi pénale par le seul fait d'accomplir collectivement ce que l'un quelconque d'entre eux pouvait accomplir seul. — Les restrictions imposées aux procédés de contrainte collec-

(7) Les avantages reconnus aux unions enregistrées sont réels, mais ne modifient point l'essentiel de leur statut juridique. Elles sont résumées comme suit par le Professeur Geldart dans un article de la « Law Quarterly Review » :

Procédure sommaire en vue de recouvrer les fonds détenus ou détournés par les fonctionnaires (« officers ») et les membres.

Economie réalisée au cas de transfert des fonds de l'union à l'occasion d'un changement survenu dans la personne des fideicommissaires.

(8) Employers and workmen Act.

Conspiracy and Protection of Property Act.

(9) *Op. et loc. cit.*

tive employés par les unions, paraissent plus clairement définies et moins rigoureuses qu'auparavant.

Ces deux textes satisfirent l'opinion ouvrière et les résolutions votées par le Congrès des Trade-Unions reflétèrent cette quiétude: ils avaient trait à la nationalisation des entreprises et autres hypothèses plus ou moins problématiques et ne concernaient plus aucun problème pratique de législation ⁽¹⁰⁾. De nouveau, une série d'arrêts devait, de 1893 à 1901, ouvrir les yeux des unionistes et leur prouver de façon péremptoire que le droit positif leur était infiniment moins favorable qu'ils ne le supposaient.

Le premier fut le cas « *Temperton v. Russell* » ⁽¹¹⁾ relatif aux responsabilités encourues par les fonctionnaires de l'union au cours d'une grève. Son effet fut restreint car plusieurs juristes discutèrent son autorité. Puis vinrent, en 1896 et 1898, les deux arrêts rendus dans l'affaire « *Lyon v. Wilkins* » ⁽¹²⁾ et le célèbre arrêt « *Allen v. Flood* » ⁽¹³⁾. Mais les deux décisions capitales furent celles rendues par la Chambre des Lords au cours de l'année 1901: le cas de la Compagnie du Taff Vale et celui de « *Quinn v. Leatham* ».

Dans le premier cas, le Syndicat des Employés de Chemin de fer de la Compagnie du Taff Vale furent condamnés pour faits de grève à 23.000 £ de dommages et intérêts envers la Compagnie demande-

(10) D. F. Pennant, *op. cit.*, page XX.

(11) 1893, I, QB, 715.

(12) 1876, I, Ch. 811, et 1899, I, Ch. 255.

(13) 1898, AC 1.

resse. Dans le second cas, l'Union des Garçons Bouchers de Belfast fut condamnée à des dommages et intérêts pour boycottage, les manœuvres collectives de débauchage étant considérées non point comme délit pénal (la loi de 1875 l'interdisait) mais comme délit civil.

L'agitation recommença et la question fut abordée sur le terrain politique. Le Ministère libéral Campbell-Bannermann, soutenu par le parti travailliste, déposa un projet sur le bureau de la Chambre, et le projet devint, le 21 décembre 1906, « l'une des lois sociales les plus hardies qui aient été votées » (14). Les fonds des Trade-Unions sont désormais à l'abri de toute poursuite relative à des actes commis par ses représentants au cours de la préparation ou de la conduite d'une grève, à l'exception des actes constituant des crimes ou délits de droit commun. Un nouveau paragraphe, ajouté à la troisième section de la loi de 1875, assimile la conspiration délit civil à la conspiration délit pénal — contrairement à la décision rendue dans l'affaire *Quinn v. Leatham*. La légalité des opérations de « peaceful picketing » est expressément reconnue par l'article deux et l'article trois dispose qu'aucun acte accompli au cours d'une grève ne pourra exposer son auteur à des poursuites à raison du fait qu'il induisait une tierce personne à rompre un contrat de travail ou constituait une atteinte à la liberté du travail. La section quatre écarte enfin toute action dirigée contre une Trade-

(14) Pic, *Traité*, n° 293.

Union soit par des ouvriers, soit par des patrons, à raison d'un délit civil quelconque. La cause était entendue et les Syndicats britanniques pouvaient désormais régir en toute sécurité le marché du travail.

Le dernier acte législatif les concernant ⁽¹⁵⁾ fut, en effet, rendu sur une question toute différente : celle de savoir s'il était loisible à un Syndicat de constituer, au moyen de prélèvements sur les cotisations versées par les membres, un fond politique. Le problème avait été tranché négativement par le célèbre arrêt Osborne ⁽¹⁶⁾ — la jurisprudence, ici comme ailleurs, précéda le législateur — la loi du 7 mars 1913 intervint pour sanctionner l'activité politique des unions. Voici le texte de la section III de cet acte ⁽¹⁷⁾ :

« I. Les fonds d'une Trade-Union ne seront pas appliqués soit directement, soit en conjonction avec d'autres Trade-Unions, associations ou groupements, soit de toute autre manière indirecte, à la poursuite des objets politiques auxquels cette section s'applique (sans préjudice de la poursuite de tous autres objets politiques), à moins que la poursuite de ces objets ait été approuvée comme objet de l'union par une résolution encore valable, prise au scrutin secret, consécutivement à un vote des membres de l'union, institué dans ce but et en conformité avec cet acte et

(15) Si l'on excepte le Trade Union Amalgamation Act de 1917 et l'acte de 1927 que nous analyserons dans notre conclusion.

(16) 1910, AC, 87-116. Consulter sur cet arrêt la monographie de M. Marquis : « Les origines judiciaires de la puissance politique du trade-unionisme ». Thèse, Lyon, 1924.

(17) Traduction de M. Marquis, dans son ouvrage sur « Les origines judiciaires de la puissance politique du Trade Unionisme anglais », Lyon, 1924.

déterminé par la pluralité des suffrages exprimés; et lorsqu'une telle résolution aura été adoptée, des règlements qui seront soumis, qu'elle soit enregistrée ou non, à l'approbation du Registrar des Sociétés de secours mutuels devront être mis en vigueur, stipulant :

« a) Que toutes les sommes appliquées à la poursuite de ces objets seront prises sur un fonds séparé (désigné en cet Acte sous le nom de fonds politique de l'Union) et que, conformément aux dispositions de cet Acte, tout membre de l'union sera exempté de contribuer à ce fonds s'il a notifié à l'union, conformément au présent Acte, son refus de contribuer; et

« b) Qu'un membre qui est exempté de l'obligation de contribuer au fond politique de l'union, ne sera pas privé des allocations de l'union, ni soumis à aucun égard, soit directement, soit indirectement, à des incapacités ou à des désavantages, par rapport aux autres membres de l'union (sauf en ce qui concerne le contrôle ou la gestion des fonds politiques), en raison du fait qu'il jouit de cette exemption; et que la contribution au fonds politique de l'union ne deviendra pas une condition préalable pour être admis dans l'union.

« II. Si un membre d'une trade-union allègue qu'il est lésé par la violation d'un article des statuts établi en conformité avec cette section, il pourra se plaindre au Registrar des Sociétés de Secours mutuels et le Registrar, après avoir donné au plaignant et à un représentant de l'union, l'occasion d'être entendus, pourra, s'il estime qu'une telle violation a été com-

mise, délivrer, pour remédier à la violation, l'ordonnance qu'il jugera bon de prendre dans la circonstance; et toute ordonnance de cette espèce aura force obligatoire pour toutes les parties; elle sera définitive et sans appel; elle ne pourra être portée devant aucune Cour de Justice, ni être inhibée par une injonction (ou, en Ecosse, par un interdit); et, du jour où elle sera enregistrée au greffe de la Cour de Comté (ou de la Cour du Shériff en Ecosse), elle pourra être exécutée par la force publique, comme si c'était une ordonnance de ces Cours.

« III. Les objets politiques auxquels cette section s'applique sont les versements opérés :

« a) Pour couvrir les dépenses faites soit directement, soit indirectement, par un candidat, ou un candidat éventuel, au Parlement ou à un office public, avant, pendant ou après l'élection, pour sa candidature ou pour ses frais d'élection; ou

« b) Pour tenir des réunions ou distribuer des imprimés ou des documents, en vue de soutenir ce candidat ou ce candidat éventuel; ou

« c) Pour constituer une pension à toute personne, élue membre du Parlement, ou investie d'un office public; ou

« d) Pour faire inscrire à l'union certains électeurs, ou pour choisir un candidat au Parlement ou à un office public; ou

« e) Pour tenir des réunions politiques de toute espèce, ou pour distribuer des tracts ou des documents politiques de toute espèce, à moins que le but principal des réunions ou la distribution des tracts ou

des documents soit la poursuite d'objets statutaires au sens du présent Acte.

« L'expression « office public » en cette section, signifie l'office de membre d'un conseil de comté, d'un conseil de bourg, d'un conseil de district, d'un conseil de paroisse, d'un bureau de bienfaisance, ou de tout corps public ayant le pouvoir de lever de l'argent, soit directement, soit indirectement, au moyen de « rates » (taxes).

« IV. Une résolution prise en vertu de cette section, et approuvant les objets politiques comme objets de l'union, aura la force d'un article des statuts de l'union; elle pourra être annulée de la même manière qu'un tel article et sera soumise aux mêmes règles.

« V. Les dispositions de cet Acte, quant à l'affectation des fonds d'une union à des buts politiques, s'appliqueront à une union qui est en totalité ou en partie une coalition ou une fédération d'autres unions, de manière que ce seront les membres individuels des unions constitutantes et non les union elles-mêmes, qui formeront les membres de cette union (fédérative); mais rien dans cet Acte n'empêchera une union constituante de lever sur ceux de ses membres qui n'en ont pas été exemptés par la Fédération ou la coalition, des contributions au fond politique de la Fédération ou de la coalition. »

Quel est donc, au terme de cette longue évolution législative, le statut légal des Syndicats britanniques?

Il faut, pour le saisir dans son intégrité, l'étudier à la lumière de la loi commune et des lois spéciales ; nous avons remarqué plus haut que les statuts parlementaires échelonnés de 1871 à 1917 (à la différence de ce qui s'est produit dans divers pays d'Europe où le mouvement syndical fut provoqué et dirigé par l'initiative du pouvoir politique) n'ont fait que reconnaître juridiquement des organismes dont l'origine remonte au Moyen-Age. La loi commune ne pouvait donc manquer de les connaître et c'est à elle, en définitive, qu'il convient de s'adresser si l'on veut dégager les principes qui régissent non plus l'activité extérieure des unions, mais leur structure interne. Somme toute, la condition juridique des unions anglaises, à l'heure présente, peut se résumer comme suit : Ce sont des associations volontaires, relevant en principe de la loi commune, dont l'activité est, à certains égards, soumise aux dispositions de statuts spéciaux (18).

Les syndicats, disons-nous, sont des associations volontaires (« voluntary associations »). On sait que les associations anglaises se répartissent en deux grandes catégories à l'intérieur desquelles on peut d'ailleurs établir des sous-distinctions. Ces deux catégories sont, d'une part, les corporations et, d'autre part, les associations volontaires. Les corporations, groupements qui jouissent de la personnalité morale dans sa pléni-

(18) La substance de cette étude est tirée du remarquable article publié par le Professeur Geldart, de l'Université d'Oxford, dans la « Harvard Law Review », vol. XXV, n° 7, mai 1912, auquel nous avons fait de très larges emprunts.

tude, doivent leur existence et leurs privilèges à un acte du pouvoir royal (« a charter from the Crown ») ou à un statut parlementaire, spécial ou général.

On peut citer, parmi les plus importantes, les Universités, les Collèges, les Compagnies de Chemins de fer et les Sociétés commerciales connues sous le nom de « Limited Companies ». Les associations volontaires, au contraire, doivent leur existence à la seule volonté des adhérents, indépendamment de toute intervention des pouvoirs publics. Ces associations relèvent, non point des dispositions d'un acte spécial — comme les corporations — non point des termes d'une loi comme celle qui régit depuis 1901 les associations françaises, mais purement et simplement de la loi commune. La structure et l'activité de ces groupes seront donc soumises aux règles générales applicables au contrat, au mandat, au régime de la propriété.

L'association constitue d'abord un *contrat* conclu entre ses membres. Les clauses sont contenues dans les statuts. Les nécessités de la pratique exigent néanmoins que le consentement unanime des membres ne soit point requis pour les modifier : d'où la clause de style permettant à une majorité déterminée (les deux tiers, assez fréquemment) d'apporter aux statuts primitifs les changements indispensables. En tant que contrat, les statuts demeurent, il va sans dire, « *res inter alios acta* » à l'égard des tiers.

La responsabilité de l'association à raison des actes accomplis par ses fonctionnaires ou « officers », ainsi que la validité de ces actes, sont déterminés d'après les règles du *mandat* (« agency »). La consé-

quence fondamentale en est que les actes passés par ces fonctionnaires sont juridiquement des actes accomplis par les membres de l'association qui en tirent profit et en supportent les conséquences. Mais il importe d'ajouter immédiatement que dès qu'il s'agit de groupements poursuivant des buts autres que le profit individuel des membres, c'est un principe établi, au moins en ce qui concerne la responsabilité contractuelle, que les actes des fonctionnaires ou agents n'engagent que les fonds sociaux à l'exclusion du patrimoine personnel des associés. Quant à la responsabilité délictuelle, il ne semble pas qu'on ait jamais tenté de l'étendre au delà de ces limites (19).

L'appropriation des biens communs, revêt la forme spécifiquement anglaise du « *Trust* » ou fidéicommis. Les biens sont détenus, au profit de la collectivité, par un certain nombre de « *trustees* » qui, en tant que propriétaires aux yeux de la loi (« *legal owners* ») peuvent intenter les actions nécessaires à leur conservation et à leur recouvrement et les transférer aux tiers (20). Les droits des membres sur les

(19) Consulter à cet égard les arrêts suivants :

In re : *Saint-James's Club*, 2, De GM et G, 383, 1852.

Fleming v. Hector, 2, M et W 172, 1836.

Wise v. Perpetual Trustee Company, 1903, AC, 139.

(20) Le droit pour les fidéicommissaires d'intenter ou de soutenir ces actions est affirmé dans la section neuvième de l'acte de 1871 dont voici le texte : « Les fidéicommissaires de toute union enregistrée en vertu de la présente loi, ou tous autres fonctionnaires de cette union qui pourront y être autorisés par ses statuts, sont investis du droit d'intenter ou de soutenir, ou de faire intenter ou soutenir toute action, réclamation, poursuite ou plainte devant n'importe quelle Cour de Droit ou d'Équité touchant ou concernant les biens, droits ou prétentions (« *property, right or claim to property* ») de l'union; ils devront et pourront, dans toutes les espèces relatives à la propriété réelle ou personnelle de cette union, intenter l'action et y défendre, en leur nom personnel sans autre quali-

biens sociaux se réduisent à ceux que l'Équité leur attribue : participation aux revenus et droit d'usage conforme aux règles de la société.

Toutes les solutions précitées sont communes aux syndicats et aux autres associations volontaires, les cercles par exemple. Mais certaines questions assument, à l'égard des Unions, une importance toute spéciale. Le législateur de 1871 n'accorda pas la personnalité civile aux Unions, il ne les transforma pas en Corporations, mais maintint sur ce point leur statut antérieur. S'il adopta pareille solution, alors que l'importance de fait des groupements ouvriers paraissait justifier leur « incorporation », c'est que, d'une part, les adversaires des unions craignaient que pareille mesure n'accrût leur pouvoir, et que, d'autre part, les unions elles-mêmes redoutaient qu'elle ne leur fit encourir une responsabilité plus rigoureuse.

fication que le titre attaché à leurs fonctions... etc. ». L'insertion de cette clause dans l'acte de 1871 fut vraisemblablement provoquée par la distinction entre Cours de Droit et Cours d'Équité, qui subsista jusqu'au « Judicature Act » de 1873. Dès avant le « Trade Union Act » de 1871, les associations volontaires pouvaient agir en justice par « action représentative » mais cette action était généralement limitée à la Cour de Chancellerie; une trade union non enregistrée pouvait donc éprouver des difficultés à agir devant une Cour de Droit. Telle est l'opinion de Sir Henry Slessor dans son ouvrage sur le droit des Syndicats.

Il faut d'ailleurs se souvenir que le droit d'agir en justice ne découle pas, quand il s'agit d'association volontaire, de la personnalité juridique du groupe, mais d'une théorie procédurale, développée notamment dans l'arrêt rendu par la Cour d'Appel, en 1901, dans l'espèce « Duke of Bedford v. Ellis » et consacrée par l'article 9, § 1, des règles de procédure suivies devant la Cour Suprême, dans les termes suivants : « Si un grand nombre d'individus ont le même intérêt dans une cause ou affaire unique, l'un d'eux ou plusieurs d'entre eux ayant le même intérêt dans cette cause ou affaire peuvent intenter une action ou être poursuivis, ou être autorisés par la Cour ou par un juge, à défendre dans cette cause ou affaire, au nom ou au profit de tous les intéressés. »

Nul ne songeait que le statut des associations volontaires suffirait à justifier, en vertu des règles du mandat, de celles des Trusts et de l'action dite « représentative », une décision semblable à celle qui fut rendue dans le cas de la Compagnie du Taff Vale qui, sans modifier aucunement la condition juridique des syndicats, sanctionna leur responsabilité. Deux restrictions, dont l'une est antérieure à la loi de 1906, doivent néanmoins être signalées :

La Chambre des Lords avait décidé, avant le vote de ce texte, que les sections locales d'un syndicat et les fonctionnaires (« officers ») de ces sections, ne devaient pas toujours être considérés comme mandataires de l'union. Tout dépend des statuts (21). En outre, l'application de la règle de la spécialité (« Doctrine of Ultra Vires ») faite par la Chambre des Lords dans l'affaire Osborne (22) permet de supposer que les fonds de l'Union ne pourraient faire l'objet de poursuites fondées sur des actes délictueux étrangers aux fonctions propres à l'Union. Toutefois, un arrêt de 1911, relatif aux corporations, semble contraire à cette thèse (23).

D'autre part, avant le vote de la loi de 1871, les Unions étaient généralement tenues pour illégales et, dans la majorité des cas, elles l'étaient ; mais il se pouvait fort bien qu'elles ne le fussent pas, sans cesser pour autant de demeurer Unions. Le deuxiè-

(21) *Denaby and Cadeby Collieries v. Yorkshire Miners Association*, 1906, A. C. 384.

(22) 1910, A. C. 87.

(23) *Campbell v. Mayor of Paddington*, 1911, I, KB, 869.

me arrêt Osborne (24) déclare en propres termes que la société défenderesse (Syndicat d'employés de chemins de fer) est légale d'après la loi commune, ses statuts ne consacrant aucune restriction au principe de la liberté du travail. Si l'union était illégale, quelles étaient avant 1871 les conséquences de cette illégalité ? Sur la question de savoir si le seul fait d'y adhérer constituait un délit punissable, la jurisprudence a évolué (l'opinion du Juge Crompton, dans l'affaire *Hilton v. Eckersley*, 6 E. & B. 47, 1855, fut contredite dans l'affaire *Mogul v. Mc Gregor*, 1892, AC 25, 47-58) ; mais il semble bien que nulle poursuite n'était possible. — Quant à la validité des statuts contenant des clauses « *in restraint of trade* » nulle décision judiciaire n'est intervenue avant l'acte de 1871, encore qu'il semble bien que l'illégalité de l'association ait dû entraîner celle des accords relatifs aux paiements des cotisations et au versement des allocations de maladie ou de chômage. — La condition juridique des biens détenus à la même époque par un syndicat illégal en vertu de la loi commune, n'est pas très claire ; on sait qu'avant l'acte de 1868, nulle poursuite criminelle ne pouvait être intentée contre le membre d'un syndicat qui détournait des fonds appartenant à l'Union, mais c'était en vertu d'une règle générale, d'après laquelle le détournement de la propriété commune par l'un des co-propriétaires ne constituait pas un vol. Il est vrai que deux décisions exclurent du bénéfice d'une procédure spéciale en recouvrement organisée par voie

(24) 1911, I Ch., 540.

de statuts, les unions illégales ⁽²⁵⁾. L'acte de 1868 y devait remédier. — L'illégalité de l'Union impliquait-elle celle des trusts et la propriété commune se trouvait-elle ainsi dépourvue de protection civile ? Le trust originel était vraisemblablement nul, mais la doctrine du « resulting trust » permettait cependant à chaque membre de répéter ses cotisations dans la mesure où les sommes versées avaient été détournées de leurs buts ⁽²⁶⁾.

Telle paraît être la condition juridique des Unions, du seul point de vue de la loi commune. Nous savons déjà que cette structure primitive fut à plusieurs reprises modifiée et, à certains égards, bouleversée par l'intervention du législateur et de la jurisprudence. Résumons brièvement les modifications importantes, exception faite de la reconnaissance juridique des Unions, consacrée par l'acte de 1871 :

Ce fut d'abord la section quatre du « Trade Union Act », dont nous avons plus haut reproduit le texte, et qui eut pour effet de priver de toute sanction judiciaire les accords visés par elle, à condition que ces accords fussent contenus dans les statuts d'un syndicat illégal aux yeux de la loi commune. Cette dernière restriction est fondamentale : Si les statuts ne contiennent aucune disposition « in restraint of trade », la loi commune suffit à en assurer la sanction et la loi de 1871 ne modifie en rien cette situation ;

(25) *Hornsby v. Close*, LR, 2 QB, 153, 1867. — *Farrer v. Close*, LR., 4 QB, 602, 1869.

(26) *Regina v. Tankard*, 17, Cox, C. C., 719, 1894, 1 KB, 548.
In Re Printers' (Etc) Society, 1899, 2 Ch., 184.

mais la section trois légalisant les accords même contraires à la loi commune, on aurait pu conclure qu'ils seraient sanctionnés comme les premiers : c'est ce que la section quatre devait empêcher.

Ce fut ensuite l'acte de 1906 qui accorda aux Unions des privilèges et immunités en matière de responsabilité. En vertu de la loi commune, les actes commis par les agents de l'Union engagent directement le patrimoine collectif. Depuis 1906, nulle action ne peut être intentée contre l'Union à raison de diffamation, violence, fraude et autres délits, commis soit à l'occasion d'une grève, soit en toute autre circonstance (27). La responsabilité individuelle des membres du syndicat subsiste néanmoins.

Enfin, dans le premier arrêt Osborne (28), la Cour d'Appel appliquait aux unions la règle de la spécialité (« Doctrine of Ultra Vires »), en jugeant que l'activité politique outrepassait la compétence et les fonctions normales d'un syndicat, et que les clauses s'y rapportant devaient être tenues pour illégales. Or, cette règle ne s'applique en principe qu'aux corporations créées par statut ; sans doute l'acte de 1913 a-t-il, en ce qui concerne l'action politique des unions, écarté cette incapacité, mais il n'en reste pas moins que la doctrine de la spécialité peut justifier à tout moment, et dans les domaines les plus divers, des décisions restrictives.

(27) C'est au moins l'interprétation naturelle de la section IV, § 1 ; le paragraphe 2, qui contient le terme « trade disputes » est plus ambigu.

(28) 1909, I Ch., 163, 199.

A la lumière de cette analyse, il est aisé de comprendre sur quels points et à l'abri de quels textes, la poussée autonomiste allait s'exercer. Les privilèges et immunités accordés aux unions par l'acte de 1906 leur devait permettre de dominer et de régir le marché du travail, sans crainte de représailles judiciaires, mais leur activité dans ce domaine échappe au cadre de cette étude, qui se limite aux rapports de souveraineté établis à l'intérieur des groupements corporatifs.

De ce point de vue, le seul qui nous préoccupe, le texte fondamental est la section quatre de l'Acte de 1871. En soustrayant les multiples accords qu'il mentionne à la connaissance des cours et tribunaux, cette section a effectivement ⁽²⁹⁾ « fait de l'union dans ses rapports avec ses adhérents, un juge sans appel de sa propre cause, consolidant ainsi l'autorité du bureau sur les membres. » ⁽³⁰⁾.

(29) Geldart, *op. et loc. cit.*

(30) Signalons, avant d'aborder les arrêts principaux, que l'exposé des faits de chaque espèce est en grande partie emprunté soit au sommaire précédant les cas rapportés, soit au report d'arrêt lui-même. Ces sommaires ou exposés étant anonymes, nous n'avons pas guillemeté leur traduction qui, d'ailleurs s'éloigne, fréquemment, de la lettre du texte anglais.

CHAPITRE II

L'Application première de la " Section Quatre "

L'Autonomie Syndicale

Pour mesurer l'importance et la hardiesse de l'interprétation judiciaire de la Section IV de l'Acte de 1871, il convient d'analyser au préalable un certain nombre d'hypothèses à l'égard desquelles ce texte a produit son plein effet, — consacrant avec l'incompétence des tribunaux, la souveraineté de l'union. Ce sont, d'une part, les espèces relatives aux amendes infligées par le bureau à un membre du syndicat par application d'une règle statutaire (« fines »); et, d'autre part, toutes les actions intentées par les membres du syndicat dans le but de contraindre ce groupement à effectuer le paiement de secours ou

avantages pécuniaires (« benefits ») accordés aux adhérents par les statuts dans des circonstances et à des conditions déterminées. Dans l'un et l'autre cas, la jurisprudence britannique n'a jamais varié ; elle a régulièrement refusé de connaître de l'action (1).

L'arrêt le plus significatif quant aux recours exercés à l'occasion d'amendes infligées par le bureau (« fines »), nous paraît être celui rendu par le Juge

(1) Rappelons ici pour l'intelligence des opinions judiciaires rapportées au cours des chapitres qui vont suivre, que, s'il est vrai que le droit anglais est en partie un droit « fait par le juge » et dominé par le principe de l'autorité du précédent, cette autorité ne s'attache pas à tous les arrêts rendus, ni, dans un même arrêt, à toutes les déclarations du juge.

Les Cours Supérieures seules peuvent dire le droit, prononcer des sentences qui fassent précédent et lient les autres juges. Ces Cours Supérieures sont :

1. La Chambre des Lords, juridiction suprême, dont les arrêts lient absolument toutes les Cours inférieures en degré ; elle est elle-même liée par ses propres décisions. Elle se compose traditionnellement du Chancelier, de six Lords-Juges (juristes de profession auxquels on a conféré la pairie non-héréditaire), et éventuellement de pairs ayant occupé de hautes fonctions judiciaires.

2. La Section judiciaire du Conseil Privé, qui juge des appels de décisions rendues dans les Dominions et dont les arrêts ne lient pas les juges anglais.

3. La Cour suprême composée de :

a) La Cour d'Appel dont les arrêts lient toutes les Cours inférieures et la lient elle-même.

b) La Haute-Cour de Justice, subdivisée en :

Division de Chancellerie ;

Division du Banc du Roi ;

Division chargée de trancher les litiges relatifs aux testaments, mariages et affaires maritimes.

On sait d'autre part que, dans un même arrêt, l'autorité du précédent ne s'attache qu'au principe qui fonde la décision (« ratio decidendi ») et non aux remarques plus ou moins pertinentes que le juge peut faire au cours de son exposé (« obiter dicta »).

Signalons enfin que les magistrats britanniques en présence d'un texte législatif, ou statut, doivent en appliquer la lettre et ne s'inspirer des intentions du législateur que dans la mesure où

Kekewich (2) de la Division de Chancellerie, dans l'affaire « Mullett contre Fédération des Polisseurs Français ». Les conditions de fait étaient les suivantes : L'association, dont les demandeurs étaient membres et contre laquelle ils plaidaient, était formée, disait l'article premier des statuts, en vue de réunir et de distribuer des renseignements commerciaux, de résister aux atteintes portées aux conditions de travail et de salaires obtenues par ses adhérents, de les protéger par la voie légale contre toute injustice commise par leurs employeurs, d'établir un fonds de secours au profit de leurs adhérents en vue des périodes de chômage ou de grève. L'article 3 ajoutait que le Comité Exécutif exercerait sa surveillance dans l'intérêt de l'association et du mouvement syndical

le texte la révèle, à l'exclusion de toute référence aux documents parlementaires.

On consultera utilement sur ces divers points :

W. M. Geldart, *Elements of English Law*, (Home and University Library).

H. C. Gutteridge. The interpretation and administration of Labour Laws in England. (*International Labour Review*, Vol. X, n° 2, Août 1924.)

Nous rencontrerons enfin certains arrêts rendus par des Cours écossaises, par la « Court of Session » en particulier; précisons dès maintenant la situation respective des diverses juridictions : les lois ou Actes votés par le Parlement britannique s'appliquent en Ecosse et en Irlande du Nord aussi bien qu'en Angleterre. Une clause expresse est requise pour exclure ces territoires de la sphère d'application de la loi. D'autre part, il est souvent nécessaire de modifier les termes d'un Acte afin de l'adapter aux caractères propres de la procédure et du droit écossais; le « Sale of Goods Act » de 1893 nous en fournit un exemple. D'une façon générale, les diverses lois syndicales s'appliquent à l'Ecosse.

Quant à l'autorité du précédent, les décisions des Cours écossaises ne lient pas les Cours anglaises et réciproquement, mais en fait, lorsque le même Acte s'applique dans l'un et l'autre pays, la plus grande force persuasive s'attache, en Angleterre, aux décisions rendues par les Cours d'Ecosse, qui jouissent pratiquement de la même autorité que les arrêts anglais. Cette similitude nous autorise à faire état de la jurisprudence écossaise.

(2) *Mullett v. United French Polishers*, 1904, 20, T.L.R., 595,

envisagé dans son ensemble, et qu'il prendrait toutes mesures qu'il estimerait devoir servir ces fins. Or, en mars 1903, les demandeurs, Mullett et consorts, étaient tous au service d'un « polisseur français », nommé Siméon Emanuel, de Camden Town. L'association défenderesse s'aperçut qu'un autre ouvrier, nommé Lanning, qui n'adhérait pas au mouvement, travaillait pour le même patron. Le secrétaire de l'association, Rudd, fut délégué auprès d'Emanuel pour lui adresser des représentations. Il fut reçu par un contremaître qui lui expliqua que Lanning se portait candidat à un autre syndicat et que l'élection devait avoir lieu le lundi suivant. Or, Lanning ne fut pas admis dans ce syndicat. En dépit de cet échec, les demandeurs écrivirent à leur patron, lui signifiant qu'ils étaient disposés à travailler aux côtés de Lanning et qu'ils entendaient le soutenir. Sur ces entrefaites, le Comité Exécutif se réunit et les demandeurs assistèrent à la séance. Ils se retirèrent ensuite sur la demande du Comité, qui décida de leur infliger une amende de quinze shillings par tête. Les demandeurs soutenaient que pareille amende était illégale et « ultra vires » et, en outre, qu'elle était injuste et tyrannique, puisqu'elle ne sanctionnait aucune faute des demandeurs. Le syndicat défendeur répliqua qu'il agissait en vertu de l'article 3 des statuts et qu'en outre, aux termes de la Section IV du Trade Union Act de 1871, la Cour n'était pas autorisée à connaître de cette action.

Le Juge Kekewich se déclara effectivement incompétent et son argumentation fut la suivante : Les

demandeurs, déclara-t-il, se plaignaient d'une injustice commise à l'égard de leur camarade et à leur propre égard. Ils entendaient soutenir leur camarade et affirmer leur propre indépendance ; ils devaient alors se retirer du syndicat. En l'espèce, ils prétendaient que l'amende qui leur avait été infligée constituait une mesure arbitraire et demandaient à la Cour de proclamer que bien qu'ils n'eussent pas acquitté l'amende, ils devaient être soustraits à toute mesure disciplinaire. Pareille décision constituait une interprétation et une sanction des statuts syndicaux ; le législateur interdisait au juge de la prendre, et le Juge Kekewich citait l'arrêt rendu par la Division de Chancellerie dans les cas *Rigby v. Connol* et *Chamberlain v. Smith*, et dans des espèces connexes, que nous aurons à analyser ultérieurement. Les demandeurs furent déboutés et condamnés aux dépens.

Cette jurisprudence a été confirmée indirectement par un arrêt de la Cour Suprême d'Ecosse (*Court of Session*), dans l'espèce suivante (3), dont les faits rappellent singulièrement les circonstances visées par certains arrêts français que nous mentionnerons plus loin.

Le Comité Exécutif du syndicat avait émis une circulaire recommandant à ses adhérents d'observer le 1^{er} mai 1919, comme jour férié. Les membres de certains ateliers de Glasgow ne donnèrent aucune suite à la proposition ; d'autres décidèrent de la mettre

(3) *John Drennan and others v. The Associated Ironmoulders of Scotland*. Court of session, 25 Nov., S.C. 1921, p. 151, sqque.

aux voix et, dans la plupart des cas, la majorité vota contre elle. Dans un atelier où la majorité avait voté pour, certains membres de la minorité restèrent au travail. Une amende leur fut infligée par le comité de district du syndicat, dont la décision fut confirmée sur appel par le Comité Exécutif. Les membres atteints par cette mesure intentèrent une action contre le syndicat, concluant entre autres choses qu'aucune disposition statutaire ni contractuelle n'autorisait la majorité des ouvriers d'un atelier à interdire ou à imposer à la minorité de travailler tel jour déterminé — et, d'autre part, que la résolution leur infligeant une amende était « *ultra vires* » et devait faire l'objet d'une annulation sanctionnée par une injonction (« *interdit* »). -- Il fut jugé que l'action devait être écartée pour les raisons suivantes : le premier argument manquait d'intérêt, car les faits n'étaient pas discutés et nulle solution essentielle n'en dépendait ; quant au deuxième chef, l'amende était, de l'aveu même des défendeurs, dépourvue de toute sanction judiciaire, les demandeurs ne pouvaient donc établir à l'appui de leur prétention, aucun dommage pécuniaire. Ce jugement fut rendu à la majorité de trois membres sur quatre (4).

L'opinion divergente de Lord Salvesen est intéressante, car le magistrat s'est visiblement efforcé d'apercevoir la situation de fait. « Je ne suis point ébranlé », dit-il, « par l'argument sur lequel le juge

(4) Pour : Lord Scott-Dickson (Lord Justice Clerk), Lord Dundas et Lord Ormisdale.

Contre : Lord Salvesen.

de première instance a fondé sa décision, à savoir que l'amende infligée ne peut-être sanctionnée judiciairement. Il ne faudrait pas, en effet, conclure de là que le syndicat ne peut pas sanctionner ces amendes en privant les membres condamnés d'avantages pécuniaires auxquels ils auraient droit ou en prononçant contre eux la peine de l'exclusion. » Cette opinion, néanmoins, devait demeurer isolée et, si la Cour réserva son jugement sur l'application possible à l'espèce de la Section IV de la Loi de 1871, elle écarta formellement le recours exercé par la minorité contre la décision syndicale.

Quant aux secours et avantages pécuniaires (« benefits »), les jugements sont beaucoup plus nombreux et s'échelonnent de 1871 à l'époque actuelle. Nous retiendrons et analyserons une dizaine d'arrêts rendus en matière d'indemnité pour incapacité de travail, de secours de maladie, de pension de retraite et d'indemnité prévue au cas de perte d'outils. Leur unanimité est impressionnante.

Nos deux premiers arrêts furent rendus en 1874, par la Cour Suprême d'Ecosse (« Court of Session »), le premier ⁽⁵⁾ le 6 février, le second ⁽⁶⁾ le 11 mars ; la première espèce mettait aux prises un ouvrier maçon de Greenock, Patrick Mac Kernan et la Fédération des ouvriers maçons d'Ecosse. Le demandeur concluait au paiement d'une somme de 80 livres qui lui était due, prétendait-il, en vertu des statuts, à

(5) Mac Kernan v. United operative Masons' Association, 1 Rettie, 4^e série, 453.

(6) Shanks v. United operative Masons of Scotland, 1 Rettie, 4^e série, 823.

raison d'une blessure reçue à l'œil au cours de son travail, blessure qui avait entraîné une incapacité permanente. Mac Kernan avait d'abord présenté sa demande à l'association qui l'avait rejetée. Les statuts disposaient qu'une décision rendue à la majorité du nombre des votants était définitive et excluait tout recours devant les tribunaux judiciaires, mais le demandeur soutenait que la procédure avait été irrégulière et s'appuyait, en outre, sur une clause d'arbitrage insérée dans les statuts, qu'il opposait à la clause compromissaire précitée. La société défenderesse niait que l'incapacité subie par le demandeur fût permanente; elle invoquait, outre le vote de l'assemblée et la clause compromissaire, le caractère illégal (aux yeux de la loi commune) d'un certain nombre de dispositions statutaires consacrant des restrictions à la liberté du travail, illégalité qui soustrayait l'action intentée contre elle à la connaissance des Cours et Tribunaux. Le juge inférieur (« Lord Ordinary ») avait rendu, le 29 octobre 1873, un jugement interlocutoire déboutant le demandeur et mettant à sa charge les dépens de l'instance. L'affaire fut jugée à la Cour Suprême par le Lord Justice Clerk (Lord Moncreiff), Lord Benholme et Lord Neaves.

Lord Moncreiff parla d'abord et subordonna toute question relative à l'irrégularité de la procédure suivie par l'association, à la question fondamentale de la compétence de la Cour car, dit-il, « Si nous ne sommes pas autorisés à connaître de cette action, nous n'aurons plus à considérer aucun des problèmes

qu'elle soulève. » Il rappela l'opinion exprimée par Lord Campbell bien avant le vote de l'acte de 1871, dans l'affaire Hilton (1855) ; une association s'était engagée à se conformer au vote de la majorité pour toute question relative aux conditions de recrutement du personnel. L'accord fut tenu pour illicite, et la Cour repoussa l'action qui tendait à le sanctionner.

Lord Campbell, à cette occasion, s'était exprimé comme suit : « Je suis donc obligé de comprendre cet accord dans la catégorie des actes écrits qu'aucun texte positif n'annule et ne sont pas à ce point illicites que la loi commune érige leur rédaction en délit punissable, mais qui ne peuvent être sanctionnés judiciairement, étant tenus pour nuls, comme contraires à l'ordre public. C'est bien contre mon gré que j'entre dans ces considérations, et avec beaucoup d'inquiétude, car je songe combien diverses furent les opinions soutenues par des juges de générations différentes, et par des juges différents de la même génération dans les questions économiques et autres que met en jeu le règlement des conflits.... Je préférerais infiniment que le législateur m'ait imposé une règle claire. » Et Lord Moncreiff de conclure : « Le désir exprimé par Lord Campbell, a été partiellement satisfait : le législateur a parlé. La Fédération des ouvriers maçons d'Ecosse est visée par la Section IV, car certaines dispositions de ses statuts sont illégales comme « *in restraint of trade* », notamment la clause suivante : « Une liste révisée deux fois l'an sera « imprimée, portant les noms de ceux qui ont tra-

« vaillé contrairement aux ordres syndicaux, à l'oc-
« casion de grève ou en toute autre circonstance, et
« les noms de ceux qui ont commis des détourne-
« ments au préjudice du syndicat, avec le montant
« des détournements et des amendes imposées, et
« chaque « collector » recevra un exemplaire gratuit
« de la liste. »

Analysant ensuite la clause de l'acte de 1871, Lord Moncreiff déclare : « Je ne puis éviter la conclusion à laquelle cette loi doit aboutir, et quand nous suivons le développement des décisions antérieures dans le rapport de la Commission, il apparaît clairement que l'intention du législateur était que le vice d'illégalité entachant les dispositions restrictives de la liberté du travail fût entièrement et absolument purgé, mais que la question des sanctions judiciaires fit l'objet de dispositions expresses de la loi, et que l'un des accords qu'il devait être impossible au syndicat de sanctionner judiciairement serait l'accord assurant des avantages pécuniaires aux membres de l'association. On peut estimer, et il est clair que Lord Campbell et Lord Erle pensaient ainsi, qu'il n'est pas très logique de déclarer que l'association est licite et que les buts qu'elle poursuit le sont également, bien que contraires à la liberté du travail, mais qu'il ne sera pas permis de sanctionner ces accords en justice. Mais enfin, la décision est prise et fut prise après mûre réflexion et pour cette raison évidente qu'on ne souhaitait pas qu'on pût réaliser l'exécution forcée des objets poursuivis par une association de cette espèce. Ce serait, certes, une chose singulière

que les Cours d'Équité britanniques eussent pour mission de sanctionner les statuts syndicaux relatifs aux conditions de travail, de salaires et au nombre d'heures de travail, accord que les adhérents pourraient établir entre eux. On conçoit fort bien que des associations soient parfaitement légales, encore que nul tribunal ne puisse assurer l'exécution du programme qu'elles se tracent. Si, par exemple, à l'époque du Doyen Swift, une association s'était imposée de ne porter aucun vêtement qui ne fût de fabrication irlandaise, elle aurait été parfaitement légale, mais nulle Cour de Justice n'aurait songé à contraindre quiconque à observer ses statuts. Supposons encore qu'au siècle dernier, les membres d'une association se fussent proposés de ne pas se poudrer les cheveux, ou, que de nos jours, on s'engage à ne pas absorber de boissons alcoolisées, ou à ne pas pénétrer dans un café. Beaucoup de gens se soumettent ainsi à des règles spéciales et s'obligent à accomplir des actes purement facultatifs ; de tels engagements sont des promesses pures et simples et la véritable raison pour laquelle un tribunal n'interviendra pas, est que nul n'a d'intérêt légitime ou légal à obtenir leur exécution forcée.

L'intérêt qui naît des résultats sociaux ou commerciaux éventuels n'est pas de ceux dont un tribunal se préoccupera au point d'exercer une contrainte sur la volonté d'un des adhérents.

Mais que cette opinion soit bonne ou mauvaise, nous sommes en présence des dispositions de la loi, et je crois que nous devons les suivre... Il ne s'agit

pas d'un pacte illicite, mais d'une action dont la loi nous interdit de connaître. »

Lord Benholme, qui parla ensuite, s'inclina lui aussi devant le texte, tout en critiquant l'illogisme d'une loi qui reconnaît la légitimité d'une association et interdit aux tribunaux d'en sanctionner les statuts.

Lord Neaves fut du même avis, et l'action fut repoussée à l'unanimité.

Le 11 mars de la même année 1874, une espèce identique (7) mettait aux prises la même Fédération et un autre ouvrier maçon, nommé Shanks. Les circonstances étaient les suivantes : George Shanks, membre de l'association des ouvriers maçons d'Ecosse, réclamait, à l'association, le paiement d'une somme de 80 livres, qui lui étaient dues en vertu des statuts de l'association : il était, en effet, frappé d'incapacité permanente, à la suite d'une grave blessure reçue à la jambe droite. Le demandeur déclara qu'il s'était adressé d'abord à l'association, conformément aux statuts et règlements, qu'il produisait. Il prétendait qu'en instruisant sa demande, l'association avait suivi une procédure irrégulière et contraire à ses propres statuts ; elle avait rejeté sa demande. Il ajoutait que, le 26 juin 1872, il intentait une action, en paiement de ladite somme devant le tribunal du Sheriff de Remfrewshire ; qu'il avait consenti à se désister lorsque l'association s'était engagée à soumettre le litige à l'arbitrage, en conformité des sta-

(7) Shanks v. United operative Masons of Scotland, Rettie n° 1, p. 823.

tuts, et que l'association avait ensuite refusé de s'exécuter.

Le syndicat défendeur répliquait que ses statuts contenait des clauses restrictives de la liberté du commerce, conçues notamment dans le but de soutenir les grèves ; que, par conséquent, ces statuts ne pouvaient être sanctionnés judiciairement.

Le 5 décembre 1873, le « Lord Ordinary », ou juge inférieur, décidait effectivement qu'il ne pouvait connaître de l'action.

Le demandeur fit appel.

A la Cour de Session, le Président, Lord Ormisdale, rapprocha l'action intentée par Shanks de celle intentée quelques semaines auparavant par Mac Kernan, contre la même association, devant l'autre Chambre de la même Cour ; il conclut à leur parfaite identité et faisant application de la Section IV de l'Acte de 1871, rejeta les prétentions du demandeur.

Deux ans plus tard, la Section IV de l'Acte de 1871 était à nouveau invoquée par un syndicat (L'Union Générale des Ouvriers Charpentiers et Menuisiers ; section de Belfast), pour faire échec aux prétentions d'un de ses membres, qui réclamait, en vertu des statuts, une somme de 11 shillings et 2 pence, au titre de « benefit money ». L'association invoquait en outre, l'omission d'une formalité requise par les statuts. Elle obtint, le 25 mai 1877, gain de cause, devant la Cour du Banc de la Reine (8).

Le 16 décembre 1902, la Cour du Banc du Roi de-

(8) The General Union Society of Operative Carpenters and Joiners (Belfast Branch), v. J. C. O'Donnell, R. M. T. Todd, « *The Irish Law Times* », 9 juin 1877.

vait trancher, dans le même sens, un nouveau conflit relatif, comme les deux premiers, à l'indemnité statutaire due au cas d'incapacité permanente de travail (9). Sayer, membre de la Fédération des charpentiers et menuisiers, réclamait, de ce chef, une somme de 50 livres. Les statuts de cette association étaient précédés d'une adresse qui devait être lue par le secrétaire de chaque section locale à tout nouvel adhérent. On y lisait que chaque membre devrait faire tout ce qui dépendait de lui pour développer l'association ; que, en tant que syndicaliste, il devait s'efforcer de servir les intérêts les plus précieux de la corporation, en tâchant d'élever le taux des salaires et d'améliorer les conditions du travail ; il devait aussi prévenir toute violation des droits, privilèges et usages corporatifs et aider les autres membres du syndicat à obtenir les mêmes résultats. S'il éprouvait quelque difficulté relative à son salaire ou à tout autre objet, il devait porter l'affaire devant la section. La clause 1 des statuts déclarait que le syndicat se proposait de réunir des fonds pour développer, protéger et organiser la profession, pour aider les adhérents à recouvrer leurs salaires, pour les secourir au cas de maladie, d'accident ou de retraite, pour subvenir aux frais funéraires, etc. En vertu de la clause 6, nul ne devait être admis s'il avait agi contrairement aux intérêts corporatifs ; la clause 9, disposait que si quelque grand conflit éclatait entre le capital et le travail, le Comité Exécutif devrait orga-

(9) Sayer v. The Amalgamated Society of Carpenters and Joiners, 1912, T.L.R., 19, 122.

niser un vote de tous les membres du syndicat, sur la question d'un prélèvement, dont le montant maximum serait de 3 pence par semaine et par tête, permettant de soutenir pécuniairement les ouvriers engagés dans la lutte. La clause 11, prévoyait la nomination d'un Comité chargé d'exécuter toutes les modifications qu'un vote de la majorité des syndiqués pourrait faire subir aux règlements et usages corporatifs locaux; elle prévoyait aussi la nomination d'un Comité de grève ou de lock-out au cas de conflit.

En présence de ces dispositions statutaires, l'avocat de l'association défenderesse soutint purement et simplement que l'association était illégale, en vertu de la loi commune, et que le tribunal ne pouvait connaître d'une action qui tendait à sanctionner ses statuts. Le Juge Bruce adopta ses conclusions.

Avec l'arrêt *Cullen v. Elwin* ⁽¹⁰⁾, nous abordons une espèce un peu différente, bien que la question de droit demeure identique. Les défendeurs, Elwin et consorts, étaient les « trustees », ou fidéicommissaires, de la section de Nottingham de la Fédération des Tailleurs et Tailleuses, syndicat enregistré conformément aux actes de 1871 et 1876.

Le demandeur, Cullen, âgé de 82 ans, et membre du syndicat, recevait, depuis quelque temps avant juin 1901, une pension de retraite (« superannuation allowance ») ; mais, au cours de ce mois de juin, la clause en vertu de laquelle il recevait cette pension, avait été, sans son consentement, abrogée par

(10) *Cullen v. Elwin and others*, 1904, 20, T.L.R., 490, C.A.

un vote des membres du syndicat, lequel refusait, désormais, de lui verser le montant de sa pension. En novembre 1901, le demandeur avait intenté une action en paiement des arrérages des 16 semaines écoulées, contre le secrétaire et le trésorier de la section de Nottingham. Il avait obtenu satisfaction et les défendeurs n'avaient pas interjeté appel, bien qu'ils y eussent été autorisés. Par la suite, le demandeur intenta contre les trustees, défendeurs actuels, une action en paiement des arrérages de 40 semaines. Le Juge de la Cour de Comté suivit la décision rendue précédemment et donna gain de cause au demandeur. Les défendeurs appelèrent, soutenant entre autres choses, que l'association était illégale, en vertu de la loi commune, nombre des clauses de ses statuts consacrant des restrictions à la liberté du travail.

En vertu de la clause première des statuts, les objets poursuivis par l'association se définissaient comme suit : protéger et servir les intérêts des adhérents ; améliorer les conditions de travail dans l'industrie couturière, assurer le progrès moral et social de ses membres, la réglementation des rapports entre ouvriers et patrons, et réaliser l'émancipation complète des travailleurs de l'exploitation capitaliste, etc. La clause 13, qui avait été rescindée par un vote organisé en juin 1901, organisait un système de pensions de retraite au profit de membres ayant atteint l'âge de 60 ans et adhérant au syndicat depuis 25 années consécutives. Un grand nombre de clauses visaient la réglementation du travail et des conflits profes-

fessionnels. La clause 33, disposait : « Section 1. Pendant la morte saison, une répartition équitable du travail sera obligatoire dans tous les ateliers. Par répartition équitable, il faut entendre que chaque homme devra obtenir un travail aussi rémunérateur que celui assigné à son voisin, dans les limites du possible. — Section 2. La combinaison du salaire au temps et du salaire aux pièces ne sera tolérée dans aucun atelier. — Section 3. Aucun membre du syndicat ne sera, dorénavant, autorisé à quitter un atelier dans le but de travailler dehors ou à domicile, sauf en vertu d'une autorisation expresse du Comité local, qui ne devra être accordée qu'au cas d'incapacité physique, et qui devra, dans tous les cas, être approuvée par une assemblée générale des membres de la section, etc. » La Cour Divisionnaire estima que l'autorité de la chose jugée ne s'attachait pas à la décision précédente, que la société, à raison des restrictions à la liberté du travail contenues dans ses statuts et sa constitution, était illégale aux yeux de la loi commune, et que le demandeur ne pouvait actionner d'autres membres du syndicat. Le demandeur fit appel, après y avoir été autorisé.

Le jugement fut prononcé par le Maître des Rôles, Lord Justice Romer et Lord Justice Mathew, à l'unanimité. Le Maître des Rôles, s'appuyant sur l'opinion de Sir George Jessel dans l'arrêt *Rigby v. Connol* ⁽¹¹⁾ que nous analyserons ultérieurement, déclara que le syndicat était illégal en vertu de la loi commune, et confirma les décisions antérieures.

(11) 24 février 1880. — 1880, Ch. D., 482.

C'est une situation de fait et une question de droit quasi identiques qui firent l'objet du jugement de la Chambre des Lords du 26 février 1912, confirmant une décision de la Cour d'Appel, dans l'affaire Russell contre Fédération des charpentiers et menuisiers (12).

La demanderesse était veuve de James Russell, charpentier, qui avait été membre, pendant plus de 40 ans de la Fédération défenderesse. La demanderesse concluait au paiement d'une certaine somme, représentant les annuités accumulées d'une pension de retraite, auxquelles elle prétendait que le défunt avait droit lors de son décès.

La défense de la Fédération était (*inter alia*) que la Cour ne pouvait connaître de cette action, en vertu de la Section IV de l'Acte de 1871, et que, en admettant qu'il subsistât des contrats entre le défunt et la Fédération lors de la mort de celui-là, ce qu'elle niait, ces contrats impliquaient des restrictions à la liberté du commerce et ne pouvaient recevoir de sanctions judiciaires.

Les statuts de la Fédération contenaient, en particulier, les clauses suivantes :

Les buts poursuivis sont « réunir des fonds pour assurer le développement, la protection et l'organisation de la profession ; soutenir judiciairement les adhérents, afin de leur permettre de recouvrer leurs salaires ; assurer un service d'assistance mutuelle des membres au cas de maladie, d'accident ou de retraite ; subvenir aux frais funéraires des membres et de

(12) 1906, 1. K.B., 506. — 1912, A.C., 421, Russell v. Amalgamated Society of Carpenters and Joiners.

leurs femmes ; compenser les pertes d'outils au cas d'incendie, de dommage causé par les eaux ou de vol ; soutenir les chômeurs, etc. » (Règle N° 1. Clause N° 2).

En vertu de la règle 4 « Chaque section où il n'existe pas de Comité directeur, sera compétente, au cours d'une assemblée spéciale ou trimestrielle, pour infliger une amende dont le montant ne dépasse pas deux livres, à un membre quelconque de l'association, s'il est prouvé qu'il a violé les dispositions de la règle 48, clause 1, pour le suspendre ou l'expulser. »

La règle 48 précitée était intitulée . « Irrégularités commises par les adhérents. » Elle était rédigée (clause 1) comme suit : « Tout comité directeur, comité local ou section locale, aura compétence, à l'occasion d'une assemblée spéciale ou trimestrielle, pour infliger la peine de l'amende (deux livres au maximum), de la suspension ou de l'expulsion à tout adhérent, à l'encontre duquel il sera établi qu'il a refusé de se conformer à leur décision, ou que sa conduite a jeté le discrédit sur l'association, ou qu'il a volontairement violé les règles professionnelles admises dans la région où il travaillait, en acceptant un « sub-contract » ou en acceptant de travailler aux pièces ou en travaillant pour l'une ou l'autre de ces catégories d'employeurs (le « sub-contractant » ou travailleur aux pièces étant défini comme un individu qui assure uniquement le travail, sans fournir la matière première), ou en acceptant, utilisant ou achevant du travail qui a été fait dans des conditions injustes, soit dans le Royaume-Uni, soit à l'étranger, ou contrai-

rement aux usages professionnels admis dans la région où il a été fait ; de même s'il est établi qu'il a frauduleusement reçu ou détourné les fonds de la société, ou d'un membre ou candidat quelconque qui les lui aurait confiés pour les verser à la caisse syndicale, ou qu'il appartient à un bureau du travail ou institutions similaires ou y remplit une fonction officielle. (Cette clause ne s'appliquera pas au Département du Travail du « Board of Trade », ni à aucune organisation similaire des Etats-Unis ou des Colonies.) ».

Cinq juges siégeaient à la Chambre des Lords : le Chancelier (Earl Loreburn), Lord Macnaghten, Lord Atkinson, Lord Shaw of Dunfermline, Lord Robson. Leur opinion fut unanime : tous écartèrent l'action, par application de la Section IV ⁽¹³⁾.

(13) La lecture de ces arrêts fait apparaître clairement ce que nous signalions dans le chapitre précédent, à savoir que l'acte de 1871 n'a d'effet qu'à l'égard des groupements corporatifs dont les statuts consacrent des restrictions à la liberté du travail — et que par conséquent c'est à ces groupements seuls que peuvent être imposées les restrictions prévues par la section quatre dudit acte, les accords passés en conformité avec les dispositions du Common Law devant sortir aujourd'hui comme avant 1871 leur plein et entier effet. C'est ce qui explique le singulier acharnement que mettent les représentants des syndicats défenseurs à établir à la barre l'illégalité de leurs associations. Il est intéressant d'indiquer ici quels principes ont guidé les juges qui eurent à déterminer et à prononcer cette illégalité si jalousement invoquée. La plupart du temps, on trouve dans les statuts syndicaux à côté des règles relatives aux fonctions d'assistance et de secours mutuel qui, elles, sont parfaitement légales en vertu du « Common Law », des règles « in restraint of trade ». La question qui se posait était dès lors celle de la divisibilité et de l'indépendance de ces dispositions diverses. Devait-on apprécier leur validité collectivement et en bloc, ou sanctionner les unes en ignorant les autres ? Le criterium le plus intéressant paraît avoir été dégagé par Lord Shaw of Dunfermline dans l'arrêt *Russell v. Amalgamated Society of Carpenters* (1912, A.C., 421, pp. 436-437). Il fait intervenir d'une part la gestion des fonds syndicaux et d'autre part les conséquences

Une décision avait été rendue dans le même sens, dans une espèce différente quant aux faits, par la Cour du Banc du Roi, avant que la Chambre des Lords eût rendu son arrêt dans l'affaire « Russell v. Carpenters ». Il s'agissait d'indemnité prévue aux statuts pour le cas de pertes d'outils (« Loss of Tools ») (14). L'association défenderesse était la Fédération des charpentiers et menuisiers.

Mudd, membre de la Fédération, avait perdu ses

pécuniaires des mesures disciplinaires, et s'exprime comme suit : « Les deux obstacles fondamentaux qui nous empêchent d'établir une distinction entre les buts poursuivis par l'association semblent être d'une part son organisation financière et d'autre part sa discipline et les règles qu'elle consacre à l'expulsion. — La concentration des fonds a été considérée par les syndicats comme un élément d'importance vitale pour assurer l'efficacité de leur action et d'ailleurs justifié par les principes d'une bonne organisation. Cette concentration est réalisée dans l'espèce qui nous est soumise et la distinction des fonds consacrés à la poursuite d'objets licites et des autres est par conséquent impossible. Mais en outre, Mes Seigneurs, les mesures disciplinaires telles que l'amende, la suspension et l'expulsion ont des effets si énergiques et si absolus qu'on n'établit pas de distinction entre les divers objets poursuivis par l'association et que ces mesures ont des conséquences cumulatives et générales à l'égard de l'ensemble des cotisations versées par l'adhérent. Si un ouvrier est exclu du syndicat pour avoir travaillé aux côtés d'un non-syndiqué, cette expulsion produit les mêmes effets que si elle était fondée sur le fait que l'ouvrier s'était abstenu de verser ses cotisations pendant le délai prévu par les statuts; de même encore si l'opinion de tel ouvrier déterminé ou même d'un groupe d'ouvriers diffère de la décision prise par le Comité relativement à un conflit qui a éclaté dans une autre industrie avec laquelle il est établi que leur propre industrie n'a ni sympathie ni attache, ils perdent par l'effet de leur expulsion toutes les cotisations qu'ils ont pu verser au fond social, y compris le bénéfice des clauses statutaires relatives aux maladies, aux accidents et au chômage. »

L'illégalité globale des statuts syndicaux apparaît dans ce système comme la rançon des conséquences pécuniaires attachées aux mesures coercitives. C'est seulement au cas où la gestion des finances du groupe et les sanctions disciplinaires consacrent une distinction d'objet que la jurisprudence distinguera entre la licéité de certains buts et l'illicéité des autres.

(14) Mudd v. General Union of Operative Carpenters and Joiners. T.L.R., 1909-1910, p. 518.

outils au cours d'un incendie. Il réclamaît une indemnité, en vertu des statuts. La Fédération, s'appuyant notamment sur la décision de la Cour du Banc du Roi dans l'affaire « Russell », s'abritait derrière la Section IV de l'Acte de 1871.

Le Juge Coleridge déclara entre autres choses :

« Si la question était entière, on pourrait soutenir que la loi devrait prendre en considération tous les articles des statuts syndicaux qui ne sont pas entachés d'illégalité ⁽¹⁵⁾ et ignorer ceux dont l'objet est illicite. Mais l'arrêt rendu dans l'espèce Russell ⁽¹⁶⁾ décide que si les buts poursuivis par un syndicat peuvent être, d'un point de vue quelconque, sérieusement taxés d'illégalité ⁽¹⁷⁾, le syndicat tout entier est un groupement illégal et nul article des statuts ne peut être sanctionné.

D'autre part, si les buts poursuivis par un syndicat sont légaux, dans leur ensemble, l'existence d'un ou de plusieurs articles relatifs à un objet illégal, n'entachera pas le groupement entier d'illégalité. Il n'y a rien d'illégal à faire grève, ni à établir un fonds de secours au profit des grévistes et si, à cet égard, les statuts du syndicat défendeur s'étaient bornés à soutenir les grèves et les grévistes, je ne serais pas disposé à y découvrir l'indice d'un objet illégal. Mais en l'espèce, les statuts vont plus loin. La clause 28, § 4, 6 et 15 (relative aux infractions commises par les membres) est à peu près identique à la clause (84,

(15) « All innocent rules of a trade union... »

(16) Décision de la Cour du Banc du Roi : 1910, I. K.B.

(17) « Are, in any substantial sense, illegal... »

§ 1) visée dans le cas Russell, où il fut décidé que la restriction à la liberté du travail prévue par cette clause, était tellement grave qu'aucune autre disposition statutaire légale ou non, ne pouvait être sanctionnée. Cette décision se fondait sur cette idée que les membres étaient si puissamment engagés à observer les statuts, même contre leur gré, par la crainte où ils étaient de perdre leurs droits aux avantages pécuniaires (« benefits »), que la clause constituait une restriction à la liberté du travail et comme c'était, d'autre part, l'une des clauses fondamentales, elle avait pour effet de priver de sanction judiciaire toutes les autres dispositions statutaires. Je ne suis nullement porté — continuait le Juge Coleridge —, à développer ou à étendre les termes de la loi. J'estime que lorsque toutes les parties intéressées ont décidé de se soumettre à certaines règles et s'y sont conformées, il faut qu'il apparaisse clairement que les clauses illégales sont des clauses fondamentales, pour qu'elles aient pour résultat de priver de sanction les clauses régulières. S'il m'avait été possible de considérer que les clauses illégales n'étaient pas une caractéristique essentielle de l'ensemble des statuts, je ne me serais pas cru tenu, comme en fait je crois l'être, de me conformer à la décision rendue dans l'espèce Russell, c'est-à-dire, de donner gain de cause au défendeur. »

Somme toute, les Cours anglaises et écossaises écartent régulièrement, depuis 1871 jusqu'à ce jour, toutes les actions dirigées contre un syndicat et tendant

soit à soumettre à leur examen une décision imposant une amende à un ou plusieurs adhérents, soit à assurer le versement par le syndicat d'indemnités ou annuités prévues par les statuts au profit des adhérents. Cette jurisprudence est constante.

La singularité, l'insularisme de ces solutions éclatent lorsque, s'éloignant d'elles, on analyse les décisions correspondantes des jurisprudences américaine ou, surtout, française.

La jurisprudence américaine ⁽¹⁸⁾ peut être résumée dans ses grandes lignes, comme suit ; en l'absence de dispositions légales impératives comparables à la Section IV de l'Acte britannique de 1871, les Cours américaines consacrent l'autonomie de principe des associations volontaires pour tout ce qui concerne leurs affaires intérieures.

Néanmoins, elles tracent à cette indépendance les limites suivantes ; les tribunaux ont qualité pour interpréter les statuts corporatifs, clauses contractuelles, même s'il s'agit d'une association non constituée en personne morale, dès qu'un intérêt pécuniaire (« property right ») est en jeu ; si la juridiction est attribuée statutairement à un tribunal corporatif, le demandeur devra, en principe, épuiser toutes les voies de recours qui lui sont ouvertes au sein

(18) Telle qu'elle apparaît du moins, à la lecture des espèces résumées dans le *Digeste Décennal*, 1907 à 1916 (Vol. 21), et à l'examen des décisions récentes dont nous avons pu nous procurer le texte.

de l'association, avant de porter l'affaire devant les tribunaux judiciaires ; ces derniers s'assureront que la procédure a été conforme aux statuts, que l'ordre public n'est pas violé, qu'aucune fraude ni mauvaise foi patentes ne peuvent être relevées à l'encontre des agents du syndicat. Il semble bien aussi que les tribunaux interprètent parfois les statuts quant au fond et en outre, il convient de faire une place à part aux arrêts rendus par les Cours de l'Etat de New-York, qui paraissent disposées à s'attribuer une plus large compétence.

Voici quelques décisions illustrant ces tendances diverses et rendues dans des espèces comparables aux espèces empruntées à la jurisprudence britannique nous avons exposées plus haut.

La Cour de l'Etat de New-Jersey ⁽¹⁹⁾ était saisie, en 1906, de la question suivante : le demandeur, Brennan, membre de l'Union des chapeliers de l'Amérique du Nord, avait été condamné, par un organisme corporatif, à verser une amende et à abandonner, pour un an, l'emploi qu'il occupait. Les statuts syndicaux prévoyaient des amendes et autres mesures disciplinaires à l'encontre des membres violant les règlements de l'Union et disposaient que les membres accusés seraient jugés par un tribunal corporatif sur assignation régulière et après un examen impartial ; ils disposaient, en outre, qu'une plainte écrite devrait être déposée par l'un des membres du syndicat. Or, Brennan avait été mis en accusation sans assignation

(19) Brennan v. United Hatters of North America. *American Digest*. 1907-1916, Second decennial edition. Vol. 21, p. 1730.

régulière et sans qu'un membre eût déposé de plainte écrite. La Cour jugea que l'action de l'Union et de ses fonctionnaires, lesquels avaient provoqué le renvoi de cet ouvrier, était injustifiée, à moins que le demandeur, lui-même, n'eût consenti à être mis en accusation sans que les formes précitées fussent observées — la question de savoir s'il avait ou non consenti étant réservée à l'appréciation du jury.

Un autre arrêt ⁽²⁰⁾ rendu dans l'Etat de New-Jersey, en 1910, et confirmé en appel, (« Blanchard contre Conseil mixte du district de Newark de la Fédération des charpentiers et menuisiers d'Amérique »), intervint dans les circonstances que voici : le membre d'un syndicat avait été suspendu et frappé d'une amende de cent dollars par le bureau d'une section locale. Sur son refus d'acquitter cette amende, les membres du bureau persuadèrent son patron de le renvoyer, et l'ouvrier assigna le bureau en dommages et intérêts. Au cours de l'instance, il fit appel de la décision du bureau devant l'« Association nationale » de la corporation, et cet organisme réforma la décision prononçant sa suspension, et le réintégra. La Cour jugea que l'appel ne constituait pas une renonciation au droit pour l'ouvrier d'obtenir des dommages et intérêts à raison de la mesure illégale prise par le bureau à son préjudice.

En février 1913, la Cour Suprême de l'Illinois confirmait un jugement rendu par le juge de la Cour de Circuit du Comté de Cook, dans l'affaire *Engel v.*

(20) *Loc. cit.*, p. 1730.

Walsh (21). Engel, membre de la Fédération des ouvriers sur métaux en feuille (22), s'était vu infliger une amende de cent dollars, à raison d'une violation prétendue des statuts syndicaux, consistant dans l'apposition irrégulière du « label » syndical sur des cheminées de chaudières. Il soutenait qu'aucun label n'avait été utilisé, que, d'ailleurs, les cheminées avaient été fabriquées par un maison n'embauchant que des ouvriers syndiqués (« a union shop ») (23), et que cette mesure disciplinaire avait été prise dans le but de l'empêcher de travailler pour le compte d'une entreprise indépendante du syndicat (« an open shop ») (23), politique d'une injustice intolérable, qui lui devait causer un dommage irréparable, à moins qu'elle ne fût paralysée par une injonction. La décision syndicale avait été sanctionnée par une grève et confirmée par la Commission Exécutive de la Fédération. Somme toute, le demandeur invoquait la juridiction d'une Cour d'Equité pour connaître d'un conflit surgi entre lui et le syndicat, dont il était membre. La Cour écarta ses prétentions, en se fondant sur les arguments que voici : « Les tribunaux », dit le Juge Vickers, « ont été fréquemment sollicités d'interdire aux associations volontaires, telles que les églises et loges diverses, bureaux de travail et groupements similaires, d'exclure certains de leurs membres, à raison de violations prétendues de clauses

(21) Supreme Court of Illinois, 101, N.E., 222 (Advance Sheets).

(22) « Amalgamated Sheet Metal Workers' Labor Union. »

(23) Consulter sur ces divers points de technique syndicale l'ouvrage de Lambert et Brown, « *La lutte du Capital et du Travail organisé aux Etats-Unis* ». Paris, Giard.

statutaires ou de règlements sociaux et, en pareil cas, ce tribunal a régulièrement refusé d'admettre qu'on pût en appeler à une Cour d'Équité, pour trancher un conflit s'élevant entre ces associations et leurs adhérents. » La Cour n'accepterait d'intervenir que dans les cas extrêmes de déloyauté et d'injustice patente. En outre, le demandeur n'établissait ni ne prétendait que la procédure suivie par le syndicat fût irrégulière et contraire aux statuts.

Une autre décision intéressante fut rendue le 8 juin 1914, par la Cour Suprême de Louisiane (24). Les demandeurs, au nombre de 22, étaient membres de l'Association des Poseurs d'écrous, hommes de couleur, de Louisiane, elle-même affiliée à une « association internationale », dont elle constituait la Section N° 237. D'après la clause 3 des statuts de l'association internationale, les membres d'une branche locale ne peuvent travailler sur le territoire qui ressortit de la juridiction d'une autre branche, sans y être autorisés, sous peine d'expulsion. En février 1912, cette règle fut, d'après l'arrêt, violée par les demandeurs, qui quittèrent New-Orleans, se rendirent à Gulfport, sur le territoire d'une autre section de l'association, et entrèrent au service d'entrepreneurs de navigation, dont les ouvriers faisaient grève. La section de Gulfport adressa un rapport à celle de New-Orleans, et l'assemblée du 3 juin 1912, infligea, aux demandeurs, des amendes de cinq et vingt-cinq dollars. La décision fut prise à l'unanimité. La question fut po-

(24) *Monroe v. Colored Screwmen's benevolent association* n° 1 of Louisiana, 66, S.R., p. 260.

sée de nouveau à l'assemblée du 1^{er} juillet 1912, les ouvriers condamnés demandant qu'on procédât à une enquête avant de les contraindre au paiement des amendes. Une commission d'enquête fut effectivement désignée et ses conclusions furent contraires aux ouvriers condamnés. Ces derniers avaient été représentés au cours de l'enquête. La branche locale de New-Orleans adopta le rapport de la commission et les ouvriers condamnés, refusant d'acquitter leurs amendes, on leur retira leurs cartes de travail, sans lesquelles il leur était, paraît-il, impossible de faire accepter leurs services. Ils sollicitaient une injonction (« mandamus »), soutenant qu'ils avaient été condamnés irrégulièrement, sans avoir pu présenter leur défense (« without a hearing »); et que, d'autre part, les dispositions de la clause 3 précitée, étaient contraires à la loi Fédérale sur les trusts. Ce dernier argument, d'ailleurs étranger à notre sujet, fut écarté. Quant à la procédure, la Cour reconnut qu'il existait, en effet, aux termes des statuts, une commission contentieuse (« grievance committee »), dont ils pouvaient invoquer la juridiction, et que la fonction de cette commission était d'examiner les demandes à elle adressées et de soumettre ses conclusions à l'assemblée suivante de l'association, dont la décision serait sans appel. Mais, dit la Cour, les demandeurs furent entendus par une commission d'enquête de leur choix et, en raison des circonstances, ne peuvent réclamer davantage. Quant à la question de savoir si la grève de Gulfport était, comme ils le prétendaient, terminée, la Cour ne pouvait pas revenir sur les con-

clusions de la commission (corporative) d'enquête. Jusqu'ici, l'attitude de la Cour est donc très nette : vérification de la régularité de la procédure et admission sans débats des conclusions prises par les tribunaux corporatifs quant au fond. Toutefois, la Cour fait remarquer qu'une nouvelle audience serait inutile, la violation de la clause 3 des statuts de l'associations internationale entraînant l'expulsion, cette violation n'étant point discutée et paraissant d'ailleurs indiscutable. C'est sur ce point, fort important, qu'on peut relever dans le jugement une interprétation des statuts quant au fond.

Un exemple du contrôle exercé par les Cours de l'Etat de New-York, sur la procédure appliquée par les tribunaux corporatifs nous est fourni par l'arrêt de la Cour Suprême du 2 juin 1924, dans l'affaire *Jose v. Savage* (25). Les demandeurs étaient membres de la section locale N° 585 de la Fédération Américaine des charpentiers et menuisiers. Au cours d'une réunion de leur section, ils portèrent des accusations de conduite irrégulière (« misconduct ») contre le Président et d'autres fonctionnaires. Le Président en interdit la lecture et les menaça de mesures de rétorsion. Immédiatement après, il porta des accusations contre les demandeurs fondées sur certaines dispositions générales des statuts, interdisant de porter atteinte à la réputation d'un membre de la corporation, de nuire par sa conduite à la bonne harmonie du groupe et de calomnier un fonctionnaire de

(25) *Jose et al. v. Savage et al. Supreme Court. Special Term. New-York County, June 2, 1924. 205, N.-Y., Suppt., p. 6.*

l'union. Les statuts disposaient que les membres pouvaient être jugés soit par la section locale elle-même, soit par le conseil de district, et que ce conseil de district pourrait intervenir à l'occasion de toute violation des « règles professionnelles ».

Les « règles professionnelles » consistaient en règlements de travail à l'exception de la clause 18, qui déclarait qu'aucun membre ne devrait porter préjudice aux membres exerçant le même métier, aux fonctionnaires ou représentants de l'Union. Les défendeurs, au lieu de soumettre l'affaire au tribunal de la section locale, la soumirent au tribunal ou conseil de district. Ce dernier suspendit les demandeurs pour un an et leur infligea une amende de cinquante dollars. Le Juge Proskauer déclara entre autres choses, ce qui suit : « La grande importance des syndicats dans la vie économique contemporaine exige que, dans l'intérêt du public, dans celui de leurs membres et dans l'intérêt de l'institution elle-même, leurs affaires soient conduites avec un respect suffisant des droits des syndiqués. La procédure suivie par les défendeurs fut tyrannique et malveillante. Au lieu de répondre aux accusations dont ils faisaient l'objet, ils tentèrent de faire disparaître les demandeurs pour les punir de leur témérité. Des arguments d'équité du plus grand poids, incitent donc la Cour à trouver une raison légale qui justifie une décision en leur faveur. »

La question de savoir si le conseil de district était compétent était fort douteuse. Il est certain qu'il ne pouvait agir qu'en stricte conformité des statuts. Les

statuts relatifs au conseil de district (section 27) disposaient qu'un tribunal de onze membres devait être élu au cours de la première réunion de juillet. Au cours de la réunion de juillet antérieure à l'instance, onze personnes furent élues. Trois d'entre elles ne siégèrent pas et trois autres, qui n'avaient jamais été élues, siégèrent. Les défendeurs prétendaient que la durée du mandat de délégués de district confié aux trois membres élus par leurs sections locales respectives était expirée, et que leurs successeurs dans les fonctions de délégués de district siégeaient à leur place. Succéder au mandat, néanmoins ni signifiait pas, *ipso facto*, qu'on succédât aux fonctions de juge au tribunal corporatif. Il existait environ 30 sections locales, et ce tribunal corporatif se composait seulement de 11 membres. Les vacances n'avaient donc jamais été régulièrement comblées et le tribunal n'avait pas d'existence juridique. Les défendeurs soutenaient, d'autre part, que les demandeurs auraient dû utiliser la voie de recours que leur ouvraient les statuts. La Cour estima que la décision les condamnant étant inexistante, ils ne pouvaient ni ne devaient en appeler.

Un exposé de principe de l'Etat de New-York, nous est offert dans la décision, de plusieurs années antérieure aux précédentes, rendue à l'occasion de l'affaire Robinson v. Dahm ⁽²⁶⁾. En l'espèce, le membre d'un syndicat de typographes prétendait attaquer en justice la décision rendue par les tribunaux corpora-

(26) N.-Y. Suppt., p. 1053. Robinson v. Dahm. Supreme Court. Trial Term, New-York County; Avril 1916.

tifs, confirmant une mesure prise par le chef d'atelier chargé de répartir le travail entre les syndiqués. Le juge Hotchkiss, saisi de l'affaire, se pose la question de savoir jusqu'à quel point le demandeur est lié par les décisions corporatives. Il y répond comme suit : « Quant à la première question notre jurisprudence laisse apparaître une grande confusion, due sans doute aux interprétations et applications variées de certaines règles fréquemment citées, savoir : 1. Les tribunaux n'interviennent pas dans les affaires intérieures d'une association volontaire ; 2. Les tribunaux ne connaissent pas des conflits qui s'élèvent entre une telle association et l'un de ses membres, à moins qu'un droit de caractère pécuniaire soit en jeu ; 3. Un membre ne peut s'adresser aux tribunaux judiciaires avant d'avoir épuisé les voies de recours qui lui sont ouvertes au sein de l'association ; 4. Les rapports entre une association et l'un de ses membres sont contractuels. La solution correcte paraît être qu'il faut appliquer les principes du droit des obligations et que les trois premières règles énumérées ne sont valables qu'autant qu'elles constituent des applications particulières de ce droit ou de ce principe élémentaire que les Cours de Justice ne connaissent pas de questions qui ne mettent en jeu ni droit de caractère pécuniaire, ni droit civil. En d'autres termes, les associations volontaires ne détiennent aucune souveraineté propre les dispensant de l'application du droit commun des obligations.

Dans la mesure où leur dispositions tendent à constituer des droits de caractère civil, les statuts d'une

association auxquels les membres ont accepté de se soumettre, constituent un contrat entre les membres eux-mêmes et entre l'association et les membres considérés individuellement. Les espèces qui soulèvent la question de la nature du droit d'un membre d'association surgissent le plus souvent à l'occasion d'expulsion, d'amendes ou de réclamations portant sur des avantages pécuniaires («claims for benefits»). Les décisions rendues dans l'Etat de New-York n'ont pas restreint la juridiction des Cours au droit de propriété proprement dit ou aux droits sur des propriétés possédées par l'association. Dès qu'un droit civil est en jeu, la Cour peut connaître de l'affaire comme en toute autre espèce. Les droits contractuels existant entre les membres en tant que tels, et entre les membres et l'association sont protégés de la même façon que les droits des membres sur les biens de l'association. »

Quant à la jurisprudence française, l'étude en fait apparaît deux caractéristiques remarquables, dont la première est due à un état de fait, tandis que la seconde relève d'une règle de droit. La différence de fait c'est la faiblesse et l'impuissance relatives des syndicats français comparés aux organisations ouvrières anglo-saxonnes ; lorsqu'on parcourt les décisions rendues par nos tribunaux dans des espèces qui opposent syndicat et syndiqué, on est frappé de constater que, dans bien des cas, c'est le syndicat qui intente l'action, c'est le syndicat qui doit s'adres-

ser aux Cours de Justice pour leur demander de sanctionner les règlements professionnels dont il ne peut, par ses seules forces, assurer l'observation. Nous ne pouvons insister sur ces circonstances d'ordre économique et social, mais il importe de se souvenir que le problème se pose souvent en France dans l'ordre inverse de celui où il s'est posé aux tribunaux d'Outre-Manche. Quant à l'état de droit, il se définit essentiellement par la conception contractuelle des statuts syndicaux, qui réserve en toutes circonstances aux tribunaux judiciaires le pouvoir d'interprétation et de sanction. « Attendu en droit » dit un jugement du Tribunal Civil de Douai du 10 juillet 1891, relatif à une société de secours mutuels (27), « qu'il appartient à l'autorité judiciaire de statuer sur les contestations qui s'élèvent entre les sociétés de prévoyance et leurs membres et relatives soit à l'exécution, soit à l'interprétation de leurs règlements; que la compétence des tribunaux à cet égard, justifiée déjà, non seulement par des considérations générales d'équité, mais encore par les principes contenus au dernier titre du Code de Procédure Civile sur les arbitrages, se trouve définitivement établie par une jurisprudence constante — qu'elle n'est point, d'ailleurs, contestée en l'espèce. » Et, parmi les décisions récentes, nous pouvons citer un jugement du Tribunal Civil de Perpignan, du 27 février 1923 (28): « Les statuts d'un syndicat professionnel constituent entre ce syndicat et ses membres, un véritable contrat ci-

(27) Dalloz 1892, 2, 576.

(28) *Gazette des Tribunaux*, 5 Août 1923.

vil, qui fixe leurs droits et leurs obligations réciproques ; en conséquence, l'autorité judiciaire est compétente pour connaître des contestations relatives soit à l'exécution, soit à l'interprétation des statuts. »

Le pouvoir judiciaire d'interprétation des statuts syndicaux était affirmé dès 1894 par un Tribunal de Paix de Paris ⁽²⁹⁾. Ces solutions se rattachent, d'ailleurs, à une longue tradition jurisprudentielle et légale qui voit dans le contrat d'association un contrat civil, dans les obligations qu'il consacre des obligations civiles et entend régler en principe les conflits qui peuvent en naître par l'application du droit commun des conventions ⁽³⁰⁾. L'une des manifestations les plus ouvertes de cette tendance est la condamnation jurisprudentielle de la clause compromissoire. Certaines décisions, généralement anciennes, en admettent la validité. On peut mentionner en ce sens un arrêt de la Cour de Toulouse du 30 novembre 1852 ⁽³¹⁾, relatif à une association de secours mutuels non autorisée, et, plus près de nous, un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 15 janvier 1907, relatif au « Cercle de l'Escrime » ⁽³²⁾. Il est à noter que dans l'un et l'autre cas, les solutions sont critiquées par l'arrêviste qui rédigea les notes. Mais la

(29) Trib. Paix Paris, 10 Mai 1894 (Loi 25 Mai 1894) cité par Lemarchand dans sa thèse sur « Les rapports de l'Association avec ses membres », Paris 1923, p. 58, ouvrage qu'on pourra utilement consulter sur l'ensemble de la question, en jurisprudence française.

(30) Lemarchand. *Op cit.* Voir notamment les références à l'art. 1^{er} de la loi de 1901 et aux lois spéciales concernant les sociétés de secours mutuels et les syndicats professionnels.

(31) Dalloz, 1854, 2, 168.

(32) *Gazette du Palais*, 1907, 2, 194.

majorité des décisions admet la compétence judiciaire en dépit de toute clause contraire. (Voir notamment l'arrêt du Tribunal de la Seine déjà cité et les références données en note.) La question s'est posée pratiquement en matière d'exclusion et nous aurons l'occasion d'y revenir plus spécialement à la fin de l'un des chapitres suivants, mais nous pouvons noter dès à présent, que la jurisprudence récente et les auteurs sont orientés dans ce sens ⁽³³⁾.

Ces solutions de principe rappelées, si nous recherchons des applications pratiques comparables aux espèces britanniques étudiées, nous constatons d'abord que les tribunaux français interviennent parfois pour apprécier la décision du bureau infligeant une amende à certains membres du syndicat. Un arrêt de Cassation du 16 novembre 1914 ⁽³⁴⁾ décide que le jugement qui déclare, par une appréciation souveraine, qu'une manifestation faite le jour du Premier Mai n'était pas un moyen de propagande économique, mais n'avait et ne pouvait avoir qu'un caractère politique, reconnaît à bon droit l'existence d'une faute à la charge du syndicat qui a infligé une amende à ceux de ses adhérents qui n'avaient pas voulu participer à cette manifestation et sur le refus de payer cette amende, a prononcé contre eux l'exclusion. Il est vrai que l'amende s'aggravait d'une mesure disciplinaire plus grave et que des considérations d'ordre public pouvaient intervenir, telles que

(33) Lemarchand. *Op cit.* et la condamnation de la clause compromissoire fondée sur l'art 1006 du Code de Procédure Civile.

(34) Sirey, 1917, 1, 81.

la violation de l'art. 3 de la loi du 21 Mars 1884. — La Cour de Caen reconnut le 30 Mai 1892 ⁽³⁵⁾ la compétence des tribunaux judiciaires en matière de recouvrement d'amendes syndicales, mais on doit reconnaître avec M. Pic ⁽³⁶⁾ que cette décision est à peu près singulière. La Cour de Cassation devait, par contre, valider par un arrêt récent ⁽³⁷⁾ une clause pénale insérée dans l'engagement souscrit par les membres d'un syndicat professionnel patronal de fermer leurs ateliers sur l'ordre du bureau du syndicat (« lock out ») en cas de conflit avec le syndicat ouvrier touchant la fixation du tarif des salaires et de n'embaucher aucun ouvrier pendant la durée du conflit. Cette clause avait été déclarée illégale comme contraire à la liberté de l'industrie et du commerce, par un arrêt de la Cour de Riom du 27 Mai 1922. La Chambre Civile a jugé « que l'engagement souscrit par les membres d'un syndicat patronal de fermer leurs ateliers, sur l'avis du bureau de leur syndicat... est licite, et peut être sanctionné par une clause pénale quand il est motivé uniquement par la défense des intérêts professionnels. »

En matière de secours de grève (hypothèse de fait comparables à celles où intervinrent les arrêts anglais relatifs aux « Benefits ») ⁽³⁸⁾, nous relevons un cer-

(35) Sirey, 1894, 2, 139.

(36) *Traité de Législation Industrielle*, n° 400 et la note.

(37) Dalloz, 1927, 1, 33. Arrêt de la Chambre Civile du 17 novembre 1926.

(38) Nous écartons le cas fréquent où existe, à côté du syndicat, une société de secours mutuel, soumise au régime de la loi du 1^{er} Avril 1898, qui exclut « a priori » tout rapprochement, les dispositions de ce texte ayant précisément pour but de donner toute garantie aux intéressés.

tain nombre d'interventions; une décision du Tribunal de Paix de Lyon (9^e Arrt) prise le 9 Janvier 1925 (39), décide que l'obligation prise par un ouvrier gréviste à l'égard du syndicat auquel il est affilié, de ne pas reprendre le travail avant la fin de la grève, est une obligation licite, susceptible d'être sanctionnée par des dommages et intérêts, consistant en la restitution des indemnités de grève qu'il a reçues du syndicat. « Attendu », dit le juge, « qu'il résulte des débats que Campaïoli faisait partie du syndicat des Travailleurs de la chapellerie, versait en cette qualité des cotisations prévues par les statuts du syndicat destinées à servir différentes prestations aux syndiquées et notamment une allocation en cas de grève;

« Attendu que Campaïoli s'est conformé à la décision de grève prise par le syndicat le 9 août 1924, au cours d'une assemblée générale à laquelle il assistait, grève fixée au 14 août 1924; que du 14 août 24 au 23 août 24, Campaïoli gréviste toucha la somme de 160 fr., à raison de 20 fr. par jour, et du 23 au 30 août, celle de 150 fr., à raison de 25 fr. par jour, soit au total : 310 fr.;

« Attendu que le 1^{er} septembre 1924 Campaïoli cessa de faire grève au mépris de la décision de l'assemblée générale de la continuer; qu'aujourd'hui le syndicat lui réclame le remboursement de la dite somme de 310 fr.;

« Attendu qu'il est de jurisprudence et de doctrine que les syndicats ont le droit de poursuivre les membres qui ont méconnu leurs engagements;

(39) « *Le Droit Ouvrier* », Mai 1925, p. 155.

« Attendu que le versement par le syndiqué de cotisations a pour corrélation des avantages auxquels il peut prétendre droit, mais à la seule condition de se conformer à toutes les obligations imposées par le syndicat; qu'on ne saurait admettre la prétention d'un syndiqué qui, en période de grève ne resterait gréviste, contrairement aux décisions du syndicat, que le temps qu'il jugerait nécessaire pour récupérer par l'encaissement des secours de grève les sommes qu'il aurait versées comme cotisations;

« Attendu que, si Campaïoli avait voulu conserver son indépendance il aurait dû se retirer du syndicat et surtout n'en toucher aucune somme... »

Le défendeur fut condamné à restituer la somme de 310 fr. augmentée des intérêts et des frais. Cette jurisprudence vient d'être confirmée par la Chambre Civile dans un arrêt rendu le même jour que l'arrêt relatif au syndicat patronal déjà cité, soit le 17 novembre 1926 (40).

En voici le texte : « Attendu qu'au cours d'une grève ouvrière qui a eu lieu à l'usine Meyzonié à Annonay en juin 1923, Serrières a repris le travail sans y avoir été autorisé par le syndicat général des cuirs et peaux d'Annonay, dont il faisait partie; que le syndicat, se fondant sur l'art. 32 des statuts, aux termes duquel tout gréviste syndiqué ayant repris sans autorisation le travail, doit restituer à l'association les indemnités reçues pendant la grève, a

(40) Serrières c. Syndicat des Cuirs et Peaux d'Annonay. Dalloz, 1927, 1, 36.

assigné Serrières en remboursement de la somme de 100 fr. qui lui avait été versée à ce titre; que le jugement attaqué (Tribunal de Paix d'Annonay, 16 Février 1924) a fait droit à cette demande; — attendu, d'après le pourvoi, que l'art. 32 des statuts serait nul comme contraire, non seulement au principe de la liberté du travail, mais encore au droit de tout syndiqué de se retirer du syndicat, conformément à l'art. 7 de la loi du 21 Mars 1884, modifié par l'art. 1^{er} de celle du 12 Mars 1920, à la seule condition de payer le montant des cotisations afférentes aux six mois qui suivent ce retrait d'adhésion; — mais attendu, d'une part, que l'art. 32 des statuts de l'association ne porte aucune atteinte au principe de la liberté du travail; qu'il se borne à autoriser le syndicat à se faire rembourser par les ouvriers syndiqués qui, sans autorisation ont cessé de faire grève, les indemnités qui ne leur avaient été concédées que comme grévistes; que ces ouvriers ne peuvent prétendre à bénéficier des avantages que le syndicat leur assure, sans être tenus en même temps des obligations, librement consenties par eux, qui en sont la contre-partie; qu'enfin il leur est loisible, s'ils entendent recouvrer leur entière indépendance, de mettre fin par leur retrait de l'association, ainsi que le prévoit l'art. 7 de la loi du 21 Mars 1884 précitée, au contrat intervenu entre eux et le syndicat, etc... »

Signalons enfin toute une série d'action dirigées par le syndicat contre certains syndiqués que les tribunaux français ont régulièrement accueillies alors que les cours anglaises en sont empêchées par la sec-

tion quatre de l'Acte de 1871 : nous faisons allusion aux actions en recouvrement de cotisations échues; la loi de 1884 elle-même, dans son art. 7, § 1, implique cette compétence, qui ne fut jamais discutée ⁽⁴¹⁾.

D'autre part, les dispositions répressives de l'article 412 et de l'art. 419 du Code Pénal permettent parfois aux tribunaux d'apprécier la validité de certaines décisions syndicales. L'application la plus récente de l'art. 412 en cette matière, est, à notre connaissance, l'arrêt de la Chambre criminelle du 20 Mars 1926 rendu à la requête du Ministre de l'Instruction Publique contre le syndicat des Editeurs ⁽⁴²⁾ ; « Attendu », dit l'arrêt, « qu'il résulte des énonciations du jugement qui a été confirmé par l'arrêt attaqué que Taillandier et Belin, président et vice-président du syndicat des éditeurs, Michaud et Poiré, président et vice-président de la chambre syndicale des libraires, ont par deux circulaires en date des 27 septembre 1921, 20 novembre 1922, notifié aux adhérents desdits syndicats et aux libraires non syndiqués, que la réglementation en vigueur pour la vente de livres classiques serait applicable aux adjudications publiques qui devraient avoir lieu pour la fourniture des livres classiques; qu'il était spécifié dans ces circulaires que les libraires détaillants ne pourraient consentir, dans les soumissions aux adjudications publiques, des rabais supérieurs à 10 pour 100

(41) Voir notamment : Pic *op cit.*, n° 408 et le jugement cité : Justice de Paix de Grenoble, 28 Juin 1899. *Bull. Off. du Trav.*, 1900, p. 263.

(42) Cassation, Ch. Crim., 20 Mars 1926. *Dalloz hebdomadaire*, 22 Avril 1926, p. 218.

sur les prix portés aux catalogues, conformément aux engagements qu'ils avaient pris et qu'en cas d'inobservation desdits engagements, leur compte serait immédiatement fermé, que les livres ne leur seraient expédiés qu'au prix des catalogues, c'est-à-dire sans remise, et sans qu'ils aient droit à un volume en plus par douzaine achetée;

« Attendu qu'il est constaté au jugement que les instructions ainsi données aux libraires détaillants ont été suivies, que, dans plusieurs localités, les adjudications n'ont pu avoir lieu, aucune soumission n'ayant dépassé le rabais de 10 pour 100, et que, d'autre part, les sanctions prévues dans les circulaires susvisées ont été appliquées aux libraires détaillants qui ne s'étaient pas conformés aux dites instructions;

« Attendu que l'arrêt attaqué a décidé à bon droit, qu'il y avait eu, dans les circonstances ainsi précisées, entrave à la liberté des enchères par l'emploi de l'un des moyens spécifiés à l'art. 412 C. pén., qu'en défendant aux libraires détaillants de consentir des soumissions avec un rabais de plus de 10 pour 100, sous peine de se voir privés des avantages qui leur avaient été consentis, les demandeurs avaient eu recours à des menaces au sens de l'art. 412 susvisé, les dites menaces ayant eu pour résultat d'entraver la liberté des enchères, etc. »

En l'espèce, la privation des remises et de l'exemplaire accordé gratuitement constituait bien l'équivalent économique d'une amende syndicale, et c'est la décision l'impliquant qui exposa les défendeurs aux poursuites dont ils firent l'objet.

Quant à l'art. 419, relatif à la spéculation illicite, son application sur le terrain pénal, est fort limitée pratiquement, mais il arrive assez fréquemment que, combiné avec les dispositions des articles 1131 et 1133 C. Civ., il justifie une intervention judiciaire sur le terrain civil. Les hypothèses de fait qui la provoquent ont été clairement exposées par M. Garraud dans un rapport à la Société de Législation Comparée, sur la législation et la jurisprudence françaises relatives à l'accaparement, à la spéculation illicite et aux coalitions (43). « En France surtout », dit cet auteur, « où l'on répugne encore à des formes de concentration qui fassent perdre toute indépendance aux diverses sociétés ou individus faisant partie de l'union, la plupart des coalitions se présentent comme de simples conventions, par exemple la convention intervenue entre certains fabricants de ne vendre qu'à un certain prix; il est prévu qu'en cas de violation par un membre de l'union de l'engagement pris, celui-ci devra payer à l'union une clause pénale, une amende, parfois même on exige de tous les coalisés le dépôt préalable de sommes d'argent ou la remise de lettres de change en blanc entre les mains des représentants de l'entente, qui peuvent ainsi exécuter eux-mêmes leurs décisions sur les sommes détenues. Supposons un membre de l'union qui viole les clauses de l'entente; dans la première hypothèse, l'union lui réclamera le paiement de l'amende, paie-

(43) *Bulletin mensuel de la Société de Législation Comparée*, nos 7, 8, 9 (un seul volume), Juillet-Septembre 1924, pp. 344 et suivantes.

ment qu'il refusera; dans la seconde, il réclamera lui-même à l'union le remboursement de la somme consignée entre les mains des représentants de l'union, dans l'un et l'autre cas, pour se défendre et pour attaquer, le dissident invoquera la nullité de l'union pour cause illicite, soit que les stipulations tombent sous le coup de l'art. 419 du Code Pénal, soit même que sans soutenir qu'elles constituent une coalition punissable, il affirme simplement qu'elles sont contraires au principe de la liberté du commerce et de l'industrie. »

Il est à remarquer que la loi du 3 décembre 1926, qui modifie les articles 419, 420 et 421 du Code Pénal, rendant punissable la simple tentative, ne distinguant plus entre l'action directe, et l'action par personne interposée, assimilant à cet égard les effets privés aux « papiers et effets publics » etc. (44), facilite encore l'intervention judiciaire en semblable domaine. Sur un seul point, le nouveau texte, généralement extensif, consacre une restriction, c'est par la distinction qu'il établit implicitement entre bons et mauvais trusts (45). Encore cette distinction suppose-t-elle nécessairement l'appréciation judiciaire.

Somme toute, si nous jetons un regard sur l'ensemble des trois jurisprudences que nous avons étudiées

(44) Consulter sur le texte et la portée de la loi de 1926 :

Le Poittevin, « Chronique » du Dalloz Hebdomadaire du 27 janvier 1927.

Huguency, « Les Lois Nouvelles », 15 Février 1927.

(45) Huguency, *Op cit.*, §§ 14 et 15.

ou esquissées, relativement aux espèces envisagées, nous en pouvons signaler comme suit les traits essentiels et distinctifs : les cours anglaises, appliquant les dispositions impératives de la loi de 1871 se déclarent incompétentes, abandonnant à la discrétion syndicale les intérêts des syndiqués; les cours américaines marquent en général une certaine répugnance à s'immiscer dans les affaires intérieures des associations volontaires; elles interviennent néanmoins lorsque des considérations d'ordre public paraissent l'exiger; les tribunaux français, enfin, interprètent et sanctionnent les statuts syndicaux au même titre et suivant les mêmes principes que tout contrat générateur d'obligations civiles.

CHAPITRE III

Le Contrôle Judiciaire de l'Emploi des Fonds

Le conflit de l'autonomie syndicale et de l'intérêt des syndiqués devait atteindre deux points critiques : le contrôle par les cours de justice de l'emploi des fonds syndicaux, et le contrôle, par les mêmes cours, des décisions syndicales d'exclusion. C'est la première question que nous étudierons plus spécialement au cours de ce chapitre, mais il nous faut, dès maintenant, dégager l'intérêt de l'une et de l'autre, car, si la jurisprudence anglaise intervint plus tôt pour contrôler la gestion des finances syndicales que pour apprécier les décisions d'exclusion, le premier arrêt rendu par la Haute Cour de Justice après le vote de la loi de 1871 (1), arrêt qui refusait toute compétence

(1) *Rigby v. Connol*, 1880, 14, Ch. D., 482.

au juge et consacrait la souveraineté de l'union, vise une affaire d'exclusion. Or, cet arrêt faisait précédent et fut donc cité par les magistrats qui arbitrèrent dans la suite des conflits du même ordre, soit qu'ils en adoptassent, soit qu'ils en écartassent le principe; nous devons donc, pour la clarté de l'exposition, combiner dans une certaine mesure l'ordre chronologique et l'ordre logique.

L'intérêt personnel du syndiqué à la bonne gestion des fonds de l'union et à leur utilisation conforme aux statuts, est assez apparent pour nous dispenser d'insister : la plupart des statuts syndicaux prévoient, en effet, au profit des adhérents, la distribution d'allocations ou « benefits », prélevées sur les fonds en caisse; mais il nous faut insister sur un autre point et apercevoir, derrière ces intérêts particuliers, le conflit plus vaste et plus ample des intérêts économiques et sociaux, la lutte qui met aux prises les forces ouvrières dans leur effort de réglementation et de domination du marché du travail, et les résistances individuelles parfois stimulées et soutenues par les organisations patronales. Ainsi que l'exposait M. Lambert dans la préface de son ouvrage sur « La lutte judiciaire du capital et du travail » (2) aux Etats-Unis, la question technique est, la plupart du temps, limitée et les juges paraissent parfois débattre un problème spécial d'interprétation juridique; il faut distinguer néanmoins, derrière ces « cautèles procédurales et ces formes justificatives de compé-

(2) Paris, Marcel Giard, 1924, pp. XI, XII.

tence », la « véritable pièce judiciaire ». Pourquoi le syndicat prétend-il administrer seul, à l'abri de toute ingérence, les fonds qu'il détient ? C'est que le contrôle exercé sur l'emploi des fonds équivaut à un contrôle général de toute l'activité syndicale; précisons sur quelques espèces empruntées aux arrêts même que nous analyserons; l'affiliation d'une trade union à une fédération implique une répartition nouvelle des fonds de la dite union conforme au règlement fédéral (3); — pour soutenir une action en justice, pour la porter surtout, comme il est fréquent, devant la plus haute juridiction du royaume, la Chambre des Lords, le syndicat doit disposer de capitaux importants (4); — enfin et surtout, une grève ne peut aboutir si les dirigeants ne trouvent pas, dans la caisse de l'union, de quoi fournir aux grévistes des salaires de grève : la légitimité de ces allocations pose le problème tranché par le fameux *Howden case* (5). De même en matière d'exclusion; l'exclusion constitue, au profit des groupements ouvriers, un moyen draconien de sanctionner leur politique économique et professionnelle, d'assurer l'unité de front, en contraignant les dissidents à choisir entre l'obéissance et l'excommunication; tantôt un syndicat, préoccupé de forcer les employeurs à fermer leurs ateliers à tous les travailleurs indépendants, prétend exclure un syndiqué qui aurait mis son fils en apprentissage

(3) *Wolfe v. Matthews*, 1882, 21, Ch. D., 194.

(4) *Alfin v. Hewlett*, 1902, 18, T.L.R., 664.

(5) *Howden and others v. Yorkshire Miners' Association and others* 1905, A.C., 256.

dans une boutique ouverte à la main-d'œuvre non-unioniste (6); tantôt la sentence d'exclusion sanctionne des divergences d'ordre politique (7); ailleurs, elle frappe un individu à raison d'une violation prétendue des statuts qui interdisent aux adhérents de participer aux combinaisons du type de l'actionnariat ouvrier (8); dans d'autres hypothèses enfin (9), l'exclusion sanctionne l'interdiction d'accomplir des heures de travail supplémentaires. La discussion proprement juridique présente d'ailleurs un intérêt et c'est elle, en outre, qui fait l'unité des diverses espèces que nous étudierons. Comment les juges anglais ont-ils fait le départ entre leur pouvoir de dire le droit et d'arbitrer les intérêts opposés des groupements et de leurs membres, et l'autonomie de ces groupes consacrée par un texte ? Telle est la question soumise à notre examen.

L'arrêt le plus ancien fut rendu, nous l'avons dit, en matière d'exclusion, et illustre le conflit entre la politique de l'atelier syndical (« union shop », ou « closed shop ») et celle de l'atelier ouvert aux non syndiqués (« open shop » ou, si l'on en vient aux injures « foul shop », c'est-à-dire boutique jaune). — On sait quels efforts, souvent couronnés de succès, furent déployés, dans les pays anglo-saxons, par les

(6) *Rigby v. Connol*, 1880, 14 Ch. D., 482.

(7) *Osborne v. Am. Society of Railway Servants*, 1911, 1 Ch., 540.

(8) *Braithwaite v. Am. Society of Carpenters*, C.A., 1921; Ch. D., 2, 399.

(9) *Kelly v. National Society of operative printers' assistants*, 84, L.J., K.B., 2236, C.A.

chefs du parti ouvrier pour réduire les employeurs à n'admettre dans leurs établissements que les seuls unionistes à l'exclusion de tous les dissidents, et faire ainsi du patronat « le fourrier du syndicalisme » ⁽¹⁰⁾. Ceci dit, voici quels étaient les faits soumis à l'appréciation du juge Jessel, Maître des Rôles, le 24 février 1880 ⁽¹¹⁾. Les conclusions du demandeur exposaient que l'« Union des ouvriers chapeliers de Grande-Bretagne et d'Irlande » était une union enregistrée et que l'action était intentée contre les fidéicommissaires et le bureau de la dite union; l'article 73 des statuts était rédigé comme suit : « Tout ouvrier qui mettra son fils en apprentissage dans un atelier jaune (foul shop) sera puni d'une amende de cinq livres et n'aura droit à aucun avantage pécuniaire avant d'avoir payé cette amende et versé ses cotisations pendant vingt-six semaines, en conformité des statuts. » Le demandeur, Rigby, avait mis un de ses fils en apprentissage dans une maison de chapellerie la firme Mason, où étaient admis des membres de l'« Association mutuelle des chapeliers », organisme distinct de l'union défenderesse; cette entreprise ayant fait de mauvaises affaires, son fils s'était embauché dans une autre maison, la firme Turner and Co, qui employait également des membres de l'« Association mutuelle ». Le 3 Mai 1878, sur le refus du demandeur de retirer son fils de la boutique ouverte, le bureau lui infligeait une amende de cinq

(10) Voir, sur les méthodes employées pour réaliser cet « encerclement », « Check off system », et cartes de travail, Edouard Lambert, *op. cit.*, p. 12 à 24 et les références.

(11) Rigby v. Connol, 1880, 14 Ch. D., 482.

livres. Le demandeur soutenait que cette amende était injustifiée, la boutique en question n'étant pas une boutique jaune au sens de l'art. 73, et son fils n'y étant pas en apprentissage; le demandeur ayant refusé d'acquitter l'amende et de retirer son fils, les défendeurs avaient décidé de l'exclure de l'union et averti son patron que les syndiqués refuseraient de travailler à ses côtés, sur quoi le demandeur avait été congédié et n'avait pu trouver de travail ailleurs. Les défendeurs avaient refusé les cotisations que Rigby offrait de verser, le tenant désormais pour étranger à l'union. Rigby soutenait que cette expulsion était arbitraire et injustifiée et lui avait causé et lui causerait le plus sérieux préjudice. Il demandait à la Cour de déclarer que, « tant qu'il se conformerait aux statuts de ladite union, ce qu'il s'engageait, par les présentes, à faire, il aurait le droit de participer à la jouissance des biens et possessions de l'union, de ses droits, privilèges et avantages pécuniaires, que l'expulsion prétendue du demandeur de la dite trade union était nulle, et qu'il serait interdit par injonction aux défendeurs d'exclure le demandeur de cette participation. »

Remarquons ici que le demandeur concluait, non seulement à sa réintégration comme membre de l'union, mais à son droit de participer effectivement aux avantages matériels assurés par l'union à ses adhérents. Cette distinction est proprement cruciale.

Les défendeurs répliquaient, entre autres choses, que la Cour ne pouvait connaître de ce différent. (Section quatre).

Le juge Jessel, après avoir observé qu'aucun précédent n'existait sur la question, que l'intervention d'une Cour d'Equité dans les affaires intérieures d'une association volontaire ne pouvait se fonder que sur l'idée de protection des intérêts pécuniaires des membres, et que le demandeur aurait dû mentionner dans ses conclusions l'existence d'une propriété sociale et exposer les droits qu'il pouvait avoir sur elle, analysa les statuts, rappela les dispositions de la loi de 1871 et déclara ce qui suit :

« Je suis persuadé que le contrat constitué par les statuts a pour objet d'assurer aux membres des avantages matériels et que, si je décide en faveur du demandeur, je sanctionne directement ce contrat, étant donné que je lui reconnais le droit de prendre sa part des biens syndicaux, que le seul bien que le syndicat possède est constitué par le produit des cotisations et amendes et que j'empêche l'association d'écarter cette participation. Il me semble que cela équivaut à sanctionner directement ce contrat, et, en fait et en substance, cela revient à en assurer et à en ordonner l'exécution forcée, rien de plus, rien de moins.

« Il ne me reste donc plus qu'à me demander si les termes négatifs de l'Acte (de 1871) : « Rien dans cet Acte n'autorise... » m'empêchent vraiment d'accorder au demandeur un recours quelconque, car ces mots ne disent pas qu'il est interdit à la Cour de sanctionner ces accords par une voie différente. Tout ce que la Section déclare c'est : « Rien dans cet Acte n'autorise... » Par conséquent la question que nous

devons nous poser est celle de savoir ce qui se serait produit si l'Acte n'eut pas été voté.

« Il me semble que dans ce cas cette association serait évidemment illégale; c'est une association qui, non seulement limite la liberté de ses membres, mais encore leur impose certains actes et sanctionne cet ordre par des peines. Prenez l'acte même à raison duquel cet homme en fut exclu. Il fut exclu pour avoir mis son fils en apprentissage dans un atelier dont les ouvriers n'appartenaient pas à cette union mais à une autre union. Telle est l'allégation. Le règlement dispose que quiconque mettra son fils en apprentissage dans un atelier jaune, terme qui, d'après les explications qui me furent données, s'applique à un atelier comme celui-ci, occupant des ouvriers affiliés à une union différente de celle-ci, se verra infliger une amende de cinq livres, et ainsi de suite, conformément aux statuts. Je relève un grand nombre d'autres stipulations qui, par leur nature, non seulement restreignent la liberté du travail, mais la restreignent tellement que je ne doute pas qu'avant que cet Acte fût voté, ces statuts eussent été absolument illégaux; si donc rien dans cet Acte n'améliore la situation du demandeur, il doit se trouver encore dans la situation du membre d'une association illégale qui demande à une cour de justice de l'aider à sanctionner les droits qu'il peut avoir dans cette association illégale.

« S'il en est ainsi, il m'est impossible, et je ne crois pas que le législateur ait jamais eu l'intention, d'après les termes de la loi, d'attribuer ce pouvoir aux cours

de justice, d'intervenir en faveur des membres de ces associations pour sanctionner leurs droits et obligations réciproques contrairement à la loi; et en interprétant cette loi comme je le fais, je crois que je l'interprète non seulement loyalement, d'après son sens littéral, selon mon habitude, mais encore conformément aux intentions manifestes du législateur. Le demandeur est donc débouté et devra supporter les frais. »

On est frappé, à la lecture de cet arrêt, de l'exacte conformité qu'il présente, dans la simplicité même de son argumentation, avec les décisions que nous avons antérieurement analysées; la même solution se justifie par les mêmes considérations techniques : illégalité des statuts aux yeux de la loi commune, interdiction indirecte faite aux tribunaux par l'Acte de 1871 de connaître d'actions tendant à sanctionner directement certains accords desdits statuts. On pourrait croire, après cela, que la jurisprudence britannique réalise une parfaite unité et que les affaires de cet ordre échappent, elles aussi, à la connaissance des cours anglaises.

Le principe posé dans « *Rigby v. Connol* » devait être effectivement appliqué, au cours de la même année 1880, à une hypothèse qui mettait en cause l'autonomie financière d'un syndicat ⁽¹²⁾. Le secrétaire, le président et divers membres du comité exécutif d'une union enregistrée intentaient une action

(12) *Duke v. Littleboy*, 1880, 49 L.J. Ch., 802. Le résumé de l'espèce est emprunté à l'ouvrage de Herman Cohen. « *Trade Union Law* », 3^e édition. Sweet and Maxwell, 1913, p. 27.

contre le président, le secrétaire, le trésorier et les fidéicommissaires d'une section locale de ladite union, demandant au juge Denman d'interdire par injonction aux défendeurs de disperser des fonds appartenant à la caisse centrale de l'union, ou de les affecter contrairement aux statuts et sans le consentement du conseil exécutif, et d'ordonner le versement à la caisse centrale d'un excédent de recettes détenu par la section locale. Le juge Denman, après examen des statuts, y releva des restrictions à la liberté du travail, et se conformant au précédent constitué par la décision du Lord Juge Jessel, refusa d'accorder l'injonction. Mais c'est là le dernier arrêt concernant la gestion des fonds syndicaux qui soit intervenu dans ce sens; dès 1882, une nouvelle tendance s'affirme, avec le jugement rendu par le juge Fry dans l'affaire *Wolfe v. Matthews* ⁽¹³⁾. Demandeurs et défendeurs à cette action étaient membres du Syndicat des Vétérinaires du West-End de Londres; les statuts du syndicat consacraient indiscutablement des restrictions à la liberté du travail. En 1880, le syndicat avait résolu de s'affilier à la « Fédération permanente » des vétérinaires, mais un conflit s'était élevé entre demandeurs et défendeurs relativement aux conditions auxquelles cette affiliation devait s'effectuer; les demandeurs réclamaient à la Cour une injonction interdisant au syndicat de verser à la Fédération des fonds prélevés sur l'actif syndical; ils exposaient que les statuts leur donnaient droit

(13) 1882, Ch., 194 (28 Juin 1882).

à certaines allocations à percevoir sur les sommes en caisse. Les défendeurs répliquaient que l'affiliation était irrévocable, conformément à l'art. 12 de la loi de 1876 ⁽¹⁴⁾, plus des deux tiers des membres ayant voté en sa faveur; ils élevaient en outre l'objection préliminaire bien connue, tirée de la Section quatre de l'acte de 1871 : L'action tendait, disaient-ils, à sanctionner une convention stipulant l'emploi des fonds d'une trade union à la distribution de secours ou d'indemnité parmi ses membres; la cour devait donc l'écarter. Et l'avocat des défendeurs citait *Rigby v. Connol* à l'appui de sa thèse.

Le jugement rendu mérite d'être cité, au moins en partie; après avoir posé la question, le juge Fry déclare : « Il me faut donc dégager la nature de la demande. Les demandeurs exposent qu'ayant contribué à l'établissement des fonds sociaux, ils ont droit aux allocations auxquelles les statuts leur permettent, en retour, de prétendre; ils réclament également ces mêmes allocations au nom des autres membres du syndicat; et ces fonds devant être irrégulièrement versés par les défendeurs, entre les mains de tierces personnes, en violation des statuts syndicaux, ils sollicitent une injonction qui interdise cette opération irrégulière.

(14) Le texte de l'art. 12 de la loi de 1876 (39 et 40 Victoria c. 22) est le suivant :

« Deux ou plusieurs syndicats quelconques peuvent, si, dans chacun d'eux un vote auquel prit part la moitié au moins des membres disposant d'un suffrage, fait ressortir une majorité d'un cinquième ou davantage des suffrages exprimés, en faveur de la mesure proposée, se fonder en un seul syndicat, avec ou sans liquidation ou répartition des fonds des dits syndicats ou d'un quelconque d'entre eux, sous réserve des droits des créanciers. »

Slessor : « *The Law of Trade Unions.* » P. 114.

« Or il est clair qu'il ne s'agit pas là d'une action en dommages et intérêts pour violation d'une convention; ce n'est pas non plus, à mon avis, une action qui sanctionne directement une convention — et ce sont là les seuls actes de procédure que mentionne la Section quatre. Un jugement ordonnant aux défendeurs de verser de l'argent aux demandeurs constituerait une sanction directe d'une convention stipulant l'emploi des fonds syndicaux, mais tout ce qu'on cherche ici c'est prévenir le versement des sommes d'argent à des tiers. Ou bien cela ne constitue aucune sanction, ou bien cela constitue une sanction indirecte d'une convention. Pour prendre un exemple simple, si Primus s'est engagé par contrat à payer cent livres à Secundus, ce contrat est sanctionné directement par une décision judiciaire ordonnant à Primus de payer Secundus, et ce contrat est sanctionné indirectement — à moins qu'il ne le soit pas du tout — par un jugement interdisant à Primus de verser l'argent à un tiers. C'est donner aux mots un sens qu'ils n'ont pas que de dire qu'une semblable décision sanctionne le contrat; tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il est alors plus probable que Primus paiera Secundus. Pour ces raisons, j'estime que la décision du Maître des Rôles dans l'affaire *Rigby v. Connol*, ne s'applique pas à cette espèce et que l'objection préliminaire doit être écartée, bien qu'il reste à savoir si les termes de la loi autoriseront la cour à accorder éventuellement un recours aux demandeurs. » L'argumentation technique est assez simple; elle consiste à analyser les conclusions du

demandeur; s'il conclue au versement d'une somme d'argent ou à l'exécution positive et directe de l'une quelconque des conventions visées par la Section quatre de la loi de 1871, l'action doit être écartée; mais s'il prétend seulement interdire aux défendeurs d'agir en violation des statuts, l'action est recevable, la sanction indirecte n'étant point prévue par le texte légal. La décision repose, on le voit, sur l'interprétation de l'adverbe « directly ». C'est précisément cette interprétation restrictive et exclusive des termes employés par le législateur, cette « construction » judiciaire du Statut qui légitimait l'intervention. Elle ne devait point, d'ailleurs, être admise sans débat.

Nous relevons d'abord un arrêt de la Division de Chancellerie du 17 Juin 1902, « *Alfin v. Hewlet* » (15), qui la confirme implicitement; le conflit s'éleva entre certains membres de la Fédération des Employés de Chemins de Fer, appartenant aux sections locales de Liverpool et de Southport, et les fidéicommissaires de ladite Fédération, à la suite de la décision bien connue de la Chambre des Lords, accordant à la Compagnie du Taff Vale des dommages et intérêts considérables à recouvrer sur les fonds de la Fédération; au cours du litige, la Fédération avait décidé de soutenir uniquement sa propre défense, alors que les conclusions de la Compagnie visaient à la fois la Fédération et son secrétaire, James Holmes; elle avait néanmoins chargé certains « sollicitors » de protéger les intérêts de celui-ci; les représentants des sections

(15) *Alfin v. Hewlett*, 1902, 18 T.L.R., 664.

de Liverpool et de Southport soutenaient que cette dernière décision n'était justifiée par aucune disposition statutaire et que la Fédération avait excédé ses pouvoirs; ils sollicitaient du juge Royce une injonction interdisant aux fidéicommissaires d'affecter une part des fonds en caisse aux frais de la défense de James Holmes; cette injonction fut accordée.

Mais le problème de l'interprétation littérale de la section 4 de l'acte de 1871 devait être repris avec une ampleur singulière par les divers membres de la section juridique de la Chambre des Lords ⁽¹⁶⁾ dans l'affaire « Howden v. Yorkshire Miners », qui fut jugée le 14 Avril 1905. L'association des mineurs du Yorkshire constituait une union enregistrée; la clause 3 (g) des statuts prévoyait l'octroi d'allocations aux syndiqués atteints par un « lock out » ou soutenant une grève; la clause 3 (j) des mêmes statuts disposait que l'intégralité des fonds syndicaux devait être affectée à la poursuite des divers objets spécifiés par les statuts, conformément à leurs dispositions. Les clauses 64 et 65 énuméraient les conditions auxquelles des secours pouvaient être accordés aux membres ou aux sections locales qui soutenaient une grève. Le mineur Howden, membre du syndicat, avait assigné le syndicat et certains de ses fonctionnaires, réclamant une injonction qui leur interdît de détourner les fonds sociaux de leur affectation régulière en effectuant le versement de salaires de grève en violation des statuts. La question était, ici encore, de

(16) Howden and others v. Yorkshire Miners' Association and others, 1905, A.C., 256.

savoir si la section quatre écartait la compétence de la Cour; le juge Grantham, devant qui l'action fut d'abord portée, ne le pensa pas et accorda l'injonction. Sa décision fut confirmée par la Cour d'Appel, composée des Lords Juges Vaughan Williams, Stirling et Mathew (17). L'affaire fut enfin soumise à la Chambre des Lords. Les avocats du syndicat demandeur firent observer que toute l'argumentation du défendeur, Howden, reposait sur l'interprétation de l'adverbe « directly » (directement) et soutinrent, rapprochant les deux expressions usitées tout au début du texte de la Section quatre, « objet » et « sanctionner directement », que ces expressions étaient complémentaires et que, bien que l'action tendît à faire prononcer une interdiction plutôt qu'un ordre, elle avait pour objet de sanctionner une convention, et que les moyens recherchés étaient directs en substance bien que négatifs dans la forme. L'arrêt rendu le 14 avril 1905, confirma les décisions des premiers juges et accorda l'injonction, mais l'unanimité ne fut pas réalisée. Quatre lords décidèrent en ce sens, le chancelier (comte Halsbury), Lord Macnaghten, Lord Robertson, Lord Lindley, tandis que deux, Lord Davey et Lord James décidèrent en sens inverse. C'est par l'examen des solutions dissidentes que nous aborderons l'étude de l'arrêt.

Lord Davey, après avoir rappelé les termes de la loi de 1871, nous donne son interprétation de la formule : « Convention stipulant l'emploi des fonds d'une trade union à la distribution de secours ou d'in-

(17) 1903, 1, K.B., 308.

demnités parmi ses membres ». Il estime qu'il faut entendre par là « une convention que peuvent invoquer les membres en tant que tels, et pas seulement une convention particulière, conclue avec le demandeur ». « Une telle convention », poursuit-il, « est contenue dans les statuts de l'association. Ces statuts, en fait, forment le contrat social passé entre les membres, et toute personne qui adhère au syndicat leur donne son assentiment, est lié par elles et peut d'autre part prétendre à tous les avantages matériels qu'elles assurent aux membres. Les clauses impliquées dans l'espèce sont celles qui portent les numéros 64 et 65 et prescrivent les conditions auxquelles un membre peut prétendre à ce que j'ai appelé salaires de grève. »

Et après avoir lu le texte de la clause 3 (j) précitée, Lord Davey déclare : « Mais, même en l'absence de cette clause, j'estimerai que les clauses 64 et 65 sont exclusives, autrement dit que, correctement interprétées, elles signifient non seulement que les salaires de grèves seront accordés aux conditions prescrites, mais encore qu'ils ne seront accordés qu'à ces conditions. Et je crois que la convention stipulant l'emploi des fonds à la distribution de secours implique tout aussi bien la disposition négative que la disposition affirmative. »

Le juge analyse ensuite l'objet de l'action introduite par Howden en se fondant sur les prétentions du demandeur, les moyens qu'il fait valoir et les sources de son droit d'agir, et déclare, entre autres choses : « ...Messeigneurs, je ne puis douter que cette action

ait pour objet de sanctionner ce que j'ai appelé la proposition négative de la convention. Dans l'affaire *Lumley v. Wagner* ⁽¹⁸⁾, Lord Saint-Leonards ne put contraindre Miss Wagner à chanter sur l'ordre de M. Lumley, mais il put l'empêcher de chanter ailleurs, en violation de son contrat. Est-il douteux qu'en rendant cette décision, la Cour assurait l'exécution du contrat par l'unique moyen dont disposât une Cour d'Equité ? Je ferai observer que le texte ne dit pas : « assurer l'application ou la distribution » (des fonds), mais « sanctionner un accord conclu dans ce but ». Cette action est intentée pour contraindre le bureau et les autres fonctionnaires de l'Union à observer les clauses de l'accord contenu dans les statuts et à régler sur elle leur conduite, et je ne puis comprendre en vertu de quel droit le demandeur pouvait agir, à moins d'alléguer que les versements prévus étaient contraires aux statuts. » Lord Davey élimine ensuite l'hypothèse d'une action dirigée contre les fidéicommissaires es-qualité, à raison de l'importance secondaire des règles purement techniques du fidéicommiss et du rôle passif joué dans l'espèce par les fidéicommissaires, et poursuit : « Il apparaîtra clairement, d'après ce que j'ai dit, qu'à mon sens l'objet de cette action est de sanctionner directement la convention statutaire. J'entends donner toute sa force et tout son sens à ce mot « directement » et je crois qu'il signifie ceci : quand l'objet principal de l'action est de sanctionner la convention et que le droit du demandeur à intenter l'action se fonde sur son droit de faire

(18) 1852, 1, D.M. et G., 604.

observer les statuts, je crois qu'il faut penser que l'action a pour objet de sanctionner directement la convention. Mais quand le droit à l'action est d'une autre nature, et que l'interprétation et le sens des statuts, si tant est qu'ils interviennent, n'interviennent que comme preuve à l'appui de la demande formulée dans l'espèce, j'estime que l'action n'a pas pour objet de sanctionner directement la convention. J'illustrerai ma pensée à l'aide de l'exemple suivant : j'estime que les fidéicommissaires auraient pu soutenir cette action contre les défendeurs primitifs en vertu des pouvoirs qui leur sont donnés par la section neuf de l'acte ⁽¹⁹⁾, et c'est ici, à mon avis, une réponse à l'un des arguments de l'avocat, d'après lequel, si le syndicat qui fait appel est dans son droit et que cette action ne puisse être soutenue, les membres de l'association ne disposeraient d'aucun recours pour s'opposer à l'application irrégulière des fonds. Dans cette union, les fidéicommissaires doivent être membres de l'union mais la loi n'exige pas qu'il en soit ainsi. Ils interviendraient comme propriétaires des biens dont la loi leur confie la propriété et la garde. Au cours d'une action intentée pour recouvrer ou défendre les biens de l'union, il se pourrait que l'interprétation ou le sens à donner aux statuts n'intervinssent **nullement** — comme par exemple si l'action était dirigée contre un trésorier ou autre agent exécutif qui prétendrait à la propriété des biens ou des sommes en question, ou menacerait d'en disposer comme des

(19) The Trade Union Act, 1871. Section 9. Texte reproduit dans la note 20 du premier chapitre.

leurs propres. Dans d'autres espèces, les statuts pourraient intervenir, mais seulement comme élément de preuve à l'appui de la demande. En pareil cas, j'estime qu'on pourrait décrire à juste titre l'action comme tendant à ne sanctionner la convention qu'indirectement. » Le juge énumère ensuite les précédents et donne son avis sur la décision du juge Fry, dans l'affaire *Wolfe v. Matthews*, que nous avons exposée quelques pages plus haut. Après avoir cité l'opinion de ce magistrat, Lord Davey s'exprime en ces termes : « Je ne me sépare jamais de Sir Edward Fry sans hésiter beaucoup, mais dans l'espèce, je dois dire franchement que je ne suis pas son raisonnement. Certes, un créancier ne peut empêcher son débiteur de disposer de son argent avant d'avoir pris jugement et ouvert une procédure d'exécution, mais si le savant juge fait allusion, dans son exemple, à un sac de souverains, frappé d'une affectation spéciale (20), que Primus s'est engagé, par contrat, à livrer à Secundus et à nulle autre personne, je prends la liberté de dire qu'une action tendant à empêcher Primus de livrer ce sac à un tiers, serait évidemment une action qui tendrait à sanctionner directement le contrat, et il me semble que c'est là l'unique moyen de rattacher cet exemple à l'espèce qui était alors soumise à la Cour. Le savant juge ne peut avoir voulu dire que le seul moyen de sanctionner directement le contrat était d'ordonner au défendeur de payer le demandeur; et

(20) L'expression anglaise est « ear-marked »; elle s'emploie d'un mouton ou autre animal marqué à l'oreille d'un signe qui révèle l'identité de son propriétaire. Elle s'applique également, par extension, à des fonds grevés d'affectation exclusive.

il me semble qu'il passe sous silence l'accord d'après lequel les allocations doivent être attribuées aux membres en conformité des statuts et pas autrement. L'arrêt rapporté ne nous dit pas, néanmoins, que le demandeur prétendit que l'affiliation contre laquelle il protestait, fut « *ultra vires* » (excédât les pouvoirs de l'union) et il se peut que l'action fût fondée seulement sur l'allégation que l'affiliation serait préjudiciable aux intérêts des demandeurs, en réduisant les fonds dont on pouvait disposer à leur profit. S'il en était ainsi, le raisonnement du savant juge est intelligible et son exemple serait approprié. Mais alors la décision serait parfaitement inapplicable à l'espèce aujourd'hui soumise à vos Seigneuries. » Somme toute, Lord Davey distingue, dans l'accord statutaire relatif aux allocations versées aux membres au cas de grève, une prescription négative aussi bien qu'une prescription positive; d'autre part, il ressort de sa propre argumentation comme de sa critique de la décision de Sir Edward Fry, qu'il rattache l'action intentée par le demandeur à la convention qui la fonde à ses yeux, et, combinant son origine et son objet, il conclut à l'application de la section quatre de la loi de 1871.

Le raisonnement de Lord James, moins explicite, peut se résamer dans les citations suivantes : « Pour soutenir ses prétentions, le demandeur devait s'appuyer sur les statuts syndicaux. Ces statuts forment la charte de l'association et leurs termes lient tous ses membres. Les cotisations de chaque membre, comme les allocations qu'il doit recevoir, sont versées et ré-

glées en vertu de ces clauses, celles portant les numéros 2, 3, 64 et 65 étant les principales relativement à cette espèce. » Suit une analyse des clauses statutaires. « Or », continue Lord James, « il me semble que ces clauses constituent un accord entre les membres du Syndicat en ce sens qu'il sera exécuté conformément aux termes et conditions prévus dans les dites clauses. -- Il nous reste alors à déterminer si l'action tend à sanctionner directement une convention stipulant l'emploi des fonds d'une trade union à la distribution de secours ou d'indemnités parmi ses membres. En substance, le demandeur cherche à empêcher les défendeurs de violer les statuts syndicaux, c'est-à-dire de violer l'accord constitué par ces statuts. Il fonde son droit d'intervention sur ce fait qu'il est appelé à participer à la répartition des fonds, conformément aux statuts. Le lord Juge Vaughan Williams dit (21) : « Le demandeur ne prétend pas prendre sa part des fonds sociaux. La question de son droit à participation ne se pose pas. Il prétend seulement prévenir une affectation irrégulière des fonds. » Je ne crois pas l'opinion exacte. Il est vrai que le demandeur ne réclame pas un versement immédiat. Mais il est indéniable qu'il prétend avoir le droit de prendre sa part des fonds syndicaux à l'occasion, et c'est pour sauvegarder ce droit de participation pleine et entière qu'il a introduit cette action. Toute son argumentation est que, si les défendeurs continuent à affecter irrégulièrement les fonds de

(21) Arrêt de la Cour d'Appel sur la même espèce : 1903, 1 K.B., 308.

l'union au soutien de la grève, lui, demandeur, pourra se trouver empêché de prélever sa part intégrale conformément au droit que lui donne la convention contenue dans les statuts. — Pour assurer la conservation des fonds, le demandeur n'a pas d'autre arme que la sanction de la convention. S'il disait: « Versez-moi la « somme de tant, en vertu des statuts », on admet que cela constituerait une sanction de la convention; il me semble qu'il en est de même s'il dit: « Mettez « telle somme de côté, pour assurer mes droits en « conformité des statuts ». Puis s'il déclare: « Cessez « de dépenser de l'argent en violation des statuts, « afin de ne pas me priver de mes droits », ne sanctionne-t-il pas également la convention? Je ne crois pas qu'on puisse avancer qu'une action, pour être soumise aux dispositions de la section quatre, doive nécessairement tendre à un versement immédiat d'argent, entre les mains du demandeur, et si cette limitation est effectivement inexacte, j'estime que l'action présente rentre dans les termes de la dite section, justement et correctement interprétée. Je n'oublie pas qu'on rencontre, dans la section quatre de l'acte, le mot « directement » et qu'il faut lui attacher un sens. Mais il me semble que cette action cherche à sanctionner « directement » la convention. Les allégations sur lesquelles elle se fonde sont certes directes: « Moi, « demandeur et vous, défendeurs, avons conclu une « convention. Vous êtes sur le point de la violer. Je « cherche à vous en empêcher, et cela en demandant « à la Cour de sanctionner cette convention. »

Quels furent donc les arguments qui rallièrent l'opi-

nion de la majorité et prévalurent contre ceux-ci?

Le Chancelier, Comte Halsbury, déclare adopter l'opinion de Sir Edward Fry ⁽²²⁾ et se demande si la décision de Sir George Jessel ⁽²³⁾ tient suffisamment compte de la formule « directement » incluse dans la loi. Il poursuit dans les termes que voici:

« Il me semble qu'il est établi que l'usage proposé des fonds que le demandeur s'efforce de prévenir est en violation flagrante des statuts eux-mêmes, et le langage et l'objet de la section quatre de l'acte ne me paraissent pas du tout être ce que l'argumentation de la partie adverse suppose. Cette argumentation semble supposer que l'objet de cette disposition légale était de soustraire entièrement les Syndicats à la juridiction des Cours. Je ne crois pas qu'elle fasse rien de semblable. Elle énumère avec grand soin ce dont les Cours ne doivent pas se mêler et les matières ainsi soustraites à leur juridiction sont limitées avec beaucoup de précision.

« Il me semble que le législateur aurait fait aux syndicats une concession fort douteuse, s'il avait laissé leurs fonds, qui, en vertu des dispositions prises, constituaient un fidéicommis en vue d'objets particuliers, sans aucune protection contre ceux qui étaient chargés de les administrer. Que la Cour ne doive pas intervenir dans leur répartition opérée conformément aux statuts, lorsque cette répartition est prévue par le fidéicommis, c'est une chose, mais qu'il

(22) Dans l'arrêt « Wolfe v. Matthews » analysé plus haut.

(23) Dans l'arrêt « Rigby v. Connol » analysé au début du chapitre.

n'existe pas de recours judiciaire lorsqu'on menace de détourner les fonds de leur affectation, c'est autre chose.

« Quel peut être le but de l'enregistrement, requis par la section trois, des objets à la poursuite desquels les fonds peuvent être affectés? Les fidéicommissaires sont les personnes à qui la propriété de ces fonds est confiée. Qu'est-ce qui s'oppose à l'intervention du droit commun qui protège les biens confiés par fidéicommis, contre leur désaffectation? Il est clair qu'il n'existe pas d'obstacle en dehors de la section à laquelle j'ai fait allusion, et il est certain que cette section ne peut signifier que, du fait que la conservation des biens confiés par fidéicommis profitera indirectement à ses bénéficiaires, elle constitue une action tendant à sanctionner l'une des conventions énumérées, qui sont évidemment, à la lettre, inapplicables. »

Nous rencontrons ici, outre l'interprétation du terme « directement », l'argument tiré de la structure technique du « trust » ou fidéicommis, que Lord Davey écarte, nous l'avons dit, et qu'il écarte parce qu'il tient la question comme subsidiaire; l'action, dit-il, est dirigée contre le syndicat, beaucoup plus que contre les fidéicommissaires et le fidéicommis lui-même n'est qu'un procédé juridique, utilisé pour assurer l'exécution de la convention, donc soumis quant à ses effets, aux dispositions de la section quatre.

De nouveaux arguments sont fournis par l'opinion de Lord Macnaghten; « Or », dit ce magistrat, « la première question qui s'élève... est, quel est le sens de la formule « sanctionner directement »? Je ne sau-

rais croire que le législateur ait entendu frapper des actions intentées pour sanctionner directement certaines conventions, tout en laissant sauves et intactes toutes les actions (autres que les actions en dommages et intérêts) qui auraient pour but de sanctionner les dites conventions indirectement. Interdire d'agir directement, en des termes qui laissent entendre que l'objet de l'action ainsi interdite peut être atteint par un détour ⁽²⁴⁾, m'apparaît comme une certaine nouveauté en législation. Je me hasarde à croire que le terme « directement » est simplement inséré pour faire valoir l'antithèse entre les actions tendant à sanctionner les conventions directement, et celles qui tendent à recouvrer des dommages et intérêts pour rupture de contrat, qui cherchent, bien qu'indirectement, à donner force et effet à la convention à raison de la violation de laquelle une action peut être intentée. Néanmoins, il n'est pas nécessaire que je m'appesantisse sur ce point, car il me semble qu'en l'espèce, le résultat doit être identique quel que soit le sens ou l'effet qu'on attache à l'expression « directement ».

« Les conventions dont la Cour n'est pas autorisée à connaître, sont disposées en cinq chefs ou classes. La première classe comprend une catégorie de conventions dont il serait clairement inopportun ou impossible que la Cour connût. Dans la seconde classe est comprise « toute convention stipulant le versement « par quelque personne que ce soit, d'une cotisation

(24) « A side-wind ».

« ou d'une amende à la caisse d'une trade union ». On s'attendrait à trouver ensuite une clause du genre de celle-ci : « Toute convention stipulant le paiement « à un membre quelconque, d'une allocation quelconque, assurée par les statuts de la trade union », suivant les termes de l'article 2, du 1^{er} appendice à la Loi. Si tels avaient été les termes employés, nous aurions rencontré une clause visant un avantage personnel conféré à un membre, et c'est le sens que le Lord Juge Vaughan Williams ⁽²⁵⁾ attache à la sous-section 3 (a) ^(25 bis). Sans doute, ce sens est impliqué, mais je crois que le texte va beaucoup plus loin. Les termes en sont : « 3. Toute convention stipulant l'emploi des fonds d'une trade union (a) soit à la distribution de secours ou d'indemnités parmi ses « membres ». A première vue, il n'est pas facile de voir pourquoi la clause prit cette forme. Je ne puis m'empêcher de penser que cela vient de l'appréhension, où se trouvaient alors les chefs du parti ouvrier, du danger extrême qui pourrait résulter pour leurs combinaisons, de toute tentative de séparation des fonds syndicaux, en distinguant entre ceux réunis en vue de service de bienfaisance, ou affectés à ces services, et ceux réunis en vue des services professionnels ordinaires ou affectés à ces usages.

(25) De la Cour d'Appel.

(25 bis) Le texte de l'art. 2 du premier appendice est le suivant (qui vise les déclarations à faire au cas d'enregistrement) :

« — 2. L'intégralité des objets en vue desquels l'union doit être formée, les buts au service desquels ses fonds pourront être affectés, les conditions auxquelles un membre quelconque pourra avoir droit à une allocation quelconque garantie par eux, et les amendes et déchéances qui pourront frapper un membre quelconque d'une telle union. »

« J'arrive alors à la question de savoir quel fut l'objet de l'action intentée dans cette espèce. Tendait-elle à sanctionner une convention stipulant l'emploi des fonds à la distribution de secours ou d'indemnités parmi les membres? Je répondrais certainement non. L'objet de l'action était d'obtenir une décision faisant autorité, établissant que la mesure, prise par le Syndicat et attaquée par le demandeur, n'était pas autorisée par les statuts syndicaux. La décision judiciaire pouvait prendre la forme d'une déclaration, d'une injonction, ou combiner l'une et l'autre. Mais la décision, quelque forme qu'elle prît, mettrait un terme au litige. Le demandeur ne recherchait ni ne désirait aucun acte d'administration ou d'affectation des fonds syndicaux. L'objet de l'action était simplement de prévenir une affectation irrégulière des fonds syndicaux, non de les administrer, ni de les affecter aux versements d'allocations aux membres.

« Je sais qu'en exprimant cette opinion, je me sépare de celle de Sir George Jessel dans l'arrêt *Rigby v. Connol*; (suit une citation de l'arrêt). Sur ce point, je crois que le savant juge s'écarte notablement des termes de la loi. Si l'acte avait dit que nulle Cour ne devrait sanctionner de convention assurant des allocations aux membres, la question serait tranchée. Mais l'acte ne dit pas cela, ni rien, à mon sens, qui s'en rapproche. Ce ne sont point toutes les conventions syndicales dont il est interdit à la Cour de connaître. Les observations de Sir George Jessel, relatives aux conventions dépourvues de sanction, spécifiées par la loi, aboutissent à priver également de sanction toutes

les conventions syndicales, quelles qu'elles soient: Il n'en subsiste vraiment rien. L'acte, néanmoins, se propose seulement de frapper certaines conventions, laissant, au moins apparemment, pleine juridiction aux Cours de Justice quant à tout le reste.... L'action que le demandeur a intentée n'implique pas, à mon avis, l'administration des fonds de l'Association des Mineurs du Yorkshire, réunis en vue de services d'assistance, ni l'application de ces fonds pour assurer des allocations aux membres. Il ne me semble pas non plus que le procès ait été engagé dans ce but. On demandait simplement à la Cour de déterminer l'exacte interprétation de certaines clauses statutaires, qui avaient été, aux dires du demandeur, mal interprétées par le Comité exécutif de l'Association.

« Il est à peine besoin que j'indique quel désastre ce pourrait être pour les fonds de ce Syndicat, et pour les syndicats en général s'il n'existait aucun moyen d'empêcher les gérants et les chefs du syndicat de détourner ces fonds de leur affectation légitime et régulière. »

Lord Robertson s'étant borné à déclarer qu'il adoptait l'interprétation de l'Acte de 1871 dégagée par la Cour d'Appel, nous arrivons immédiatement aux arguments développés par le quatrième et dernier membre de la majorité, Lord Lindley.

Avant d'analyser le texte légal, ce magistrat expose quels sont, à son avis, l'objet de l'action et la portée de l'arrêt rendu par la Cour d'Appel. « Cette action », dit-il, « n'a pas pour objet de sanctionner un contrat entre le demandeur et les défendeurs; elle tend à re-

vendiquer un droit de propriété. Tous les fidéicom-mis, exceptés ceux qui sont créés par la loi ou par testament, peuvent être considérés comme créés par un contrat intervenu entre les parties par l'acte créa-teur des dits fidéicommiss. Mais ils peuvent être sanc-tionnés, en équité, par toute personne appelée à pro-fiter de leurs dispositions. Une action dirigée par le bénéficiaire contre le fidéicommissaire n'est pas ce qu'on entend généralement par action tendant à sanc-tionner une convention; si elle se confondait avec cette action, elle ne pourrait être introduite que par une personne qui eût été partie à l'acte créateur du fidéicommiss.

« Mais, de plus, l'objet de cette action n'est pas de distribuer des fonds, gérés dans l'intérêt des membres du Syndicat, ni d'en obtenir un versement quelcon-que, ni de les administrer de quelque façon que ce soit. Le demandeur, qui est membre du Syndicat, et qui a sur les fonds un droit bénéficiaire, se plaint que ceux qui en ont la disposition, menacent et se proposent de les affecter à des objets non autorisés par les statuts de l'association; et l'action tend uni-quement à obtenir une injonction interdisant l'affec-tation irrégulière des fonds qu'on entend réaliser. C'est ce que fait l'arrêt dont il est appelé; correcte-ment interprété, il ne fait rien de plus... Cet arrêt n'est point un premier pas en vue de mesures ulté-rieures qui aboutiraient à une répartition des fonds. L'action n'ira pas au delà, l'appel mis à part ainsi que toute violation de l'injonction délivrée. »

Se reportant alors aux termes de la section quatre

de l'Acte, Lord Lindley poursuit : « Arrêtons-nous un instant et remarquons que les expressions que nous venons de citer suggèrent les remarques suivantes : (1) La section vise non seulement les Cours de Droit, mais aussi les Cours d'Equité. (2) La section n'interdit pas aux Cours d'exercer en aucun cas la juridiction qu'elles auraient pu exercer avant le vote de la loi; la section empêche simplement les Cours d'étendre leur juridiction et de connaître d'espèces dont la loi leur permettrait de connaître, n'était de la prohibition directe contenue dans cette section. (3) Aucune des actions qui pourraient être intentées en dehors de la prohibition contenue dans cette section, n'est interdite, excepté les actions intentées dans le but de sanctionner directement les conventions spécifiées, ou d'obtenir des dommages et intérêts à raison de leur violation. Le mot « directement » est important et limite l'application de la section. Des actions intentées dans d'autres buts que ceux spécifiés, ne sont pas interdites, bien qu'elles puissent affecter indirectement les conventions qui ne peuvent être sanctionnées.

« Si nous passons alors aux conventions spécifiées dans la section quatre, on peut écarter celles qui portent les numéros 1, 2, 4 et 5 comme clairement inapplicables à l'espèce. La troisième est la seule que nous ayons à considérer. Elle est ainsi libellée: « Une convention stipulant l'emploi des fonds de l'union (a) « à la distribution de secours ou d'indemnités parmi « ses membres, ou (b) à des souscriptions..., ou (c) à « payer une amende... ».

« Messieurs, il m'est personnellement impossible de conclure que ces termes englobent une action de la nature de celle qui fut intentée dans cette espèce. Le but de cette action n'est pas de sanctionner directement une convention stipulant l'emploi des fonds de l'union à l'un quelconque des objets mentionnés au paragraphe 3. L'objet de l'action n'est pas l'emploi des fonds mais leur conservation en vue d'un emploi futur; et, à mon avis, cette action n'est pas plus visée par la section quatre que ne l'est une action intentée par les fidéicommissaires en vue de recouvrer les fonds syndicaux que quelque personne détiendrait irrégulièrement. »

Somme toute, les arguments successivement présentés par les divers représentants de la majorité sont tirés ⁽²⁶⁾ soit de la présence dans le texte de l'adverbe « directement », soit de la formule employée par le paragraphe 3 de la section quatre: « convention stipulant l'emploi des fonds... » Ces divers magistrats soutiennent que, tant que le demandeur ne conclut pas au versement immédiat d'allocations statutaires, son action est recevable. Tel fut le point de vue qui triompha, devant la Chambre des Lords, de la thèse présentée par les Lords James et Davey. Cette interprétation de la loi de 1871 a eu pour résultat de soumettre au contrôle judiciaire l'activité financière des unions. Un certain nombre d'arrêts ultérieurs va nous le montrer.

C'est d'abord un arrêt rendu en avril-mai 1909 par

(26) Si l'on met à part ceux qui sont empruntés aux règles techniques du « trust » ou fidéicommiss.

la Cour d'Appel ⁽²⁷⁾ ; le Syndicat des Employés Municipaux constituait une trade union enregistrée, composée d'un certain nombre de sections locales. Les rapports du Syndicat et des sections étaient réglés par les dispositions statutaires, fort obscures d'ailleurs et qui ne nous intéressent pas directement. A la suite de la suspension du secrétaire général du Syndicat, la section de Woolwich vota la résolution suivante : « A moins que Mr Albin Taylor soit réintégré dans ses fonctions de secrétaire général du Syndicat des Employés Municipaux, la section décide de se retirer du Syndicat, à partir de ce jour » (18 février 1907) « de retirer les fonds versés à la Caisse d'Épargne Postale et de les répartir entre ses membres ». Le secrétaire susnommé n'ayant pas été réintégré, le secrétaire de la section de Woolwich refusa de verser à son successeur les fonds de la section, qui s'élevaient au total de 32 livres, et se proposa de les distribuer aux membres de la section. Les demandeurs, fidéicommissaires du Syndicat, introduisirent alors une action contre les fidéicommissaires de la section; leurs conclusions étaient :

1° Que la Cour déclarât que la section avait outre-passé ses pouvoirs en votant cette résolution;

2° Qu'elle délivrât une injonction interdisant aux défendeurs de distribuer les fonds de la section à ses membres et de les utiliser autrement qu'aux fins prévues par les statuts;

3° Qu'elle révoquât les fidéicommissaires défendeurs et leur nommât des successeurs;

(27) 1909, 2, Ch., 148, A.C. « Cope v. Crossingham ».

4° Que, dans la mesure où la chose était nécessaire, elle administrât les fonds de la section.

A l'audience, les demandeurs modifièrent le troisième chef de leurs conclusions, demandant que la Cour, au lieu de révoquer les fidéicommissaires de la section, leur ordonnât de verser les fonds qu'ils détenaient aux fidéicommissaires du Syndicat.

Le juge de première instance, Justice Eve, déclara effectivement que la répartition des fonds envisagée par la section était « *ultra vires* » et contraire aux statuts. Il permit aussi aux demandeurs de solliciter une injonction, mais refusa d'ordonner le versement des fonds de la section aux fidéicommissaires du Syndicat. L'affaire fut alors portée devant la Cour d'Appel. Elle fut jugée par trois magistrats : le Maître des Rôles Cozens-Hardy, le Lord-Juge Buckley et le Lord Juge Kennedy. Le Maître des Rôles réserva son jugement à raison de l'obscurité désespérante des statuts syndicaux ; il déclara cependant que la section quatre de la loi de 1871 interdisait à la Cour d'ordonner le versement des fonds de la section entre les mains des fidéicommissaires du syndicat, ce qui constituerait, en effet, un acte d'administration proprement dit. Les deux autres magistrats accordèrent l'injonction (interdisant à la section de répartir les fonds entre ses membres), mais refusèrent l'ordre de versement. Voici des extraits de leurs attendus :

« La première question », dit le Lord Juge Buckley, « est de savoir si cette action a pour but de sanctionner directement une convention stipulant l'emploi des fonds de l'union à la distribution de secours ou

d'indemnités parmi ses membres. Ce sont là les seules expressions de la section quatre de l'Acte de 1871 susceptibles de s'appliquer à l'espèce. Je ne me préoccupe pas particulièrement du mot « directement ». Il se pourrait fort bien que ce mot signifie, par antithèse, assurer l'exécution forcée, en tant que distincte du recouvrement de dommages et intérêts. Cette action n'est pas, à mon avis (quel que soit le sens attribué au mot « directement »), l'une des actions frappées par la section quatre. La nature de cette action me semble être la suivante. Les défendeurs détiennent des fonds. Les fidéicommissaires du Syndicat disent: « Nous avons le droit de prévenir l'application « irrégulière de ces fonds, nous désirons les préserver et nous ne demandons nullement à la Cour « de les administrer ». Dans cette action, la Cour n'a pas à connaître de la part qui revient à chaque membre dans la répartition des fonds. Tout ce qu'on lui demande de faire, c'est d'assurer leur protection, sans qu'aucune des déclarations, qu'on sollicite de sa part, affecte, en quoi que ce soit, la destination régulière des fonds à répartir entre les membres qui ont le droit d'y participer. » Et après avoir rappelé les décisions rendues dans les affaires *Wolfe v. Matthews* (28) et *Howden v. Yorkshire Miners' Association* (29), le magistrat conclut : Par cette action, on nous demande de déclarer que la résolution de répartir les fonds entre certains membres est « ultra vires », de délivrer une injonction interdisant cette

(28) 21 Ch. D., 194.

(29) 1905, A.C., 256.

répartition, et d'ordonner la nomination de nouveaux fidéicommissaires et l'attribution à ces derniers de la propriété des fonds. Le quatrième chef des conclusions ajoute, il est vrai, une demande en vue de l'administration des fonds, dans la mesure où elle est nécessaire. Aucune décision de cet ordre, néanmoins, ne fut prise par le Juge Eve et n'est attendue de la Cour. A mon avis, l'action peut être maintenue, en ce qui concerne les premier, deuxième et troisième chefs des conclusions. »

Lord Justice Kennedy aboutit aux mêmes solutions quant à l'injonction et à l'ordre de versement, bien qu'il s'éloigne de Lord Buckley quant au troisième chef: « Il me semble », dit-il, « que prononcer la déclaration et délivrer l'injonction sollicitées ne saurait, après la décision de la Chambre des Lords dans l'affaire Howden, être critiqué comme constituant une violation des dispositions de la loi qui frappent une action intentée « dans le but de sanctionner directement une convention stipulant l'emploi des « fonds de l'union à la distribution d'indemnités ou « de secours parmi ses membres ». Les défendeurs, fidéicommissaires de la section de Woolwich ont menacé de se conformer à la résolution prise par la section réunie le 18 février 1907, en distribuant les fonds en question parmi les membres de la section, non pas en tant qu'allocations prévues par les statuts, ni en vue d'aucun objet mentionné ou envisagé par les statuts, mais véritablement comme cadeau fait à ces membres. A mon avis, en utilisant ainsi les fonds, les fidéicommissaires excéderaient leurs pouvoirs ; et

l'action présente, en ce qui concerne la demande de déclaration et d'injonction, tend à faire déclarer qu'une telle dissipation des fonds levés sur le groupe des membres qui forment la section et détenus par les fidéicommissaires défendeurs en vue des fins poursuivies par l'Association, telles qu'elles sont exposées dans les statuts, excède leur pouvoir, et à prévenir cette dissipation au moyen d'une injonction délivrée par la Haute Cour de Justice. Ni l'un ni l'autre de ces recours n'affecte l'emploi des fonds à la distribution de secours ou d'indemnités parmi les membres. L'arrêt écossais, « *McLaren v. Miller* » ⁽³⁰⁾, qui est cité dans le texte de « *Howden v. Yorkshire Miners' Association* » ⁽³¹⁾, me paraît fort approprié, car les faits étaient semblables à ceux de l'espèce présente. La Section de Motherwell de la Fédération des Employés de Chemins de Fer s'était retirée de l'organisation centrale, tout comme vient de le faire la Section de Woolwich, et avait voté une résolution décidant de retenir les fonds de la section et de les laisser aux mains de certains membres de la section, jusqu'à ce que le secrétaire de cette dernière eût préparé un plan de répartition du montant parmi les membres de la section, les fonds devant être distribués. Les fidéicommissaires de l'association sollicitèrent l'équivalent d'une injonction et les défendeurs, fidéicommissaires de la section, invoquèrent, pour leur défense, la section quatre de l'acte de 1871. La Cour jugea que pareille défense était insoutenable et accorda

(30) (1880) 7 R., 867, 873.

(31) (1905) A.C., 256.

une injonction aux termes de laquelle « les défenseurs ne devaient pas se dépourvoir des fonds » avant que les droits des membres de la section et « de l'organisme central fussent déterminés. » Et le Lord Juge conclut : « A mon avis, les demandeurs ont droit à la déclaration et à l'injonction qu'ils réclament par cette action. Les recours mentionnés aux paragraphes 3 et 4 de leurs conclusions, ne doivent pas, à mon sens, être accordés. Puisque la section n'existe plus et que, autant qu'on puisse l'induire des faits qui nous sont soumis, aucun membre du Syndicat n'a formé ou n'a demandé au Syndicat de former une nouvelle section à Woolwich, je ne vois pas qu'on puisse nommer de nouveaux fidéicommissaires de cette section, à qui la propriété des fonds pourrait être transférée; et j'incline à croire qu'ordonner l'administration des fonds serait violer les dispositions de la section quatre de l'Acte de 1871. »

La distinction est ici aussi nette que possible entre l'emploi des fonds, que les Cours ne peuvent ordonner, et leur conservation, qu'elles peuvent assurer.

Nous nous contenterons de signaler au passage la décision de la Chambre des Lords ⁽³²⁾, du 21 décembre 1909, confirmant l'arrêt de la Cour d'Appel ⁽³³⁾, de novembre 1908, dans le conflit fameux qui mit aux prises l'ouvrier Osborne et la Fédération des Em-

(32) 1910, A.C. 87.

(33) 1909, 1, Ch., 163, A.C.

Consulter sur cet arrêt la monographie de Marquis, « Les Origines judiciaires de la puissance politique du Trade-Unionisme anglais », Lyon, 1924, ouvrage qui nous dispense de donner, sur cette espèce, d'autres détails.

ployés de Chemin de fer; dans cette espèce, la juridiction suprême intervint pour examiner si les statuts syndicaux prévoyant la perception de cotisations en vue de l'établissement d'un fond politique, n'étaient pas entachés d'illégalité; elle décida que pareille disposition était effectivement illégale. Cet arrêt marquait donc une étape nouvelle de l'ingérence judiciaire dans la vie financière des unions ⁽³⁴⁾; la section quatre de l'acte de 1871 n'y fut pas invoquée par le syndicat (bien qu'on y ait fait quelques allusions) à raison de ce fait que les juges vérifiaient non pas la conformité d'une décision syndicale aux statuts, mais la validité des statuts eux-mêmes. Remarquons enfin que si la solution d'espèce adoptée par l'arrêt fut écartée par le vote de la loi de 1913, « la jurisprudence de l'*Osborne case*, quant au droit pour le juge, de vérifier la légalité des statuts d'une trade union subsiste intacte » ⁽³⁵⁾. Cette décision de la Chambre des Lords fut suivie, le 8 février 1912, par la Cour Suprême d'Ecosse ⁽³⁶⁾, dans des circonstances de fait presque semblables, et la question de l'application possible de la section quatre de l'Acte de 1871 à l'action introduite par le demandeur, fut expressément posée et tranchée. Le 21 octobre 1910, Thomas Wilson, compositeur, à Glasgow, intentait une action contre l'Association des Typographes d'Ecosse, demandant aux juges de déclarer que certaines dispositions des statuts relatives à la représentation des tra-

(34) Cf. Marquis. *Op. cit.* Introduction, p. 13-14.

(35) Marquis. *Op. et loc cit.*

(36) Wilson v. Scottish Typographical Association, 1912, Sess. Cas., 534.

vailleurs au Parlement, étaient « ultra vires », illégales, nulles, qu'elles ne liaient point le demandeur, ni aucun autre membre de l'association, et sollicitait leur suppression; il demandait également aux juges de déclarer que « la dite Association n'avait pas le droit d'effectuer des paiements sur ses fonds ou sur les sommes déjà versées par les membres ou sections ou levées sur eux, ou qui devaient l'être, au profit du Labour Party, ou en vue du paiement des dépenses électorales, ou dans quelque but que ce fût, relatif à la représentation parlementaire, ou dans le but de l'assurer ou de la soutenir, et que de tels versements dépassaient les droits de la dite association et étaient illégaux » et il sollicitait une injonction interdisant d'effectuer ces paiements sur les fonds de l'association. L'association défenderesse invoqua la section quatre. En première instance, le juge Sker-rington (Lord Ordinary), accorda l'injonction. L'affaire fut portée devant la Cour de Session et jugée par Lord Dundas, Lord Guthrie, Lord Salvesen et le Lord Justice Clerk. Ces magistrats confirmèrent la décision du premier juge et Lord Dundas déclara simplement que l'autorité des précédents constitués par l'arrêt Howden et l'arrêt rendu dans l'affaire M'Laren v. Miller, suffisait à écarter l'objection.

Signalons enfin, quant au contrôle exercé par les membres du Syndicat sur la gestion de ses finances, un arrêt récent de la Haute Cour de Justice, confirmé par la Cour d'Appel ⁽³⁷⁾, décidant que lorsqu'un syn-

(37) *Dodd v. Amalgamated Marine Workers' Union*, 1924, 1, Ch., 116, C.A.

diqué prétend utiliser les services d'un comptable professionnel pour vérifier la tenue des livres, c'est au Syndicat à établir sa mauvaise foi.

Cette décision, dont l'importance pratique est évidente, fut rendue dans les circonstances que voici : le demandeur Dodd était membre de la Société défenderesse et prétendait exercer son droit d'inspection sur les registres de comptabilité de l'union par l'intermédiaire d'un expert. L'union soutenait qu'il agissait de mauvaise foi, en vue de lui porter tort et dans le but de provoquer des démissions et des affiliations à une association rivale. Le Juge de première instance, Astbury, reconnut le droit du demandeur et consacra ses prétentions aux conditions imposées par le Juge Parker, dans l'espèce analogue du cas *Norey v. Keep* ⁽³⁸⁾, tranché par la Cour de Chancellerie en 1909, savoir : que l'union ne pût faire valoir contre l'expert aucun grief personnel et qu'il prit l'engagement de ne révéler les renseignements obtenus qu'à son client. L'union défenderesse fit appel. L'arrêt d'appel fut rendu les 30 et 31 octobre 1923, par le Maître des Rôles Pollock, les Lords Juges Warrington et Sargant. Le Maître des Rôles déclara que cette question, posée dans l'espèce à l'égard d'une trade union, se posait également à l'égard des sociétés commerciales. De même que les dispositions combinées de la section 14 et de la clause 6 du 1^{er} appendice de l'Acte de 1871 reconnaissaient au profit de toute personne intéressée à la gestion des fonds de l'union le droit d'examiner les livres et les listes d'adhérents, de même le « Partnership Act » de 1870 accordait

(38) *Norey v. Keep*, 1909, 1, Ch. 561.

ce droit aux associés, pratiquement aux mêmes conditions. Il rappela les dicta du Lord Juge Collins, dans l'arrêt *Bevan v. Webb* (39) qui dut trancher une question identique relativement à une société du type des « *partnerships* ». Ce magistrat s'était exprimé dans les termes suivants : « Dans quel but ce droit, ou cette permission, ou ce privilège, est-il concédé à chacun des associés ? Comment le bon sens l'interprète-t-il ? C'est certainement une disposition qui doit permettre aux associés de s'assurer de la situation commerciale de l'association. L'affaire dont il s'agit est leur propre affaire, les livres sont leurs propres livres et chacun d'eux peut y prétendre droit. Certes, leurs droits sont limités et réglés par les droits correspondants des autres associés, mais les livres qu'ils désirent vérifier, et qu'ils ont le droit de vérifier, sont leurs propres livres... On prétend que, les statuts ni l'Acte ne contenant aucune disposition expresse autorisant les associés à opérer cet examen par l'entremise d'un tiers, ce droit est écarté. Mais je pose à nouveau la question de savoir sur quoi se fonde cette présomption d'exclusion, puisqu'il n'existe certainement aucune exclusion expresse. Si elle existe, elle doit être impliquée par ce fait que le terme « *mandataire* » n'a pas été employé. S'il s'agissait d'autre chose que d'une « *partnership* » je dirais que, à première vue, l'autorisation d'accomplir un acte accordée à une personne, lui est accordée qu'elle l'accomplisse personnellement ou par mandataire. » Le Lord Juge Collins ajoutait encore : « Je serais d'avis

(39) *Bevan v. Webb*, 1901, 2, Ch. 68.

qu'à première vue, la permission de faire une chose emporte le droit d'utiliser l'instrument indispensable pour empêcher que le droit ainsi conféré ne soit privé d'efficacité. » Et il faisait remarquer ensuite que quelque infirmité ou le défaut d'expérience pourrait, s'il en était autrement, créer une inégalité entre les divers associés. Le Juge Stirling, qui prit la parole dans la même espèce, avait déclaré que, pour que l'exclusion fût admise, il fallait qu'elle fût expresse. Le Maître des Rôles, rapprochant alors cette décision de l'arrêt *Norey v. Keep*, relatif à une *trade union*, se déclara lié par de tels précédents et poursuivit : « ...la charge de prouver qu'un membre n'a pas le droit auquel il prétend, pèse sur l'union et aucune disposition légale n'établit que les défendeurs ont la faculté ou le droit de refuser cette inspection, simplement parce qu'ils soupçonnent, sans raison sérieuse, le demandeur d'agir de façon déloyale... J'estime que la décision du juge Astbury fut correcte, et que l'appel doit être rejeté. »

Le Lord Juge Warrington fut du même avis. Il fit observer qu'il n'appartenait pas à la Cour d'Appel de revenir sur les décisions du Juge Astbury quant aux faits, et conclut comme suit : « L'avocat de l'appelant nous demande de déclarer que, lorsque les fonctionnaires d'un syndicat ont de bonnes raisons de soupçonner les motifs qui font agir le demandeur, ils ont la faculté implicite de refuser l'autorisation d'inspecter les livres. Un tel jugement aurait pour effet de remettre entièrement aux mains des fonctionnaires syndicaux le droit de déterminer quelles

sont les bonnes raisons en vertu desquelles ils peuvent refuser à un membre l'autorisation d'exercer le droit qu'il tient de la loi. »

Telle fut également la conclusion du Lord Juge Sargant, qui déclara : « Je suis du même avis. Les appelants refusent au demandeur le droit d'exercer une prérogative légale qui fut clairement établie par les décisions rendues dans les arrêts « *Bevan v. Webb* » et « *Norey v. Keep* ». J'admets bien qu'en certaines circonstances la Cour peut refuser de soutenir le demandeur qui désire inspecter les livres, mais les autorités citées montrent que la charge de prouver que ce droit ne doit pas être exercé pèse ici sur les appelants. A mon avis, la décision du juge sur la question de fait tranche déjà la question et établit que cette preuve n'a pas été administrée. On prétend que la question de savoir s'il existe des raisons sérieuses d'écarter une prétention semblable à celle du demandeur doit être résolue par les fonctionnaires de l'union. S'ils estiment personnellement qu'un membre agit par hostilité ou d'une manière qui établit son manque de bonne foi, alors, disent-ils, ils ont le droit de lui refuser l'autorisation d'examiner les livres. Ceci peut justifier leur action devant un tribunal corporatif (« *domestic forum* ») mais nous devons considérer le droit que le demandeur tient de la loi et ce droit doit être apprécié par la Cour d'après les règles ordinaires. »

Bien que nous ayons énuméré et analysé les principaux jugements relatifs à l'interprétation de la section quatre, il nous reste à citer quelques décisions

rendues dans d'autres espèces, mais illustrant, elles aussi, la tendance des juges anglais à contrôler la vie intérieure des unions à l'occasion de la gestion de leurs fonds. Il résulte de la décision prononcée par le Juge Tomlin le 14 avril 1926 (³⁹bis), que lorsque les fonds d'un syndicat ont été versés à un organisme qui prétend être un autre syndicat constitué par la fusion du premier et d'un troisième, mais que cette opération d'« amalgamation » est irrégulière (à raison de l'omission de certaines formalités), ce nouveau syndicat détient une partie de ses fonds en tant que fidéicommissaire des membres du syndicat primitif, et pourra, si ces derniers introduisent une action, se voir interdire par injonction de disposer de ces fonds. L'union défenderesse avait soutenu, par la bouche de ses avocats (Sir Henry Slessor et A. Henderson) que la Cour ne pouvait connaître de l'action; en effet, disaient-ils, ou bien l'action est fondée sur un délit civil (« tort ») ou bien elle est fondée sur un contrat. Si elle est fondée sur un contrat, le syndicat est protégé par la section quatre de l'Acte de 1871; si elle est fondée, comme il est vraisemblable, sur un délit civil, le paiement irrégulier, la détention et l'affectation irrégulières des fonds, le syndicat se retranche derrière la section quatre de l'Acte de 1906 (⁴⁰), « qui affranchit d'une manière absolue les

(39 bis) Booth v. Amalgamated Marine Workers' Union, Ch. 1926, 904.

(40) The Trade Disputes Act, 1906 (38 et 39 Vict. c. 86). Section quatre :

« Les cours ne connaîtront d'aucune action dirigée contre une trade union ouvrière ou patronale, ou contre un membre ou fonctionnaire quelconque de l'union en leur nom et au nom de tous les autres membres de l'union, à raison d'un prétendu acte délictueux commis par la trade union ou en son nom. »

trade unions de toute responsabilité civile à raison de n'importe quel acte délictueux (tortious act) » (41). Le Juge Tomlin refusa d'admettre ces arguments et déclara, entre autres choses, ce qui suit : « Le demandeur en l'espèce ne cherche pas à rendre l'union défenderesse responsable des fonds de l' « Union des Commis aux vivres » qu'elle a déjà dépensés. Tout ce qu'il demande en fait à la barre, c'est que, si, comme il le soutient, la fusion des syndicats est irrégulière, le montant des fonds de l' « Union des Commis aux Vivres » qui ont fait l'objet d'un fidéicommis et qui sont encore entre les mains de l'union défenderesse, soit fixé, et que les fidéicommiss qui leur sont applicables soient exécutés par ordre de la Cour. Je ne crois pas que la section quatre de l'Acte de 1906 puisse s'appliquer à une action de cette nature. L'action n'est fondée sur aucun acte prétendu délictueux à la charge de l'union défenderesse, c'est une action dont l'espèce est bien connue de la Cour, qui tend à établir titre sur des fonds qui ont fait l'objet de fidéicommiss et qui se sont égarés dans des mains étrangères; si ceux qui les détiennent les conservaient, la situation serait contraire aux données de la conscience. Je juge que cette action n'est pas incluse dans les termes de la section en question et qu'elle peut être maintenue. »

Le dernier arrêt que nous citerons dans ce chapitre, fut rendu au cours de la grève générale de mai 1926, et fit l'objet de controverses passionnées ; il s'agit de la décision du Juge Astbury dans l'affaire : « Syndi-

(41) Marquis. *Op cit.*, p. 104.

cat des marins et chauffeurs de Grande-Bretagne et d'Irlande contre Reed. » (42). Rapportons d'abord l'arrêt nous réservant d'en préciser ensuite la portée et la valeur en tant que précédent ; le 11 mai 1926 (la grève générale avait été proclamée le lundi 3 mai, à minuit et devait cesser, sur l'ordre du Congrès des Trades-Unions, le mercredi 12 mai) l'Union des marins et chauffeurs sollicitait la Cour de déclarer que les défenseurs, secrétaire et délégués de la section locale de Tower Hill, à Londres, n'avaient pas le droit d'ordonner la grève au nom de l'union demanderesse, ni d'inviter les membres de ladite union à quitter le travail, sans l'autorisation du Comité Exécutif de l'Union. Elle sollicitait une injonction interdisant aux défenseurs de prendre ces mesures. Les défenseurs entendaient recevoir des ordres, en cette matière, non pas du Comité Exécutif de leur propre Union, mais du Congrès des Trade-Unions qui avait lancé l'ordre de grève générale. La section de Tower Hill avait donc, sans avoir reçu d'ordre de l'union, voté la résolution suivante : « Nous, membres de la section de Tower Hill de l'Union nationale des marins et chauffeurs, faisons nôtre la décision du Conseil Général du Congrès des Trade Unions ordonnant la grève générale et nous engageons à faire tout ce qui sera en notre pouvoir pour l'aider, et nous invitons le secrétaire et les fonctionnaires de la section à notifier à tous les membres de cesser le travail immédiatement. » Le défendeur Stuart avait alors publié l'avis

(42) National Sailors and Firemen's union of Great Britain and Ireland v. Reed, 1926, May 11.

que voici, écrit sur papier à en-tête de l'union et daté du 4 mai : « Tous les membres de l'Union des marins et chauffeurs, exceptés ceux qui sont liés par les clauses d'un contrat (« on articles of agreement »), cesseront le travail pour soutenir la politique du Congrès des Trade unions, et organiseront des piquets de grève. » La section vota en outre la seconde résolution qui suit : « Nous, membres de la section de Tower Hill, exprimons notre confiance au secrétaire et aux fonctionnaires de la section et nous les soutiendrons dans l'exécution des instructions du Conseil général du Congrès des Trade unions. » Mr Have-lock Wilson, président de l'union demanderesse, avait fait par écrit et sous serment, la déclaration suivante (« affidavit ») : « En ce qui concerne la crise actuelle, l'attitude des défenseurs sus-nommés est d'une importance nationale, étant donné que non seulement elle provoque la rupture de contrats passés avec les armateurs, mais encore met obstacle au service de ravitaillement dont la nation dépend. » D'autre part, les statuts de l'union demanderesse prévoyaient l'octroi aux syndiqués de certaines allocations, à certaines conditions. L'une de ces conditions était qu'aucune grève générale (entendez par là, une grève au sein de l'union) ne serait proclamée sans qu'on se fût assuré du consentement d'une majorité des deux tiers ; en outre, la clause 16, § 3, des statuts contenait une disposition relative aux membres « accomplissant ou laissant accomplir, volontairement et avec persistance, un acte ou une chose quelconque en violation d'une clause quelconque des statuts ou

d'une délibération régulière quelconque du Comité Exécutif. » Certains membres de l'union demanderesse avaient été contraints, par les défendeurs et leurs piquets, à Londres, de quitter leurs navires et d'encourir des pertes sérieuses et ignoraient dans quelle situation exacte les plaçait leur qualité de membres de l'union. L'avocat de l'union demanderesse invoquait, à l'appui de sa demande d'injonction, la violation des statuts syndicaux et la violation de la loi commune (« Common Law of this country. »).

C'est le problème de l'interprétation judiciaire des statuts qui nous intéresse et, sur ce point, l'attitude du Juge Astbury fut très nette et l'autorité de sa décision est indiscutable; il s'exprima comme suit: « En ce qui concerne l'autre raison pour laquelle l'union demanderessse cherche à obtenir cette injonction, la question ne se pose même pas. Les défendeurs... ont agi en violation des statuts et décisions de leur propre union et sont, pour cette raison également, exposés à se voir interdire par une injonction délivrée à la requête de cette union, de persister dans cette attitude. » C'est une preuve que les Cours anglaises sont déterminées à assurer l'observation par les syndicats des dispositions de leurs statuts, dispositions qui peuvent entraîner, comme c'est le cas dans l'espèce, des conséquences financières, les membres qui ont irrégulièrement quitté leur travail n'ayant pas droit à l'allocation de salaires de grève.

L'autre aspect du jugement, que nous aborderons à raison de son intérêt historique, vit son autorité discutée; on remarquera, en effet, que la violation

des statuts suffisait, aux termes mêmes de l'arrêt, à justifier la solution donnée au conflit ; l'opinion du juge sur la légalité de la grève générale apparaît donc comme un « obiter dictum », non dénué certes de force persuasive, mais dépourvu de l'autorité du précédent. Au cours de la récente discussion du projet de loi sur les unions à la Chambre des Lords ⁽⁴³⁾, Lord Parmoor s'exprimait ainsi : « Je tiens à dire un mot de la décision du Juge Astbury, car le lord Chancelier y a fait allusion. Je respecte fort le Juge Astbury. Jadis, nous avons travaillé ensemble dans des centaines d'affaires, je crois bien, mais je désire dire ceci : cette décision (celle relative à la grève générale) rendue sur une question qui n'était pas directement soumise à la Cour, qui ne fut pas discutée, et sur laquelle nulle autorité ne fut citée, ne pourra jamais être reconnue comme un exposé de l'état du droit qui fasse autorité, en aucune espèce, dans notre pays. Un principe élémentaire et important est en jeu. Certes, des « obiter dicta »... peuvent avoir leur importance, mais une chose est certaine, c'est qu'ils ne pourront jamais, ne devront jamais être considérés comme établissant un règle de droit sur l'un de ces points importants, et qu'ils ne seront jamais tenus pour tels. » ⁽⁴⁴⁾. Quoi qu'il en soit, le Juge Astbury avait fait, sur cette question, les déclarations suivantes : « La soi-disant grève générale ordonnée par

(43) Parliamentary Debates. House of Lords. Vol. 68, n° 50, p. 52. Lundi 4 juillet 1927.

(44) On pourra consulter, sur le problème de la légalité de la grève générale, les articles suivants (outre les discours de Sir John Simon, cités dans l'introduction) :

« The Solicitors' Journal and Weekly Reporter ». Saturday,

le Conseil du Congrès des Trade unions, est illégale et ceux qui incitent à y prendre part, ou y prennent part, ne sont pas protégés par la loi de 1906.

« Nul n'a prétendu, ni montré, qu'il existait un conflit du travail dans l'un quelconque des syndicats affectés, sinon en ce qui concerne les mineurs, et nul conflit du travail n'existe ni ne peut exister entre le Congrès des Trade unions d'un côté et le Gouvernement et la Nation de l'autre. Les ordres du Congrès des Trade unions mentionnés plus haut sont donc contraires à la loi et les défenseurs se comportent illégalement en les exécutant et par suite (pour la raison que j'énoncerai au cours du second attendu) peuvent en être empêchés par leur propre union. L'avocat du demandeur a soutenu que si les membres de l'union demanderesse restent au travail et refusent de faire grève, ils ne peuvent être privés de leurs allocations syndicales, et les défenseurs qui ont comparu devant moi ont déclaré, et à très juste titre, qu'il leur importe que les membres connaissent leurs droits sur ce point.

May 15, 1926.

« Justice of the Peace », London, Saturday, May 22.

« The Law Times », 8, 15, 22 Mai 1926.

« The Law Journal », May 22 1926.

A l'article contenu dans ce dernier périodique, nous empruntons simplement l'énumération des principaux chefs d'illégalité portés avec plus ou moins de vraisemblance, à la charge du mouvement de Mai 1926; ils sont au nombre de cinq :

A. — Une grève générale constitue une félonie ou trahison, crime capital.

B. — Elle équivaut à une conspiration criminelle, punissable de deux ans d'emprisonnement.

C. — Elle constitue un délit civil.

D. — Elle constitue une violation de contrat.

E. — Elle implique une allocation irrégulière de fonds syndicaux qu'une Cour d'Équité pourra interdire par injonction.

« Or, la règle de droit applicable est la suivante. Aucun membre de l'union demanderesse ou aucun autre syndicaliste de notre pays ne peut perdre ses allocations syndicales en refusant d'exécuter des ordres illégaux, et les ordres du Congrès des Trade unions et des syndicats qui s'y conforment, provoquant la grève dite générale, sont des ordres illégaux, et c'est le droit de l'union demanderesse que la lumière soit faite sur ce point et qu'il soit porté à la connaissance des membres.

« Maître Luxmoore » (avocat du demandeur) « a soutenu, en outre, que les membres de l'union demanderesse qui obéissent à cet ordre de grève, n'auront pas le droit, tant qu'elle se prolongera, de recevoir de leur syndicat des salaires de grève, et les défenseurs ont, de nouveau très à propos, et je crois très loyalement, déclaré qu'ils désiraient savoir, et qu'ils désiraient que les membres de leur section sussent, quels étaient leurs droits à cet égard. Dans notre pays, les fonds syndicaux sont en la possession de fidéicommissaires (« held in a fiduciary capacity »), et ne peuvent être légalement utilisés à payer des salaires de grève (pas plus que leur montant ne peut être diminué par ces versements) au profit d'un membre qui cesse illégalement le travail et viole son contrat sans justification, pour exécuter des ordres illégaux, et c'est là encore un fait que l'union demanderesse a le droit et le devoir d'exposer clairement à ses membres, dans la situation délicate où ils ont été placés. »

Somme toute, l'état présent de la jurisprudence anglaise relativement au contrôle des Cours et Tribunaux sur la vie financière des unions peut se résumer ainsi : elle reconnaît que la section quatre de la loi de 1871 interdit aux Cours d'accueillir des actions concluant au versement ou à l'administration des fonds syndicaux, mais elle affirme que les Cours sont compétentes dès qu'il s'agit de préserver les dits fonds en vue de leur future répartition et de les protéger contre toute affectation contraire aux statuts. Les espèces analysées déterminent je crois, l'étendue du contrôle que cette interprétation confie au juge sur la gestion du patrimoine des unions et sur l'ensemble de leur activité professionnelle et économique.

CHAPITRE IV

Le Contrôle judiciaire des exclusions

Nous savons que le premier arrêt faisant autorité rendu sur l'interprétation de la Section quatre de l'Acte de 1871, le fut en matière d'exclusion, Sir George Jessel, Maître des Rôles, estimant que ce texte lui interdisait d'accueillir l'action en réintégration intentée contre un Syndicat par l'un de ses membres exclu de son sein (1). Alors que les Cours anglaises devaient affirmer leur compétence, quant aux litiges relatifs à l'emploi des fonds, dès 1882, soit deux ans après le cas « Rigby v. Connol », avec l'arrêt rendu par le juge Edward Fry, dans l'affaire « Wolfe v. Matthews » (2), l'évolution fut plus lente en matière d'exclusion et l'opinion de Sir George Jessel inspirait, dix-huit ans plus tard, la décision rendue par la Cour d'Appel dans l'espèce « Chamberlain's Wharf Limited v. Smith » (3). Les circonstances de l'espèce

(1) Rigby v. Connol. Ch. D., 1880, 482.

(2) 1882, 21, Ch. D., 194.

(3) 1900, 2, Ch. D., 605. (18 juillet 1900).

nous éclairent sur l'usage fait par les organisations corporatives de cette arme redoutable que constituait à leur profit l'excommunication d'un adhérent; les défenseurs étaient membres du Comité d'une Association d'entrepôts et gérants de Magasins généraux, désignée sous le nom de « Tea Clearing House » et constituée en vue des objets suivants: faciliter les opérations accomplies par les vendeurs de thé en gros en assurant la centralisation et la transmission rapides des warrants, ordres de livraison et documents divers aux différents docks et magasins généraux par l'intermédiaire d'un bureau principal; faciliter le renvoi des documents aux commerçants intéressés et dispenser les employés de se rendre personnellement aux bureaux des docks et entrepôts; répondre aux demandes de renseignements relatives au dépôt, à la manutention et à la livraison des cargaisons de thé. Les dispositions essentielles des statuts peuvent se résumer comme suit :

ARTICLE 1.

Les Sociétés gérant présentement des magasins généraux et tout individu ou toute Société (« company » ou « partnership ») dirigeant présentement des entrepôts destinés à recevoir des cargaisons de thé en douane pouvaient adhérer à l'association, à condition de s'engager par écrit à en observer les règlements et à payer, au 1^{er} juillet de chaque année, une cotisation de vingt livres.

ARTICLE 2.

Les affaires de l'association étaient administrées par un Comité directeur composé de huit membres au maximum, quatre étaient nommés par les sociétés gérantes de magasins généraux (« dock companies »), les quatre autres élus en assemblée générale.

ARTICLE 5.

Le Comité était autorisé à s'assurer les bureaux et les bâtiments nécessaires, à nommer et à congédier les employés et fonctionnaires de l'Association et à fixer le montant de leurs émoluments. Il était également investi d'un certain pouvoir réglementaire dans la limite des statuts.

ARTICLE 10.

Les dépenses engagées, non couvertes par les cotisations régulières, seraient supportées par les membres au prorata du nombre de voix dont ils disposaient. Les excédents pouvaient être distribués aux membres ou faire l'objet de placements au gré du Comité directeur.

ARTICLE 11.

Chaque membre s'engageait à prélever sur les cargaisons de thé consignées dans ses entrepôts, les droits et redevances désignés dans un tableau annexé aux statuts, et à se conformer aux conditions spécifiées au dit tableau. Il ne pouvait consentir aucune dérogation aux tarifs et conditions susvisés, à l'exception d'un escompte de 10 % sur les droits et redevances perçus. Nul autre escompte, nulle gratification, nul avantage direct ou indirect ne devaient être offerts ou concédés à aucun négociant, courtier ou représentant.

ARTICLE 14.

Les adhérents devaient s'abstenir de toute transaction relative aux cargaisons de thé, avec les sociétés gérantes de magasins généraux ou les entrepositaires qui n'étaient pas membres de l'Association.

ARTICLE 15.

Toute violation des statuts et règlements en vigueur exposait les délinquants à l'expulsion, sur décision du Comité directeur; un membre ou adhérent exclu pouvait être réintégré aux conditions imposées par ledit Comité.

On se trouvait, somme toute, en présence d'un groupement d'individus et de Sociétés réunis dans le but de centraliser et de faciliter les opérations com-

merciales relatives au magasinage et à la livraison des thés consignés en douane, et d'unifier les tarifs de droits et redevances. La clause 14 interdisant aux adhérents toute relation professionnelle avec les non-adhérents semblait bien viser à la réglementation générale du marché. Or, certains membres de l'Association furent frappés d'exclusion pour violation de la clause onze des statuts, relative aux tarifs applicables. Ces membres portèrent l'affaire en première instance devant le juge Kekewich, sollicitant une injonction qui interdisait aux défendeurs d'exécuter la décision du Comité, prétendant qu'ils n'avaient à aucun moment été mis à même de présenter leur défense. Le juge Kekewich accorda l'injonction et l'association fit appel de sa décision. Elle soutenait qu'elle constituait une « trade union » au sens de l'acte de 1876 et invoquait, entre autres arguments, la section quatre de l'acte de 1871 qui, disait-elle, écartait en pareil cas, la compétence judiciaire. L'arrêt fut rendu par trois magistrats, le Maître des Rôles Lord Alverstone, le lord-juge Rigby et le lord-juge Collins.

Lord Alverstone, après avoir analysé les statuts sociaux et rappelé les dispositions légales pertinentes, déclara : « Je fus, au premier abord, troublé par l'argument présenté par Mr Renshaw (l'avocat des demandeurs) soutenant que cette action, introduite pour interdire au Comité directeur d'exclure les demandeurs de l'Association, n'avait pas pour objet de sanctionner directement l'accord conclu entre les membres. Mais, réflexion faite, je crois que tel est

bien son objet. Les demandeurs étaient accusés d'avoir offert des avantages pécuniaires en violation des dispositions de l'article onze. La décision du juge Kekewich consiste pratiquement en un ordre de la Cour d'après lequel les demandeurs devront demeurer membres de l'Association en ce qui concerne les obligations mutuelles qui pèsent sur les membres tant qu'ils conservent cette qualité. On prétend qu'un membre peut se retirer volontairement de l'Association à n'importe quel moment. Mais c'est en qualité de membres que les demandeurs invoquent la juridiction de la Cour, afin d'entraver l'action du Comité directeur. En d'autres termes, les demandeurs sollicitent l'appui de la Cour afin de maintenir leur situation et les droits qu'elle leur assure en tant que membres de l'Association. Si j'envisage le fond de la question, j'estime que cette action est « intentée dans le but de sanctionner directement » l'accord contenu et incorporé dans les statuts sociaux. Et, à mon avis, nous ne pourrions aboutir à aucune autre conclusion sans (je ne dirai pas renverser la décision) mais limiter grandement la portée de la décision du Maître des Rôles Jessel dans l'affaire « Rigby v. Connol ». Il est très certain que l'une des prétentions du demandeur dans ce procès était de demeurer membre du Syndicat — de ne point en être exclu — ayant droit, en qualité de membre, de participer aux avantages pécuniaires de l'Association, et le Maître des Rôles Jessel décida en propres termes que les sections de l'acte de 1871, auxquelles j'ai fait allusion, constituaient une fin de non-recevoir, à raison du fait que

l'action tendait à sanctionner directement un accord entre les membres d'un Syndicat stipulant l'emploi des fonds » au versement d'allocations aux membres. Il est vrai qu'en l'espèce le texte impliqué était le paragraphe 3 de la Section quatre de l'acte de 1871, mais si j'analyse exactement la nature propre de cette convention, j'estime que le même principe s'applique à une action qui tend à sanctionner les clauses d'une convention relevant du paragraphe premier de la dite Section. » Et Lord Alverstone concluait, après avoir distingué de l'espèce qui lui était soumise le cas fameux de « Swaine v. Wilson » : « ... Que la convention passée entre les membres de cette Association soit ou non illicite (bien qu'à mon sens, elle ne soit pas nulle à tous égards), c'est une convention que la Cour n'est pas autorisée à sanctionner. En conséquence, la principale objection opposée à la demande doit en triompher. »

L'opinion du lord-juge Rigby est, elle aussi, catégorique : « Quant à l'interprétation des Trade Union Acts, dit ce magistrat, je me range à l'avis du Maître des Rôles, ce qui met un terme, à mon sens, à toute discussion de la question. La Cour ne peut pas plus s'engager dans une discussion des mesures prises par cette Association qu'elle ne le pourrait si l'Association était absolument illégale, depuis A jusqu'à Z. Je ne prétends pas qu'elle le soit, mais cet Acte interdit à la Cour d'intervenir pour sanctionner certaines conventions relatives à des Associations de cette nature.

« Or, voici ce que les demandeurs réclament effec-

tivement. Ils disent que sous prétexte d'observer certains statuts sociaux, qui sont sans doute illégaux, le Comité a voté une résolution les expulsant de l'Association. Ils entendent être réintégrés et désirent, dans ce but, discuter les statuts en vertu desquels le Comité a pris cette mesure, et ils demandent à la Cour de trancher la question. La Cour n'est pas compétente pour connaître de cette action et la demande aurait dû être écartée. »

Le lord-juge Collins fut du même avis et, s'appuyant sur l'article 10 des statuts relatif à l'affectation des excédents de recettes, conclut que l'hypothèse était semblable à celle qui avait été soumise à Sir George Jessel, dont il cita la décision.

La Cour d'Appel décidait donc, à l'unanimité, que les membres d'un syndicat ne disposaient d'aucun recours en justice contre une décision d'exclusion. Ce fut seulement en 1911 que la jurisprudence britannique réagit et limita sur ce point l'autonomie syndicale. C'est la décision connue sous le nom de deuxième arrêt Osborne (4) qui consacra ce revirement; on sait que le contremaître Osborne, membre de la Fédération des Employés de Chemins de Fer, avait obtenu de la Cour d'Appel, puis de la Chambre des Lords, des décisions établissant que la Fédération défenderesse ne pouvait lever sur ses membres de cotisation affectée à un fond politique et parlementaire (5). A la suite de ce conflit judiciaire, la Fédération pro-

(4) « Osborne v. Amalgamated Society of Railway Servants » Ch. D., 1911, 1, (A. C.) 540.

(5) 1910, A. C., 87 (House of Lords).

nonça contre Osborne une décision d'expulsion, et résolut de dissoudre la Section de Walthamstow dont Osborne était secrétaire. Les dispositions essentielles des statuts étaient les suivantes :

ARTICLE 1, § 2.

« Les objets de la Fédération sont d'améliorer la condition et de protéger les intérêts de ses membres; d'obtenir et de maintenir des heures de travail raisonnables et de justes salaires ; d'assurer la bonne entente entre employeurs et employés, d'améliorer leurs rapports et de résoudre les conflits qui peuvent les opposer, par l'arbitrage ou, à son défaut, par d'autres moyens légaux ; d'assurer des secours temporaires aux membres privés de leur emploi pour une cause indépendante de leur volonté ou à la suite d'une décision injuste ; d'assister les membres judiciairement, quand la chose serait nécessaire, dans les affaires relatives à leur emploi, ou pour leur assurer des indemnités en cas d'accidents de travail ; de venir en aide aux jeunes orphelins, enfants de membres appartenant à la catégorie A, frappés d'incapacité permanente ou tués accidentellement, ou lorsque, à raison de leur grand âge, ils ne pourront plus assurer leur service régulier ; de faire tous ses efforts pour garantir la sécurité des travaux et des voyages effectués sur les voies ferrées ; d'effectuer également des donations à toutes institutions charitables qui pourront assurer des avantages à ses membres ; d'avoir qualité pour donner à l'occasion aide et assistance aux autres syndicats — et autres objets licites. La Fédération permet aussi aux membres qui en exprimeront le désir, de faire des versements destinés à leur assurer des secours en cas de maladie ou d'incapacité temporaire de travail, et pour leurs funérailles. Les objets de l'Association seront poursuivis, et les allocations qu'elle assure seront versées conformément aux dispositions suivantes et non autrement. »

ARTICLE 2.

Le pouvoir suprême de décision est conféré à une assemblée générale annuelle qui pourra prendre l'initiative de

toute action et décider de toutes mesures utiles à l'Association et à ses membres.

ARTICLE 3.

L'administration des affaires courantes est confiée à un comité exécutif.

ARTICLE 9, § 14

« Tout membre déclaré coupable d'avoir tenté de porter préjudice à l'association ou de la dissoudre, autrement que les statuts ne l'autorisent, le comité exécutif étant convaincu de l'exactitude des faits, devra être expulsé de l'association par décision du comité et perdre tout droit à participer aux fonds et allocations de l'association ; il conservera néanmoins le droit d'appeler de cette décision à l'assemblée générale annuelle. »

ARTICLE 13, SECTION 3.

§ 1. — « Le Comité Exécutif est autorisé à sanctionner les initiatives professionnelles (trade-movements) (6) des membres en vue des seuls objets suivants : prévenir une réduction de salaires ; prévenir l'augmentation des heures de travail ; obtenir une augmentation de salaires ; obtenir une réduction des heures de travail ; éliminer des conditions d'emplois injustes et tyranniques. »

§ 2. — Le pouvoir conféré au Comité Exécutif de sanctionner de telles initiatives est soumis aux conditions suivantes :

a) La sanction du Comité exécutif doit être obtenue avant qu'aucune mesure ne soit prise relativement à l'une de ces initiatives. Dans le cas contraire, le Comité Exécutif devrait refuser de l'approuver et d'en autoriser la poursuite. Tout membre faisant grève sans l'approbation du Comité exécutif, ou en violation de son contrat de travail ou commettant quelque autre acte illicite ou contraire aux présents statuts perdra le droit de participer au fond de secours. Tout fonctionnaire de l'association soutenant un mouvement non autorisé ou un agissement illicite encourra la suspension ou la révocation, au gré du comité exécutif ;

(6) Il s'agit pratiquement de grèves.

f) Au cas où le comité, malgré ses efforts, ne parviendrait pas à obtenir les concessions réclamées, dans un délai raisonnable, le comité exécutif sera autorisé à faire appel aux Sociétés au nom des ouvriers intéressés ;

g) Si tous les efforts faits par intervention directe n'aboutissent pas à assurer les concessions réclamées, le comité exécutif pourra offrir aux sociétés, au service desquelles les ouvriers intéressés sont engagés, de soumettre la question controversée à l'arbitrage ou d'utiliser les pouvoirs accordés par le « Labour conciliation Act » de 1926 ;

h) Si la proposition d'arbitrage est écartée ou ignorée et que tous les efforts tendant à un règlement pacifique échouent, alors le comité exécutif pourra soumettre des formules (« notice papers ») (7) à la signature des membres. Si les deux tiers des membres signent ces formules, le Comité exécutif peut fixer la date de leur remise à la Société ou aux sociétés intéressées, et si les ouvriers cessent le travail à la suite de cette notification, ce sera le devoir suprême du Comité exécutif que d'utiliser tous les moyens légaux de venir en aide aux ouvriers au cours du conflit, lequel sera dirigé par le secrétaire général ;

i) Si les résultats du scrutin sont contraires à la cessation du travail, ou si le nombre de formules signées ne justifie pas leur remise à la Société (ou aux Sociétés) avec des chances raisonnables de succès, alors le Comité exécutif retirera son approbation au dit mouvement et nulle autre dépense occasionnée par ledit mouvement ne sera supportée par les fonds de l'association. »

Le § 3 prévoyait les allocations octroyées aux membres au cas de chômage ou de conflit autorisé par le Comité.

Le secrétaire Osborne, menacé d'exclusion et voyant dissoudre la section dont il gérait les affaires, intenta une action devant le Juge de première ins-

(7) (Formules portant notification de cessation de travail, Cf. : « To give notice »).

tance Warrington, sollicitant la Cour de déclarer nulle la résolution de l'Association et de délivrer une injonction lui interdisant de l'exécuter. Le Juge Warrington estima que l'Association était illégale aux yeux de la loi commune, comme consacrant des restrictions à la liberté du travail et, s'appuyant sur les précédents constitués par le cas « *Rigby v. Connol* » et « *Chamberlain's Wharf Ld v. Smith* » déclara que l'action tendait à sanctionner directement une convention stipulant l'emploi des fonds au profit des membres, au sens de la section quatre de l'Acte de 1871, et que la Cour n'en pouvait connaître.

Le demandeur Osborne fit appel. Devant la Cour d'Appel, l'affaire fut jugée par trois magistrats. Lord Fletcher-Moulton, Lord Buckley et le Maître des Rôles Cozens-Hardy. Leur décision fut unanime : ils réformèrent l'arrêt du premier juge et accordèrent l'injonction sollicitée, consacrant ainsi la compétence judiciaire en la matière.

Le Maître des Rôles, qui parla d'abord, posa très clairement la question. « L'argumentation de l'Association défenderesse implique, dit-il, deux propositions : (a) que l'Association est illicite en vertu de la loi commune ; (b) que la Cour ne peut connaître de l'action, à raison de la section quatre de l'Acte de 1871. Si l'une quelconque des deux propositions n'est pas fondée, l'argumentation tombe et l'action doit suivre son cours ordinaire. Le Juge Warrington estima que les deux propositions étaient établies et écarta donc l'action... Il est nécessaire d'examiner les deux propositions séparément.

« Nul ne prétend que l'Association soit illégale, sauf en ce qui concerne les restrictions apportées à la liberté du travail. Aucun des objets de l'Association, tels qu'ils sont énoncés par l'article premier, § 2, ne la rend suspecte d'illégalité...

« Mais bien que les objets en soient exempts, il se peut que certaines dispositions des statuts tendent à les réaliser par des procédés illicites. Il est remarquable qu'il n'existe aucune disposition, comme on en rencontre souvent dans les statuts syndicaux, ordonnant aux membres de cesser le travail au cas de grève. On soutient néanmoins que la section 3 de l'article 13 équivaut à une telle disposition et consacre une restriction à la liberté du travail, mais je ne puis me ranger à cette opinion. Le Comité exécutif peut seulement approuver une grève et non pas l'ordonner et des dispositions minutieuses assurent la légalité des opérations... Or, il me paraît assez évident que la signature des formules est un acte volontaire et que les seules formules qui doivent être remises sont celles qui ont été volontairement signées. Je ne rencontre aucune clause empêchant un ouvrier qui a remis sa formule de reprendre le travail. Il cessera, en vertu du § 3, d'avoir droit au versement des salaires de grève, mais c'est tout. Je ne trouve non plus aucune trace d'une intention de donner l'ordre de cesser le travail à la minorité des ouvriers qui n'auraient pas signé, ou de faire pression sur cette minorité. » Quant à l'article 9, § 14, le juge déclare : « Cet article constitue la seule disposition prévoyant l'exclusion d'un membre, et c'est apparem-

ment l'article qui justifie l'exclusion du demandeur. Je ne suis pas disposé à croire qu'un membre qui refuse de se joindre à la majorité de ses camarades ouvriers pour signer et remettre les formules peut être considéré comme « coupable d'avoir tenté de porter préjudice à la Société ». L'illégalité ne doit faire l'objet d'aucune présomption ni induction. Elle ne peut être fondée que sur quelque disposition explicite des statuts. ...Je ne rencontre aucune disposition de cette nature dans les statuts de cette Association.

« Il suit de là qu'à mon avis, la première proposition n'est pas établie. L'Association constitue un Syndicat légal aux yeux de la loi commune. Elle possède des biens importants qui appartiennent aux membres et tout membre injustement exclu peut avoir recours aux tribunaux. Ce principe a été observé à plusieurs reprises à l'égard des cercles du West-End, et cette conclusion suffit à disposer de l'appel en faveur de l'appelant; mais on a développé des arguments sérieux relatifs à la seconde proposition, et il semble convenable que je donne mon avis sur elle, au cas où une autre Cour jugerait que l'Association est illégale en vertu de la loi commune, à raison de restrictions apportées à la liberté du travail...⁽⁸⁾

« La seconde proposition dépend des sections 3 et 4 de l'Acte de 1871. »

... La véritable question est de savoir si la présente action est intentée dans le but de sanctionner direc-

(8) Le Maître des Rôles envisage ici la possibilité d'un recours devant la Chambre des Lords, recours qui ne fut pas exercé.

tement une convention stipulant l'emploi des fonds syndicaux à l'attribution d'allocations au demandeur, ou dans le but d'obtenir des dommages et intérêts à raison de la violation d'une telle convention. Or, tout précédent mis à part, je répondrais négativement. Les conclusions du demandeur sollicitent une déclaration sous diverses formes, établissant que la résolution portant expulsion du demandeur est nulle et qu'elle outrepassé les pouvoirs de l'Association (« ultra vires »), et une injonction interdisant à l'Association d'exécuter et de sanctionner cette résolution. Elle ne sollicite point le versement d'une somme quelconque prélevée sur les fonds de l'Association. Si le demandeur obtient ce qu'il réclame, il pourra prétendre à certains avantages pécuniaires, en considération desquels il a effectué des versements, mais il ne s'agit pas là de droit muni de sanctions légales, mais simplement d'espérances raisonnables (« reasonable expectation »). Si un membre est menacé d'expulsion pour des motifs que les statuts ne justifient point, aucune disposition de la section quatre ne l'empêche d'agir en justice pour se protéger contre le tort qu'on prétend lui faire subir et je ne vois pas que le simple vote d'une résolution puisse empêcher la Cour d'intervenir en sa faveur.

« Les dispositions de la Section quatre sont restrictives et l'interprétation qu'on en donne ne doit pas les étendre à toutes les conventions prévues par la Section trois. Je puis ajouter que le demandeur a des droits sur les fonds syndicaux, droits qui peuvent être établis judiciairement au cas de dissolu-

tion... Il a le droit de voter, en vertu de l'article 9, § 11, et le droit de voter est un droit de propriété. »

Le Maître des Rôles rappela ensuite les précédents depuis l'arrêt rendu par Sir George Jessel dans l'affaire « Rigby v. Connol » jusqu'à la décision de la Chambre des Lords dans l'affaire « Howden v. Yorkshire Miner's Association » et conclut que cette dernière décision le libérait de l'autorité des arrêts adoptant une interprétation contraire à la sienne propre. « Il suit de là, dit-il enfin, que la seconde proposition, pas plus que la première proposition sur laquelle les défendeurs se fondent, ne peut être maintenue. »

Le juge Fletcher-Moulton, qui reconnut lui aussi la légalité des statuts de l'Association, traita d'abord de l'interprétation de la Section quatre de l'Acte de 1871, question qu'il estimait fondamentale.

« L'argument juridique développé par les défendeurs, pour soutenir leur affirmation d'après laquelle les conclusions du demandeur ne lui ouvrent aucun droit d'agir, est que l'action qui tend à établir le droit à la qualité de membre ⁽⁹⁾ (« a claim to membership ») de l'Association défenderesse constitue une action intentée dans le but de sanctionner directement une convention stipulant l'emploi des fonds sociaux au versement d'allocations aux membres et que, les statuts de l'Association consacrant des restrictions à la

(9) Nous devons fréquemment introduire dans la traduction des opinions citées cette expression très gauche et incommode. Il n'existe malheureusement pas de terme français qui permette de traduire directement l'anglais « membership » ou l'allemand « mitgliedschaft ».

liberté du travail, les Cours n'ont pas compétence pour connaître de cette action à raison de la Section 4, § 3 (a) de l'Acte de 1871.

« Il est clair que pour soutenir cette objection préliminaire aux prétentions du demandeur, les défenseurs doivent établir qu'ils constituent effectivement une Association dont les statuts consacrent de telles restrictions à la liberté du travail qu'antérieurement à l'Acte de 1871 elle eût été illégale. Cette question dépend des statuts sociaux que la Cour doit interpréter en vue de sa solution, en tenant compte du principe d'après lequel c'est aux défenseurs à faire la preuve que l'Association eût été illégale en vertu de la loi commune. L'illégalité ne se présume pas. Mais la question perd son intérêt si les Cours ont compétence pour connaître de l'action, même si la légalité de l'union défenderesse dépend des dispositions de l'Acte de 1871, et comme il s'agit là d'une question juridique de portée générale, je me propose de donner mon opinion sur elle avant de considérer le cas particulier de l'Association défenderesse... Supposons que le recours soit accordé et que le demandeur soit déclaré membre de l'Association. Cette décision aura-t-elle pour effet de sanctionner une convention stipulant l'emploi des fonds syndicaux à la distribution d'allocations au demandeur ? La seule réponse possible est « certainement non ». En vertu de l'Acte de 1871, c'est la chose même que la qualité de membre d'une Association ne permet pas à l'adhérent de réaliser, et, par conséquent, la déclaration pure et simple de sa qualité de membre non seule-

ment ne sanctionne pas directement une convention stipulant l'emploi des fonds à son profit, mais ne l'aide même pas à sanctionner une telle convention au cours d'un procès à venir. Il me semble que prétendre que mettre un homme dans une situation où il ne peut sanctionner une certaine convention, constitue une sanction de ladite convention, est une contradiction, en bonne logique.

« Tout ce qu'on demande à la Cour de faire, c'est de déclarer que le demandeur peut exiger l'exécution de l'obligation, assumée par l'Union, de lui accorder et de lui maintenir la qualité de membre, et, puisque cette mesure ne constitue pas, en elle-même, une affectation des fonds syndicaux au versement d'allocations à l'un de ses membres et ne permet même pas au demandeur de sanctionner une telle convention par une action ultérieurement engagée, la substance de cette action me paraît être totalement étrangère aux catégories énumérées et éliminées par la Section 4.

« On peut aboutir à la même conclusion par un autre raisonnement. La Section 3 de l'Acte de 1871 légalisa les conventions syndicales. Ces conventions comprennent celle qui assure aux adhérents la qualité de membre et, dans l'arrêt « Howden » et plus récemment dans l'arrêt « Osborne », nous voyons les Cours, y compris la Chambre des Lords, sanctionner, à la requête des membres de Syndicats, les droits qui naissent de cette convention, dans un cas contre le Syndicat lui-même et ses fonctionnaires, dans l'autre, contre les fidéicommissaires chargés de gérer ses

fonds. Il est vrai que dans l'une et l'autre espèce, la qualité de membre du demandeur n'était pas discutée, mais on ne saurait concevoir que la simple discussion de cette qualité au cours des débats, eût pu soustraire l'action à la connaissance des Cours. Si la loi entend protéger les droits personnels, elle doit être en mesure de déterminer qui en est titulaire. En outre, depuis l'Acte de 1871, le Syndicat lui-même peu certainement introduire une action pour défendre ses biens. Ce fut un des principaux objets de cet Acte que de l'autoriser à le faire. Dans un procès semblable, les Cours doivent nécessairement décider si le demandeur est qualifié pour représenter le Syndicat. La question peut parfaitement dépendre de décisions relatives à la qualité de membre. Les schismes ne sont pas spéciaux aux communautés religieuses et nul effort d'imagination n'est requis pour se représenter qu'un conflit pourrait surgir à l'intérieur d'un Syndicat au cours duquel l'un des partis ou le parti opposé pourrait, en effectuant des expulsions ou des admissions illégales ou d'autres violations des statuts, prétendre injustement réunir une majorité au Comité Exécutif ou à l'Assemblée annuelle, et avoir ainsi qualité pour agir au nom de l'Association. Saisie d'une action qu'on prétend intenter au nom de l'Association, la Cour doit trancher la question de savoir si les demandeurs ont le droit de parler en son nom, ce qui doit impliquer, en pareil cas, l'appréciation de la légalité des actes et de leurs effets légaux relativement aux décisions d'admission et d'exclusion (« mem-

bership »). Sinon, les droits des membres seraient à la merci de ceux dont les agissements illégaux seraient poursuivis avec le plus de ténacité. Lorsque le législateur légalisa le statut et les conventions des Syndicats, ce fut pour les tirer d'un chaos du genre de celui-ci.

« Si l'on examine de près les limites que la Section 4 impose à l'intervention judiciaire, on se rendra compte qu'elles ne touchent pas au droit pour les Cours de justice d'apprécier le sens ou la validité de tout contrat quel qu'il soit. On doit se souvenir que depuis le « Judicature Act », les Cours ont compétence pour formuler des déclarations sans accorder les recours qui en découlent (« consequential relief »), et cela, même au cas où nul recours n'est sollicité en conséquence. La Section 4 limite seulement le pouvoir d'accorder certaines catégories de recours dans certaines espèces. Elle n'oppose aucune fin de non-recevoir à la partie qui prétend être intéressée à des conventions valables aux yeux de la loi et qui se présente devant la Cour pour obtenir des déclarations relativement aux droits qu'elles lui assurent. Pareilles déclarations laisseront ces droits ce qu'ils étaient, qu'ils soient dépourvus ou munis de sanction suivant qu'ils rentrent ou non dans les exceptions prévues par la Section 4. C'est l'une de ces déclarations que sollicite le demandeur à cette action; rien de plus. L'injonction demandée n'est que la conséquence nécessaire de la déclaration à laquelle il a droit et la Section 4 ne s'y applique en aucune façon. »

Nous retrouvons ici l'argument présenté par le Maître des Rôles, à savoir que la réintégration d'un membre irrégulièrement exclu n'implique aucune allocation de fonds syndicaux, et, en outre, cette considération que le refus des tribunaux de statuer sur la légalité des exclusions livrerait la vie intérieure des Unions aux ambitions des moins scrupuleux. Le juge Fletcher-Moulton examine ensuite les précédents, « *Rigby v. Connol* » et « *Chamberlain's Wharf Ld v. Smith* ». Quant au dernier arrêt, il se contente de remarquer que c'était le § 1^{er} de la Section 4 qui était en cause et non, comme dans l'espèce à lui soumise, le § 3 (a). Cette distinction de texte lui suffit pour l'écarter. Sur la première décision, celle de Sir George Jessel, il s'exprime comme suit :

« Le savant juge établit aussi que la compétence de la Cour, pour prévenir l'expulsion irrégulière d'un membre d'une Association volontaire, est fondée sur le droit de propriété dont il est investi et dont il est injustement privé par cette expulsion illicite, et que nulle Cour de justice ne peut intervenir tant qu'il n'existe pas de droit de propriété dont le demandeur soit dépouillé. Si par l'expression « propriété » le savant juge entendait droit sur un fonds ou sur des biens meubles, j'estime que cette opinion va trop loin. Il existe beaucoup de droits qui, dans ce sens-là, ne pourraient pas être qualifiés droits de propriété et que, néanmoins, le droit protège, comme, par exemple, s'il existait une Association dont les membres versassent des cotisations dans un but de bienfaisance, tel que la dotation d'une institu-

tion scientifique, tous les fonds de l'Association étant affectés à cet objet charitable, sous condition que l'administration fût dirigée par l'Association, je ne verrais aucune raison de refuser au statut des membres d'une telle Association la même protection légale qui lui serait accordée s'il s'agissait d'une Association dont les membres ont un droit sur les fonds sociaux.

« Mais je ne crois pas qu'il soit le moins du monde nécessaire d'examiner cette partie du jugement, car, s'agissant d'un Syndicat comme celui-ci, il existe certainement un droit de propriété, même au sens étroit du mot. Les fonds du Syndicat appartiennent aux membres et sont, en vertu de conventions et de fidéicommiss valables juridiquement, affectés aux objets du Syndicat et plus spécialement à l'octroi d'allocations aux membres. Si le Syndicat était dissous, ses fonds seraient répartis entre ses membres. Tant qu'il existe, ces membres sont qualifiés et sont seuls qualifiés pour recevoir les allocations qui, en vertu des statuts, sont attachées à la qualité de membre. Ils ont le droit d'en appeler aux tribunaux pour prévenir l'affectation irrégulière de ces fonds. Il est vrai qu'ils ne peuvent contraindre le Syndicat à affecter les fonds à l'allocation de ces secours, mais il s'agit là d'un défaut de sanction et non d'un défaut de droit. Il n'est donc pas nécessaire de discuter les limites de la compétence judiciaire à cet égard.

« S'il faut interpréter la décision du savant juge comme signifiant que le simple fait de déclarer que le demandeur, dans l'espèce, pouvait prétendre à la

qualité de membre, équivalait à ordonner l'exécution forcée (« specific performance ») de l'intégralité des conventions syndicales, comme quelques phrases du jugement semblent l'impliquer, je m'écarte respectueusement de cette opinion. Mais je reconnais que s'il en avait été ainsi, la décision rendue aurait été exacte et bien fondée. Je préfère néanmoins considérer que, dans cette espèce, les conclusions du demandeur réclamaient un recours si étendu que l'action en venait à tendre à la sanction directe d'une convention stipulant l'emploi des fonds syndicaux à l'octroi d'allocations aux membres. »

Le juge conclut ensuite à la légalité du Syndicat spécialement considéré et déclare écarter la fin de non-recevoir soulevée par la défense.

Le lord-juge Buckley, qui parla le dernier, trancha comme suit la question de l'application de la Section 4 :

« Cette action est intentée par un demandeur membre de l'Association et frappé d'expulsion. Il sollicite une déclaration établissant que la résolution qui l'expulse dépasse les pouvoirs de l'Association, et une injonction interdisant aux défendeurs de l'exécuter ou de la sanctionner. Cette personne, avant son expulsion, jouissait, par rapport aux autres membres de l'Association, d'une situation contractuelle qui, même si le Syndicat avait été illégal en vertu de la loi commune, était légale, en vertu de la Section 3 de l'Acte, en tant qu'objet d'une convention passée entre elle et ses associés. Elle disposait d'une voix en tant que membre, du droit de verser à certains

fonds, de celui de prétendre à des allocations prélevées sur ces fonds, d'un droit, indivis entre elle et ses co-associés sur l'actif de l'Association, d'un droit de même nature à tous les avantages découlant de la qualité de membre et, au cas où l'Association se serait dissoute et où les objets poursuivis en commun auraient été abandonnés, d'un droit à une part dans la distribution des fonds sociaux. Ces droits étaient tous reconnus par la loi, en vertu de la Section 3 de l'Acte, bien que certains, et certains seulement, fussent, en vertu de la Section 4, dépourvus de sanction. Le droit aux allocations prélevées sur les fonds était dépourvu de sanction ; d'autres m'apparaissent clairement munis de sanctions. Aucune disposition de la Section 4 n'interdit à la Cour de connaître d'une action tendant à sanctionner le droit d'un membre à voter, ou son droit de participation aux fonds au cas de liquidation. Il est très clair qu'il avait des droits sur la propriété de l'Association. Tous les biens la composant lui appartenaient ainsi qu'à ses co-associés, encore que la Section 4 prive de sanctions certains droits relatifs à ces biens. Son droit de vote était un droit de propriété. Cf.: *Pender v. Lushington* (10). La juridiction de la Cour n'est donc pas écartée par l'absence de droit de propriété. Mais on prétend qu'un ordre de la Cour déclarant cette expulsion « ultra vires » et l'injonction qui en est la conséquence régulière, constitueront une sanction des conventions statutaires stipulant l'emploi des

(10) 6 Ch. D., 70.

fonds au versement d'allocations à ce membre. Je ne puis pas suivre ce raisonnement. Le demandeur était membre d'une Association avec — entre autres droits — des droits sur ces allocations, lesquels étaient dépourvus de sanctions. Comment une décision de réintégration peut elle faire plus que rétablir sa situation antérieure, savoir celle d'un membre titulaire des mêmes droits dépourvus de sanction ? Comment une telle décision peut elle sanctionner ces droits ? Quel avantage pécuniaire, résultant de l'emploi des fonds, cette décision contraint-elle l'Association de lui assurer ? Evidemment aucun. Si ses conclusions sont admises, il retrouve simplement la situation qu'il occupait auparavant. Ses droits aux allocations ne sont ni plus ni moins que ce qu'ils étaient avant son expulsion. La réponse toute entière à l'argumentation relative à cet aspect du procès, peut se résumer en une seule phrase. Une décision rendant à un membre la situation qui lui assure des droits dépourvus de sanction, ne sanctionne pas ces droits. »

Quant aux précédents, Lord Buckley, après avoir rappelé la décision de Sir Georges Jessel, qu'il estime exacte relativement à l'espèce, en limite la portée : « Si cette phrase doit être entendue comme signifiant qu'une décision de réintégration doit nécessairement impliquer la déclaration du droit de participation aux fonds et une injonction interdisant aux défendeurs de l'interdire, je ne puis adopter cette opinion. Et la décision rendue dans l'affaire « Chamberlain's Wharf Ld v. Smith » ne la confirme nullement de ce point de vue. » La décision rendue dans

cette espèce, ainsi que celle de Sir George Jessel, se justifient, en effet, par cette particularité que dans l'un et l'autre cas, la mesure prise contre le demandeur sanctionnait une violation prétendue d'un accord statutaire prévu par la Section 4 de l'Acte de 1871; la Cour ne pouvait donc intervenir sans interpréter et, en quelque mesure, sanctionner cet accord. En effet, « Si la violation avait été démontrée au cours des débats, la Cour aurait dû déclarer l'expulsion régulière, les membres ayant enfreint une règle qui pouvait être sanctionnée à leur encontre. C'est ce que la Cour ne pouvait pas faire » (11). En outre, le demandeur, dans l'affaire *Rigby v. Connol*, concluait à l'affectation des fonds syndicaux, ce qui écartait la compétence judiciaire. Mais ces considérations, qui légitiment les arrêts rendus, en circonscrivent l'autorité. Lord Justice Buckley conclut enfin, et surabondamment, à la légalité des statuts sociaux en vertu de la loi commune et déclara l'appel recevable.

La portée de cette décision nous apparaît considérable; elle dégage, en effet, une notion technique distincte, celle de « *membership* », qui se fonde sur cette idée que la qualité de membre d'une Association volontaire, indépendamment des avantages pécuniaires auxquels elle peut donner droit, mérite d'être judiciairement maintenue et protégée. La solution peut paraître platonique, les droits de l'asso-

(11) Cette observation de Lord Justice Buckley, bien qu'elle ne l'ait point conduit en l'espèce à refuser compétence à la Cour, paraît néanmoins restrictive; elle sera plus tard critiquée par Lord Younger dans l'arrêt « *Braithwaite v. Am. Society of carpenters* » rendu en 1921 par la Cour d'appel, que nous analyserons plus bas.

cié demeurant dépourvus de sanctions; il n'en reste pas moins qu'il demeure associé, qu'il conserve le droit de voter et de participer à la répartition des fonds syndicaux au cas de dissolution ; il reste surtout ceci, qu'alors que l'ouvrier expulsé est fréquemment écarté, par le jeu des conventions passées entre employeurs et groupements professionnels, de toute entreprise industrielle ou commerciale, s'il reste officiellement inscrit sur la liste des membres, quelque pénible que sa situation puisse devenir, les ateliers lui sont ouverts.

La recevabilité d'une action intentée par un syndiqué menacé d'expulsion contre son Syndicat, fut affirmée de nouveau par la Cour d'Appel en juin-juillet 1915, dans l'affaire Kelly contre Fédération Nationale des aides-imprimeur (12). Il s'agissait d'un aide-imprimeur, Kelly, membre du Syndicat, travaillant de 10 h. 30 du soir à 6 h. 30 du matin, dans la salle des machines du *Daily Mail*, au salaire hebdomadaire de 34 shillings et six pence, qui fournissait, en outre, à la maison Sutton, entreprise de transporteurs de la Cité, 4 heures de travail par jour, de 2 h. 30 à 6 h. 30 de l'après-midi. Les fonctionnaires du Syndicat et les directeurs de l'imprimerie du *Daily Mail* ignoraient qu'il travaillât pendant le jour. Le 6 janvier 1913, le demandeur était convoqué devant le bureau de la section de Londres, et, lors de la réunion du 8 janvier, on lui réclama des explications, à raison d'une accusation portée contre lui,

(12) Kelly v. National Society of operative Printers' Assistants The Law Journal Reports. Vol. LXXXIV. Déc. 1915, p. 2236, sqq.

alléguant qu'il travaillait au delà des limites de temps autorisées par les statuts syndicaux. Le demandeur reconnut qu'il travaillait au service de la Maison Sutton, pendant la journée, et une enquête fut ordonnée pendant la durée de laquelle il fut suspendu. A la suite d'une autre réunion du bureau, tenue le 19 mars, et le demandeur entendu, la résolution suivante fut votée : « Le Bureau estime que la conduite de Mr Kelly, travaillant pendant la journée, en outre de son travail régulier de six nuits par semaine dans les ateliers du *Daily Mail*, était préjudiciable à la sécurité des autres syndiqués appelés à travailler à ses côtés et constitue également une faute (« an act of misconduct ») de nature à porter atteinte à la réputation et au bon renom du Syndicat, et, conformément à la clause 15, art. 26 des statuts, l'exclut à cette date du Syndicat. » La majorité des imprimeurs employant uniquement des ouvriers membres du Syndicat, le demandeur eut des difficultés à faire agréer ses services. La décision d'exclusion du bureau de la section fut ultérieurement confirmée par le conseil exécutif du Syndicat. La clause statutaire invoquée était rédigée dans les termes suivants : « Les membres coupables d'une faute de nature à porter atteinte à la réputation et au bon renom du Syndicat, dans les cas autres que ceux spécialement prévus par les présents statuts, seront traités conformément à la décision souveraine du bureau de la section. » Au mois d'avril 1914, l'ouvrier expulsé intenta une action devant la Cour de Comté, priant le juge de déclarer que les décisions du bureau de

section et du conseil exécutif outrepassaient les pouvoirs de l'Association, étaient nulles, illégales, inconstitutionnelles, contraires à l'ordre public; qu'elles n'étaient justifiées par aucune clause statutaire, ni aucune disposition de la loi sur les Syndicats. Il pria encore le juge de déclarer qu'il était toujours membre du Syndicat, d'interdire par injonction aux défendeurs d'exécuter leur résolution et de lui accorder des dommages et intérêts. Le Juge de Comté reconnut l'illégalité du Syndicat en vertu de la loi commune et estima que la Section 4 de l'Acte de 1871 n'interdisait pas au demandeur de maintenir cette action. Il jugea l'expulsion injustifiée, accorda les déclarations et injonction sollicitées et condamna le Syndicat à 68 £ de dommages et intérêts.

L'Association défenderesse fit appel devant la Cour Divisionnaire, composée du Juge Horridge et du Juge Rowlatt. L'un et l'autre reconnurent que le demandeur pouvait agir, mais il se séparèrent quand au fond, l'un estimant que l'expulsion était régulière, l'autre soutenant qu'elle ne l'était pas. L'appelant fut donc débouté et porta l'affaire devant la Cour d'Appel. Les trois magistrats la composant, les Lords-Juges Swinfen-Eady, Phillimore et Bankes, jugèrent à l'unanimité qu'aucune indemnité ne pouvait être accordée au demandeur expulsé Kelly, à raison de la violation du contrat contenu dans les statuts, le bureau agissant sur mandat du demandeur aussi bien que des autres adhérents, mais ils déclarèrent en même temps que le demandeur, en sollicitant les déclarations et l'injonction précitées, ne cherchait pas à

sanctionner directement l'un des accords spécifiés dans la Section 4 de l'Acte de 1871, et que, par suite, son action pouvait être admise, dans cette mesure. Quant au fond, ils reconnurent que les statuts ne justifiaient pas la décision d'expulsion et qu'il convenait d'accorder les déclarations et l'injonction réclamées. Sur le point essentiel, celui de sa réintégration, le demandeur obtenait donc satisfaction.

En Ecosse, la Cour de Session devait, en 1920, faire sienne cette jurisprudence dans l'affaire « Johnston contre Association des Maîtres-Plombiers d'Aberdeen » (13), dans les circonstances de fait que voici : le demandeur, Johnston, avait exercé pour son propre compte, à Aberdeen, le métier de plombier, de 1903 à 1918, période durant laquelle il avait adhéré au Syndicat des Maîtres-Plombiers d'Aberdeen, l'Association défenderesse. En août 1918, il cédait son fonds à une Société (« co-partnership ») composée de six membres, dont il faisait partie. Il s'engageait à consacrer tout son temps à la gestion de l'entreprise et à la représenter dans le Syndicat. Il recevait une part des bénéfices et un traitement. Le Syndicat défendeur, après avoir réclamé des explications, décida que Johnson avait cessé de compter parmi ses membres, et que les acquéreurs du fonds devraient, s'ils désiraient y entrer, poser leur candidature. Johnson déclara qu'il ne s'associait point à cette résolution et, au cours de lettres ultérieurement adressées au Secrétaire, justifia son opinion, ajoutant toutefois

(13) Johnston v. Aberdeen Master Plumbers' Association. 6 Novembre 1920, 1921. S. C. 62, sqq.

que si, du point de vue procédural, le Syndicat préférerait le remplacer en tant que membre isolé, par la Société gérante de son fonds, ces lettres pouvaient tenir lieu d'une déclaration de candidature faite au nom de la Société et d'une démission envoyée en son nom personnel.

Sur ces entrefaites, le Comité déclara que la Société nouvelle ne pouvait être admise comme membre du Syndicat, et que Johnson avait cessé d'en faire partie. Le demandeur porta l'affaire devant l'Assemblée générale, qui confirma la décision du Comité. Johnson se décida à recourir aux tribunaux judiciaires, et intenta une action contre le Syndicat devant la Cour du Sheriff d'Aberdeen. Relativement au préjudice que la résolution syndicale lui pourrait causer, il faisait les déclarations qui suivent : « En vertu de l'une des clauses des statuts, « les membres ne devront pas soutenir (de leur clientèle) les commerçants en gros ou les industriels en relations d'affaires avec des plombiers d'Aberdeen étrangers au Syndicat », et il existe un accord ou contrat correspondant entre le Syndicat et ces commerçants en gros ou industriels en vertu duquel ces derniers ne devront pas fournir de marchandises aux personnes exerçant, à Aberdeen, le métier de plombier, sans faire partie du Syndicat. Il existe également un accord passé entre ledit Syndicat et le Syndicat des Ouvriers plombiers, aux termes duquel les ouvriers ne devront travailler, sur le territoire de la ville, pour aucune personne étrangère au Syndicat défendeur, et les membres du Syndicat défendeur ne de-

vront pas employer d'ouvriers étrangers au Syndicat des Ouvriers plombiers. Conformément à ces accords ou contrats, et en vue d'autres objets professionnels, le Syndicat défendeur a coutume d'adresser de temps à autre des listes de ses membres aux commerçants de gros et industriels précités, listes qui sont communiquées au Syndicat des Ouvriers plombiers. Ces commerçants en gros et industriels ne fourniront pas de marchandises à une personne exerçant à Aberdeen le métier de plombier et dont le nom n'apparaît par sur ces listes, parmi ceux des membres du Syndicat, et de même, les ouvriers plombiers adhérant au « Syndicat des Ouvriers plombiers » ne consentiront pas à travailler pour quiconque n'est pas membre du Syndicat défendeur. Si, par conséquent, le demandeur n'est pas déclaré membre du Syndicat défendeur, son entreprise est vouée à l'extinction complète et à la ruine totale. » Les défendeurs soutenaient, de leur côté, qu'aucun des membres de la société cessionnaire n'exerçait effectivement le métier de plombier et ne pouvait être admis comme membre du Syndicat. Ils invoquaient, d'ailleurs, avant tout autre argument, la fin de non-recevoir tirée de la Section 4 de l'Acte de 1871, paragraphes 1 et 3 ⁽¹⁴⁾; les décisions successi-

(14) Trade Union Act 1871. Section IV. — § 1 :

«.....Toute convention entre les membres d'un syndicat en tant que tels, relatif aux conditions auxquelles les membres présents dudit syndicat, devront ou ne devront pas vendre leurs marchandises, conduire leurs affaires, engager des ouvriers ou louer leurs services.....

§ 3.

«.....Toute convention stipulant l'emploi des fonds d'un syndicat — (a) au versement d'allocations aux membres ».

vement rendues par le substitut du Sheriff et par le Sheriff lui-même étant favorables au demandeur, le Syndicat fit appel devant la « Cour de Session », où l'affaire fut jugée par Lord Clyde (Lord President), Lord Mackensie, Lord Skerrington et Lord Cullen. L'avocat du Syndicat déclara que ce dernier n'entendait plus invoquer le § 3 de la Section 4 relatif aux conventions stipulant le versement d'allocations. Restait le § 1^{er}, qui mentionne les accords réglant les conditions de travail et d'emploi. Sur ce point, l'avocat donna les précisions suivantes: Sans doute, quant à la forme, l'action présente soulevait uniquement la question des conditions préalables à l'admission (« the qualification for membership »), mais la Cour pouvait consulter les documents afin de découvrir l'objet réel du litige; l'objet réel en était, sans aucun doute, de permettre au demandeur de jouir du monopole commercial, et d'exercer son métier aux conditions que le Syndicat avait imposées aux commerçants, au moyen d'accords conclus entre ses adhérents. Les conclusions elles-mêmes impliquaient une interprétation des statuts, spécialement de l'article 3 (15) et par suite, une sanction donnée à cet article

(15) Article III des Statuts, intitulé « Membership ».

« Les maîtres plombiers, ou les firmes de maîtres plombiers désireux d'adhérer au Syndicat devront adresser une demande écrite au Secrétaire et fournir tous les renseignements requis et, si leur candidature est admissible et agréée, seront admis par le Comité. Toute décision d'admission ou de rejet du Comité peut être modifiée par le Syndicat qui rejettera ou admettra le candidat.

« Si un membre fait faillite..... si la Société dont il fait partie se dissout, s'il cesse d'exercer son métier en tant que maître-plombier ou firme de maître-plombier d'Aberdeen, il cessera dès lors de faire partie du Syndicat et son nom sera par la suite rayé de la liste des membres; mais tout membre ou tout associé d'une Société

en faveur, ou à l'encontre, du demandeur, en tant que faisant actuellement partie du Syndicat. L'action n'était donc pas recevable. — L'avocat de Johnston répondait à ceci que la question était de savoir si un maître-plombier exerçant son métier avec des associés, avait le droit de demeurer membre du Syndicat, et que cette question devait précéder toute tentative de sanction d'un accord conclu entre les membres du Syndicat.

Il fallait déterminer si le demandeur était partie à la convention, avant que ce dernier pût invoquer le droit d'en exiger la sanction, et la Cour pouvait connaître de cette question préalable.

La décision des quatre magistrats fut unanime : quant à la recevabilité de l'action, ils estimèrent que le § 1^{er} de la Section 4 n'était pas applicable à l'espèce et que la Cour pouvait en connaître; quant au fond, ils déclarèrent que Johnston avait effectivement cessé d'être membre du Syndicat.

Sur le premier point, qui nous intéresse, les juges s'exprimèrent comme suit :

Lord Clyde : « ...Le conflit est relatif à la perte où à la conservation par le demandeur des qualités requises pour être membre du Syndicat. Une discussion sur la question de savoir s'il satisfait ou non aux conditions exigées est antérieure à tout débat

commerciale dissoute. dont le nom est ainsi rayé, pourra s'il fait une nouvelle demande, semblable à la précédente et que cette candidature soit admise, être réintégré à la date et aux conditions pécuniaires et autres que le Comité jugera opportunes et raisonnables. Toute décision du Comité relative à une candidature pourra être réformée par le Syndicat comme s'il s'agissait d'une candidature ordinaire. »

sur la question de savoir si l'on peut ou si l'on doit sanctionner un accord quelconque conclu entre les membres ès-qualité (lorsque leur qualité de membres est une fois reconnue) qui peut être stipulé dans les statuts ou règlements, et définissant les conditions auxquelles les membres s'engagent à exercer leur métier. Relativement aux dispositions de l'article premier, on ne saurait soutenir par exemple que, de ce que les conditions d'admission exigent que l'emplacement du fonds de chaque membre soit « sur le territoire d'Aberdeen ou des faubourgs », il s'ensuive que cet article constitue un accord obligeant les membres à exercer leur métier en deçà de ces limites et constitue donc un accord de la nature de ceux que la Section 4, § 1^{er}, de l'Acte de 1871 prive de sanctions. »

Lord Mackenzie déclara à son tour: « Il reste néanmoins la question de savoir si l'objet de la présente action est de sanctionner directement un règlement visé par la Section 4, § 1^{er}. Je suis d'avis que non. L'objet de la présente action est de trancher la question fondamentale des conditions d'admission. Le demandeur s'adresse à la Cour afin d'établir son droit, de faire juger qu'il est partie à une convention. Tel est l'objet de l'action qui appartient donc à une autre catégorie que les espèces où la Cour écarta l'action parce que le demandeur avait enfreint une disposition statutaire à laquelle s'appliquait l'un des paragraphes de la Section 4. Les jugements de Lord Macnaghten, dans le cas « Howden », ceux des Lords-Juges Fletcher-Moulton et Buckley dans le second

cas « Osborne », reconnaissent et expliquent le principe qui permet de distinguer l'espèce présente de cas semblables à celui de « Chamberlain's Wharf Ld v. Smith ». On peut aussi rappeler le cas « Kelly » ⁽¹⁶⁾. Les conclusions préliminaires doivent donc, à mon avis, être écartées. »

Lord Skerrington parla ensuite, dans les termes suivants : « Quelle que soit l'interprétation correcte des articles I et III des statuts, il ne m'apparaît pas qu'ils tentent ou essayent de déterminer la façon dont les membres devront exercer leur métier. Ils définissent simplement les conditions requises pour l'admission d'individus ou de sociétés. En conséquence, j'estime que les Sheriffs eurent raison de juger que la Cour pouvait connaître de l'action quant au fond (« on its merits »). »

Lord Cullen déclara enfin que ces dispositions statutaires ne lui paraissaient point relatives à la gestion des affaires professionnelles, mais rédigées dans le but de déterminer ceux des membres de la profession qui pourraient adhérer au Syndicat. On n'y trouve aucune réglementation de la profession obligatoire pour les syndiqués.

La notion juridique de « membership », du statut des membres en tant que tels, indépendamment de toute conséquence pécuniaire éventuelle, se trouvait nettement dégagée. Elle devait recevoir une autre consécration judiciaire, en 1921, devant la Cour d'Ap-

(16) Toutes ces espèces ont été analysées antérieurement. C'est un exemple intéressant de l'influence réciproque des jurisprudences anglaise et écossaise.

pel britannique (17), dans des circonstances de fait dont l'intérêt est d'autant plus vif qu'elles illustrent un aspect du conflit relatif à la répartition des profits de l'entreprise; on sait quelle opposition rencontrèrent dans les milieux syndicaux, les tentatives d'organisation de participation ouvrière aux bénéfices, ou d'actionnariat ouvrier; les militants dénoncèrent ces projets patronaux comme une manœuvre tendant à ruiner l'indépendance ouvrière, à refroidir l'ardeur combative des troupes prolétariennes au prix d'un avantage dérisoire, les ouvriers ne devant jamais détenir une part suffisante d'actions pour exercer une influence réelle sur les décisions du Conseil d'Administration. Cette hostilité de principe avait trouvé son expression dans les statuts de la « Fédération des charpentiers, ébénistes et menuisiers », dont l'article 32 disposait ce qui suit : « Tout comité directeur, comité de district, comité de section, toute section, réunis en assemblée trimestrielle ou spéciale, auront qualité pour punir d'une amende de 5 livres au maximum, ou pour expulser, tout membre du Syndicat, à l'encontre duquel il sera suffisamment établi qu'il a refusé de se conformer à leur décision, que sa conduite a jeté le discrédit sur le Syndicat, qu'il a volontairement violé les règles professionnelles en vigueur dans le district où il travaille, ou adhérant à une combinaison du type de

(17) Les deux actions, soulevant l'une et l'autre le problème de l'application de la Section IV furent jugées en même temps : *Braithwaite and others v. Amalgamated Society of Carpenters, Cabinet makers and Joiners.* — *Ashley and another V. General Union of operative Carpenters and Joiners.* 1921, 2, Ch. (C. A.), 399.

l'actionnariat ouvrier (18), lorsque cette combinaison est de telle nature que les ouvriers ne puissent détenir que la minorité des actions de la société. »

Or, trois membres de cette Fédération, Trade union enregistrée conformément aux Actes de 1871 et de 1876, participèrent à la combinaison « Lever Brothers », instituée en 1909 par Lord Leverhulme (19) ; ce dernier détenait alors le montant total des actions de la Société. En vertu de cette combinaison, les ouvriers au service de la Société pouvaient recevoir des Certificats, dits « Partnership Certificates », assurant

(18) « A co-partnership system ».

(19) Il s'agit du fameux fabricant de savon, Viscount Leverhulme, dont la firme disposait en 1925, année de sa mort, du capital colossal de 50.000.000 de livres sterling, et contrôlait plus de soixante autres sociétés. Ce « capitaine d'industrie » s'occupa activement d'œuvres sociales; il fonda, dans le Cheshire, « Port Sunlight », faubourg-jardin à l'usage de son personnel, et inclinait à la coopération et à l'association des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise.

Il consentait volontiers d'ailleurs à déléguer son autorité, ce qui lui permit d'entreprendre de très longs voyages.. L'audace de ses conceptions et la hardiesse de ses tentatives peuvent se mesurer aux difficultés présentées par la tâche à laquelle il s'était attaché, vers 1921, savoir l'établissement d'un grand port de pêche, qui porterait le nom de « Leverburgh », dans la petite baie rocheuse de Obbe, dans l'archipel des Hebrides. En 1924, Mr Robert Murray, membre du Parlement, dans un article du *Times* (« Weekly Edition », 9 octobre), décrivait l'état des travaux et soulignait l'offre faite par Lord Leverhulme à quiconque entendait s'installer à Leverburgh : « Venez choisir votre terrain; vous disposerez d'un quart d'acre moyennant le loyer annuel d'un shilling, et si vous construisez une maison conforme à l'un ou l'autre des six plans qui seront mis à votre disposition, vous recevrez gratuitement des matériaux de construction d'une valeur de 250 livres sterling. » Consulter également la notice parue le 1^{er} sept. 1925, à son sujet, dans le journal scolaire « The Briton ». Au moment où nous achevons la rédaction de cette notice, le fils du vicomte Leverhulme publie sa biographie chez George Allen and Unwin. (Viscount Leverhulme, by his son. 15/.)

Il fut en outre un véritable Mécène, offrant chaque année un dîner aux membres de la « Royal Academy » et faisant don à la nation d'un palais « Stafford House » en vue de l'installation du « London Museum ».

des dividendes prélevés sur des bénéfices normalement touchés par les actionnaires. Les détenteurs de ces certificats n'étaient nullement tenus d'affecter les sommes ainsi perçues à l'acquisition d'actions de la Société, mais l'usage s'en était établi, et de nombreux ouvriers étaient ainsi devenus actionnaires de « Lever Brothers Ld ». La clause 9 de la combinaison était ainsi rédigée : « En déterminant le montant nominal d'un « Partnership Certificate » qui pourra être attribué à un employé, les fidéicommissaires auront la faculté de fixer un montant nominal quelconque, depuis 1 livre jusqu'au montant nominal maximum spécifié dans les barèmes, pourvu que ce soit un multiple de 1 livre, et le choix des fidéicommissaires devra se fonder strictement sur les mérites des postulants, sans considération de précédent, ou du montant nominal d'aucun certificat attribué à aucun autre postulant. »

Le montant maximum était proportionnel au salaire reçu. Les conditions requises des candidats étaient prévues par la clause 2, qui stipulait que les certificats pourraient être attribués, de temps à autre, à tout employé âgé d'au moins vingt-cinq ans, de bonne réputation, ayant fourni quatre années de fidèles et loyaux services à la Société, ou à l'une quelconque des sociétés affiliées, et qui s'engagerait à ne gaspiller ni temps, ni matériel, ni travail, ni argent dans l'accomplissement de son service, mais à soutenir loyalement et fidèlement les intérêts de la Société, des sociétés affiliées et de ses co-associés, de toute son habileté professionnelle et de tout son pouvoir,

Les ouvriers au service de la Société étaient classés par ordre de mérite, en vue d'objets différents de la répartition des certificats, sans que leur mérite soit mesuré d'après leur rendement (« output »). Chaque ouvrier recevait le salaire syndical intégral. La participation à la combinaison ne constituait pas une condition d'emploi. Nul ouvrier n'était tenu d'y participer, nul ouvrier n'avait de droit légal à y être admis, et en aucun cas le montant des salaires n'en dépendait. — Les demandeurs à l'action étaient au service de « Lever Brothers » depuis l'incorporation de la Société, en 1894. Le 8 novembre 1919, la section de l'Union défenderesse à laquelle ils appartenaient, recevait des instructions, émanant d'un comité mixte de l'Union défenderesse et de l'Union Générale des Ouvriers charpentiers et menuisiers, lui enjoignant de frapper d'exclusion tous les membres qui participeraient, après le 14 novembre 1914, à la combinaison « Lever Brothers ». Les demandeurs sollicitaient une injonction interdisant à la Fédération de les expulser; la Fédération leur opposait qu'en vertu de la Section 4, § 1^{er}, de l'Acte de 1871, l'action échappait à la compétence de la Cour. Le 16 mars 1921, le juge de première instance, Justice Eve, invoquant la solution donnée à l'affaire « Chamberlain's Wharf v. Smith », déclara ne pouvoir connaître de l'action. Les demandeurs firent appel. Trois magistrats siégeaient à la Cour d'Appel : le Maître des Rôles Lord Sterndale, le Lord-Juge Warrington (20) et le Lord-Juge Younger.

(20) Lord Justice Warrington, juge d'appel depuis 1915, fut élevé à la pairie lorsqu'il quitta la Cour d'Appel.

Nous analyserons successivement leurs décisions.

L'argumentation de Lord Sterndale repose sur cette conception que l'action, pour échapper à la juridiction de la Cour, doit tendre à assurer l'exécution forcée de l'un des accords visés par la Section 4, par le défendeur. Si ce que l'on réclame du défendeur ne rentre pas dans les termes de ces dispositions légales, la Cour est compétente. Voici le texte essentiel : « Pour écarter sur ce point la compétence de la Cour, il est nécessaire d'établir que l'action intentée par les demandeurs a pour objet de sanctionner directement un accord relatif aux conditions auxquelles ils devaient être employés. Je crois qu'il est de première importance de se rappeler, et, m'exprimant avec le plus profond respect, je ne crois pas qu'on ait toujours déclaré assez nettement, dans certaines espèces, qu'il faut qu'il s'agisse d'une action tendant à assurer l'exécution d'un engagement pris par les défendeurs — par le Syndicat. On a parfois discuté la question comme si les demandeurs cherchaient à exécuter une convention en tant qu'ils y auraient personnellement souscrit (« an agreement by themselves »). Je ne crois pas que cette interprétation soit exacte; il faut qu'il s'agisse de faire exécuter une convention passée entre eux et les défendeurs, mais de faire exécuter les obligations que la convention impose aux défendeurs... Les défendeurs, pour justifier les mesures qu'ils projettent, invoquent l'article 32, § 1^{er}, des statuts de l'Union défenderesse. La question est de savoir s'il s'agit d'une action tendant à sanctionner une convention relative aux conditions auxquelles

les les membres seront employés, aux termes de la Section 4, § 1^{er}, de l'Acte de 1871. Les demandeurs ne contestent pas la validité de cette disposition statutaire; ils prétendent qu'ils ne l'ont en aucune façon violée. Il faut se souvenir que toutes les conventions conclues par des Unions qui rentrent dans la catégorie des Association illégales à raison de restrictions apportées à la liberté du travail, ne sont pas privées de sanctions, mais seulement celles que vise la Section 4 de la loi. Il faut qu'on se trouve en présence d'une tentative faite pour sanctionner une convention en vertu de laquelle les défendeurs s'engagent à faire quelque chose. Où trouve-t-on dans ces statuts une convention de cette nature ? (Le juge lut l'article 32 et continua :) On remarquera que cet article traite de divers motifs d'exclusion, le dernier étant le seul relatif aux conditions de travail. Où rencontre-t-on, dans cet article, de convention obligeant l'Union défenderesse à faire quoi que ce soit ? Je crois que cet article ne contient nul engagement exprès souscrit par les défendeurs, et que le seul engagement que les défendeurs aient pris, est l'engagement implicite qui découle du statut des membres. Il faut sous-entendre, de la part du membre qui adhère au Syndicat, l'engagement de suivre et d'observer les statuts, et, de la part de l'Union défenderesse, l'engagement que tant que le membre se conformera aux statuts et versera les cotisations prévues par les statuts, et qu'il ne commettra aucune violation des statuts, il devra demeurer membre du Syndicat. J'estime qu'un engagement de cette nature

est probablement impliqué par le fait de son admission, mais il s'agit ici d'un engagement relatif au statut des membres et aux conditions auxquelles ce statut leur est maintenu; il ne s'agit pas d'un engagement relatif aux conditions auxquelles les membres travailleront, et si l'une des questions sur lesquelles le Syndicat établit une règle statutaire dont toute violation devra lui donner le droit d'expulser l'adhérent, se rapporte à son emploi, il ne suit pas de là qu'il s'agisse d'une obligation que le Syndicat doive exécuter relativement aux conditions auxquelles l'adhérent sera employé. J'étais préoccupé d'obtenir une déclaration sur l'obligation que les défenseurs prétendent avoir souscrite et que les demandeurs tenteraient de sanctionner, et l'avocat me dit : Les demandeurs cherchent à sanctionner la convention que voici: Nous vous permettrons de demeurer membre du Syndicat, pourvu que vous n'adhériez pas à une combinaison de répartition des bénéfices, du type décrit dans l'article 32, § 1^{er}. Tout d'abord, telle n'est point la convention; on ne rencontre nulle part de convention de cette nature et les défenseurs seraient les derniers à admettre qu'ils ont souscrit à une telle convention, étant donné que, outre le fonctionnement d'une combinaison de répartition des bénéfices, de la nature de celle décrite dans les statuts, ils se sont expressément réservé le droit d'exclure l'adhérent pour beaucoup d'autres motifs. Je dis donc que les défenseurs seraient les premiers à répudier une convention par laquelle ils s'engageraient à ne le point exclure tant qu'ils n'adhérerait

pas à cette espèce de participation aux bénéfices ; quoi qu'il en soit, s'il est vrai qu'une telle convention existait, il ne s'agit pas d'une obligation que les défendeurs doivent exécuter, relative aux conditions d'emploi du syndiqué. Il s'agit d'une obligation qu'ils doivent exécuter parce qu'ils l'ont admis parmi leurs membres, et la charge qui leur incombe, si tant est qu'elle existe, découle du statut des membres et non pas d'une convention relative aux conditions d'emploi du demandeur. Tout précédent mis à part, il me semble que c'est la réponse à faire aux arguments des défendeurs. »

Lord Sterndale revient en somme, bien que les arguments soient présentés sous une forme différente, à l'opinion de la majorité des magistrats dans l'arrêt Howden, opinion qui l'emporta sur celle de Lord Davey ; ce qui importe, ce sont les obligations que le défendeur doit exécuter, indépendamment de celles que l'accord qui les fonde peut mettre à la charge du demandeur ; les juges s'attacheront aux conclusions de ce dernier ; bien que le contrat soit effectivement synallagmatique, les engagements des deux parties seront appréciés, quant à l'application de la Section 4, séparément.

Abordant alors les précédents invoqués par le Syndicat, Lord Sterndale écarte la décision de Sir George Jessel, déjà critiquée par la Cour d'Appel ⁽²¹⁾ et celle rendue dans l'affaire « Chamberlain's Wharf v. Smith », adoptant sur ce dernier point l'opinion

(21) Lord Justice Buckley dans « Osborne v. Am. Society of Railway Servants », 1911, 2, Ch. 540, 567.

du Lord-Juge Fletcher Moulton, analysée plus haut. Dans l'espèce précitée, dit-il, la convention avait pour but exclusif de régler les rapports des membres entre eux relativement aux conditions d'achat et de vente de leurs marchandises; on ne pouvait donc sanctionner l'une quelconque des dispositions statutaires sans assurer l'exécution d'un accord visé par la Section 4. Lord Sterndale conclut donc à la compétence de la Cour. Quant au fond, le juge estima que les dispositions statutaires invoquées étaient dirigées contre une combinaison en vertu de laquelle les ouvriers deviendraient actionnaires de la Société sans acquérir d'autorité (« control ») sur la gestion de l'entreprise; la combinaison adoptée par Lord Leverhulme ne contraignant point les ouvriers qui recevaient des certificats à les échanger contre des actions (« shares »), et ne stipulant pas davantage expressément que les actions que les ouvriers pourraient détenir ne devraient jamais représenter qu'une minorité des actions de la Société, bien qu'en fait il fût probable que les ouvriers n'acquerraient jamais la majorité des actions, l'expulsion projetée lui apparut injustifiée. Lord Sterndale décida donc qu'il convenait de délivrer une injonction interdisant aux défendeurs d'exécuter leur résolution d'exclusion.

Lord-Justice Warrington intervint ensuite. L'un des arguments qu'il présente nous est familier : il consiste à supposer l'injonction accordée, puis à constater que les droits naissant, au profit des demandeurs, d'une convention prévue au §1 de la Section 4, demeurent alors, comme auparavant, dépour-

vus de sanction. Après avoir déclaré s'associer à l'opinion de Lord Macnaghten ⁽²²⁾, pour qui l'obscurité du sujet est due aux commentateurs plus qu'au texte légal, le Lord-Juge s'exprime en ces termes : « J'examine donc l'Acte et considère l'objet de la présente action pour voir si cet objet soustrait l'action à la compétence de la Cour. En vertu de la Section 3 l'Acte relève les Syndicats de l'illégalité annulant les conventions passées entre les membres, et si l'Acte ne contenait pas d'autres dispositions, il aurait par là même, permis aux cours d'accueillir des actions tendant à sanctionner toute convention de cette nature, mais les dispositions de la Section 4 introduisent une restriction : « L'Acte se propose seulement de frapper certaines conventions, laissant, au moins apparemment, la juridiction de la Cour intacte à l'égard de toutes les autres. » Cette dernière phrase est empruntée au discours de Lord Macnaghten dans le cas Howden. Quel est donc l'objet de la présente action, et est-elle de nature à tomber sous le coup des dispositions de la Section 4, § 1 ? L'action tend à empêcher les défendeurs d'enfreindre une convention en vertu de laquelle les demandeurs sont pour le moment, et ont le droit de demeurer, jusqu'à décision légale, membres du Syndicat. Sanctionner cette convention n'est pas, à mon avis, sanctionner aucune des conventions intervenues entre les membres, relativement aux conditions d'emploi ; les demandeurs, si nous accordons l'injonction sollici-

(22) Dans « *Yorkshire Miners' Association v. Howden* », 1905, A. C., 256, 263,

tée, demeurent membres du Syndicat, mais toute convention de la nature de celles qui sont décrites par la Section 4, § 1, demeurent, après notre jugement, privée de sanction présentes et futures, de même qu'avant que le jugement fût prononcé. Mais on prétend que l'art. 32, § 1, des statuts contient lui-même une convention de cette nature et que, en empêchant les défendeurs d'avoir recours à l'expulsion, nous la sanctionnerions. Je ne puis découvrir de convention de cette espèce. Cet article des statuts n'engage pas l'adhérent à faire ou à ne pas faire quelque chose. Tout au plus s'engage-t-il à encourir la peine de l'exclusion s'il fait ou ne fait pas certaines choses prévues dans cet article, et tout ce qu'on nous demande de faire c'est de déclarer qu'il n'a accompli aucun des actes ci-mentionnés. Les défendeurs ne contractent aucune obligation en dehors de celle que peut impliquer l'admission des demandeurs comme membres du Syndicat. J'estime, par conséquent, tout précédent mis à part, que la Cour est compétente pour connaître de l'action et que le jugement rendu par Eve Justice, qui ne tranchait que cette seule question, était incorrect.

Je puis m'aventurer à exprimer l'opinion que si la solution juridique était différente, ce serait un désastre pour les membres des Syndicats, car elle les livrerait, ainsi que leur aptitude à gagner leur vie par leur travail, entièrement à la merci de la majorité actuelle, sans possibilité de recours exercé devant les tribunaux contre une expulsion qui, peut-être, ne serait justifiée, bien évidemment, par aucune disposition statutaire. »

Quant aux précédents constitués par les arrêts « *Rigby v. Connol* » et « *Chamberlain's Wharf v. Smith* », Lord Warrington les distingue ou les écarte, comme éliminés juridiquement par les opinions plus récentes. Il fait remarquer, entre autres choses, que le Lord-Juge Rigby, dans l'affaire « *Chamberlain* », n'aurait pu prononcer le jugement qu'il rendit si l'opinion du Lord-Juge Macnaghten (dans l'arrêt *Howden*) eût précédé la sienne ⁽²³⁾. Il conclut, en appuyant sa propre décision sur celle du Lord-Juge Fletcher-Moulton, dans l'arrêt *Osborne*, dont nous avons rapporté les termes un peu plus haut.

L'objection préalable écartée, Lord-Justice Warrington aborde la question de fond qu'il résout comme suit : « ...pour appliquer la règle statutaire à la situation des demandeurs, les défendeurs doivent établir que leurs services sont rémunérés en vertu d'une combinaison de participation aux bénéfices. C'est ce que, à mon avis, ils ne peuvent établir. Il me paraît prouvé qu'ils sont rémunérés tout simplement et uniquement d'après le nombre d'heures de travail. La règle statutaire vise, à mon sens, des situations dans lesquelles la répartition des bénéfices est de la substance même du contrat de louage de services. Tel n'est point le cas ici, et même s'il en était ainsi, la combinaison de participation ne dispose pas que les ouvriers ne détiendront que la minorité des actions sociales. J'estime donc que les motifs d'expulsion

(2) Les dicta de ces deux magistrats ont été analysées antérieurement.

invoqués par les défenseurs sont insuffisants et qu'on doit les empêcher de passer aux actes. »

Le jugement de Lord Younger est particulièrement explicite et met clairement en valeur l'intérêt pratique de la discussion relative à la question de compétence : « L'argument préliminaire invoqué par chacun des deux Syndicats engagés dans les présentes actions — à savoir que le Syndicat peut prétendre soustraire entièrement à la connaissance et à la juridiction de toute Cour de justice l'appréciation de la question de savoir si l'expulsion du syndiqué demandeur à l'action est justifiée par quelque disposition des statuts — a des conséquences d'une telle ampleur qu'elle donne à ce procès, pour tous les syndiqués, une importance qu'on ne saurait guère exagérer. L'expulsion de trade-unionistes convaincus du sein de leur union, situation qu'on attribue aux demandeurs, n'est pas une question négligeable, à une époque d'organisation nationale du travail. Mr Stevenson, représentant de l'un des Syndicats intéressés, décrivit au cours d'une entrevue qui précéda l'introduction de l'action, ce qu'une telle exclusion impliquait pour un homme dans la situation du demandeur : « Il deviendrait naturellement un non-syndiqué, et les autres membres de notre association n'entendent pas travailler avec des non-syndiqués. Telle est la situation. » En d'autres termes, il courrait le risque de devenir ce que Lord Moulton décrivit jadis en d'autres circonstances comme un isolé ⁽²³⁾ dans le

(23 *bis*) « An odd lot »,

monde du travail. Il est à peine exagéré de dire que, pour des hommes comme les demandeurs, l'expulsion du Syndicat équivaut presque à une sentence de mort industrielle. » Après avoir rappelé les faits et cité les conclusions du demandeur et l'objection soulevée par les unions, Lord Younger précise comme suit la nature et le but de l'action : « Il me semble qu'il n'y a pas de difficulté à décrire brièvement mais avec assez de précision et d'exactitude, les objets des actions ainsi intentées et résumées. L'objet de chaque action me semble être de protéger le statut et les droits pécuniaires détenus par chacun des demandeurs en qualité de membre de chacun des Syndicats défenseurs et de sauvegarder les autres privilèges attachés à cette situation dont ils sont, prétendent-ils, menacés de se voir injustement privés par une expulsion illégale du Syndicat. Si tels sont le but et l'objet réels des deux actions, alors l'avocat des défendeurs reconnaît que, devant toute cour de justice, à l'exception de la Chambre des Lords, il doit maintenant admettre que la Loi n'interdit nullement à la Cour d'en connaître. Je n'en dirai donc pas davantage, soit sur les précédents, soit autrement, sur cet aspect de la question.

« Mais l'avocat des Unions soutient qu'au moins devant cette Cour, il peut invoquer des précédents qui font autorité pour avancer que chacune de ces actions constitue au fond — je ne crois pas qu'il aille jusqu'à suggérer qu'aucune d'entre elles le soit quant à la forme — au sens de la Section 4, § 1, de l'Acte de 1871, une action intentée dans le but de sanctionner

directement une convention — à savoir l'article 32 des statuts dans la première action, et l'article 31 dans la seconde — passée entre les membres d'un Syndicat en tant que tels, relativement aux conditions auxquelles l'un quelconque des membres présents du dit Syndicat devra ou ne devra pas être employé, et est par conséquent, en vertu de ce paragraphe, soustrait à la compétence de la Cour. Telle est donc la question. Est-ce là en substance, l'objet de l'une ou l'autre des deux actions ?

« Un esprit simple a quelque peine à concevoir comment aucune de ces actions, quelque largement qu'il soit permis d'interpréter les termes du paragraphe, pourrait être ainsi décrite. Nul demandeur à ces actions ne cherche à sanctionner, directement ou autrement, aucun accord relatif aux conditions auxquelles il doit être employé. Nul demandeur ne cherche à être réintégré parmi les membres afin de pouvoir, directement ou autrement, sanctionner une convention relative aux conditions auxquelles des tiers devront être employés. Ce dont le demandeur se plaint, en vérité, ce n'est pas qu'une convention de cette nature ait été ou soit en danger d'être violée soit par lui, soit par un tiers quelconque. Ce dont il se plaint, la seule chose dont il se plaigne, c'est que, bien que toutes les obligations mises à sa charge à cet égard ou à tout autre égard, vis-à-vis de l'union défenderesse aient été exécutées et respectées, les défendeurs menacent néanmoins de l'expulser... Je me risquai à demander à l'avocat (des Unions) comment... on pourrait rédiger les conclusions d'une

action introduite à la requête de l'un des demandeurs et qui tombât sous le coup des dispositions du paragraphe en question. L'avocat fit remarquer qu'il convenait de s'attacher à la substance et non à la forme. Sur ce point je suis parfaitement d'accord, et une action qui, conforme aux prétentions des demandeurs, tomberait, suggéra-t-il, en substance, sous le coup de la prohibition édictée par le paragraphe cité serait une action nous demandant de déclarer que la combinaison de participation aux bénéfices de Lever Brothers n'est pas, au sens de l'article 32 des statuts du premier syndicat, un système de « co-partnership », ni au sens de l'article 31 des statuts de l'autre syndicat, un système de distribution de primes (« premium bonus system »), et réclamant une injonction interdisant à l'Union défenderesse de l'expulser du Syndicat sous le prétexte que la combinaison Lever Brothers était de cette nature.

« Je crois qu'on ne peut suggérer aucune forme d'action plus proche des termes du paragraphe de l'Acte, et conforme aux prétentions des demandeurs à ces actions, mais j'avoue que je ne puis encore voir comment une telle action tendrait en substance à sanctionner directement un accord relatif aux conditions d'emploi des demandeurs. Plus on analyse la situation, plus clairement il m'apparaît que la substance et l'unique substance de l'action de chaque demandeur est d'établir sa situation contractuelle et son statut de membre au sein de l'Union défenderesse. »

Quant aux précédents, Lord Younger écarte l'arrêt

rendu dans l'affaire « Chamberlain's Wharf v. Smith » à raison de ce fait que le seul avantage assuré aux adhérents était en l'espèce, la possibilité de contraindre leurs co-associés à respecter leurs engagements — lesquels étaient visés par la Section 4, § 1. Quant à l'opinion de Lord-Justice Collin qui cita simplement la décision du Maître des Rôles Jessel dans l'affaire « Rigby v. Connol », elle est écartée à raison des critiques ultérieurement adressées à cette dernière opinion, notamment dans le deuxième arrêt Osborne. Lord Younger aborde ensuite les observations faites par Lord-Justice Buckley dans ledit arrêt Osborne, opinion que nous avons analysée plus haut, et d'après laquelle la Section 4 de l'Acte interdirait aux cours de connaître d'aucune action tendant à prévenir une expulsion fondée sur la violation prétendue d'un accord statutaire visé par cette même Section 4.

Lord Younger s'élève contre cette idée que des cours ne peuvent rechercher, en semblables circonstances, si le syndiqué menacé d'expulsion a ou non violé les statuts. « ...Ces observations, dit-il, n'étaient à mon avis nullement nécessaires pour trancher la question posée par le deuxième cas Osborné. Il ne semble pas qu'elles aient été, ou eussent pu être adoptées par le Maître des Rôles ou le Lord-Juge Fletcher Moulton; et bien que je fasse cette remarque avec grande hésitation, à raison du profond respect que j'éprouve pour tous les avis de Lord Wrenbury ⁽²⁴⁾,

(24) Lord Justice Buckley.

je ne peux personnellement comprendre comment, en demandant à la Cour d'interdire à un syndicat de vous expulser à raison d'une violation prétendue d'une convention, violation niée par vous, vous sanctionnez directement, négativement ou autrement, une convention relative aux conditions auxquelles vous êtes employé. La vérité, telle qu'elle m'apparaît, c'est qu'en pareil cas, c'est l'Union défenderesse qui invoque la convention et sa violation prétendue. Ni l'une ni l'autre ne font partie des arguments du demandeur. Si, lorsqu'on invoque la convention et sa violation prétendue, il est reconnu que la convention est illégale, cela peut être fatal à la défense; mais cela ne doit pas atteindre le droit, pour le demandeur, de faire reconnaître sa qualité de membre et de faire sanctionner le contrat qui la lui accorde (« contract of membership »), ce contrat n'étant pas soustrait à la connaissance des tribunaux par la Section invoquée. »

Quant au fond, Lord Younger estime, comme ses collègues, que les conditions exigées par l'article 32 des statuts, ne sont pas réalisées, et accorde l'injonction sollicitée.

La décision que nous venons d'analyser est, tant par les circonstances de fait que par l'autorité de la Cour, la plus importante des décisions récentes sur la question du contrôle judiciaire des exclusions. Nous citerons néanmoins un dernier arrêt ⁽²⁵⁾ rendu

(25) *Blackall v. National Union of Foundry Workers of Great Britain and Ireland*. K. B. 23 avril 1923. « *The Times Law Reports* », vol. XXXIX, page 431.

sur une espèce similaire, non qu'il modifie en rien la jurisprudence acquise avant qu'il fût prononcé, mais à raison de son intérêt humain et de la liberté avec laquelle le juge s'exprima. Les circonstances de l'espèce sont exposées par ce magistrat lui-même, Mr Justice Coleridge, de la Cour du Banc du Roi : « Le demandeur (Blackall) membre de l'Union défenderesse (l'Union nationale des fondeurs de Grande-Bretagne et d'Irlande), introduit une action contre les défendeurs, sollicitant une injonction qui interdise aux défendeurs de l'expulser du Syndicat. Le demandeur est, depuis plus de vingt-cinq ans, membre de l'un des Syndicats maintenant fusionnés pour constituer l'Union défenderesse, et il était membre de la Section de Chatham du Syndicat. Il effectua tous ses paiements jusqu'au 13 novembre 1920. Vers le 2 novembre 1920, le Bureau du Syndicat recommanda aux sections locales de voter une disposition statutaire interdisant aux adhérents de fournir des heures de travail supplémentaires et infligea une amende de £ 2 pour la première contravention, de £ 5 pour la seconde, punissant la troisième de l'exclusion. Le 13 novembre, en l'absence du demandeur, la section de Chatham déclara adopter la proposition du Bureau. Le demandeur ne fut pas informé de cette réunion. Le 16 novembre, Weedon, le secrétaire, un peu avant cinq heures de l'après-midi, heure de fermeture, déclara au demandeur qu'aucune heure supplémentaire ne devait être fournie. Le demandeur qui n'avait pas été averti, sinon par des rumeurs, que la section locale eût pris des mesures, n'avait pas

achevé le travail entrepris, et il fournit un supplément de travail de trois quarts d'heure pour terminer cette tâche. Il ne demanda pas de salaire pour ce supplément de travail, estimant que s'il travaillait en dehors des heures prescrites sans toucher de salaire, il ne violait aucune des décisions que la section locale avait pu prendre. Telle était l'unique violation prétendue des statuts.

« Le 17 novembre (et non pas le 15, comme les défendeurs le prétendent), le demandeur assista à une réunion de la section. L'assemblée décida de confirmer la résolution du 13 novembre. L'attitude du demandeur fut discutée, mais nulle décision ne fut prise. Le 18 novembre l'assemblée de la section décida d'infliger au demandeur une amende de £ 2. Je considère comme établi que le demandeur ne fut pas informé de cette réunion et que l'amende lui fut infligée en son absence. Le demandeur s'indigna et déclara qu'il tenait l'amende pour injuste, qu'il avait le droit d'être entendu et refusa de payer l'amende ou de faire aucun versement au Syndicat tant qu'il n'aurait pas obtenu une audience. Le 7 avril 1921, lors de l'assemblée trimestrielle de la section, il fut exclu uniquement à raison du non-paiement des cotisations, et non pas à raison du non-paiement de l'amende. Dans l'intervalle, le secrétaire (« shop steward ») s'était rendu au Syndicat des Ouvriers (« Workers' Union ») le seul autre Syndicat qui fut ouvert au demandeur, et avait conseillé au bureau de ne pas accepter le demandeur parmi ses membres, avis qui fut suivi par le Syndicat des Ouvriers lors-

que le demandeur posa sa candidature à la suite de son expulsion de l'Union défenderesse. Par conséquent, la décision de la section locale expulsant le demandeur était une sentence de mort industrielle. On le privait de toute possibilité de gagner sa vie, et réduit à cette extrémité, il proposa, vers le 8 avril, d'acquitter l'amende et le montant des cotisations, s'il pouvait être réintégré, et le 9 avril il présenta l'argent au secrétaire, qui refusa, en vertu d'instructions reçues, de l'accepter. Le 9 avril la section refusa à la fois d'accepter l'argent et de réintégrer le demandeur, décision confirmée le 9 mai par le bureau de la section.

« Oh ! c'est chose excellente

« Que d'avoir la force d'un géant, mais c'est tyrannie

« Que d'en user comme un géant. » (26).

Il est difficile de modérer ses propos en présence d'actions de cette nature. Voilà un homme qui, à supposer même qu'il ait, en une seule occasion, violé une disposition statutaire et que, irrité par l'amende infligée, il ait refusé de verser ses cotisations avant d'avoir obtenu une audience, avait pourtant confessé sa faute, si faute il y avait, avait apporté la somme due, sollicité sa réintégration et les autres membres (« his fellow-members ») qui, par l'intermédiaire de leur agent, avaient pris soin, dans l'intervalle, de l'empêcher de trouver du travail ailleurs, qui savaient que leur décision entraînait la ruine complète et définitive des résultats obtenus

(26) Shakespeare. « Measure for Measure ». Acte II. Scène II.
Citation tirée de la plaidoirie d'Isabelle.

par une vie de travail, refusèrent de le réintégrer. Ce n'est pas comme s'il avait fait preuve de déloyauté envers sa classe ou son Syndicat. Il avait toujours épousé les intérêts ouvriers contre les employeurs avec autant d'ardeur enthousiaste que ses camarades de travail et il parlait des capitalistes bouffis dans le style le plus convenable et le plus orthodoxe. Je remarque que les membres du Syndicat se traitent mutuellement de « Frère ceci », « Frère cela ». Il serait à souhaiter, à mon avis, qu'ils abandonnassent cette formule jusqu'à ce qu'ils aient appris quels sont les éléments constitutifs de la fraternité entre les hommes. Tels étant les faits matériels, la question est de savoir si la Cour peut connaître de l'action introduite par le demandeur.

« En vertu de la loi commune, les défendeurs constituent une combinaison illégale, leur objet principal étant de restreindre la liberté du travail. Mais le Trade-Union Act de 1871, dans sa section troisième, efface cette illégalité et leur attribue la même condition juridique qu'aux autres associations, sauf qu'il interdit aux cours de connaître d'aucune action tendant à sanctionner directement tout accord conclu entre les membres du Syndicat en tant que tels relatif aux conditions auxquelles les membres du dit Syndicat devront ou ne devront pas être employés ; et « tout accord stipulant le paiement par quiconque de toute cotisation ou amende à un syndicat » et même si le syndicat outrepassa ses pouvoirs ou viole ses propres statuts et engagements, cette Cour ne peut pas intervenir ni redresser ce

tort, si semblable intervention constitue une sanction directe d'aucun accord entre les membres relatif aux conditions de leur emploi, au paiement d'amendes, etc. Les défendeurs niant expressément que l'exclusion du demandeur fût fondée sur la violation d'une règle statutaire relative aux heures supplémentaires, ou sur le non-paiement de l'amende imposée à la suite de cette infraction, mais prétendant qu'elle intervint uniquement à raison du non-paiement par le demandeur de ses cotisations hebdomadaires, je ne m'inquiète pas de la question de savoir si cette disposition statutaire fut régulièrement votée en conformité des règles de l'Union, ou si l'Union agit « ultra vires ». Je crois qu'il est clair que, techniquement, les défendeurs ont établi ce point, quoiqu'il soit douteux que le demandeur eût été expulsé à raison du non-paiement de ses cotisations, si le problème de la violation des statuts ne s'était pas posée. Je n'ai donc à m'occuper que de la seconde question, c'est-à-dire de la défense adressée à la Cour de connaître d'aucune convention relative au paiement par quiconque d'aucune cotisation ou amende à un syndicat. L'exclusion de la juridiction de la Cour est strictement limitée. Si le résultat n'est pas d'assurer directement le paiement de la cotisation, la juridiction n'est pas écartée. Ne pas interpréter strictement le mot « directly » équivaldrait à le rayer de la loi. La réintégration, par la Cour, d'un membre d'un syndicat qui, prétend-on, fut expulsé pour infraction à une disposition des statuts contenant une convention visée par la Section 4 de l'Acte de 1871, n'est pas

interdite, car elle ne constitue pas une sanction directe de la convention.

« La Cour ne peut prendre de sanction directe, mais elle peut réintégrer le membre et, par là même, lui restituer sa situation antérieure — à savoir celle d'un membre, titulaire des mêmes droits dépourvus de sanction. La Cour est libre d'interpréter les statuts pour voir si sa juridiction est écartée. Le Syndicat est tenu d'observer ses statuts, tels qu'ils sont interprétés par ces Cours de Justice, qui peuvent en assurer le respect, si cette sanction n'est pas prohibée, par la Section 4, Sous-Section 2 de l'Acte en tant que sanction directe des conventions, ou de l'une quelconque d'entre elles, énumérées par cette Section. Si l'on demande à la Cour de sanctionner directement l'un quelconque de ces accords, elle doit refuser d'intervenir et ne peut examiner le juste ou l'injuste, les droits ou les torts de l'espèce.

« Les défendeurs déclareraient agir en vertu de l'article 27, § 3, ainsi conçu :

« Tout membre devant plus de vingt semaines de cotisations, et qui, durant la même période, n'est pas en règle en vertu des livres, devra être exclu temporairement de tout bénéfice pécuniaire et devra être expulsé à moins qu'une raison satisfaisante ne soit fournie au Bureau de la section qui fixera discrétionnairement la date à laquelle le dit membre sera autorisé à liquider l'arriéré.... mais dans tous les cas, aucune décision d'expulsion ne sera définitive avant d'avoir reçu l'approbation du conseil. »

« Cette clause est une clause pénale et doit être

strictement interprétée. Le demandeur avait effectué tous ses versements jusqu'au samedi 13 novembre 1920. Le délai de vingt semaines à compter de cette date expira le 2 avril 1921. En vertu de l'article 26, § 7, la semaine est calculée, quant au paiement des cotisations, du lundi au samedi. La cotisation due était non pas quotidienne, mais hebdomadaire. Par conséquent, pour que le demandeur pût devoir un arriéré de vingt semaines de cotisations, il fallait qu'il n'eût rien versé jusqu'au samedi 9 avril, y compris ce dernier jour. Si, le samedi 9 avril, le demandeur se présentait et versait, le même jour, toutes les sommes dues, il ne pouvait être exclu pour défaut de paiement de vingt semaines de cotisations. Mais le demandeur fut exclu le 7 avril et le 9 avril, avant la réunion qui se tint ce jour-là, il offrit le montant total des cotisations arriérées au secrétaire qui, en vertu d'instructions reçues, refusa de le recevoir. L'exclusion n'est donc pas justifiée par les statuts. Il convient en conséquence d'accorder une injonction interdisant aux défendeurs d'expulser le demandeur, aux termes du quatrième chef des conclusions du demandeur. »

Somme toute, les cours anglaises s'attribuent actuellement compétence pour apprécier la validité d'une décision syndicale d'exclusion toutes les fois que les conclusions du demandeur à l'action n'exigent pas l'exécution forcée par l'Union défenderesse des obligations mises à sa charge par l'une des conventions mentionnées dans le texte de la Section 4;

les cours ne se demandent pas si le droit d'agir du demandeur se fonde, en dernière analyse, sur un accord syndical de la nature de ceux visés par ce texte; elles consentent même à interpréter ces conventions et n'envisagent que le résultat: si les droits ou les expectatives que le demandeur fonde sur l'un de ces accords demeurent, après comme avant sa réintégration, dépourvus de sanctions judiciaires, les cours protégeront sa qualité de membre et son statut d'adhérent.

La Jurisprudence américaine relative aux décisions corporatives d'exclusion peut se résumer en deux propositions: 1° les syndicats peuvent valablement insérer dans leurs statuts, et exécuter à l'encontre des délinquants, des clauses sanctionnant les infractions aux règlements en vigueur de peines de suspension ou d'exclusion; 2° les cours de justice se réservent, dans tous les cas, le droit d'apprécier la régularité procédurale et la conformité aux statuts des décisions rendues dans chaque espèce; elles veilleront en outre à ce que l'ordre public ne soit point violé par des clauses contraires aux lois impératives.

L'autonomie de principe des groupements corporatifs en matière disciplinaire fut affirmée notamment par la Cour Suprême de l'Etat de New-York, en septembre 1912 dans l'affaire « Bossert contre Fédération des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique ». (27). La firme Goldberg et Smith avait entre-

(27) « Bossert et al. V. United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America et al. » Supreme Court. Special Term. King's County. 25 Septembre 1912. N. Y. Supp^t. Vol. 137, N° 6, pp. 321 sqque. (Advance Sheets.)

pris la construction d'un immeuble dans le district de Manhattan. La maison Louis Bossert et fils fournissait tous les articles de bois tels que portes, cadres de fenêtres, etc. Les ouvriers employés sur le chantier appartenaient à la « Fédération » susmentionnée dont les statuts disposaient entre autres choses, qu'aucun de ses adhérents ne devrait accepter de travailler sur des matériaux fournis par une maison utilisant les services d'ouvriers étrangers à la dite Fédération. La pénalité prévue était une amende de 10 dollars. Le personnel de la Maison Bossert ne faisant pas partie de ce Groupement, les ouvriers du chantier refusèrent de travailler dès qu'ils apprirent que les articles de bois leur étaient fournis par une firme utilisant une main-d'œuvre non-unioniste. Sur ces entrefaites, Louis Bossert obtint une injonction interdisant à la Fédération et à tous ses membres : « de conspirer, ou agir de concert, de quelque façon que ce fût, dans le but de porter préjudice ou de nuire à la réputation commerciale, à la gestion ou aux affaires de la société demanderesse, en vue de contraindre les demandeurs à avoir recours à la main-d'œuvre unioniste soit, premièrement, en faisant parvenir à aucun client, ou client éventuel, des demandeurs, des lettres, circulaires ou communications, imprimées, manuscrites ou orales, qui suggèrent en propres termes, ou laissent entendre, que des conflits du travail résulteront de l'emploi de matériaux fournis par les demandeurs, ou par n'importe quelle personne, firme ou société mise à l'index (« declared unfair ») ou dont les matériaux ne sont pas

revêtus du label syndical, désignant en ces termes la firme du demandeur; soit, deuxièmement, en ordonnant ou imposant par quelque article, clause ou règlement, ou quelque décision prise en vertu de semblables dispositions, à quiconque, de s'abstenir ou de cesser de travailler pour une firme, une personne ou une société parce que ces dernières utilisent des matériaux fournis par les demandeurs, ou par quelque personne, firme ou société mises à l'index, ou dont les matériaux ne sont pas revêtus du label syndical, désignant en ces termes la firme du demandeur. Mais aucune disposition de la présente injonction ne doit être interprétée comme interdisant les grèves non accompagnées de violence, excepté celles dirigées contre les clients ou clients éventuels du demandeur, dans le but de porter atteinte à la réputation commerciale, à la gestion ou aux affaires de la société demanderesse. »

Après la délivrance de cette injonction, le secrétaire de la Fédération, John Rice, se rendit sur le chantier où il s'entretint avec les adhérents qui travaillaient sur des matériaux fournis par la maison Bossert; à la suite de cet entretien, les ouvriers cessèrent le travail. Louis Bossert s'adressa aux tribunaux, sollicitant les juges de sanctionner cette violation de l'injonction précitée.

Le juge Crane, de la Cour Suprême de l'Etat de New-York, déclara notamment ce qui suit : « Il est certainement licite, pour un groupe d'individus, de convenir qu'ils ne travailleront pas à certaines conditions ou sur certains matériaux. Comme on ne sau-

rait contraindre les hommes à travailler, ils peuvent subordonner l'octroi de leurs services à telles conditions qu'il leur plait. Ils peuvent par exemple décider entre eux qu'ils ne travailleront pas sur des matériaux de charpente, non fabriqués par des membres de leur Syndicat. C'est un procédé régulier par lequel ils mettent sur le marché la main-d'œuvre de leurs co-associés ou les produits fabriqués dans les usines où ils travaillent. Quand ils sont employés sur un bâtiment où l'on doit utiliser des matériaux de charpente, ces ouvriers, pour atteindre leur but et exécuter leurs obligations ont le droit de cesser le travail ou de refuser de travailler parce que les matériaux n'ont pas été fabriqués par des ouvriers membres de leur association. A moins qu'ils ne soient contraints de cesser le travail par la force, par menaces ou intimidation, il n'y a rien d'illégal à attirer leur attention sur le fait que les matériaux qu'ils manipulent n'ont pas été fabriqués par des membres de leur association et que continuer à les utiliser constituerait une violation de leurs engagements mutuels. On ne peut considérer comme un recours à la force, à la contrainte ou à l'intimidation le fait de déclarer à ces ouvriers qu'ils étaient parfaitement libres de travailler sur ces matériaux fabriqués par des non-syndiqués, mais que, ce faisant, ils ne pouvaient pas espérer demeurer membres de la Fédération et profiter de ses avantages et seraient par conséquent expulsés...

« S'il est licite de constituer un Syndicat poursuivant ce but et dont les statuts contiennent de tels

accords, il est impossible de déclarer illicite l'expulsion d'un membre fondée sur son refus de se conformer aux règles statutaires. Telle est le principe fondamental de toute organisation religieuse, politique et sociale. On ne peut contraindre les gens à y adhérer; on ne peut pas non plus contraindre la collectivité à les conserver parmi ses membres quand ils ont refusé de se conformer à ses règlements raisonnables. »

Si la décision d'exclusion est licite, « a fortiori » ne peut-on considérer le fait d'informer les ouvriers qu'ils s'exposent à une amende de 10 dollars comme une violation de l'injonction délivrée; la grève qui en résulta ne s'aggrava d'aucune violence et fut déclarée dans le but de soutenir les intérêts de la Fédération et de ses membres et non dans celui de porter atteinte à la valeur commerciale (« goodwill ») de l'entreprise du demandeur. Ce dernier fut débouté.

La Cour Suprême de Rhode Island devait affirmer le même principe le 4 janvier 1915 dans une espèce similaire (28); le Juge Vincent décida que les statuts d'un Syndicat de Musiciens, disposant que les membres ne devraient pas jouer pour le compte d'un propriétaire de music-hall ou de théâtre qui aurait violé un contrat passé avec les membres et qu'en cas de doute, la question de savoir si le contrat avait ou non été violé devrait être soumise au bureau du Syndicat, n'étaient pas, en eux-mêmes, illicites, puisque

(28) « Rhodes Bros Co v. Musicians Protective Union... » Supreme Court of Rhode Island. 4 janvier 1915. « The Atlantic Reporter ». Vol. 92. N° 10, p. 641. (Advance Sheets.)

les membres conservaient la liberté d'entrer au service de n'importe qui, à la seule condition de se retirer du Syndicat. Le juge cita notamment l'arrêt rendu dans l'affaire « Jetton-Dehkle Lumber C^o v. Malher » (29) : « Le risque constitué par les amendes et l'exclusion est un risque « volontairement
« assumé par les membres qui adhèrent au Syndi-
« cat, et, s'il ne consent plus à en accepter les char-
« ges — si les avantages qu'il en retire ne sont pas
« égaux aux fardeaux qu'il supporte — chaque
« membre a parfaitement le droit de se retirer du
« syndicat. » « Les règles légales applicables au devoir pour les membres d'obéir aux règlements de l'association à laquelle ils appartiennent — poursuit le juge Vincent — sont bien exposées dans les dicta du juge Sheldon, dans l'affaire Wilcott and Sons C^o v. Driscoll... (30) comme suit : « Lorsqu'un individu décide, de son propre gré, de s'unir à d'autres membres de la même profession pour former une association dans le but d'obtenir, par l'action concertée de tous ses membres, des conditions de travail plus favorables, il est tenu, tant qu'il désire demeurer membre de cette association, de soumettre, dans une certaine mesure, sa propre liberté de jugement et d'action au jugement de ses associés et de conformer sa conduite à la règle qu'ils auront posée d'un commun accord, dans l'intérêt de tous et de chacun. L'unité d'action serait impossible à toute

(29) 53. Fla. 969, 43 South. 590.

(30) 200. Mass. 110 et seq., 85 N. E. 897, 23 L. R. A. (N. S.), 1236.

autre condition. » Martin, dans son ouvrage sur « le Droit moderne des Syndicats » traite ainsi la question (§ 150, p. 207) : « Ce droit général pour un Syndicat, de poser, et de sanctionner par des pénalités, des règlements et des statuts régissant l'activité de ses membres ne lui a jamais été dénié tant que les droits de l'Union et de ses membres sont seuls en jeu. Peut-on, dans ces conditions, considérer comme illite, dans les rapports entre le Syndicat et ses membres, le fait pour le Syndicat d'imposer des pénalités conformes à ses statuts et règlements ? »

Le seul but poursuivi ou envisagé par l'Union défenderesse — poursuit le juge Vincent, paraît être de sanctionner à l'encontre de ses propres membres, les dispositions des statuts auxquels ils se sont volontairement soumis et qu'ils ont promis d'observer. L'Union n'agit pas avec des tiers sous forme de conspiration ou de combinaison; elle réclame tout au plus le droit d'agir dans son propre intérêt pour sanctionner les statuts qui règlent la conduite de ses propres membres, et nous estimons qu'elle a le droit de le faire. »

L'arrêt rendu le 11 février 1919 par la Cour Suprême de Virginie occidentale nous fournit une nouvelle illustration de la même règle ⁽³¹⁾; deux membres de la Fédération Internationale des mécaniciens de locomotives, Simpson et Smith, avaient été accusés, par écrit, par douze membres de leur

(31) « Simpson v. Grand International Brotherhood of Locomotive Engineers et al. » Supreme Court. of Appeals of West Virginia. South — Eastern Reporter. Vol. 98, n° 8, p. 580 sqque. (Advance Sheets.)

section locale d'avoir provoqué la violation d'accords relatifs à la répartition du travail entre les divers syndiqués; ces accusations furent soumises à une commission d'enquête qui invita Smith et Simpson à comparaître devant l'assemblée de la section locale, pour être jugés par elle; Smith et Simpson se présentèrent et opposèrent un démenti aux accusations portées contre eux. L'assemblée proclama leur innocence; un compte rendu ou procès-verbal fut rédigé par le secrétaire et adressé à S. H. Huff, président de la Commission du Contentieux, qui le transmit à son tour au « Grand Mécanicien Chef » ou Président de la Fédération. Ce fonctionnaire de la Fédération réclama par écrit au secrétaire de la section locale l'expédition d'une copie des accusations, des dépositions et de l'assignation; il désapprouva la procédure suivie par la section et la décision prise par elle, et ordonna d'ouvrir une instance nouvelle et de trancher la question conformément aux statuts de la Fédération. En vertu de cet ordre, Smith et Simpson reçurent l'invitation de comparaître une seconde fois pour répondre des mêmes accusations; à la suite de nouvelles dépositions, un vote fut organisé et les deux prévenus furent de nouveau acquittés. Après réception du rapport du « Mécanicien en Chef » de la Section, le « Grand Mécanicien Chef » de la Fédération déclara faire confiance à l'intégrité des fonctionnaires de la section, mais ajouta qu'en raison de l'attitude déloyale du contremaître Martin, il était devenu nécessaire de la dissoudre, et que le Grand Conseil de la Fédération serait saisi de la

question à la première occasion. Sur ces entrefaites, la section locale proposa de juger l'affaire une troisième fois; Smith et Simpson protestèrent contre la rescision de la première décision, mais le « Grand Mécanicien Chef » ayant rejeté leur requête et approuvé les projets de la section, le jugement fut effectivement rendu et les deux accusés furent cette fois expulsés. Ils firent appel; le « Grand Mécanicien Chef » refusa d'ouvrir à nouveau les débats, mais informa les appelants qu'ils pouvaient soumettre l'affaire à l'Assemblée Générale de la Fédération, au cours de sa prochaine session. Les appelants n'épuisèrent point cette ultime voie de recours corporative et portèrent la question devant les tribunaux judiciaires.

On se trouvait, en somme, en présence d'une initiative prise par le Président d'une association non constituée en personne civile, qui avait, de sa propre autorité, appelé d'une décision corporative exonérant deux des membres de la Fédération des charges portées contre eux. Ce fonctionnaire était désigné par les statuts comme président officiel, et chargé par eux d'exercer une autorité pleine et entière sur l'association dans son ensemble, de signer toutes les chartes des sections locales et de trancher toutes les difficultés qu'on lui soumettrait, sous réserve du contrôle effectué tous les trois ans par l'assemblée générale dont les arrêts et décisions, en toute matière, faisaient la loi suprême du groupe. La section 66 des statuts visait expressément le cas de suspension d'une charte locale par décision du « Grand Mécani-

cien en Chef », jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée. La Cour d'Appel de Virginie occidentale décida, dans cette espèce, que le pouvoir assumé par le Président relevait d'une interprétation raisonnable et légale des statuts lui conférant autorité et que cette interprétation appartenait non pas aux cours de justice, mais aux tribunaux corporatifs : «... L'interprétation des statuts organiques et règlements d'une société de secours mutuels ou autre associations non constituée en personne civile », déclara le juge Poffenbarger, « appartient, non pas aux tribunaux judiciaires, mais au bureau, comité ou autre tribunal organisé dans ce but au sein de l'association s'il en existe. Tant que l'organisme auquel ce pouvoir d'interprétation a été confié ne substitue pas la législation à l'interprétation, ne franchit pas les limites tracées par la raison, le sens commun et la loyauté, ne viole pas l'ordre public ou les lois du pays, les cours de justice ne peuvent modifier leurs conclusions et décisions. » ⁽³²⁾. Il en serait autrement si les membres d'une section votaient l'expulsion de certains syndiqués en dehors de toute disposition statutaire, sans leur adresser d'assignation et sans procéder à un jugement régulier, sans élément de preuve et sous la menace de voir suspendre leur charte locale. En l'espèce, nulle présomption suffisamment convaincante de malveillance ne pouvant être invoquée à l'égard des membres exclus, nulle règle d'ordre public n'interdisant aux tribunaux cor-

(32) Voir la longue liste d'arrêts mentionnés. 98. S. E. R., p. 587-588.

poratifs de revenir sur un acquittement préalable, la Cour d'Appel ne pouvait connaître de l'affaire alors qu'une voie de recours restait ouverte aux demandeurs au sein de l'association défenderesse.

La procédure suivie par l'Assemblée Générale de la même Fédération des mécaniciens de locomotives, fut contrôlée, et d'ailleurs approuvée, en juillet 1919, par la Cour Suprême de l'Arkansas, à l'occasion de l'expulsion de deux des membres de la Fédération, J.-C. Love, et F.-C. Stelter ⁽³³⁾. Dans cette deuxième espèce, le tribunal corporatif de dernier ressort s'était prononcé non point sur appel mais en première instance et les membres suspendus invoquaient devant les cours de justice (la Cour de Chancellerie de Pulaski puis la Cour Suprême de l'Arkansas) l'irrégularité du procédé; ils invoquaient en outre le fait qu'ils avaient été jugés non pas en séance plénière de l'Assemblée Générale, mais par une Commission; ils prétendaient que l'assignation était irrégulière et attaquaient enfin la décision quant au fond. Le juge Humphreys, de la Cour Suprême, valida la procédure suivie, en vertu d'une interprétation expresse des statuts fédéraux relatifs à la compétence attribuée à l'Assemblée Générale ⁽³⁴⁾ et à la forme des

(33) « Love et al. v. Grand International Division of Brotherhood of Locomotive Engineers et al. » Southwestern Reporter. Vol. 215. n° 6, p. 602.

(34) Statuts fédéraux. Troisième Section :

« L'Assemblée générale aura compétence exclusive pour connaître de tous les sujets relatifs à la Fédération, et ses règlements et décisions en toute matière constituent la loi suprême de la Fédération et toutes les sections et tous les membres de l'ordre leur devront fidèle obéissance...

« Elle aura également pleins pouvoirs pour ordonner l'expulsion d'un membre de n'importe quelle section et au cas où cette section

procès d'exclusion; quant à la question de fond. il confirma la décision corporative à la suite d'un examen nouveau des statuts fédéraux par application desquels elle avait été rendue; quant à l'accusation de mauvaise foi, il l'écarta en faisant sienne la décision prise par le juge de la Cour inférieure, ou Cour de chancellerie. Somme toute, les tribunaux judiciaires se reconnurent implicitement compétents sur tous les points, le tribunal corporatif de dernier ressort étant préalablement intervenu, mais confirma la procédure adoptée et le jugement rendu.

Un autre exemple d'interprétation judiciaire de statuts syndicaux et d'appréciation par une Cour de justice d'une procédure corporative d'exclusion, nous est donné par l'arrêt ⁽³⁵⁾ de la Cour Suprême de l'Etat de Kansas, rendu dans l'affaire « Flynn contre Fédération des Employés de chemins de fer ». L'action était intentée, plusieurs années après l'expulsion, par la veuve de Flynn, qui prétendait faire valoir à l'encontre de la Fédération, les droits de son mari défunt. Ce dernier avait été expulsé pour violation d'une règle statutaire disposant que toutes les décisions prises par le comité corporatif du Contentieux (« grievance committee or board of adjustment ») s'imposeraient aux membres jusqu'à la réunion suivante de l'Assemblée Générale (« Grand

ne se conformerait pas à l'ordre reçu, le Grand Chef devra lui retirer sa charte et la retenir jusqu'à ce que l'ordre soit exécuté ou que la décision ait été réformée par l'Assemblée générale; les membres ainsi exclus ne pourront être réintégrés sinon par l'Assemblée générale. »

(35) « Flynn v. Brotherhood of Railroad Trainmen ». Supreme Court of Kansas. 10 juin 1922. The Pacific Reporter. Vol. 207, n° 7, p. 829 sqque. (Advance Sheets.)

Lodge ») et que tout membre refusant de s'en tenir à ces décisions serait frappé d'exclusion. Flynn n'avait pas appelé de cette décision d'exclusion, alors que les statuts lui ouvraient deux recours, auprès du Président, puis auprès de l'Assemblée Générale. Le juge Mason, de la Cour Suprême, confirma quant au fond, la décision syndicale; il examina en outre l'objection soulevée par la demanderesse, qui soutenait que la clause prévoyant l'exclusion d'un membre qui refusait de s'en tenir aux conclusions de la commission syndicale du Contentieux était nulle comme contraire à l'ordre public (« public policy ») et au droit de pétition consacré par la Constitution de l'Etat de Kansas, dans les termes suivants : « Le peuple a le droit... d'adresser une pétition au gouvernement, ou à l'une quelconque de ses administrations, pour redresser une injustice. » (« Bill of Rights », § 3). Il estima que les Compagnies de chemins de fer constituant, à l'époque où la décision d'exclusion avait été prononcée, des entreprises privées, le fait pour un ouvrier syndiqué, d'en appeler d'un classement effectué par une commission corporative, au jugement d'un agent de la Compagnie, ne constituait pas un exercice de ce droit de pétition et qu'en conséquence, la décision d'exclusion ne pouvait être attaquée de ce chef.

Mais en face de ces jugements et arrêts consacrant dans une large mesure l'autonomie corporative en matière disciplinaire, et la compétence des organes syndicaux quant à l'interprétation des statuts, nous pouvons relever de nombreuses décisions qui nous

démontrent que les cours américaines n'hésitent point à intervenir pour réformer les sentences d'exclusion qui leur paraissent inconstitutionnelles, contraires à l'ordre public, entachées d'irrégularité formelle ou de foncière déloyauté.

En mai 1912, le juge Kelly, de la Cour Suprême de l'Etat de New-York, qui avait à trancher le problème de la validité d'une sentence d'exclusion, et de la responsabilité pécuniaire éventuelle d'une Fédération à raison d'actes accomplis par une section locale (36), déclara, sur ce deuxième point, que la Fédération dont le demandeur était membre, qui exerçait un contrôle constant sur l'activité de ses branches locales, qui percevait une partie des sommes versées à titre de cotisations aux dites branches et qui avait confirmé la décision d'expulsion, répondait des décisions prises. Quant à la validité de l'exclusion, ce magistrat s'exprima dans les termes suivants : « Etant donné les preuves administrées, la question de savoir si le demandeur avait été régulièrement exclu de l'association devait être tranchée par le jury. S'il est vrai que les Cours n'interviennent point d'ordinaire dans la vie intérieure de ces « associations volontaires », néanmoins chaque membre a le droit d'exiger qu'on lui accorde les droits et privilèges qui lui sont garantis par la constitution et les statuts, et, s'ils sont méconnus, de demander justice aux tribunaux. Etant donné l'ampleur des pouvoirs

(36) « Schouten v. Alpine ». Supreme Court. Trial term. Kings County. Mai 1912. The New-York Supp^t. Vol. 137, n° 6, p. 380 sqque. (21 octobre 1912. « Advance Sheets ».)

accordés à l'organisme professionnel sur les membres individuels dans l'intérêt collectif, certains devoirs et certaines obligations s'imposent à elle. L'un des droits les plus importants possédés par le membre individuel en compensation de sa fidélité envers le syndicat est le droit d'être jugé en audience régulière (« the right to a fair trial ») avant de pouvoir être exclu du Syndicat. La constitution et les statuts lui assurent ce droit et sa sanction est de suprême importance pour le membre individuel et pour l'association dans son ensemble. Si ce droit de connaître les accusations portées contre lui, d'être confronté avec ses accusateurs, d'avoir l'occasion de présenter sa défense, peut lui être arbitrairement refusé, s'il peut être privé de sa qualité de membre de l'Union par une procédure renouvelée de celle de la chambre étoilée (37), sans avoir obtenu audience, alors l'organisme professionnel, au lieu d'être l'un des facteurs les plus importants de l'amélioration de la condition du travailleur, peut devenir un puissant moyen d'oppression. La procédure qui aboutit à l'expulsion du demandeur, dans la section locale comme dans la Fédération Nationale, semble avoir été conduite en violation des règles de forme établies par les membres en vue de leur propre gouvernement. Le verdict du jury a établi qu'on ne lui a pas accordé une audience et un jugement régulier, et les défenseurs reconnaissent avoir ratifié et confirmé cette procé-

(37) « Star Chamber proceedings » Il s'agit de la Cour, chargée de juger tant au criminel qu'au civil, les affaires relatives aux atteintes portées aux intérêts de la Couronne. Elle fut abolie en 1640. (Condensed Oxford Dy.).

dure illégale. L'appel, que les statuts syndicaux lui accordaient, lui a été refusé, car on ne peut prétendre, étant donné les preuves administrées ici, avoir observé le moins du monde la procédure prescrite. Les membres de l'association défenderesse se sont associés en vue de leurs intérêts communs, financiers et autres, et je crois qu'ils doivent répondre des actes positifs illégaux de ceux auxquels ils ont confié la gestion de leurs affaires — actes non seulement accomplis dans les limites de leur mandat, mais qui ont, en outre, fait l'objet d'une délégation spéciale. »

Dans l'affaire « Neal v. Hutcheson » (38), qui fut tranchée le 7 juillet 1916, par la même Cour Suprême de l'Etat de New-York, le juge Mullan n'hésita pas à déclarer nuls, comme contraires à l'ordre public, des statuts sociaux qui prévoyaient des mesures disciplinaires de confiscation. La situation était celle-ci : demandeurs et défendeurs étaient membres de la Fédération unitaire des menuisiers et charpentiers d'Amérique, le défendeur Hutcheson étant son président. Au cours du mois de novembre 1915, le Conseil de district (organisme professionnel) de l'Agglomération New-Yorkaise, composé de plus de 60 Syndicats, groupant environ 18.000 membres, sollicita du Bureau central l'autorisation d'exiger une augmentation de salaires et divers autres avantages. Cette

(38) « Neal v. Hutcheson et al. » Supreme Court. Special Term. Bronx County, 7 juillet 1916. The New-York Supp^t, vol. 160, n° 14, p. 1006 sqque. « Advance Sheets », 6 novembre 1916.

On remarquera que l'Association défenderesse (« United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America. ») est la même fédération qui avait obtenu gain de cause contre Bossert, en septembre 1912.

autorisation fut accordée. La demande fut alors adressée aux employeurs, et les employeurs de 15.000 membres du district syndical y accédèrent; les employeurs occupant les 3.000 ouvriers restant refusèrent; ils étaient constitués en Syndicat patronal de charpentiers. Le Conseil syndical de district décida de provoquer une grève des 3.000 ouvriers, et s'adressa au Bureau central, sollicitant l'octroi éventuel des secours financiers nécessaires. Le Bureau central interdit la grève et, sans consulter le Conseil de district, confia au défendeur Hutcheson la charge de régler le différend. Le Conseil de district passa outre, ordonna la grève, et les ouvriers se conformèrent à cet ordre. Le défendeur Hutcheson effectua un règlement avec le Syndicat patronal, à des conditions que les ouvriers considérèrent comme désavantageuses. Les ouvriers et le Conseil de district décidèrent de ne pas les accepter. Sur ces entrefaites, le défendeur Hutcheson, en tant que Président de la Fédération, sans accusation et sans jugement, en vertu des dispositions de la Section quatre des statuts, suspendit par décision sommaire, le Conseil de district et les Syndicats locaux et ordonna à tous les membres d'adhérer à d'autres Syndicats qu'il se préparait à constituer. Il ordonna aussi le transfert de tous les livres, documents et fonds des Syndicats locaux et du Conseil de district au secrétaire général qui les détiendrait en tant que fidéicommissaire. Les demandeurs avaient obtenu une injonction préliminaire interdisant l'exécution de ces ordres, et sollicitaient de la Cour son maintien. Les passages essentiels des statuts de la Fédération étaient les suivants :

Article 10: « Il (le Président)... aura qualité pour suspendre tout Syndicat local et Conseil de district... pour violation des statuts... Tout Syndicat... local, Conseil de district... qui viole volontairement ou directement les statuts ou les principes de la présente Fédération Unitaire ou agit contrairement à ses intérêts peut être suspendu par le Président, avec l'approbation du Comité central exécutif... Toutes les fois que, de l'avis du Président, des organismes secondaires ou des membres de la Fédération exercent leur activité à l'encontre de ses intérêts fondamentaux, ou ne seront pas en harmonie avec ses statuts et règlements, le Président aura qualité pour ordonner la dissolution de l'organisme précité sous peine de suspension. »

Article 30: « Si, à un moment quelconque, un Syndicat local est suspendu ou dissous, tous les biens... et fonds détenus par... ledit Syndicat local devront être transmis immédiatement, par exprès, au Secrétaire général qui en aura la garde, au nom de la Fédération Unitaire, en qualité de fidéicommissaire des charpentiers de la localité, jusqu'à la date de leur réorganisation. »

Le juge Mullan s'exprima en ces termes: « Il n'est pas contesté que le Conseil de district et les Syndicats locaux possèdent des biens considérables. Leur titre serait détruit ou affaibli si ces dispositions étaient valables. La règle en vertu de laquelle le membre d'une Association ne peut être suspendu ou exclu sans accusation et sans procès régulier, dès que des droits de caractère pécuniaire sont en jeu, est bien

établie... On ne peut établir aucune distinction à cet égard entre les individus et les Associations... La mainmise sur les biens du demandeur n'est pas moins illégale parce que ces biens seront détenus au profit de certains autres charpentiers, et que les personnes qui en assument la possession ne se les approprièrent pas. Les statuts qui prévoient des mesures de confiscation ont toujours été tenus pour contraires à l'ordre public... Si les statuts étaient valables, ils auraient pour effet de constituer un tribunal ayant compétence pour prononcer sur les droits de propriété de tous les membres et pour transférer ces droits à d'autres, et c'est ce que la loi ne permet pas, en dépit des obligations contractuelles qui ont pu être souscrites sous la forme d'une adhésion aux dispositions statutaires contraires à l'ordre public, donnée lors de l'admission... L'article 56 des statuts prévoit un droit d'appel, d'abord au Président, puis au Comité central exécutif et enfin à l'Assemblée générale de la Fédération. Les défenseurs prétendent que ces recours, s'ils étaient exercés, constitueraient un procès. Mais le procès mentionné dans les espèces précédentes est un procès régulier précédé d'accusation et antérieur à la sentence, sans le fardeau supplémentaire de la présomption d'exactitude d'une décision déjà rendue. Et l'on doit remarquer que les deux premiers recours seraient adressés au défendeur Hutcheson et au Bureau qui a déjà ratifié ses actes. Nul ne pouvant être valablement juge et partie, et puisque la participation au litige interdit à un magistrat d'en connaître sur appel, ce serait pure folie

de suivre la procédure de ces recours successifs à deux tribunaux incompétents. En outre, l'article 56 dispose que « l'appel ne sera en aucun cas suspensif d'exécution ». « Pendant que ces recours seraient exercés, le « dommage irréparable » pourrait être causé... L'injonction sera maintenue... »

Une autre illustration du principe du contrôle judiciaire des exclusions nous est offerte par l'arrêt ⁽³⁹⁾ de la Cour d'Appel de l'Etat d'Indiana dans l'affaire « Gardner v. Newbert », rendu le 17 novembre 1920. La loge ou section locale n° 39 de la « Fédération internationale des chaudronniers et ouvriers ou auxiliaires des constructions navales métalliques » détenait une charte syndicale, délivrée par la Fédération précitée, depuis 1890; cette charte avait été renouvelée en 1909 et n'avait jamais fait l'objet de retrait ni d'abrogation. Le patrimoine de la loge n° 39 s'élevait en 1918 à 4.000 dollars; les statuts fédéraux assuraient en outre le versement d'un capital, variant suivant l'ancienneté de 50 à 250 dollars, au décès de chaque adhérent. Or, le 18 avril 1918, l'un des membres de la loge n° 39 reçut, en l'absence de toute assignation ou audience antérieure, du Président en exercice, Louis Weyand, le télégramme suivant:

« Nous sommes parvenus à la conclusion que les fonctionnaires et les membres de la loge 39 n'ont pas l'intention de se conformer aux ordres de l'Assemblée ou de la Commission exécutive par conséquent vous

(39) « Gardner et al. v. Newbert et al. » Appellate Court of Indiana, Division n° 2, 17 nov. 1920. *Northeastern Reporter*, vol. 128, n° 19, p. 704. (21 décembre 1920, « Advance Sheets ».)

leur notifierez officiellement en vertu des présentes que la charte de la loge 39 est révoquée à compter de la réception du présent avis les timbres apposés sur les carnets des adhérents après le 19 avril 1918 ne seront pas reconnus valables. Les fonctionnaires et les sections ou loges de la Fédération internationale vous ordonnent de notifier le présent avis à tous les membres de la loge 39 à défaut de quoi vous pourrez encourir des responsabilités ultérieurement nous réclamons de vous un service spécial à l'occasion de ce message il vous est en outre ordonné de retourner la charte de la section au Bureau n° 1 Law Building Kansas City Kansas.

Louis WEYAND, Président en exercice. »

Postérieurement à la réception dudit télégramme, la Commission exécutive de la Fédération refusa de traiter les membres de la loge 39 comme membres de la Fédération. On ne pouvait relever aucune infraction aux règlements et statuts à la charge des membres et des fonctionnaires de la loge 39. D'autre part, les statuts fédéraux disposaient que tout membre devrait être régulièrement jugé avant d'être frappé d'amende, de blâme ou de suspension et qu'aucun membre ne serait inculpé, à moins que des accusations écrites précisant l'objet de l'infraction et signées par l'un des membres de la Fédération, n'aient été soumises à la loge et qu'un exemplaire n'en ait été fourni au membre accusé. L'actif des loges ou sections locales était détenu en vertu d'un fidéicomis au profit des membres et ne devait être réparti entre les membres de la loge. Tous les fonds en

caisse devaient être retournés en même temps que la charte au Secrétaire-Trésorier, 50 % devant être placé au crédit de la section au cas de réorganisation, et 50 % versés au fond commun. En présence de ces faits, le juge Nichols, de la Cour d'Appel, s'exprima comme suit : « Les Cours de Justice ont déclaré, à plusieurs reprises, qu'elles étaient compétentes pour protéger un membre contre une mesure de suspension ou d'expulsion irrégulière ou arbitraire, ou pour contraindre les Associations à réintégrer les membres exclus avec tous droits et privilèges attachés à la qualité de membre, au cas de suspension ou d'expulsion irrégulières, à condition que des droits de caractère pécuniaire soient en jeu... Ce principe s'applique avec une égale force à toutes les Associations, qu'elles soient ou non constituées en personnes civiles... Les conclusions des demandeurs déclarent que la loge n° 39 détient des biens dont la valeur approchée est de 4.000 dollars, biens qu'elle détient en vertu d'un fidéicommiss, au profit des intimés et dont les appelants cherchent à priver les intimés et qu'une disposition des statuts fédéraux assure aux membres dont la situation est régulière le versement de secours en cas de décès ou d'incapacité de travail. Ce sont là des droits pécuniaires que les membres doivent perdre au cas de suspension ou d'expulsion de la Fédération, et ce sont des droits pécuniaires d'une nature telle qu'il ne peut y être porté atteinte sans accusation et sans procès régulier... Cette règle de droit doit certainement l'emporter lorsque l'on soutient, comme les intimés le font en l'espèce,

que la situation de chacun des membres était régulière, qu'ils ont constamment observé les règlements et statuts de la Fédération et de leur section locale et que les fonctionnaires de ladite section se sont à tous égards conformés aux règlements et statuts de ladite Fédération.

« Les conclusions des demandeurs soutiennent qu'ils ne furent nullement informés du projet de suspension de leur section et de ses membres, avant de recevoir le télégramme reproduit plus haut, adressé par le Président en exercice. Il a été jugé à plusieurs reprises que l'expulsion d'un membre d'une Société de Secours mutuels (« Fraternal benefit Association ») sans assignation ou audience, était nulle. La mesure de suspension étant nulle, le statut légal des intimés ne fut pas modifié et ils ne furent pas soumis à l'obligation d'exercer un recours au sein de la Fédération, avant de s'adresser aux tribunaux judiciaires... Dans l'espèce qui nous est soumise, la suspension envisagée menaçait une section locale, mais une telle mesure, une fois réalisée, priverait nécessairement les intimés de leur situation, avantages et droits pécuniaires en tant que membres de la Fédération.

« Dans l'espèce « *Kelwe v. Leonard* » ⁽⁴⁰⁾, il fut jugé qu'une section locale ne pouvait être frappée de suspension, et que ses membres ne pouvaient être déchus de leur qualité et de leurs droits à des secours en cas de maladie, de décès ou de grève, ainsi que de tous autres droits attachés à la qualité de membre, par un acte arbitraire du Président en exercice.

(40) 176. App. Div. 626, 163 N. Y. Supp^t, 357.

Cette décision est directement applicable aux faits qui nous sont soumis. »

Une conception particulièrement restrictive des pouvoirs syndicaux et de l'autonomie des groupements corporatifs se fait jour dans un arrêt rendu par la Cour Suprême de Pensylvanie, le 21 mars 1921 ⁽⁴¹⁾.

H. F. Spayd, membre de la Section locale n° 665 de la Fédération des Employés de Chemin de Fer, avait été exclu de cette organisation pour avoir signé une pétition adressée à la législature et sollicitant l'abrogation d'une loi relative aux agents des trains. La règle statutaire appliquée était contenue dans l'article 23, ainsi conçu: « Tout membre de la Fédération usant de son influence pour mettre en échec une mesure prise par le législateur représentant la nation, ou une mesure régulièrement prise par l'Assemblée législative des représentants au cours de ses sessions, ou une décision prise par les Commissions législatives dans les limites de leur autorité, devra, si sa culpabilité est établie, être frappé d'exclusion. » Le demandeur Spayd fondait son argumentation sur cette unique raison que l'article 23 des statuts fédéraux était entaché de nullité. Le juge Moschzisker décida, en effet, de justifier sa décision par des considérations purement constitutionnelles. La déclaration des droits de l'Etat de Pensylvanie dispose dans son article 7, ce qui suit : « La libre

(41) « Spayd v. Ringing rock Lodge, n° 665, Brotherhood of railroad trainmen of Pottstown et al. » Supreme Court of Pennsylvania. 21 mars 1921. « The Atlantic Reporter », vol. 113, n° 1, 5 mai 1921 (Advance Sheets ».)

communication des pensées et des opinions est l'un des droits inappréciables de l'homme, et chaque citoyen peut parler, écrire et imprimer librement sur n'importe quel sujet, tout en répondant des abus de cette liberté; » l'article ajoute que les citoyens auront le droit d'adresser des pétitions à « ceux qui sont investis du pouvoir gouvernemental, pour redresser des injustices ou dans d'autres buts. » ; il dispose finalement que ces prérogatives de chaque citoyen sont « soustraites aux pouvoirs généraux du Gouvernement et devront demeurer à jamais inviolables. » Après avoir donné lecture de ce texte, le juge déclara : « Les droits ci-dessus mentionnés ne peuvent être légalement violés, même temporairement, par des individus, pas plus que par l'état lui-même; à plus forte raison ne peuvent-ils être atteints par des Associations, constituées ou non en personnes civiles, qui fonctionnent uniquement par la grâce de l'état et dont « la surveillance et le contrôle » sont expressément confiés aux Cours d'équité par la loi du 16 juin 1836 (42). Nous avons souvent dit que les statuts et règlements de ces Groupements artificiels ne seront sanctionnés qu'autant qu'ils seront raisonnables (suit une longue liste de précédents); et ils ne peuvent jamais être tenus pour tels lorsque, comme dans l'espèce qui nous est soumise, ils prétendent contraindre le citoyen à perdre ses droits de propriété sur le montant global de l'épargne sociale, ou à renoncer à l'exercice d'autres droits qui sont constitu-

(42) P. L., 784, § 13, par. 5; Pa. St., 1920, § 4562.

tionnellement inviolables. La section défenderesse fait partie d'une Association de Secours mutuels et le verdict du jury établit que le demandeur y détient des droits pécuniaires importants. Dans ces circonstances, il ne suffit pas de dire qu'il lui est loisible de recouvrer sa pleine liberté d'action, à tout moment, en se séparant de la Fédération; mais, le pourrait-il, que cette disposition statutaire, interprétée comme les défenseurs l'interprètent, serait désapprouvée et nulle aux yeux de la loi.

« Lorsque le demandeur signa la pétition adressée au corps législatif sollicitant l'abrogation de la loi... il communiquait à cet organisme ses « pensées et opinions » et s'efforçait d'en obtenir la réparation de ce qu'il considérait comme une « injustice » publique » — réparation que les législateurs seuls pouvaient accorder. Puisque le demandeur considérait la loi, dont la pétition sollicitait l'abrogation, comme une injustice de cette nature, l'attitude prise par lui constituait non seulement l'exercice d'un droit légal, mais encore coïncidait avec son devoir sacré de citoyen, dont l'exercice ne peut, en aucun cas, l'exposer à des mesures répressives. » Après avoir assimilé le droit de pétition aux droits naturels et inviolables des citoyens de tout Etat libre, le juge Moschzisker continua: « Puisque les lois fondamentales interdisent au Gouvernement lui-même d'enfreindre une telle prérogative, ni les Cours, ni aucun Tribunal inférieur ne peuvent ignorer cette prohibition. Comme nous l'avons déclaré dans l'espèce *Phila. Trust Co. v. Northumberland Co. Trac. Co.*, (258 Pa, 152, 166,

101. Atl. 970, 974), « aucune autorité tirée de la loi commune ou de statuts spéciaux, n'autorise les cours à exercer des fonctions qui font l'objet d'une prohibition expresse de la constitution », et pourtant, dans l'espèce présente, si les appelants obtenaient gain de cause, les Tribunaux inférieurs, ou Cours, de leur organisation, pourraient ignorer la Constitution de l'Etat qui garantit au citoyen le droit de pétition et, en agissant ainsi, priver le demandeur de sa qualité de membre de la Fédération défenderesse.

« La position des défendeurs n'est pas seulement insoutenable en principe, elle est contraire aux précédents. Dans l'espèce « Erdmann v. Mitchell » ⁽⁴³⁾, une demande d'injonction contre une Association ouvrière non constituée en personne civile, relative à un droit constitutionnel de nature plus individuel et moins politique que le droit impliqué dans l'espèce présente, nous avons déclaré :

« C'est un des droits garantis à l'ouvrier par notre déclaration des droits, c'est un droit dont le législateur ne peut le priver, un droit dont nuls statuts syndicaux ne peuvent le dépouiller et un droit que les Cours ont le devoir strict de protéger. »

« L'argument présenté par les défendeurs, d'après lequel l'application au demandeur de l'article 23 ne le prive pas de son droit de pétition, mais le délègue simplement à la Fédération défenderesse, pendant qu'il en est membre, ne peut être soutenu. Toute convention ou contrat déléguant une telle prérogative

(43) 207. Pa. 79, 91, 56 Atl. 327, 331 (63 L. R. A. 534, 99. Am. St. Rep., 783.)

à des tiers, pour qu'elle soit exercée dans son intérêt, est contraire à l'ordre public et nul. Le droit impliqué dans l'espèce constitue, avec le droit de vote, le seul moyen de tenter de provoquer, ou de réaliser des modifications pacifiques dans nos lois et nos institutions, et ils ne peuvent, sans atteinte à la sécurité de l'Etat et du corps entier du peuple, être concentrés entre les mains de quelques hommes, dans quelque but que ce soit. Par conséquent, par principe, la loi n'entend pas sanctionner leur délégation. Nous pouvons ajouter que la renonciation temporaire à un droit inaliénable, ou la dénégation temporaire d'un droit de cette nature, tel que celui dont il s'agit ici, sont nulles au même titre qu'une renonciation ou dénégation permanentes. » La Cour d'Appel confirma le jugement de la Cour Supérieure ordonnant la réintégration du demandeur.

Citons encore l'arrêt rendu par la Cour Suprême de l'Etat de New-York, le 27 mai 1921, dans l'affaire *Kunze v. Weber* (44). L'arrêt affirme que le Président d'une Fédération de Syndicats n'a pas autorité pour procéder à l'expulsion sommaire de membres de la Fédération, sans que ces derniers aient pu présenter leur défense. En l'espèce, le pouvoir de prononcer l'expulsion était accordé par les statuts non pas au Président, mais au Comité exécutif, le Président étant toutefois autorisé à prendre des mesures au cas d'urgence. La Cour estima que la seule interpréta-

(44) « *Kunze et al. v. Weber et al.* » Supreme Court. Appellate division, first department; 27 mai 1921. « *The New-York Supplement* », vol. 188, n° 6, p. 644 sqque, 11 juillet 1921. « *Advance Sheets* ».

tion admissible de cette clause limitait les pouvoirs du Président aux mesures requises pour maintenir le statu quo ou pour protéger la Fédération jusqu'à ce que le Conseil ou l'Assemblée pussent intervenir. En outre, elle décida que la règle générale, en vertu de laquelle les membres d'une Association irrégulièrement expulsés devaient épuiser les voies de recours qui leur étaient ouvertes au sein de l'Association avant de porter l'affaire devant les Tribunaux judiciaires, serait écartée à raison de ce que les membres avaient été expulsés par le Président en vertu d'une mesure d'urgence qui les mettait dans l'impossibilité de trouver du travail, et de ce que le recours corporatif qui leur était ouvert consistait en un appel à l'Assemblée suivante de la Fédération, mesure trop tardive pour les priver de leur droit à injonction.

Le dernier en date des arrêts américains que nous analyserons fut rendu par la Cour Suprême de l'Alabama, le 29 novembre 1923 ⁽⁴⁵⁾; il se distingue des précédents en ce que le demandeur réclamait, non pas sa réintégration comme membre de la Fédération internationale des Mécaniciens de locomotives, mais des dommages et intérêts à raison de son expulsion irrégulière; la Cour estima qu'en ces circonstances, le demandeur n'était pas tenu de se conformer à la règle qui impose au syndiqué, sollicitant sa réintégration, d'épuiser les voies de recours corporatives

(45) « Grand International Brotherhood of Locomotive Engineers v. Green ». « The Southern Reporter ». Vol. 98, n° 7, p. 569 sqque. 16 février 1924; « Advance Sheets ».

avant de s'adresser aux Cours de justice. L'argument du juge Sayre fut le suivant : « Dans l'espèce présente, le demandeur ne sollicite pas sa réintégration; il demande réparation pécuniaire de l'atteinte portée à ses droits personnels et à ses droits de propriété par son expulsion injustifiée, malveillante, ou injustifiée, et malveillante à la fois, de la Fédération. Il se peut que les autorités soient en conflit sur la question de savoir si, en pareil cas, le demandeur doit nécessairement établir qu'il a obtenu une décision du Tribunal corporatif de dernier ressort; mais nous estimons que l'opinion qui doit l'emporter est celle d'après laquelle il n'est pas nécessaire, dans une espèce de la nature de celle-ci, que le demandeur prétende ou établisse qu'il a recouru contre la décision d'expulsion, pour cette raison que l'annulation de la décision ne constituerait pas une réparation entière du dommage causé à ses droits de propriété et des autres préjudices qu'il a soufferts à raison de son exclusion de la Fédération. » Relativement au problème de la responsabilité encourue par la Fédération à l'occasion d'actes accomplis par une Section locale, le juge Sayre s'exprima en ces termes : « On fait également observer que la Fédération internationale ne devrait pas être rendue responsable de ce qui fut fait par la Section locale de Selma, en l'absence d'affirmation et de preuve que l'organisation centrale participa effectivement à l'expulsion du demandeur, ou la ratifia. C'est précisément ce que la loi entend faire, sous réserve, bien entendu, de la règle... que l'organisation centrale répond des délits des or-

ganisations locales commis dans la sphère et les limites de leurs attributions. En conséquence, le privilège de l'Association doit être accepté avec la charge de la responsabilité des actes des Sections locales, responsabilité qui s'étend seulement aux fonds sociaux et non à ceux des membres individuels, à moins que les membres ne soient poursuivis personnellement. On peut admettre que la constitution, les statuts et les règlements de la Fédération équivalent à un contrat passé entre ses membres et que ces derniers sont liés par eux aussi bien que la Fédération ; que les Cours de justice ne sont pas disposées à intervenir dans la gestion des affaires intérieures de semblables Associations; que l'expulsion d'un membre prononcée pour une cause ressortissant de la compétence des Tribunaux corporatifs qui rendent la décision, à la suite d'une assignation et d'une audience et d'un procès conduit en conformité de la constitution, des statuts et des règlements de l'Association, ne peut être discutée par les Tribunaux civils; mais les Cours de justice soutiennent que les Associations de cette nature doivent agir de bonne foi et ne doivent violer ni les lois de l'Etat, ni aucun droit inaliénable de leurs membres. » Quant au fond, la Cour estima que nul texte légal, et nulle disposition des statuts fédéraux n'autorisait la Fédération à expulser l'un de ses membres pour la raison — reconnue décisive par un verdict régulier du jury — qu'au cours de la discussion sur la grève des Fédérations d'employés de chemin de fer immédiatement antérieure à la déclaration de guerre entre les Etats-

Unis et l'Allemagne, le demandeur avait déclaré que son premier devoir était son devoir envers son pays.

De l'ensemble de ces décisions judiciaires américaines, il ressort que les Tribunaux reconnaissent l'autonomie syndicale et la compétence des organes corporatifs quant aux affaires intérieures des Unions, mais qu'ils se déclarent compétents pour contrôler et réformer leurs décisions lorsque les statuts ont été violés dans leur texte ou dans leur esprit, ou lorsque ces statuts eux-mêmes sont contraires à l'ordre public ou aux règles impératives de la constitution.

La jurisprudence et la doctrine françaises consacrent également la compétence des juridictions de droit commun; en effet, si l'on considère l'exclusion comme une application au contrat d'association de l'art. 1184 C. civ., et si les statuts sont muets, cette résolution doit être demandée en justice, « l'Association n'est certainement pas habile à prononcer cette décision elle-même; une décision unilatérale de l'Association ne suffit pas » (46). Une note sous une décision du Tribunal Civil du Havre, du 26 octobre 1894 (47) expose que « la loi de 1884 a omis de statuer

(46) Lemarchand. « Rapports de l'Association avec ses membres ». Thèse, Paris, 1923, p. 141, et les nombreuses décisions judiciaires qu'il cite à l'appui de cette opinion.

(47) D. 1895, 2, 202. Cité par Lemarchand. Op. et loc. cit.

sur les clauses d'expulsion des membres des Syndicats. Il en résulte que les Syndicats ne sont pas investis légalement du droit d'exclure un de leurs membres. L'adhésion et la réception d'une personne dans un Syndicat forment un contrat synallagmatique qui ne peut être résolu que d'après les principes du droit commun, c'est-à-dire qu'il y a lieu seulement à une action en justice pour obtenir la résolution du contrat, en cas d'inexécution des engagements, conformément à l'art. 1184 C. civ. » ; quant aux clauses expresses d'exclusion, elles revêtent assez rarement la forme de clauses résolutoires agissant de plein droit : dans ce dernier cas, d'ailleurs, l'interprétation doit en être restrictive et un recours en justice reste ouvert à l'adhérent exclu (47 *bis*) ; dans la plupart des hypothèses, il s'agit d'un pouvoir d'exclusion, statutairement attribué à l'Association à l'encontre des membres qui manquent à leurs engagements ; la jurisprudence y voit généralement une autorité disciplinaire permettant au groupement de prononcer des peines. « On en déduit, d'une part, que toutes les dispositions y relatives sont de droit strict et ne peuvent recevoir d'extension par voie d'interprétation et d'assimilation. D'autre part, que le prononcé de cette peine doit être entouré de toutes les garanties attachées au droit de défense et que l'application enfin en doit pouvoir être contrôlée par les Tribunaux (48). » Il convient d'ajouter que les clauses d'exclusion contraires à l'ordre public sont nulles, et

(47 *bis*) Lemarchand, *op. cit.*, p. 143.

(48) Lemarchand, *op. cit.*, p. 145.

que les Tribunaux trouvent dans cette notion d'ordre public une troisième justification de leur intervention, après le contrôle de la conformité de la décision aux statuts et celui du respect des droits de la défense. Parmi les décisions jurisprudentielles récentes, nous en relèverons deux relatives aux cercles; le jugement du Tribunal de la Seine du 1^{er} mai 1914 rendu dans l'affaire « de Poligny contre Cercle des Capucines » (49) dispose que « le Comité d'un Cercle ne doit assurément pas prononcer l'exclusion d'un de ses membres sans lui avoir fait connaître les faits précis qui lui sont reprochés et sans l'avoir mis en mesure de se défendre ; qu'il importe peu que les statuts ne lui prescrivent rien à cet égard; que, s'ils le constituent en une sorte de juridiction, cette juridiction est tenue de respecter la règle qui veut que nul ne puisse être condamné, surtout en matière disciplinaire, sans avoir été entendu; ». Le jugement du même Tribunal, rendu le 13 février 1925, dans l'affaire « Club des Cent contre Poiret » (50) confirme, après examen, la décision de l'Association, disposant que « lorsqu'il est constant qu'un membre d'une Association a été régulièrement convoqué devant le Comité d'administration en vue de s'expliquer sur une proposition de radiation pour faute grave contre l'honneur ou la bienséance et qu'il a nettement et formellement refusé de répondre à cette convocation, une seconde convocation est inutile, le membre ayant manifesté son intention formelle de ne pas y défé-

(49) Dalloz, 1917, 2, 96.

(50) *Gazette des Tribunaux*, janvier 1926.

rer. Il ne saurait valablement soutenir que sa défense a été contrariée ou que ses droits n'ont pas été sauvegardés puisque c'est lui qui, par son attitude a dispensé le Comité d'une nouvelle convocation et lui a permis ainsi de statuer valablement en prenant à son égard une décision de radiation ratifiée ultérieurement par une Assemblée générale. » La situation des Syndicats professionnels relevant des lois de 1884 et de 1920, est, à cet égard, identique à celle des Associations régies par loi de 1901.

Une décision du Tribunal civil de Perpignan, du 27 février 1923 ⁽⁵¹⁾ interprète la clause d'exclusion insérée dans les statuts d'un Syndicat professionnel et déclare que lorsque les statuts portent que, par décision de l'Assemblée générale peuvent être exclus ceux des membres du Syndicat qui auraient causé, aux intérêts matériels et moraux de celui-ci, par acte ou parole, un préjudice volontaire et dûment constaté, on peut admettre que des injures ou des propos calomnieux ou diffamatoires adressés au Président de ce Syndicat, ou des critiques dirigées avec mauvaise foi contre sa gestion, sont de nature à porter un préjudice matériel et moral au Syndicat lui-même et, dès lors, à entraîner à juste titre l'exclusion prévue par les statuts... mais que cette règle n'est pas applicable dans le cas où le membre d'un Syndicat professionnel a, dans une lettre adressée à un journal, reproché en termes assez vifs mais non injurieux, au Président, de ne pas défendre avec as-

(51) *Gazette des Tribunaux*, 5 août 1923. — *Gazette du Palais*, Tables Quinquennales, 1920-25. V^o Syndicat, n^{os} 24, 25, 26.

sez d'énergie les intérêts du Syndicat, s'il a été déterminé à écrire cette lettre parce que dans une Assemblée générale où il avait voulu prendre la parole, les amis du Président se sont retirés et ont fait le vide dans la salle; cette circonstance, en effet, explique qu'irrité de cette attitude, il avait voulu faire connaître par la voie de la Presse à tous les syndiqués ses griefs contre la gestion du Président. Ces griefs étant fondés sur des faits précis, le Président et le Bureau auraient dû les contester ou les vérifier, mais ils ne les autorisaient pas à prononcer, pour les avoir formulés, l'exclusion de l'auteur de la lettre.

De même, un arrêt de Douai, du 26 mars 1923 ⁽⁵²⁾, déclare que la Commission d'un Syndicat professionnel ne saurait, à titre de blâme, prononcer la radiation d'un syndiqué qui a adressé sa démission, sans appeler le syndiqué à présenter ses observations. La décision ainsi intervenue est entachée de nullité, comme prise en violation des droits de la défense, d'après les règles du droit commun et en l'absence de toute disposition à cet égard dans les statuts. Et cette nullité n'est pas susceptible d'être couverte ultérieurement par la ratification de l'Assemblée générale donnée en conformité des statuts. Un dernier arrêt de la même Cour de Douai, du 17 juin 1925 ⁽⁵³⁾ affirme à nouveau cette jurisprudence, dans les termes suivants : « Attendu que Bertaut, qui avait cédé

(52) Recueil de Douai, 1923, p. 172. *Gazette du Palais*. Tables Quinquennales, 1920-25. V° Syndicat, n° 22.

(53) *Gazette du Palais*, 1925, 2, 343.

sa clientèle d'architecte à Delplace, a eu avec lui des difficultés au sujet de cette cession;

Attendu que pour régler ces difficultés, Bertaut a choisi comme mandataire trois membres du Bureau du Syndicat Professionnel des Architectes agréés du Nord de la **France**;

Attendu qu'une entente n'a pas pu avoir lieu entre Delplace et les mandataire de Bertaut;

Attendu que Delplace fut convoqué en conciliation devant le Bureau composé en partie des mandataires de Bertaut et présidé par l'un d'eux;

Attendu qu'il déclina cette convocation par lettre courtoise en demandant qu'une entrevue eût lieu entre les avocats des deux parties;

Attendu que pour le seul grief du refus de comparaître devant le Bureau en question, la peine de l'exclusion a été prononcée contre lui;

Attendu que l'exclusion ne peut être prononcée à titre disciplinaire contre un membre du Syndicat, qu'en raison de faits pour lesquels elle est édictée par les statuts;

Attendu que le fait de refuser, par lettre courtoise, de se présenter devant un Comité de conciliation irrégulièrement composé où les mêmes membres devaient être juges en même temps que mandataires de l'une des parties, ne constitue pas l'un des faits prévus par les statuts comme devant entraîner comme sanction l'exclusion du Syndicat;

Attendu qu'il y a donc lieu d'annuler les décisions du Syndicat prononçant l'exclusion de Delplace;

Attendu que ces décisions ont causé un préjudice

à l'appelant, que la décision du 17 juillet 1923 a été insérée dans le Bulletin mensuel des Groupements de la Fédération des Architectes du Nord de la France,

Par ces motifs :

Réformant, dit que la décision de l'Assemblée générale du Syndicat Professionnel des Architectes agréés, en date du 17 juillet 1925, est nulle et de nul effet.

Dit que la radiation prononcée en date du 1^{er} mai 1926, qui n'est que la conséquence du jugement entrepris, est également nulle et de nul effet.

En conséquence, ordonne le rétablissement de Delplace Alfred, sur la liste des membres du Syndicat sous une astreinte de 100 francs par jour de retard, à compter de la signification du présent arrêt.

Condamne le Syndicat en 1.000 francs de dommages et intérêts.

Ordonne l'insertion du présent arrêt, aux frais dudit Syndicat, dans le Bulletin mensuel de la Fédération du Nord de la France, dans le mois qui suivra la signification, à titre de supplément de dommages et intérêts. »

Pour soustraire les décisions de leurs juridictions intérieures à l'appréciation des Tribunaux de droit commun, ces groupements corporatifs ne peuvent avoir recours à la clause compromissoire, puisque, nous l'avons dit plus haut, pareille clause est nulle par application de l'art. 1006 du Code de Procédure civile; ils ont quelquefois recours à des clauses tellement compréhensives que le contrôle judiciaire est

pratiquement impossible ⁽⁵⁴⁾; mais les conflits qui donnèrent lieu à un règlement judiciaire demeurent trop rares pour nous permettre de préjuger de l'attitude des Tribunaux à leur égard.

Quant aux sanctions dont les juridictions de droit commun disposent, ce sont la réintégration et l'attribution de dommages et intérêts ⁽⁵⁵⁾.

Le problème du contrôle judiciaire du recrutement syndical devait se poser récemment sous un nouvel aspect: les Tribunaux français se reconnaissent compétents pour réformer les décisions d'exclusion irrégulièrement rendues; ne pourraient-ils également accueillir les recours exercés par les candidats évincés? Ce contrôle des admissions paraissait cependant résolument écarté par une jurisprudence bien établie; le dernier arrêt de la Chambre Civile rendu sur la question ⁽⁵⁶⁾ déclarait ce qui suit: « Attendu que si les Syndicats professionnels ne peuvent déroger aux prescriptions de la loi pour l'admission de leurs membres, ils sont libres de la subordonner à la condition d'un consentement préalable; que la décision prise au sujet d'une candidature, dans la limite des statuts, peut ne pas être motivée, et n'est pas soumise à un recours en justice ; — Attendu que, d'après l'art. 12 du Syndicat des Représentants de commerce d'Ajaccio, le Syndicat « prononce sur les adhésions » ;

(54) Voir notamment la clause d'exclusion des statuts du Syndicat de Nouzon. D. 1892, 2, 434.

(55) Consulter sur ce point : Lemarchand, op. cit. p. 183-184 et les références.

(56) Civ. 27 oct. 1924; Pantovero et autres c. Gambarelli. Dalloz, 1926, 1, 104.

— Attendu que Gambarelli a assigné les membres du Syndicat qui avait refusé son admission, aux fins de faire ordonner son inscription, avec jouissance des droits et privilèges y attachés; — Attendu que l'arrêt attaqué (Bastia, 27 juin 1921), en accueillant cette action, par le motif que Gambarelli est représentant de commerce, a méconnu le droit pour le Syndicat de se recruter librement... »

L'affirmation de la liberté syndicale était péremptoire: le Syndicat ne pouvait admettre parmi ses membres des individus ne satisfaisant pas aux conditions imposées par la loi de 1884; mais il demeurerait parfaitement libre de refuser l'accès du groupement à telle personne remplissant lesdites conditions mais qui n'obtenait pas l'agrément des adhérents, requis par les statuts. Or, un arrêt de la Cour d'Appel de Colmar, rendu le 15 juillet 1924 ⁽⁵⁷⁾, admit un recours dirigé par un médecin de Mulhouse contre la décision du « Syndicat Médical de Mulhouse et environs », écartant sa candidature. En voici le texte:

« Au fond:

Attendu que les faits sur lesquels le Docteur Ricklin base son action en dommages et intérêts contre le Syndicat Médical de Mulhouse et environs se trouvent spécifiés dans l'acte introductif d'instance du 11 février 1923 et dans ses conclusions; que toute la question du procès est de savoir si ces faits présentent les caractères juridiques d'une faute, sont géné-

(57) Cour d'Appel de Colmar, 2^e Ch. civile, 15 juillet 1924, dans « Revue Juridique d'Alsace et de Lorraine », n^o de février-mars 1925.

rateurs d'un préjudice et tombent sous l'application des art. 823 et 826 du Code Civil local.

En droit :

Attendu que l'art. 823 dispose, dans son alinéa 1, que tout fait contraire au droit, toute atteinte portée par une personne aux droits subjectifs d'une autre personne a pour sanction la réparation du préjudice causé; que tout en s'écartant de la conception unitaire du droit français sur les actes constitutifs de la faute et de la responsabilité civile, le législateur allemand, pas plus que le législateur français du 21 mars 1884, n'a entendu donner aux Groupements ou aux Syndicats professionnels la liberté d'attenter aux droits d'autrui, et particulièrement au droit naturel qui appartient à tout homme d'exercer sa profession et d'en vivre conformément aux lois de son pays;

Attendu qu'en raison même de ce droit naturel, une telle atteinte peut exister en dehors non seulement des prévisions des lois pénales ou administratives, mais encore en dehors de tout texte législatif.

Attendu que le Tribunal d'Empire, dans sa décision du 4 octobre 1906 (Reichsgericht V. 64, p. 155) dont s'est réclamé le Syndicat intimé n'a rien dit de contraire; que, de cette décision, qui, en fait, n'est pas applicable à l'espèce actuelle, il ne résulte en droit rien d'autre que ce principe: un Syndicat médical est une Association professionnelle créée librement ouverte à tout médecin qui adhère à ses statuts, dont les éléments peuvent se concerter dans l'intérêt de la collectivité mais dont l'attitude n'est licite qu'autant qu'elle a pour but l'examen et la défense des intérêts professionnels;

Attendu d'ailleurs que, dans un exposé d'ordre purement juridique, il ne saurait être omis qu'un Syndicat professionnel n'est pas une de ces Sociétés dont les membres sont déterminés à se réunir par des considérations tirées de la communauté des idées, des goûts, des tendances ou de l'éducation; qu'il ne saurait donc refuser l'admission parmi les siens ou décider des exclusions pour des causes politiques ou des divergences d'opinion, ou encore trouver, même dans les émotions ardentes d'un patriotisme pieux et sacré, qualité pour prononcer une interdiction qui soit, en quelque sorte, le refus du droit de cité à un citoyen légalement français;

Attendu que l'art. 826 du C. Civ. local comprend l'acte contraire aux bonnes mœurs, l'acte déloyal commis en connaissance de cause, et se caractérise ainsi que les art. 1382 et 1383 du C. Civ. français par l'élément dommageable;

Attendu que la jurisprudence allemande a précisé à plusieurs reprises, en matière de Syndicats professionnels, ce qu'il convient d'entendre par fait contraire aux bonnes mœurs ;

Attendu que le Tribunal d'Empire a proclamé, notamment, dans ses décisions du 17 mars 1904, 2 février 1905 et 11 juin 1907 (Reichsgericht V. 57, p. 418 — V. 60, p. 105 — V. 66, p. 143), comme contraire aux bonnes mœurs le fait par un groupement d'hommes exerçant le même métier et le même art et formés en Syndicat, de ne pas accepter dans son sein ou de l'en exclure un homme du même art et du même métier

et de lui rendre, non pas même impossible, mais plus difficile, l'exercice de sa profession;

Attendu que, de l'esprit de la décision du 11 juin 1907, appuyée sur un arrêt de notre Cour Suprême du 13 mai 1861 et de la note de l'arrêteste allemand, il ressort que c'est surtout en ce qui concerne le médecin que l'ordre public et l'humanité s'opposent à ce qu'un praticien ou un groupe de praticiens, en s'assurant le monopole de l'art de guérir dans une ville ou dans une région, puisse priver un autre praticien non associé, non seulement de son droit mais encore de son devoir de donner des soins à tout malade qui le désire ;

Attendu qu'on argumente et déduise soit des art. 823 et 826 C. Civ. local, soit des articles 1382 et 1383 C. Civ. français et de la loi française de 1884, que les conclusions demeurent les mêmes; toute Association professionnelle ne saurait, sans transformer l'exercice normal de son droit limité par le devoir de ne pas nuire à autrui en un exercice exclusif et abusif, s'occuper de questions autres que celles relatives à l'étude et à la protection de ses intérêts professionnels, et en se créant dans une contrée un monopole, supprimer ou diminuer pour un non-associé refusé par elle, des avantages matériels, sinon honorifiques, qu'elle s'est réservés par ce monopole; qu'admettre le contraire serait, contre toute raison et toute justice, faire des Syndicats les maîtres absolus de chaque profession, leur permettre d'être non des instruments de protection mais des instruments d'intolérable oppression, et confisquer à leur profit exclusif

le droit individuel du travailleur manuel ou intellectuel que nos lois modernes n'ont cessé de protéger avec un soin jaloux;

En fait:

Attendu que les signataires du traité de Versailles, lorsqu'ils déclaraient français tous citoyens alsaciens et lorrains ne voulurent pas jeter un regard en arrière et créer des exceptions. Ils ne voulurent pas rechercher et savoir si un passé vécu de longues années sous une domination étrangère pouvait recéler quelques rares défaillances, ou même quelques rares outrances. Ils voulurent, et à l'honneur de ce grand pays, éviter toute irritation stérile, sceller entre les fils réunis d'une même patrie, cette entente et cette harmonie indispensables à la concorde nationale, à la prospérité publique et à la paix sociale;

Attendu que le 2 février 1919 a été fondée par les médecins du Haut-Rhin une Société sous le nom de « Association Médicale du Haut-Rhin », et, où peuvent être admis tous les médecins nés, domiciliés, pratiquant ou ayant pratiqué dans le Haut-Rhin et ayant encore le droit d'y exercer la médecine; que cette Association, affiliée à la Fédération des Syndicats médicaux d'Alsace, divisée en trois sections, Association Médicale du Haut-Rhin (section Sud) et Syndicats de Guebwiller et de Colmar, a ses statuts propres; son but (art. 4) est de cultiver la solidarité du corps médical et de sauvegarder tous ses intérêts, tant scientifiques que moraux et matériels.

« Un refus (art. 11) ne peut être opposé à une demande d'admission que pour les raisons qui en-

traîneraient l'exclusion d'un membre déjà reçu. L'exclusion (art. 33) peut être prononcée avec majorité des deux tiers des voix: 1° si un membre refuse de payer sa cotisation pendant deux années consécutives; 2° si un membre persiste dans l'inobservance des statuts; 3° si un membre condamné par le Tribunal d'Honneur refuse de se soumettre aux jugements définitifs. Elle est prononcée (art. 34) d'office par le Bureau d'après le verdict définitif et exécutoire du Tribunal d'Honneur. Celui-ci (art. 48) est appelé à siéger en cas de délit professionnel ou de droit commun d'un de ses membres, portant atteinte grave à l'honneur du corps médical; ce Tribunal (art. 50) peut se déclarer incompétent, ou, s'il se déclare compétent, se prononcer pour l'une des cinq mesures qui vont de l'acquittement à l'exclusion définitive. Les parties ont d'ailleurs le droit (53 *in fine*) d'en appeler à un Tribunal d'honneur du même ordre « renforcé » par trois professeurs de la Faculté de médecine française la plus proche;

Attendu que, citoyen français en vertu du traité du 11 juin 1919, le Docteur Ricklin n'est, au point de vue de l'exercice de sa profession, frappé d'aucune interdiction légale ou judiciaire;

Attendu qu'il est prouvé par une lettre du 12 mai 1920 qu'à cette date « le Docteur Ricklin a rempli toutes les conditions requises pour une demande d'admission »; que, par suite, l'impétrant connaît les statuts, c'est-à-dire les droits et obligations qui, d'une façon stricte et absolue s'établissent entre l'Association médicale et lui, et qu'il accepte ces statuts;

Attendu que, d'ailleurs, il s'y soumet de suite; que, des objections étant présentées contre sa candidature, il est avisé le 10 septembre 1920 que le Tribunal d'Honneur va procéder à une enquête, puis se réunir; que le 20 septembre 1920, il est invité à comparaître devant ce Tribunal et on lui signale l'importance de cette séance « dans laquelle il sera décidé de son admission »; que le 12 février 1921, le verdict est rendu; le jury s'est déclaré incompétent sur les faits politiques et il a prononcé à l'unanimité que les autres faits à la charge du Docteur Ricklin ne sont pas susceptibles de porter atteinte à l'honneur du corps médical; que, le 29 juin 1921, le Président du Tribunal d'Honneur retournait au Docteur Ricklin son dossier en l'informant qu'il avait voulu le lui expédier dès mars, quand il avait appris que le Syndicat de Mulhouse voulait interjeter appel et qu'il l'avait gardé jusqu'à ce que le Président, le Professeur Kleinknecht, lui eût dit, en dernier lieu, que le Syndicat, orienté avec le procès-verbal de la séance, renoncerait à l'appel et se conformerait au jugement. Et le Président du Tribunal d'Honneur terminait sa lettre en assurant le Docteur Ricklin de ses meilleurs sentiments confraternels;

Attendu qu'ainsi l'appelant avait respecté jusqu'au bout les clauses du contrat que constituent les statuts de l'Association et que son admission, en présence du verdict du jury d'honneur non frappé d'appel, s'imposait; qu'il y avait désormais un droit acquis;

Attendu que le 5 octobre 1921, le Docteur Ricklin proteste contre le silence gardé par l'Association à

son égard; annonce qu'il est décidé à en appeler aux Tribunaux, non pour forcer sa réception mais pour savoir si une Association médicale a le droit de mettre à un médecin des entraves à l'exercice de sa profession... et de décider selon son bon vouloir, que tel ou tel médecin doit rester privé d'une clientèle et il prévient de l'action en dommages et intérêts qu'il allait introduire, le 11 février 1922;

Attendu que l'Association médicale du Haut-Rhin (section Sud), qui, jusqu'au jugement de son Tribunal d'Honneur, a usé normalement de son droit, va ensuite et d'une façon fautive et préjudiciable l'outrepasser, violer ses statuts et par des manœuvres malveillantes et des agissements abusifs porter atteinte aux droits de l'appelant;

Attendu, en effet, que le 13 octobre 1921, le Syndicat de Mulhouse et environs informe le Docteur Ricklin que son admission sera soumise de nouveau à la prochaine Assemblée générale; que le 3 novembre suivant, on pousse l'ironie jusqu'à lui demander s'il désire être admis à l'Association médicale du Haut-Rhin ou à un Syndicat qui serait alors celui de Mulhouse et environs, alors que le dossier révèle les faits suivants: l'Association médicale du Haut-Rhin (section Sud) s'est muée dès le 12 novembre 1920 en Syndicat de Mulhouse et environs. Les membres du Bureau de ce Syndicat et de cette Association sont les mêmes. Les correspondances des deux Groupements depuis le début (12 mai 1920) jusqu'à la fin (2 décembre 1921) sont signées du même Professeur Kleinknecht, et du même secrétaire Bannwarth. Le

procès-verbal de la séance du 12 février 1921 porte que le Tribunal d'Honneur a siégé à Mulhouse, rue Wilson, 4, soit au siège du Syndicat de Mulhouse, que ce même Tribunal a été saisi par le Président du Syndicat de Mulhouse et au sujet de l'admission du Docteur Ricklin au Syndicat de Mulhouse.

Attendu que, après avoir constaté tous ces faits on ne lit pas sans surprise, à l'art. 1^{er} des statuts de ce Syndicat de Mulhouse et environ, lequel comprend d'ailleurs comme l'Association Syndicale du Haut-Rhin (section Sud) les mêmes arrondissements de Mulhouse, Altkirch et Thann, qu'il a été formé en vertu d'une décision du 12 juillet 1921, c'est-à-dire neuf mois, date pour date, après que l'en-tête imprimée de la lettre du 12 novembre 1920 signalait déjà sa naissance;

Attendu que la lettre du Syndicat de Mulhouse du 8 novembre 1921 apprend au Docteur Ricklin la présentation à l'Assemblée générale du 5 du même mois, d'une opposition contre son admission émanant d'un groupe assez nombreux de ses membres, laquelle opposition date cependant du 30 mai précédent; que la même lettre annonce encore les nouveaux statuts de ce Syndicat, soit un mois après la lettre de naissance du 5 octobre 1921.

Attendu que tous ces faits éclairent la façon dont, dans l'art. 7 de ses nouveaux statuts, l'Association médicale du Haut-Rhin (section Sud), alias Syndicat de Mulhouse et environs, s'est laissée entraîner à sortir de sa sphère d'action et de ses attributions spéciales et limitées de groupement professionnel.

Attendu que cet art. 7 s'explique d'autant moins encore que, d'une part, la lettre du 3 novembre 1921 indique que l'Association médicale du Haut-Rhin « poursuit uniquement des buts scientifiques et moraux, tandis que les Syndicats locaux s'occupent de questions économiques telles que contrats avec les caisses de malades » et que, d'autre part, l'art. 1^{er} des nouveaux statuts dispose que « Le Syndicat de Mulhouse reconnaît toutes les décisions prises par la section Sud de l'Association médicale du Haut-Rhin dont il prend la suite en toute occurrence ».

Attendu qu'il est ainsi établi que les nouveaux statuts de la section Sud de l'Association médicale du Haut-Rhin n'ont été qu'une manœuvre pour tenter de mettre en échec la décision du 12 février 1921, contre laquelle ladite section a d'ailleurs négligé d'interjeter appel;

Attendu que le caractère dommageable de tels agissements n'est pas moins apparent et n'a pas été moins voulu;

Attendu qu'il résulte des documents au dossier et de façon surabondante que la section Sud de l'Association médicale du Haut-Rhin s'est assuré le monopole de soigner les membres des caisses de malades de la contrée et leurs familles, lesquels étaient, jusqu'à 1921, la clientèle du Docteur Ricklin; qu'il convient, à cet égard, de rapprocher notamment les art. 1^{er} et 7 du contrat, dont le Syndicat intimé envoyait à l'appelant un exemplaire par lettre du 10 septembre 1920, et cette lettre elle-même; art. 1^{er} « Le Syndicat s'engage à assurer le traitement médical des

membres de la caisse et des membres de leurs familles. » Art. 7: « Dans les localités desservies par des médecins accrédités, nul médecin non accrédité n'aura le droit de remplir les fonctions dévolues aux médecins accrédités (soins accordés aux malades aux frais de la Caisse, établissement de bulletin de maladie, etc.), sauf en cas d'urgence et uniquement pour la durée de celle-ci. » Lettre du 10 septembre 1920: « Nous tenons à vous donner connaissance de ce que les contrats nouvellement passés entre les caisses de malades et le Syndicat médical réservent aux membres des Syndicats les forfaits prévus dans les contrats pour la rémunération du travail médical. »

Attendu enfin que la protestation du 30 mai 1921 manifeste sans aucun doute la nature et le but de la mesure prise: « Les soussignés mis au courant de l'intention du Docteur Ricklin de se faire admettre comme membre du Syndicat des Médecins de Mulhouse... écartent toute idée de concession au point de vue matériel » (admission du Docteur Ricklin comme médecin des Caisses) « sans qu'il soit admis au Syndicat »;

Attendu, en conséquence, qu'en refusant au Docteur Ricklin l'admission à l'Association Médicale du Haut-Rhin (section Sud), ou Syndicat Médical de Mulhouse et environs, les membres de celui-ci ont, en connaissance de cause, porté atteinte au droit que l'appelant avait acquis par sa soumission aux statuts de l'Association Médicale et par le jugement non frappé d'appel du 12 février 1924, et qu'ils ont par le même fait et en se réservant le monopole de leur art

pour les membres des caisses de malades des arrondissements de Mulhouse, Altkirch, Thann et leurs familles, de même porté intentionnellement atteinte, en la personne du Docteur Ricklin, à cette première propriété de l'homme et la plus imprescriptible qui est la liberté du travail individuel;

Attendu qu'au surplus, il pouvait être facile à l'Association d'échapper à la responsabilité qui lui incombait en donnant au Docteur Ricklin et tout au moins aux caisses dont il avait été le médecin, l'autorisation que ce dernier demandait pour continuer sans entrave l'exercice de sa profession;

Attendu que les atteintes portées aux droits du Docteur Ricklin constituent les délits civils prévus par les art. 823, al. 1, et 826 Code Civil local; qu'elles lui ont causé un préjudice certain, lequel donne ouverture à des dommages et intérêts;

Par ces motifs:

Au fond dit mal jugé, bien appelé; met le jugement dont appel à néant; dit fautives et préjudiciables au Docteur Ricklin les atteintes portées au droit de celui-ci par le Syndicat médical de Mulhouse et environs; renvoie la cause quant au montant du préjudice subi... etc. »

Les circonstances paraissaient favorables au développement d'une jurisprudence nouvelle : le dommage entraîné au préjudice du candidat évincé était sérieux, à raison du monopole de fait réalisé par l'Association Médicale défenderesse, et d'autre part, l'art. 11 des statuts permettait d'invoquer la violation du pacte social primitif. On pouvait se demander si les

tribunaux n'exerceraient pas désormais un droit de regard sur les décisions d'admission, fondé sur les clauses statutaires et aussi sur le principe d'après lequel, les objets poursuivis par les Syndicats étant — ou devant être — purement professionnels, nulle considération extra-professionnelle ne justifiait un refus d'admission. L'arrêt rendu par la Chambre Civile, le 14 mars 1927 ⁽⁵⁸⁾, condamne résolument ces hypothèses et affirme une fois de plus la doctrine ancienne de la liberté syndicale en matière d'admission: « Attendu que Ricklin a demandé son admission dans l'Association Médicale du Haut-Rhin, mais que des objections ont été soulevées par de nombreux adhérents à raison de son rôle politique en Alsace-Lorraine et de son attitude pendant la guerre, à laquelle il aurait pris part comme engagé volontaire dans l'armée allemande ;

Attendu qu'au cours de ces incidents, l'Association Médicale du Haut-Rhin a été dissoute et remplacée par une autre Société, dite Syndicat de Mulhouse et environs, qui a introduit dans ses statuts un article 7 portant « qu'en raison de la situation de Mulhouse aux Marches de l'Est, le Syndicat reconnaissait comme base et exigeait comme condition un patriotisme français absolu; qu'en étaient exclus les médecins français dont l'attitude pendant la guerre avait été orientée dans un sens anti-national. »

Attendu que Ricklin a soutenu que cette mesure constituait, à son détriment, un fait dommageable

(58) Ch. civ., 14 mars 1927. *Gazette du Palais* (quotidienne), 30 mars 1927.

entravant l'exercice de sa profession et notamment lui faisant perdre la clientèle des Associations dites « Caisses de Malades », lesquels réserveraient aux médecins associés le soin exclusif de traiter leurs adhérents, qu'il a, en conséquence, assigné le Syndicat de Mulhouse en dommages et intérêts ;

Attendu que le Tribunal de Mulhouse a rejeté sa demande, mais que la Cour d'Appel de Colmar a infirmé cette décision par le motif que l'introduction de l'article 7 dans les statuts était un acte illicite commis dans l'intention de nuire à Ricklin et donnant lieu, par conséquent, à une réparation civile ;

Mais attendu qu'il n'est pas contesté que la Société dite Syndicat de Mulhouse et environs constitue une Association formée d'après les règles édictées par les art. 21 et suivants du Code Civil allemand, et qu'elle a acquis la personnalité civile par son inscription au registre des Associations du Tribunal de baillage ;

Attendu qu'il lui appartenait de soumettre l'admission de ses membres à certaines conditions ; qu'en exigeant d'eux une adhésion explicite et sincère aux institutions nationales rétablies par le Traité de Versailles, elle n'a commis aucun acte illicite et n'a fait qu'user de son droit ; qu'en conséquence la demande de Ricklin tendant à obtenir la réparation civile prévue par l'art. 823 n'est pas recevable ;

Attendu, d'autre part, en ce qui concerne l'art. 825, que l'introduction dans les statuts de la nouvelle clause, expression légitime des sentiments patriotiques de

l'Association, ne saurait être considérée comme un acte répréhensible et contraire aux bonnes mœurs.

Par ces motifs : Casse. »

Les trois jurisprudences analysées, anglaise, américaine et française, admettent donc, à l'heure actuelle que les tribunaux judiciaires ont qualité pour connaître des recours exercés contre les décisions syndicales d'exclusion, pour apprécier leur régularité formelle et leur validité quant au fond. Les Cours britanniques accueillent les actions intentées par les membres frappés d'exclusion, à la seule condition que leurs conclusions n'impliquent aucune sanction immédiate et directe, à l'encontre du Syndicat, des accords visés dans la Section 4 de l'Acte de 1871; les tribunaux américains et français contrôlent la validité des clauses d'exclusion du point de vue de l'ordre public ou des lois constitutionnelles, et apprécient le bien-fondé des décisions corporatives rendues, du point de vue de la conformité aux statuts et des garanties implicitement accordées à la défense.

Conclusion

L'intérêt des espèces étudiées provient de ce qu'elles illustrent, sur le plan judiciaire, le conflit de l'autonomie syndicale, dans les rapports de la corporation avec ses membres, et du contrôle de l'Etat. De ce point de vue, la conclusion qui se dégage de l'examen de la jurisprudence britannique revêt une autorité singulière; en France et en Amérique, les juges demeuraient libres de concilier suivant leur discrétion les notions apparemment contradictoires et exclusives d'indépendance corporative et d'ordre public, de faire le départ entre la liberté intérieure des Associations ouvrières, indispensable à leur développement, et le respect des dispositions légales impératives, sauvegarde nécessaire des droits individuels des membres. En Angleterre, au contraire, la situation n'était plus entière; les juges anglais se trouvaient en présence d'un texte qui, d'après les premières interprétations, soustrayait à leur connaissance la plupart des conflits mettant le Syndicat aux prises avec ses membres :

« Aucune disposition du présent Acte n'autorisera une Cour de justice quelconque à connaître d'aucune action intentée dans le but de sanctionner directe-

ment l'un quelconque des contrats suivants (ou de recouvrer des dommages et intérêts à raison de sa violation)»; suivait l'énumération de la plupart des accords susceptibles d'intervenir entre un Groupement corporatif et ses adhérents. Les Syndicats pouvaient donc estimer avoir obtenu d'un Parlement bienveillant à leurs suggestions la consécration statutaire de leur souveraineté interne; ils pouvaient dorénavant exiger de leurs membres, sous peine de sanction pécuniaire et, en dernière analyse, sous peine de « mort industrielle », une entière soumission à la politique de la majorité. L'observation des statuts, le respect des règles d'ordre public, n'étaient plus assurés par aucun recours judiciaire. C'est cette interprétation du texte de 1871 que la magistrature britannique devait résolument écarter en ce qui concerne tant la gestion des fonds syndicaux, que les décisions corporatives d'exclusion, c'est-à-dire les deux aspects décisifs du problème. Il nous semble que, ce ce faisant, les juges anglais sont demeurés fidèles à l'idée de la suprématie de la Loi Commune, loi du royaume et de l'empire, qui leur est d'autant plus chère qu'ils en sont les exégètes et les administrateurs.

Son règne exclut, aux dires du Lord Chief Justice Hewart (1) toute application de ce que les juristes

(1) Discours prononcé par Lord Hewart, au cours de son récent voyage au Canada et aux Etats-Unis, devant les délégués de l'Association du Barreau Américain. « The Times Weekly Edition », 6 octobre 1927, p. 376.

Le Lord Chief Justice s'exprima comme suit : « Il n'est pas possible, en cette occasion, d'entrer dans le détail. Mais, en Angle-

continentaux qualifient « Droit Administratif ». « Le droit administratif, dit Lord Hewart, est l'opposé exact, la négation, l'antithèse du système que nous appelons fièrement le nôtre » ; si les juges britanniques refusent d'admettre que les administrations publiques se constituent un droit propre au moyen du règlement et tranchent les conflits que soulève son application en dehors de toute intervention judiciaire, pouvaient-ils admettre l'existence, au profit d'associations volontaires pures et simples, dont la carac-

terre à tout le moins, quiconque a des yeux ne peut manquer de distinguer cette intention malicieuse qui se manifeste au moins de trois façons :

La première consiste à disposer expressément, dans un statut, que la décision de certaines questions appartient à telle ou telle administration, que cette décision administrative sera sans appel et liera toutes les parties et qu'aucun recours ne pourra être exercé contre elle devant aucune cour, par « *mandamus* », « *certiorari* », « *case stated* » ou autrement ;

Un autre procédé consiste à conférer à une administration le pouvoir d'établir des dispositions générales et réglementaires, qui, une fois posées, auront force de loi ;

Un troisième procédé, enfin, consiste à conférer, par un texte de loi, à une administration, le pouvoir de prendre des mesures propres à lever toute difficulté — telle est la plaisante formule — voire de modifier dans ce but les dispositions de la loi elle-même.

Il se peut qu'avant longtemps la légalité d'actes accomplis, ou qu'on aura tenté d'accomplir en vertu de ces pouvoirs, soit soumise à l'appréciation de cours de justice. D'ici là, il me semble qu'il importe de suivre avec soin, les influences à l'œuvre.

Après tout, la liberté est au prix d'une incessante vigilance et ce serait, en vérité, un étrange et fâcheux paradoxe que, tout en considérant avec hostilité le « droit administratif » sous ce nom, nous permettions aux prétentions insatiables de bureaucrates d'établir chez nous ce qui serait effectivement un droit administratif plus arbitraire, qui ne serait même pas contrôlé par les tribunaux, quels qu'ils soient, qui font partie intégrante du système adopté sur le continent. L'expression « *Self-Government* » serait une duperie, et une exaspérante duperie, si elle en venait à désigner le Gouvernement exercé par une vaste armée de fonctionnaires anonymes, cachés aux regards, mais élevés au-dessus de la loi et appliquant un système paradoxal en vertu duquel les serviteurs du public seraient devenus ses maîtres. »

téristique est précisément d'être régies par la loi commune, du privilège exorbitant qui consistait à connaître en dernier ressort de tous les conflits surgissant entre les Unions et leurs membres ? Il importe d'ailleurs de remarquer que les règles anglaises de construction judiciaire leur offraient, à cet égard, de grandes facilités. Le statut, on le sait, n'a pas, en pays anglo-saxon, l'autorité qui s'attache sur le continent aux dispositions législatives régulièrement promulguées; si le droit anglais ne peut, sur ce point, se comparer au droit américain; si le Parlement britannique demeure en dernière analyse, souverain, il n'en reste pas moins que la loi commune, écrite dans les seules décisions de justice, antérieure aux statuts législatifs, la coutume judiciaire en un mot, demeure « la fondation sur laquelle l'édifice légal est élevé » (1) et que c'est en vertu des principes qu'elle implique et des précédents qu'elle établit que les dispositions légales spéciales sont interprétées. L'argumentation qui permet aux juges d'affirmer et de justifier leur compétence mise en question se réduit précisément à une interprétation strictement littérale du texte mentionné plus haut, considéré comme une disposition d'exception; les Cours ne peuvent connaître d'aucune action sanctionnant directement un accord stipulant l'emploi des fonds syndicaux au versement d'allocation aux membres, mais elles accueilleront les actions tendant à faire interdire aux Syndicats de disposer des fonds en caisse contrairement aux sta-

(1) Bruncken. « The Common Law and Statutes », cité par Ed. Lambert, dans son ouvrage intitulé : « Le Gouvernement des Juges », Paris, Giard, 1921.

tuts, à la seule condition qu'aucun acte positif d'administration ne soit visé dans les conclusions du demandeur au profit de ce dernier; les Cours ne peuvent connaître d'aucune action sanctionnant directement un accord relatif aux conditions d'emploi des membres du Syndicat, mais elles délivreront éventuellement une injonction interdisant au Syndicat d'expulser irrégulièrement l'un de ses adhérents, si les conclusions de ce dernier se bornent à réclamer la protection de son statut de membre, indépendamment des droits pécuniaires et autres qui peuvent y être attachés. Tel est l'état actuel du droit anglais : il n'est point, quant aux intérêts fondamentaux des syndiqués, tellement éloigné dans ses résultats pratiques, des solutions françaises et américaines. Il importe d'ajouter que le vote de l'Acte de 1927 sur les Trade-Unions et les Conflits du Travail, dont nous donnons le texte en Appendice, soumet dans une large mesure, d'une part l'activité extérieure des Syndicats, et d'autre part l'administration de leurs fonds et leurs décisions disciplinaires au contrôle judiciaire. L'une des objections les plus fréquemment et les plus âprement présentées, soit dans les polémiques de presse, soit au cours des débats parlementaires, à l'encontre du texte proposé par le ministère Baldwin est précisément qu'il provoquera d'incessantes litigations et qu'il assujettira, en fin de compte, l'activité syndicale à la juridiction et aux pouvoirs de police des magistrats (1). Les organisations ouvrières se sentent

(1) Les dispositions pertinentes de l'Acte sont la Clause 1, qui définit les grèves et lock-outs illégaux ; — la Clause 2, qui assure

menacées dans leur autonomie par les pouvoirs nouveaux accordés au Gouvernement et aux Cours de justice. Le contrôle administratif et judiciaire se resserre et leur souveraineté est battue en brèche. Les chances de durée et la portée pratique des disposi-

la protection des syndiqués refusant de prendre part à un conflit du travail déclaré illégal, en les autorisant, nonobstant toute disposition légale exclusive de compétence, à solliciter des cours de justice soit des dommages et intérêts, soit leur réintégration ; — la Clause 3, qui définit l'intimidation ; — la Clause 7, qui permet à l'Attorney-General de solliciter des cours une injonction interdisant aux unions d'affecter les fonds en caisse en violation des dispositions de la Clause 1. Au cours de la discussion générale sur la seconde lecture, Mr Clynes déclara que le projet avait été justement défini comme un projet destiné à protéger les gens de loi contre tout risque de chômage (Parliamentary Debates, Vol. 205, N° 53, Col. 1349, Séance du 2 mai 1927) ; un peu plus tard, Mr Harney déclarait que certaines lois relatives au Statut des unions avaient été votées « en considération de la tendance défavorable des jurys spéciaux et des juges de la Haute-Cour ». (*Op. cit.*, Col. 1361, même séance).

Sir William Greaves-Lord devait d'ailleurs prendre la défense des magistrats mis en cause et soutenir que leur indépendance avait opposé, durant les hostilités, un ferme rempart aux prétentions du pouvoir exécutif (*op. cit.*, Col. 1374, même séance) ; une autre intervention en leur faveur sera celle du député Neville, dans la séance de Commission du 17 mai. Sir Henry Slesser releva à plusieurs reprises la rédaction défectueuse du projet primitif et les risques d'arbitraire qu'il faisait courir aux unions ; Mr Baker accusa le Gouvernement d'emprunter à la législation américaine l'arme de l'injonction contre les organisations ouvrières (*op. cit.*, Col. 1406, même séance) ; Mr Henderson opposa, au cours de la séance du 3 mai, l'attitude du Parlement et celle des cours de justice à l'égard des unions, dans les termes suivants : « On peut avancer, sans crainte, que l'histoire parlementaire du Trade-Unionisme fut celle d'une reconnaissance toujours plus étendue, d'un pouvoir et d'une influence sans cesse accrus sous la sanction légale. Il est vrai que des décisions, et de très importantes décisions, ont été rendues de temps à autre dans les Cours de justice, restreignant les droits, les pouvoirs et les fonctions des Unions. Il est essentiel de se souvenir que le Parlement s'est toujours montré plus sage et que les mesures que les Gouvernements antérieurs lui ont demandé de prendre avaient toutes pour but de soutenir, de développer et de protéger les intérêts des Unions anglaises. » (*Op. cit.*, vol. 205, n° 54, col. 1483). Mr Lloyd-George exposait, dans la séance du 5 mai, qu'il était très dangereux d'accorder aux juges de trop grands pouvoirs d'interprétation : « Je n'entends pas, poursuivit-il, dire quoi que ce soit

tions de l'Acte de 1927 sont encore incertaines — il se pourrait fort bien d'ailleurs qu'un Gouvernement, fût-il travailliste, hésitât à provoquer l'abrogation d'un texte qui lui accorde somme toute de précieuses prérogatives. Quoi qu'il en soit, les résultats atteints par la jurisprudence au prix d'un long travail d'interprétation, antérieurement aux conflits sociaux provoqués par la grève de Mai 1926, nous paraissent plus précis et plus assurés. De l'évolution dont ils jalonnent les étapes se dégage en outre un enseigne-

des magistrats, mais la grande majorité d'entre eux se recrute dans une classe différente de celle à laquelle appartiennent ceux qui comparaitront devant eux en vertu de ce bill et quoique je sois parfaitement convaincu qu'ils fassent tous leurs efforts pour écarter tout préjugé de leurs décisions, il existe un préjugé de classe inconscient qui, malgré tout, s'y introduit. Mes expériences d'homme de loi au cours de procès de ce genre me l'ont appris ». Sir Henry Slessor, au cours de la séance de Commission du 11 mai, prétendit que la mesure proposée par le Gouvernement s'inspirait d'un faux socialisme parce qu'elle introduisait l'Etat dans l'industrie « ...non pas l'Etat bienfaisant mais l'agent de police et le juge ». (*Op cit.*, vol. 206, n° 64, col. 1025).

Les commentaires de Presse ne sont pas moins significatifs. Nous ne pouvons les rapporter ici, et nous contentons de signaler l'article du député A. A. Purcell dans le « Bradford Pioneer » du 3 juin 1927, insistant sur l'américanisation du droit anglais du travail, l'article de John P. Frey, représentant de la Fédération américaine du Travail, dans le « Labour Magazine » de juin 1927, dans le même sens, et l'article du journal corporatif « The Post », du 6 août 1927, signé Herbert Tracey. — Quoi qu'il en soit, des comparaisons établies, il est intéressant de mentionner au moins, ici, l'arrêt rendu le 11 avril 1927 par la Cour Suprême des Etats-Unis, qui montre effectivement jusqu'où va, à l'heure présente, l'usage fait de l'injonction par les Cours américaines. La Cour suprême a décidé, à une majorité de trois juges (Mr Justice Sutherland, Mr Justice Sanford et Mr Justice Stone), contre deux (Mr Justice Brandeis et Mr Justice Holmes, dont les « dissents » sont de tradition), que le fait, pour une Fédération de tailleurs de pierre (Journeyman Stone Cutters Association of North-America) d'interdire à ses adhérents de travailler sur des matériaux partiellement ouverts par une main-d'œuvre non-unioniste, matériaux transportés en divers points du pays au cours d'opérations commerciales entre Etats, constituait une restriction indue et déraisonnable du commerce entre Etats et en tant que telle tombait sous le coup des dispositions de la loi contre les trusts (Supreme Court Reporter, vol. 47, n° 13, 1^{er} mai 1927, pp. 522 sqque. « Advance Sheets »).

ment de portée plus lointaine : elle illustre les difficultés d'ordre pratique et d'ordre juridique qui font obstacle à l'octroi d'une entière indépendance intérieure à des groupements professionnels aussi puissants que les Unions britanniques. Les divers Actes du Parlement anglais qui firent le départ entre le domaine de la loi, judiciairement administrée, et celui de la gestion intérieure, soumis à la souveraineté syndicale, paraissent bien être allés jusqu'à la limite des concessions compatibles avec le régime d'Etat; or, en dépit des bornes posées à leur compétence, les magistrats anglais contrôlent néanmoins dans une large mesure, sur l'initiative des syndiqués intéressés, la gestion des fonds syndicaux qu'ils protègent contre toute affectation contraire aux statuts, et les décisions d'expulsion dont ils vérifient également la régularité statutaire — et les espèces analysées démontrent que leur juridiction est moins restreinte qu'elle ne le paraît d'abord.

Somme toute, si les Unions anglaises doivent constituer un jour des Républiques corporatives investies d'une véritable souveraineté intérieure, il semble bien que ce soit au prix d'une entière transformation de leur statut légal que l'état présent du droit ne laisse point prévoir.

Vu : Le 10 Décembre 1927
Le Président de la Thèse,
ED. LAMBERT.

Vu : Le 10 Décembre 1927
pour le Doyen,
ED. LAMBERT.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 15 Décembre 1927

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
GHEUSI.

Appendice

— Proposition de Loi, pour restituer aux membres des Syndicats leur liberté professionnelle et politique, introduite en Novembre 1925 par Mr Macquisten, avec l'appui du Capitaine Fairfax et de Mr Goodman Roberts.

SECTION I. Le « Trade Disputes Act » de 1906, et les Sections 3, 4, 5 et 6 de l'Acte de 1913 sont abrogés à compter de la date du vote de la présente loi.

SECTION II. Toutes les sommes réunies en vue des objets prévus par la loi de 1913, devront, six mois après la date du vote de la présente loi, être versés au fond de bienfaisance des Syndicats dant les membres ont contribué à leur établissement.

[15 & 16 Geo. 5. Trade-Unions (Restoration of Liberty).
L'impression en fut ordonnée le 20 novembre 1925.]

— Proposition intitulée : « Acte portant abrogation du « Trade Disputes Act », 1906 », déposée par Lord Banbury of Southam, en mai 1926.

SECTION I. — Le « Trade Disputes Act » de 1906 est abrogé par la présente loi.

[16 Geo. 5. Trade Disputes Act 1906 (Repeal). H. L.]
(L'impression en fut ordonnée le 4 mai 1926.)

— Proposition déposée aux Communes, en janvier 1924, par le Colonel Courthope, avec l'appui de :

l'Amiral Sir Guy Gaunt, le Colonel Campion, le Major Barnett, Sir Malcolm Macnaghten, Sir Philip Richardson, Sir Herbert Nield, Mr. Balfour, le Colonel James et Sir John Marriott.

(L'objet de cette proposition de loi est d'assurer que, lorsque les membres d'un Syndicat sont invités à voter sur une question relative aux grèves, le scrutin soit secret, faute de quoi le Syndicat serait privé de certains privilèges accordés aux Syndicats par la loi.)

SECTION I. Afin de favoriser la sincérité et le secret du vote de ses membres sur toute proposition de cessation ou de reprise du travail, d'admission ou de refus de toute proposition de compromis ou de règlement relatif à un conflit du travail, un Syndicat peut, par résolution votée conformément aux dispositions de la présente loi, décider d'adopter les règles contenues dans la présente loi concernant les opérations de vote organisées par les Syndicats, en suite de quoi, toutes les propositions ci-dessus mentionnées touchant le Syndicat qui aura voté cette résolution fera l'objet d'un vote organisé suivant les règles contenues dans la présente loi, et non autrement.

SECTION II. (1) Un vote organisé suivant les règles contenues dans la présente loi sera organisé de la manière indiquée par la Section Quatre de l'Acte de 1913, de la même manière, à tous égards, que s'il s'agissait d'un vote effectué dans le but prévu par l'Acte de 1913 (1).

(1) Voici le texte de la Section quatre de l'Acte de 1913 (traduction de Mr Marquis, *op. cit.* —

1. Un scrutin secret en exécution de cet acte sera établi conformément à des règlements de l'Union qui devront, pour être valables, recevoir, que l'Union soit enregistrée ou non, l'approbation du Registrar des Sociétés de Secours Mutuels et le Registrar des Sociétés de Secours Mutuels n'approuvera pas ces règlements, à moins qu'il ait acquis la conviction que tout membre a un

(2) Les actes ou omissions d'un Syndicat qui n'aura pas adopté les dispositions de la présente loi relatives à l'organisation des scrutins syndicaux, ou qui, ayant adopté des règlements assurant le secret du scrutin conformément à la Section quatre de l'Acte de 1913, ne les observera pas, pourront justifier une action en justice tout comme si les sections 1, 3 et 4 du Trade Disputes Act de 1906 avaient été spécifiquement abrogées par la présente loi, à l'égard dudit Syndicat.

[« 14 Geo. 5. Trade-Union Ballot. » L'impression en fut ordonnée le 18 janvier 1924.]

— Proposition de loi déposée aux Communes, en Février 1925, par Mr Macquisten, avec l'appui de Mr Greaves-Lord, Mr Balfour, le Commandant Fanshawe, le Capitaine Ainsworth, le Capitaine Fairfax, le Major Kindersley, Mr Penny, Sir Robert Davies, le Major Ropner, Mr Bird, et le Capitaine Arthur Evans, en vue de modifier la loi relative à la perception et à l'application par les Syndicats de fonds affectés à des buts politiques et en vue du règlement d'autres questions y relatives.

droit égal de voter, et, si cela peut être raisonnablement exigé, une égale occasion de voter, et à moins que le secret du scrutin soit exactement assuré.

2. Si le Registrar des Sociétés de Secours Mutuels a acquis la conviction et certifie, que des règlements pour organiser un scrutin secret conforme à cet acte, ou que des règlements établis pour d'autres buts envisagés dans cet Acte, et devant recevoir son approbation, ont été adoptés par la majorité des membres d'une Trade-Union enregistrée ou non, votant sur cet objet, ou par une majorité de délégués d'une telle Trade-Union, votant à une Assemblée convoquée pour cet objet, ces règlements auront la force des Statuts de l'Union, quand bien même les dispositions des Statuts de l'Union, relatives à la modification des clauses des Statuts ou à l'introduction de nouvelles clauses, n'auraient pas été observées.

SECTION I. Les Sections 3, 5 et 6 de l'Acte de 1913 ainsi que l'appendice sont abrogées par la présente loi.

SECTION II. (1) Aucun subside ni fond levé au moyen de taxe, ou cotisation versée par les membres, ou d'amendes, ne sera affecté ou appliqué, soit au moyen de paiement, prêt ou crédit, par un Syndicat, ou une section, ou loge de Syndicat, ou par quelque Association ou Fédération de Syndicats, soit directement, soit conjointement avec quelque autre Syndicat, soit par l'intermédiaire ou l'entremise de quelque autre Syndicat, Association ou Groupement, soit par quelque autre procédé indirect, à la poursuite d'objets politiques, à l'exception des subsides ou fonds levés en vue de la constitution d'un fond politique (et faisant partie dudit fond) constitué conformément aux dispositions de la présente loi.

(2) Un fond politique peut être constitué si la poursuite d'objets politiques a été approuvée, en tant qu'objet de l'activité du Syndicat, par une résolution encore en vigueur, votée par la majorité des membres, au moyen d'un scrutin organisé conformément aux dispositions de la Section 4, § 1, de l'acte de 1913, et si des règlements, approuvés, que le Syndicat soit ou non enregistré, par le Registrar des Sociétés de Secours Mutuels, sont en vigueur, prévoyant l'établissement et l'administration d'un tel fond. Ces règlements disposeront que :

- (a) toutes les sommes levées en vue d'objets politiques devront l'être sous la forme d'une cotisation distincte, trimestrielle, semestrielle ou annuelle (qu'on appellera cotisation du fond politique) versée par ceux des membres du Syndicat qui se seront engagés, aux conditions prévues ci-après, à contribuer au fond politique, pour l'année courante, et non autrement ;
- (b) Chacun des membres versant une cotisation au fond politique devra, chaque fois qu'un versement sera réclamé, recevoir un reçu, sur une carte spéciale de cotisation, qui indiquera clairement par écrit le montant dudit versement et la période pour la-

quelle il est effectué, et qui devra reproduire clairement et lisiblement, le texte de la Section 3, § 1 et § 2 de la présente loi. A condition que la même carte puisse être utilisée pour un nombre raisonnable de versements périodiques effectués par un même membre au fond politique ;

- (c) le Syndicat et chaque loge ou section du Syndicat, à la caisse desquels devront être versées les sommes constituées par les cotisations et contributions des membres du Syndicat, et devant être affectées à la poursuite d'objets politiques, devront, dans chaque cas, tenir un compte régulier (qu'on appellera « compte du fond politique ») de toutes les dites sommes, faisant ressortir toutes les recettes et toutes les dépenses ;
- (d) le compte du fond politique devra constituer un compte distinct de ceux de tous les autres fonds du Syndicat, de la loge ou de la section et devra être soumis à une vérification régulière annuelle, et au contrôle des membres qui ont contribué à l'établissement du fond politique, contrôle effectué pendant les heures de bureau ;
- (e) le membre qui s'est engagé, aux conditions prévues par la Section 3, § 1 de la présente loi à contribuer au fond politique, ne jouira, directement ou indirectement, d'aucune allocation, avantage ou privilège (excepté en ce qui concerne le contrôle de la gestion du fond politique) différents de ceux, ou ajoutés à ceux, dont jouissent tous les membres du Syndicat, mais (l'exception mentionnée plus haut mise à part) tous les membres du Syndicat devront se trouver sur un pied d'égalité à l'égard de toutes allocations, de tous avantages et privilèges dont ils jouiront en tant que membres, et le fait de verser au fond politique ne devra pas constituer une condition préalable d'admission comme membre du Syndicat ou de tout Syndicat affilié ou associé ou de tout autre groupement poursuivant des objets non exclusivement politiques.

(3) (Texte identique au § 2 de la Section III de l'Acte de 1913.)

(4) (5) (6) : textes identiques à ceux des §§ 3, 4, 5 de la Section III de l'Acte de 1913.)

SECTION III. (1) Aucun syndiqué ne sera tenu de contribuer au fond politique; sous cette réserve que, si un membre désire le faire, il pourra notifier par écrit qu'il désire y contribuer et est disposé à verser des cotisations, au Secrétaire de la Loge ou Section dont il est membre, ou au Secrétaire Général du Syndicat; cette notification devra revêtir la forme indiquée au premier appendice de la présente loi.

(2) Tout syndiqué ayant effectué cette notification peut la retirer à n'importe quel moment par lettre adressée par la poste au Secrétaire Général du Syndicat ou au Secrétaire de la Loge ou Section du Syndicat et ce membre sera exempté de contribuer au fond politique du Syndicat, à compter du premier jour du mois de janvier qui suivra ladite révocation. Le fait de s'absentir de contribuer au fond politique pendant une année entière équivaudra à une notification de révocation.

SECTION IV. La Section 16 de l'Acte de 1871 s'appliquera à un Syndicat non enregistré de même que s'il constituait un Syndicat enregistré aux termes de cet Acte (1).

SECTION V. Le Trade-Union Act, 1871, et le Trade-Unions Act 1913, sont modifiés dans les limites indiquées au second appendice de la présente loi.

(1) Le texte de la Section de l'Acte de 1871 est le suivant :

« 16. Un état général des recettes, fonds, effets et dépenses de chaque Union enregistrée en vertu de la présente loi devra être transmis au Registrar avant le premier juin de chaque année et donner des indications complètes sur l'actif et le passif de l'Union à cette date et les recettes et dépenses effectuées durant l'année précédant la date pour laquelle il est établi ; il devra mentionner séparément les dépenses faites pour chacun des divers objets de l'Union et devra être préparé et établi pour la date et sous la forme que le Registrar pourra, de temps à autre, imposer; il devra fournir les détails qu'il pourra, de temps à autre, réclamer; chaque membre et chaque déposant de l'une quelconque de ces Unions aura le droit de recevoir, sur demande adressée au trésorier ou secrétaire de cette Union, un exemplaire de cet état général, sans effectuer aucun versement.

En même temps que cet état général, on devra envoyer au

SECTION VI. Aucune disposition de la présente loi ne modifiera la validité d'aucune mesure régulièrement et légalement prise en vertu de l'Acte principal antérieur au vote de la présente loi, ni l'affectation de fonds qui, à la date du vote de la présente loi, se trouveront régulièrement portés au crédit du fond politique d'un Syndicat.

[15 Geo. V. « Trade-Union Political fund ». Impression ordonnée le 13 février 1925.]

PREMIER APPENDICE

FORMULE DE NOTIFICATION DE CONTRIBUTION

Nom du Syndicat

FOND POLITIQUE (NOTIFICATION DE CONTRIBUTION)

Je notifie, par les présentes, que je désire faire des versements et consens à faire des versements au fond politique du Syndicat de
et puis, par conséquent, être tenu de la manière indiquée par le « Trade-Union (Political fund) Act » de 1925, de faire des versements à ce fond.

A.....B.....

Adresse

.....jour de.....19....

DEUXIEME APPENDICE

Session et Chapitre	Titre résumé	Etendue de l'abrogation
34 et 35 Vict. c. 31	Trade Union Act. 1871	Section 16, omettre les mots = " Enregistré en vertu de la présente loi.
2 et 3 Geo. v, c. 30	Trade Union Act. 1913	Sections 3, 5, 6 et l'appendice abrogés.

Registrar copie de toutes modifications aux Statuts, de tous nouveaux Statuts et notification de tous changements de fonctionnaires effectués ou adoptés par l'Union, durant l'année précédant la date pour laquelle l'état général est établi, et un exemplaire des Statuts de l'Union tels qu'ils existent à cette date.

L'Union qui omettra de se conformer aux dispositions de cette Section ou qui les violera, de même que chaque fonctionnaire

[17 & 18 Geo. 5]. Loi sur les Conflits du Travail et les Trade-Unions. 1927.

SECTION 1 (1). — (1) Il est déclaré par la présente loi—

(a) que toute grève est illégale si cette grève—

(i) a quelque objet différent de, ou s'ajoutant à la conduite d'un conflit du travail au sein du métier ou de l'industrie auxquels les grévistes appartiennent; et

(ii) constitue une grève dont le but ou les conséquences prévisibles sont d'exercer une contrainte sur le gouvernement soit directement, soit par les souffrances qu'elle inflige à la communauté; et

(b) que tout lock-out est illégal si ce lock-out—

(i) a quelque objet différent de, ou s'ajoutant à la conduite d'un conflit du travail au sein du métier ou de l'industrie auxquels les employeurs qui décident le lock-out appartiennent; et

(ii) constitue un lock-out dont le but ou les conséquences prévisibles sont d'exercer une contrainte sur le Gouvernement soit directement, soit par les souffrances qu'il inflige à la communauté : et il est en outre déclaré qu'il est illégal de commencer ou de poursuivre toute grève illégale ou tout lock-out illégal de cette nature, ou d'affecter une somme quelconque à la conduite ou au soutien de cette grève ou de ce lock-out.

de l'Union ainsi défailante, encourront chacun une amende maxima de cinq livres pour chaque contravention.

Quiconque opérera ou ordonnera d'opérer une fausse déclaration, ou omettra ou ordonnera d'omettre quoi que ce soit dans l'un de ces états généraux, ou dans l'un de ces envois d'exemplaires des Statuts ou de copies des modifications statutaires, encourra une amende maxima de cinquante livres pour chaque contravention. »

(1) La rédaction primitive de la Clause 1 du Bill était la suivante (Trade Disputes and Trade-Unions Bill, 4 avril 1927, Bill 111) :

1. — (1) Il est déclaré par la présente loi que toute grève poursuivant un objet quelconque outre la conduite d'un conflit du travail au sein du métier ou de l'industrie auxquels les grévistes appartiennent, est illégale si elle a pour but ou pour conséquences possibles d'exercer une contrainte sur le Gouvernement, ou d'inti-

Pour ce qui concerne les dispositions ci-dessus —

- (a) un conflit du travail ne sera pas considéré comme se produisant au sein d'un métier ou d'une industrie, à moins que ce soit un conflit entre employeurs et ouvriers ou entre ouvriers et ouvriers, de ce métier ou de cette industrie, qui se rattache à l'emploi, ou au non-emploi, ou aux conditions d'emploi, ou aux conditions du travail, de personnes appartenant à ce métier ou à cette industrie ; et
- (b) sans porter atteinte à la généralité de l'expression «métier ou industrie», des ouvriers seront considérés comme appartenant au même métier ou à la même industrie si leurs salaires ou conditions d'emploi sont fixés d'après les conclusions du même conseil industriel mixte, ou bureau de conciliation ou autre organe similaire, ou d'après les accords passés avec le même employeur ou le même groupe d'employeurs.

mider la communauté ou une partie considérable de la communauté, et qu'il est illégal de commencer ou de poursuivre toute grève illégale de cette nature, ou d'affecter une somme quelconque à la conduite ou au soutien de cette grève.

Relativement à la disposition précédente, un conflit du travail ne sera pas considéré comme se produisant au sein d'un métier ou d'une industrie à moins que ce soit un conflit entre employeurs et ouvriers, ou entre ouvriers et ouvriers, dans ce métier ou dans cette industrie, relatif à l'emploi ou au non-emploi, ou aux conditions d'emploi, ou aux conditions du travail, d'individus appartenant à ce métier ou à cette industrie.

(2) Quiconque déclare, provoque, soutient une grève déclarée illégale par cet Acte, ou y participe, encourra, sur condamnation sommaire, une amende de dix livres au maximum ou un emprisonnement de trois mois au maximum, ou sur condamnation prononcée sur « indictment » un emprisonnement de deux ans au maximum.

(3) Les dispositions du « Trade Disputes Act » de 1906, ni la seconde réserve introduite au § 1 de l'« Emergency Powers Act » de 1920 ne s'appliqueront à aucun acte accompli en prévision d'une grève déclarée illégale par le présent Acte, ou pour la soutenir et aucun de ces actes ne sera considéré, en vue de l'application d'une disposition légale quelconque, comme accompli en prévision d'un conflit du travail ou pour soutenir un conflit du travail.

(2) Quiconque déclare, provoque une grève ou un lock-out déclarés illégaux par la présente loi, ou incite d'autres personnes à y prendre part, ou les soutient par d'autres actes, encourra, sur condamnation sommaire, une amende maxima de dix livres ou un emprisonnement de trois mois au maximum, ou, sur condamnation prononcée sur « indictment » (1) un emprisonnement de deux ans au maximum :

Sous réserve que nulle personne ne sera considérée comme ayant commis un délit prévu par cette Section ou par la loi commune, si elle a simplement cessé le travail, ou refusé de continuer à travailler ou d'accepter du travail.

(3) Si une personne est accusée devant une Cour quelconque, d'avoir commis un délit prévu par cette Section, aucune autre poursuite ne sera dirigée contre elle de ce chef, sans le consentement de l'Attorney General, à l'exception de celles que la Cour pourra juger nécessaires en prolongeant l'état d'arrestation (soit que l'incarcération soit effective, soit que la liberté provisoire soit accordée sous caution) ou en assurant par une autre voie la garde de l'accusé, mais le présent paragraphe ne s'appliquera pas en Ecosse, ni à aucune poursuite engagée par le « Director of Public Prosecutions » ou sur son ordre.

(4) Les dispositions du « Trade Disputes Act » de 1906, ni la seconde réserve introduite au paragraphe (1) de la Section deux de l'« Emergency Powers Act » de 1920, ne s'appliqueront à aucun acte accompli en prévision ou au cours d'une grève ou d'un lock-out déclarés illégaux par la présente loi, et aucun de ces actes ne sera considéré, pour ce qui touche à l'application d'une disposition légale quelconque, comme ayant été accompli en prévision ou au cours d'un conflit du travail :

(1) « Indictment » : Accusation écrite d'un crime de « felony » ou de « misdemeanour » ; vérifiée et trouvée exacte par le « grand jury » (sorte de jury d'accusation), l'accusé est renvoyé devant le « petty » jury (Dictionnaire de Coutanche et Anspach, London, Sweet and Maxwell, 1920).

Sous cette réserve que nul ne sera considéré comme ayant commis un délit prévu par l'un quelconque des règlements faits en vertu de l' « Emergency Powers Act » de 1920, s'il a simplement cessé le travail, de refusé de continuer à travailler ou d'accepter du travail.

2. — (1) Nulle personne refusant de prendre part ou de continuer à prendre part à une grève ou à un lock-out déclarés illégaux par la présente loi, ne devra être, à raison de ce refus ou à raison d'une mesure quelconque prise par elle en vertu de la présente Section, frappé d'expulsion d'aucun Syndicat ou d'aucune Association ou d'aucune amende ou pénalité, ou de la privation d'aucun droit ou d'aucune allocation auxquels elle, ou ses représentants légaux, pourrait prétendre; elle ne pourra être frappée, à aucun point de vue, soit directement, soit indirectement d'incapacité ou de désavantage, relativement aux autres membres du Syndicat ou de l'Association, nonobstant toute disposition contraire des Statuts du Syndicat ou de l'Association.

(2) Aucune disposition des Trade-Union Acts votés de 1871 à 1917, limitant le nombre des actions dont peuvent connaître les Cours de justice, aucune disposition des Statuts d'un Syndicat ou d'une Association imposant un procédé quelconque de règlement des conflits ne s'appliqueront à aucune action tendant à sanctionner un droit ou une exemption quelconques assurés par la présente Section et la Cour saisie de l'une quelconque de ces actions peut, au lieu d'ordonner la réintégration du membre exclu d'un Syndicat ou d'une Association, ordonner qu'il lui soit versé, sur les fonds du Syndicat ou de l'Association, telle somme, à titre de compensation ou de dommages et intérêts, le montant étant livré à la discrétion de la Cour.

(3) En ce qui concerne toute grève et tout lock-out antérieurs au vote de la présente loi, mais postérieurs au premier mai 1926, et illégaux en vertu des principes juridiques déclarés par la présente loi, la présente Section s'appliquera comme si elle eût été en vigueur au moment où la grève ou le lock-out se produisirent,

3. — (1) Il est déclaré par la présente loi qu'il est illégal pour une ou plusieurs personnes (agissant de leur propre initiative, ou au nom d'un Syndicat, ou d'un employeur, ou d'une firme isolés, et bien qu'elles agissent en prévision ou au cours d'un conflit du travail) de stationner dans une maison ou près d'une maison, dans un lieu ou près d'un lieu où une personne réside, ou travaille, ou fait son métier, ou se trouve être, dans le but d'obtenir ou de communiquer des renseignements ou de persuader une personne de travailler ou de s'abstenir de travailler, ou de l'engager à le faire, si elles stationnent ainsi en nombre tel, ou encore de telle manière qu'on puisse s'attendre à ce que l'une quelconque des personnes se trouvant dans cette maison ou en ce lieu soit intimidée, ou à ce que l'accès de la maison ou du lieu ou leurs issues soient obstrués, ou à ce que la paix publique puisse être troublée; et le fait de stationner près d'un lieu en nombre tel ou de telle manière que le présent paragraphe déclare ce stationnement illégal devra être assimilé au fait de surveiller et de cerner cette maison ou ce lieu (« watching and besetting ») au sens de la Section sept du « Conspiracy and Protection of Property Act » de 1875.

(2) (1) Dans la présente Section, l'expression « intimider » signifie provoquer dans l'esprit d'une personne une appréhension raisonnable d'un préjudice causé à elle-même, ou à un membre quelconque de sa famille, ou à l'une quelconque des personnes qu'elle a sous sa

(1) La rédaction primitive du § 2 de la Clause 3 du Bill était la suivante (Trade Disputes and Trade-Unions Bill, 4 avril 1927, Bill 111) :

3. — ...

(2) Dans la présente Section, l'expression « intimider » signifie causer dans l'esprit d'une personne, l'appréhension raisonnable d'un préjudice causé à elle-même ou à un membre quelconque de sa famille ou d'un acte de violence exercé sur une personne ou sur un bien ou d'un dommage à eux causé, et l'expression préjudice (« injury ») comprend le préjudice autre que le préjudice physique ou matériel, et, par conséquent, l'expression « appréhension d'un préjudice » comprend la crainte d'un boycottage ou d'une perte de nature quelconque ou du fait d'être exposé à la haine, au ridicule ou au mépris.

garde, ou d'un acte de violence exercée sur quelque personne ou quelque bien ou d'un dommage à eux causé et l'expression préjudice (« injury ») comprend le préjudice causé à une personne relativement à ses affaires, ses occupations, son emploi ou autre source de revenu, et comprend toute faute civile donnant ouverture à une action.

(3) Dans la Section sept du « Conspiracy and Protection of Property Act » de 1875, on devra attacher à l'expression « intimider » le sens qui lui est donné dans la présente Section.

(4) Nonobstant toute disposition légale, il ne sera pas licite pour une ou plusieurs personnes, dans le but d'engager une personne à travailler, ou à s'abstenir de travailler, de surveiller ou de cerner une maison ou un lieu où une personne réside ou de s'approcher de cette maison ou de ce lieu, et toute personne violant les dispositions du présent paragraphe encourra, sur condamnation sommaire, une amende du montant maximum de vingt livres et une peine d'emprisonnement de trois mois au maximum.

4. — (1) Il ne sera pas licite d'exiger d'un membre d'un Syndicat qu'il verse une cotisation quelconque au fond politique d'un Syndicat à moins qu'il ait, à une époque postérieure à la mise en vigueur de la présente loi et avant qu'il soit pour la première fois requis après le 31 décembre 1927 d'opérer un tel versement, remis au Bureau central ou à quelque Bureau de Section du Syndicat, notification écrite, dans les formes indiquées par le premier appendice de la présente loi, de sa volonté de contribuer à ce fond et qu'il n'ait pas retiré cette notification de la manière prévue ci-après ; et tout membre d'un Syndicat qui n'a pas remis la notification ci-dessus mentionnée, ou qui, l'ayant remise, l'aura retirée de la manière prévue ci-après, sera considéré, quant aux objets prévus par le Trade-Union Act de 1913, comme un membre exempt de l'obligation de contribuer au fond politique de l'Union et les dispositions de cet Acte relatives à un membre exempté de cette obligation devront être interprétées en conséquence :

Sous cette réserve que, si à un moment quelconque, un membre d'un Syndicat qui a remis la notification sus-mentionnée notifie son intention de la retirer au Bureau central ou à quelque Bureau de Section du Syndicat, il devra être considéré, pour l'application du présent paragraphe comme ayant opéré ce retrait dès le premier janvier suivant la date à laquelle il a notifié son intention de l'opérer.

Pour l'application du présent paragraphe, la notification peut être remise personnellement ou par mandataire autorisé et toute notification sera considérée comme ayant été remise au Bureau central ou à un Bureau de Section du Syndicat si elle a été envoyée par la poste, régulièrement adressée au dit Bureau.

(2) Toute cotisation au fond politique d'un Syndicat perçue sur les membres du Syndicat qui sont tenus de contribuer au dit fond, sera levée et effectuée séparément de toute autre cotisation destinée aux autres fonds du Syndicat et aucune ressource syndicale, autre que le montant obtenu au cours de cette opération distincte de perception sus-mentionnée, ne sera affectée à ce fond, et aucune des ressources du Syndicat autres que celles faisant partie du fond politique ne devra être directement ou indirectement utilisée ou grevée pour poursuivre l'un quelconque des objets politiques auxquels s'applique le « Trade-Union Act » de 1913; et toute dépense engagée en violation du présent paragraphe sera non avenue.

(3) Tous les Statuts de Syndicats établis et approuvés conformément aux exigences de la Section 3 du « Trade-Union Act » de 1913 devront être modifiés et rendus conformes aux exigences de la présente loi, et, ainsi modifiés, devront être approuvés par le « Registrar of Friendly Societies » (désigné dans la présente loi sous le titre « The Registrar »), dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi ou dans tel délai plus long que le Registrar pourra accorder, dans des circonstances spéciales et si les Statuts d'un Syndicat ne sont pas modifiés et approuvés comme il est dit plus haut, ils seront con-

sidérés comme ne satisfaisant pas aux exigences de la Section précitée.

(4) Nonobstant toute disposition de la présente loi, jusqu'au 31 décembre 1927, il sera licite de requérir un membre d'un Syndicat de verser au fond politique du Syndicat comme si la présente loi n'avait pas été votée.

(5) Si le Registrar est convaincu et certifie que des règles statutaires insérées dans le but de se conformer aux dispositions de la présente Section, ou en vue des objets prévus par le « Trade Union Act » de 1913 modifié par la présente loi, et soumises à l'approbation du Registrar, ont été approuvées par la majorité des membres d'un Syndicat votant sur cette question, par le Comité exécutif ou autre organe directeur d'un tel Syndicat, ou par la majorité des délégués d'un tel Syndicat votant au cours d'une réunion organisée dans ce but, le Registrar peut approuver ces règles statutaires qui auront désormais l'autorité de règles statutaires syndicales, bien que les dispositions des Statuts syndicaux relatives à la modification des Statuts ou à l'établissement de nouveaux Statuts, n'aient pas été observées.

(6) La Section 16 du « Trade-Union Act » de 1871 (qui assure la transmission au Registrar de comptes rendus annuels par les Unions enregistrées) s'appliquera à tout Syndicat non enregistré, en ce qui concerne les recettes, fonds, effets, dépenses, actif et passif de leur fond politique.

5. — (1) Parmi les règlements relatifs aux conditions d'emploi dans les services civils de Sa Majesté seront introduits des règlements interdisant aux fonctionnaires, à titre permanent, d'être membres, délégués ou représentants d'aucune organisation dont l'objet principal est d'influencer ou d'affecter la rémunération ou les conditions d'emploi de ses membres à moins que cette organisation soit exclusivement composée de personnes employées par la Couronne ou sous son autorité et se conformant aux dispositions qui pourront être insérées dans les règlements dans le but d'assurer

que cette organisation soit à tous égards indépendante de toute organisation précitée ne se composant pas exclusivement de personnes employées par la Couronne ou sous son autorité, ou de toute Fédération englobant de telles organisations, qu'elle ne soit affiliée à aucune d'elles, que ses objets ne comprennent aucun objet politique et qu'elle ne soit associée directement ou indirectement à aucun parti ni à aucune organisation politiques :

Sous cette réserve que les règlements faits conformément aux dispositions de la présente Section n'interdiront pas —

- (a) à une personne qui est fonctionnaire à titre permanent au moment où la présente loi entre en vigueur, de demeurer membre d'un Syndicat ou d'une organisation non composée exclusivement ou principalement de personnes employées par la Couronne ou sous son autorité, dont il est membre, au moment où la présente loi entre en vigueur, depuis plus de six mois, si en vertu des Statuts du dit Syndicat, s'est ouvert ou a commencé à courir à son profit le droit de prétendre à quelque versement ultérieur au cours d'une incapacité de travail, au titre de pension de retraite, ou à sa mort, ou à la mort de sa femme ou en tant que capital réservé à ses enfants; ou
- (b) à une personne employée au moment où la présente loi entre en vigueur, par la Couronne ou sous son autorité, qui, par la suite, devient fonctionnaire à titre permanent, de demeurer, tant qu'il ne sera pas appelé à un poste de surveillance ou de direction, membre d'un Syndicat ou d'une organisation non exclusivement ou principalement composés de personnes employées par la Couronne ou sous son autorité, dont il est membre à la date où il devient fonctionnaire à titre permanent, si en vertu de leurs Statuts s'était ouvert à cette date ou avait commencé à courir à son profit, le droit de prétendre à quelque versement ultérieur au cours d'une incapacité de travail, à titre de pen-

sion de retraite, à sa mort, à la mort de sa femme, ou en tant que capital réservé à ses enfants; ou

- (c) à une personne qui, non seulement est fonctionnaire à titre permanent, mais, outre ses fonctions en tant que tel, est encore engagé dans quelque autre emploi ou occupation, d'être membre délégué ou représentant d'un Syndicat ou d'une organisation dont l'objet principal est d'influencer ou d'affecter la rémunération ou les conditions d'emploi de personnes engagées dans cet emploi ou cette occupation.

(2) Sous les réserves qui vont suivre, tout fonctionnaire à titre permanent qui contreviendra aux règlements établis en vertu de la présente Section, ne remplira plus les conditions requises pour occuper une fonction publique :

Sous cette réserve que, lors de la première contravention, le fonctionnaire devra être immédiatement prévenu par son chef de service et que la disqualification sus-mentionnée ne devra point se réaliser si dans un délai d'un mois à compter de cet avertissement, le fonctionnaire cesse de contrevenir aux dits règlements.

(3) Dans la présente Section :

- (a) l'expression fonctionnaire à titre permanent (« established civil servant ») signifie personne remplissant une fonction dont elle est titulaire au service permanent de la Couronne et englobe toute personne qui, un certificat lui ayant été accordé par les Commissaires des Services Civils, accomplit un stage probatoire préliminaire de sa titularisation ; **et**
 - (b) l'expression « condition d'emploi » signifie, quand il s'agit d'autres personnes que celles employées par la Couronne ou sous son autorité, les conditions d'emploi de personnes employées en vertu d'un contrat de travail.
6. — (1) Il ne sera pas licite, pour une autorité locale ou autre autorité publique de faire de l'affiliation ou de la non-affiliation à un Syndicat, une condition d'emploi ou de maintien dans son emploi, d'une personne

quelconque, ni d'imposer des conditions aux personnes qu'elle emploie dont le résultat soit que les employés appartenant ou n'appartenant pas à un Syndicat, puissent être frappés à quelque point de vue que ce soit, directement ou indirectement, d'une incapacité ou d'un désavantage relativement à la situation faite aux autres employés.

(2) Il ne sera pas licite pour une autorité locale ou quelque autre autorité publique de faire de l'affiliation ou de la non-affiliation à un Syndicat d'une personne quelconque devant être employée par l'une des parties au contrat, une condition d'aucun contrat conclu ou envisagé avec la dite autorité, ou de la prise en considération ou de l'acceptation d'aucune soumission relative à l'un de ces contrats.

(3) Toute condition imposée en violation de la présente Section sera nulle.

(4) On ajoutera à la Section 5 du « Conspiracy and Protection of Property Act » de 1875, la disposition dont le texte suit :

« Si une personne employée par une autorité locale ou autre autorité publique rompt volontairement un contrat de travail conclu avec cette autorité, sachant ou ayant un motif raisonnable de croire que les conséquences probables de sa conduite, qu'elle soit seule, ou qu'elle agisse de concert avec d'autres, seront de causer un tort, un danger, ou une gêne sérieuse à la communauté, elle encourra, sur condamnation sommaire, une amende de dix livres au plus ou un emprisonnement de trois mois au plus. »

7. — Sans préjudice du droit pour toute personne ayant à son obtention un intérêt suffisant, d'agir en justice, en vue d'obtenir une injonction interdisant toute affectation de fonds syndicaux en violation des dispositions de la présente loi, une injonction interdisant toute affectation des fonds syndicaux en violation des dispositions de la Section première de la présente loi peut être accordée sur la demande ou à la requête de l'Attorney General.

Pour l'application de la présente Section à l'Ecosse, on substituera aux références à une injonction des références à un interdit, et à la référence à l'« Attorney General » une référence au « Lord Advocate ».

8. — (1) La présente loi pourra être citée sous le nom de « Trade Disputes and Trade-Unions Act », 1927, et devra être interprétée comme faisant corps avec les divers Actes sur les Trade-Unions de 1871 à 1917, et la présente loi et les divers Actes sur les Trade-Unions pourront être collectivement cités sous le nom de « Trade-Unions Acts », 1871 à 1927.

(2) Quant aux objets visés par la présente loi —

- (a) l'expression « grève » signifie cessation de travail par un groupe de personnes employées dans n'importe quel métier ou industrie agissant en combinaison, ou un refus concerté, ou un refus en vertu d'un accord collectif liant un nombre quelconque de personnes qui sont ou ont été employées dans ces métiers ou industries, de continuer à travailler ou d'accepter du travail.
- (b) l'expression « lock-out » signifie fermeture d'un lieu de travail ou suspension du travail, ou refus par un employeur de continuer à employer un nombre quelconque de personnes employées par lui à raison d'un conflit, dans le but de contraindre ces personnes, ou d'aider un autre employeur à contraindre des personnes employées par lui, à accepter des conditions d'emploi ou relatives à leur emploi ; et
- (c) une grève ou un « lock-out » ne seront pas considérés comme de nature à contraindre le Gouvernement à moins qu'une telle contrainte ne doive raisonnablement être prévue comme l'une de leurs conséquences.

(3) La présente loi ne s'étendra pas à l'Irlande du Nord, excepté que les dispositions de la présente loi relatives aux fonctionnaires devront s'appliquer aux fonctionnaires appartenant, dans l'Irlande du Nord, à l'administration des services relativement auxquels le Parlement de l'Irlande du Nord n'a pas autorité pour légiférer.

(4) Les dispositions mentionnées dans le second Appendice de la présente loi sont abrogées, dans les limites indiquées dans la troisième colonne de cet Appendice.

PREMIER APPENDICE

FORMULE DE NOTIFICATION DE COTISATION AU FOND POLITIQUE

Nom du Syndicat

Nom de la Section à laquelle le membre appartient (s'il y a lieu)

FOND POLITIQUE (NOTIFICATION DE COTISATION)

Je notifie par les présentes que je suis disposé et consens à contribuer au Fond Politique du Syndicat..... et me rends compte que je serai, en conséquence, tenu de contribuer à ce Fond et continuerai à être tenu de le faire, à moins que je ne remette au Bureau central ou à quelque Bureau de Section du Syndicat une notification écrite de retrait : je me rends compte également qu'après remise de cette notification de retrait, je continuerai encore à être tenu de contribuer au Fond Politique jusqu'au premier janvier suivant.

A..... B.....

Adresse

Matricule, s'il y a lieu.....

Date.....

DEUXIEME APPENDICE

DISPOSITIONS LÉGALES ABROGÉES

Session et Chapitre	Titre résumé	Etendue de l'abrogation
2 & 3 Geo 5. c. 30.	Trade Union Act, 1913.	Au paragraphe 1 de la section 3 les mots compris entre « et pour l'exemption » « and for the exemption » « ne veut pas contribuer » (« objects to contribute »); Le paragraphe 2 de la sec- tion 4; La section 5; La section 6; L'appendice.

NOTE SUR L'OPINION DES DIFFÉRENTS PARTIS
RELATIVEMENT A L'ACTE DE 1927.

Les résultats du vote sur la seconde lecture (séance du 5 mai 1927) furent les suivants :

Le parti conservateur vota la seconde lecture à l'exception d'un seul de ses membres, Lord Henry Cavendish-Bentinck, lequel vota contre.

Sur les 155 députés travaillistes, 150 votèrent contre, 4 avaient décidé de s'abstenir, d'accord avec 4 députés qui auraient voté pour, dont les voix eussent annulé les leurs, 1 était suspendu.

Sur les 40 libéraux, 7 votèrent la seconde lecture, 20 (dont Mr Lloyd George) votèrent contre, 1 qui aurait voté pour, et 5 qui auraient voté contre, avaient renoncé à voter après entente avec des députés votant en sens inverse, 7 étaient absents, dont Sir John Simon.

2 députés n'appartenant à aucun parti votèrent pour, 2 contre.

« The Times Weekly Edition », 12 mai 1927.

Nous ne pouvons songer ici à décrire les multiples réactions de l'opinion publique anglaise à la suite de l'introduction du projet de loi sur les Trade-Unions et les Conflits du Travail. Nous mentionnerons simplement quelques manifestations d'opinions particulières, spécialement autorisées, à titre de repères.

Mr Mac Donald, chef de l'ancien gouvernement travailliste, s'exprimait comme suit dans une lettre

adressée au mois d'avril 1926 à l'Assemblée annuelle de la Section d'Aberavon du parti travailliste :

« Nous devons faire face à l'un des plus funestes projets qui aient jamais été déposés sur le bureau des Communes. Chacune de ses dispositions respire la haine et la malveillance. La passion et l'hostilité animant ses rédacteurs leur ont fait oublier qu'ils étaient des juristes et qu'ils ont publié un texte dont nul ne peut déterminer le sens exact. Si ce projet devait être voté, nul Syndicat anglais ne pourrait savoir quelles responsabilités il encourt. Nous combattons ce projet jusqu'au bout, mais avec une majorité de 200 votants contre nous nos amis ne doivent pas espérer nous voir réussir à y introduire un semblant de justice, de sens commun ou de simple honnêteté. Ce que nous pouvons faire, toutefois, et ce que nous entendons faire, c'est, aussitôt que le pays nous confiera le pouvoir, faire disparaître du Code cette honteuse souillure. » (Disgraceful smirch.)

Lettre publiée dans « The Times ».

Lundi 25 Avril 1927.

Quant au parti libéral, Lord Grey, dans une lettre au « Times », publiée le 11 Avril 1927, exposa son point de vue personnel dans les termes suivants :

« Tout donne à penser que la mesure prise par le Gouvernement en déposant le projet de loi sur les Trade-Unions est une erreur qui fait courir un réel danger aux intérêts nationaux.

Les difficultés de l'an dernier ont infligé d'incalculables pertes à la nation toute entière, et à toutes les

classes qui la composent. Le résultat final, néanmoins, fut un retour à la raison. Des représentants influents du monde du travail ont soutenu ouvertement une méthode de conciliation de préférence à une méthode de luttes. La masse des syndiqués s'est rendu compte que la politique suivie par les dirigeants de l'an dernier fut une erreur. Cette politique extrémiste est tombée dans le discrédit. Le programme de luttes de classes n'exerçait plus qu'un attrait diminué ou nul. Tout ce qui croît dans une atmosphère de raison, se développait. La politique du Gouvernement paralysera toutes ces tendances et donnera une impulsion à l'idée de lutte de classes et à tout ce qui y ressemble et se développe dans une atmosphère de passion. Au sein des unions on résistait aux tentatives de domination des syndicats par les révolutionnaires. Au sein du parti travailliste, les modérés et les constitutionnels étaient devenus les adversaires déterminés des extrémistes et des révolutionnaires. La politique du gouvernement a transformé ces adversaires en alliés des extrémistes et plus le combat qui se livrera sur le projet sera acharné, plus il sera difficile aux modérés de se séparer à nouveau des extrémistes. Il est difficile de nier que ce sont là les conséquences de l'introduction du Trade-Unions Bill.

Que gagnera-t-on à adopter ce projet ? De hautes autorités déclarent qu'une grève générale est dès maintenant illégale. Ce projet confirmera cette règle mais une grève générale est une tentative faite pour se mettre au-dessus de la loi (« to override law »). L'essence et l'intention en sont anti-légales et la

déclaration de son illégalité ne la préviendra pas. Le projet facilitera-t-il la répression d'une grève générale ? Une grève générale implique l'intervention de centaines de milliers d'hommes, sinon ce n'est pas le moins du monde une grève générale. Au cours d'une guerre civile, injonctions et décisions légales sont des fétus de paille dans la balance. L'action directe exercée en vue de contraindre la communauté ne peut être entravée que par l'action directe de la communauté. C'est ainsi que la grève générale fut paralysée l'an dernier, et elle ne sera jamais paralysée autrement dans l'avenir.

Quel sera l'effet du projet sur la puissance des Unions ? La puissance réelle des unions ne réside pas dans la levée de cotisations affectées au fond politique, ni dans leur situation légale, elle réside dans l'attachement des masses ouvrières à leurs chefs — dans le fait qu'elles sont disposées à suivre leur politique, même s'ils doutent de sa valeur, plutôt que de consentir à la désintégration des unions. Rendre plus difficile la perception des cotisations affectées au fond politique, tandis qu'on accroît en même temps l'attachement des ouvriers à leur union et leur volonté de soutenir leurs chefs, n'aboutira pas à affaiblir les unions mais à les renforcer. Personne ne soutient que le droit syndical soit parfait, mais la véritable façon d'aborder le problème eût été d'effectuer une enquête impartiale et d'étudier la situation dans son ensemble. Les conclusions atteintes n'auraient vraisemblablement pas été unanimes, mais du moins cette procédure aurait montré dans quelle

mesure, les abus et les scandales des unions résultent non pas de l'absence de règles légales mais de l'impossibilité où l'on se trouve de sanctionner les règles existantes. Elle aurait abouti à un exposé raisonné de faits et d'opinions sur lequel on aurait pu fonder un projet et en vertu duquel on aurait pu le proposer, comme autre chose que l'expression de la politique d'un parti isolé.

Au début de cette année, un membre éminent du Labour Party — je crois que c'était Mr Ramsay MacDonald lui même — proposa cette méthode. La mesure prise par le Gouvernement a maintenant rendu impossible toute enquête impartiale et représentative et a coupé l'unique pont par lequel la question de la réforme syndicale aurait pu être abordée avec quelque chance d'accord. Si ces opinions sont fondées on reconnaîtra bientôt que l'introduction du Projet relatif aux Trade-Unions fut une erreur énorme. Il est difficile de prévoir comment le Gouvernement et le pays se tireront de là, sinon par le procédé incommode d'une élection générale, mais le premier pas est de reconnaître définitivement que l'erreur a été commise quelle que soit son énormité et quelque désastreuses qu'en puissent être les conséquences.

Je n'ai rien dit des mérites du Projet considéré en lui-même, car l'importance m'en paraît moindre, mais on pourrait bien s'apercevoir que la première clause tente de définir ce qui est indéfinissable et s'il en est ainsi, elle embarrassera les Cours de Justice et affaiblira l'autorité des décisions légales.

Il convient peut-être d'ajouter un mot en manière de conclusion. Tout tend à prouver que la Communauté ne désire point révoquer la charte du Trade-Unionisme et qu'elle est disposée à la soutenir. Le Trade-Unionisme n'a rien à craindre tant qu'il observera des méthodes constitutionnelles, mais s'il s'en écarte et tente de contraindre la nation, la communauté fera front de nouveau pour se défendre. »

Sir John Simon, l'éminent juriste libéral, faisait une critique précise et serrée du texte primitivement proposé, dans une lettre au « Times » publiée le 9 avril 1927 et dont nous extrayons la conclusion :

« Il me paraît regrettable que l'emploi du temps du Gouvernement ouvre les écluses d'une controverse irritante au sujet de ce projet hérissé de difficultés, des semaines avant qu'on l'ait expliqué. Certains esprits qui se sont efforcés de se faire une opinion impartiale, dans l'intérêt général, sans crainte ni faveur, sont en conséquence beaucoup plus portés à croire que, de même qu'en 1867 et en 1903, la méthode vraiment politique pourrait bien être de provoquer la nomination d'une Commission Royale, de caractère vraiment représentatif, chargée d'étudier le droit syndical dans son ensemble, de le codifier, de proposer tous les changements nécessaires, et de rédiger un rapport faisant autorité sur des questions comme celles de la légalité des grèves générales et du fonctionnement réel du système actuel de cotisation au fond politique.

Après les événements déplorables et honteux de Mai

dernier et plus encore après la désapprobation à moitié convaincue de ces événements de la part de certains dirigeants socialistes, rapprochée de la menace ouvertement proférée par d'autres d'en provoquer le renouvellement, j'étais pour ma part tout disposé à considérer impartialement un projet déclarant que, nonobstant toute disposition des Trade-Unions Acts, une combinaison d'employeurs ou d'employés, effectuée en vue de contraindre le Gouvernement ou le Parlement au moyen d'un refus concerté et simultané de continuer le travail, constitue une conspiration illégale. Mais lorsque les rédacteurs se mettent à formuler des propositions générales, des difficultés apparaissent, et il est inutile de légiférer en vue de déclarer l'état du droit si l'on provoque par là même des difficultés et des obscurités nouvelles. Et si le projet du Gouvernement, quelque pures que puissent être ses intentions, pouvait être raisonnablement soupçonné de s'appliquer aux salariés à l'exclusion des employeurs, ses effets sur la campagne en faveur de la paix industrielle seraient purement et simplement désastreux. »

« The Times Weekly Edition ». 14 Avril 1927.

Sir John Simon devait intervenir à plusieurs reprises au cours des débats parlementaires et contribuer à clarifier et à préciser le texte de l'Acte.



IMP. BOSC FRÈRES & RIOU

◦ 42, QUAI GAILLETON ◦

◦ ◦ ◦ ◦ ◦ LYON ◦ ◦ ◦ ◦ ◦



